



Organisation de Coopération Islamique

Centre de Recherches Statistiques, Economiques et
Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques

Agriculture et Sécurité Alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI

2016



AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

2016

Institutions Contributrices

Ministère d'Alimentation, d'Agriculture et de l'Élevage de la République de Turquie

Institut de Technologie de Massachusetts (ITM) Laboratoire d'Action contre la Pauvreté d'Abdul-Latif Jameel (J-PAL)

© 2016 Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamique (SESRIC)

Adresse: Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara –Turquie

Téléphone : 0090-312-468 6172

Internet : www.sesric.org

E-mail : pubs@sesric.org

Tous droits réservés

Des critères élevés ont été appliqués pendant l'étape de traitement et de préparation par SESRIC pour maximiser l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les dénominations et toute autre information non indiquées sur chaque section ou chiffre illustratifs n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC au sujet du statut juridique d'aucune entité. Par ailleurs, le Centre nie toute responsabilité de toute sorte de discussion politique qui peut surgir lors de l'utilisation des données et d'informations présentées dans cette publication. Les frontières et les noms illustrés sur les cartes présentées dans cette publication n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de SESRIC.

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. En vertu des droits d'auteur qu'il revendique, et comme il encourage la diffusion de ses publications dans l'intérêt des Pays Membres de l'OCI, SESRIC accorde l'autorisation de voir, copier, télécharger, et imprimer le matériel présenté à condition que ces matériaux n'aillent pas être réutilisés, sous n'importe quelle condition, pour des buts commerciaux.

Pour la permission de reproduire ou de réimprimer n'importe quelle partie de cette publication, veuillez envoyer une demande accompagnée d'informations complètes au Département de Publication à l'adresse suivante : Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 Oran, Ankara - Turquie.

Toutes questions concernant les droits et les permissions devraient être adressées au département de publication, SESRIC, à l'adresse ci-dessus.

ISBN: 978-975-6427-44-6

La Conception de la Couverture est faite par le Département de Publications, SESRIC.

SESRIC exprime par la présente sa profonde appréciation au Département de la Formation, de la Radiodiffusion et des Publications du Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de l'Élevage de la République de Turquie d'avoir fourni des équipements d'impression.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département de Recherches, SESRIC via: research@sesric.org

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	iii
PRÉFACE.....	v
RESUME GENERAL	vii
1. Secteur Agricole: Ressources et Potentiels.....	1
1.1. Population Agricole et Utilisation des Terres dans l'Agriculture	1
1.2. Ressources en Eau et leur Utilisation dans l'Agriculture	4
1.3. Productivité Agricole	13
2. Production Agricole et Commerce.....	19
2.1. Production Agricole	19
2.1.1. Indice de Production Brute.....	20
2.1.2. Indice de Production Brut par Habitant.....	21
2.2. Production et Utilisation des Principaux Produits	22
2.3. Producteurs Principaux des Produits Agricoles	26
2.4. Bétail et Pêche	26
2.4.1. Bétail.....	26
2.4.2. La Pêche	29
2.5. Échanges des Produits Agricoles.....	33
3. Effets des Changements Climatiques sur l'Agriculture.....	39
3.1. Réchauffement de la Température	40
3.2. Variation des Précipitations et des Pluies	41
3.3. La Hausse du Niveau de la Mer	43
3.4. Événements Météorologiques Extrêmes.....	44
3.5. Intensification des Insectes Ravageurs et Concentration en CO ₂	45
4. Développement Agricole: Principaux Défis et Obstacles.....	47
4.1. Utilisation Insuffisante des Terres	47
4.2. Faible Productivité	49
4.3. Mécanisation Agricole.....	50
4.4. Ressources en Eau Rares et le Manque d'un Système d'Irrigation Moderne	50
4.5. Manque d'Assurance Agricole	51
4.6. Changement Climatique.....	53
4.7. Recherche Agronomique et Biotechnologie	54
4.8. Maisons de Stockage de Céréales	57
5. Développement des Industries Agro-Alimentaires	61
5.1. Importance de l'Agro-industrie pour le Développement	62

5.2.	État des Industries Agroalimentaires dans les Pays de l'OCI.....	64
5.2.1.	Cultures et Produits Animaux Transformées.....	64
5.2.2.	Indicateurs des Industries Agroalimentaires.....	65
5.2.3.	Productivité dans les Industries Agroalimentaires	68
5.3.	Renforcement de la Compétitivité des Industries Agroalimentaires	70
6.	État de la Sécurité Alimentaire	73
6.1.	Production et Commerce Alimentaires	74
6.2.	Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier et l'Aide Alimentaire	78
6.3.	Privation Alimentaire (Personnes Sous-alimentées)	81
6.4.	Prix de Denrées Alimentaires.....	82
7.	Coopération de l'OCI dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire : Opportunités et Propositions de Projet.....	87
7.1.	Historique	87
7.2.	Renforcement de l'Investissement Intra-OCI dans le Secteur Agricole	90
7.2.1.	Agriculture et Investissement	90
7.2.2.	Pays Membres avec un Potentiel Agricole élevé.....	91
7.3.	Renforcement de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Activités Continues.....	93
7.3.1.	Établissement de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire	94
7.3.2.	Établissement de l'Association Agro-Industrielle de l'OCI.....	95
7.4.	Renforcement de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Propositions de Projet	97
7.4.1.	Établissement du Centre d'Amélioration des Semences et de Cultures de l'OCI (OCI-SCIC)..	97
7.4.2.	Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA)	102
7.4.3.	Établissement du Marché Agricole de Bourses Commerciales de l'OCI (OCI-ACEM).....	102
8.	Remarques Finales et Recommandations Politiques	103
	RÉFÉRENCE	109
	TABLEAUX STATISTIQUES	112

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

CO ₂	: Carbone dioxyde
COMCEC	: Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'OCI
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
AEP	: Asie de l'Est et le Pacifique
EAC	: Europe et l'Asie Centrale
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FPI	: Indice de Production Alimentaire
GES	: Gaz à effet de Serre
IDB	: Banque Islamique de Développement
IPCC	: Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat
IPCC- UN	: Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat-ONU
J-PAL	: Laboratoire d'Action de Pauvreté d'Abdul Latif Jameel
ALC	: Amérique latine et les Caraïbes
LGB	: Grand Perceur des Céréales
PFRDV	: Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
MOAN	: Moyen-Orient et l'Afrique du Nord
OCI	: Organisation de Coopération Islamique
AS	: Asie du Sud
SDGs	: Objectifs de Développement Durable
ASS	: Afrique Subsaharienne
UNEP	: Programme d'Environnement des Nations Unies
UNODI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
MONDEMUN	: Modélisation des Nations Unies du Monde
WTO	: Organisation Mondiale du Commerce

Remerciements

Ce rapport a été préparé par une équipe de recherche à SESRIC menée par M.Mazhar Hussain et consistée Cem Tintin, Kenan Bagci, Nilufer Oba et Davron Ishnazarov. Le travail a été mené sous la supervision générale de M.Nabil Dabour, Directeur Général Adjoint de SESRIC et Directeur Intérimaire du Département de Recherches.

PRÉFACE

Au cours de la dernière décennie, les crises de la sécurité alimentaire dans le monde ont accentué l'importance du développement agricole et de la sécurité alimentaire dans tous les pays du monde. En fait, quoique l'agriculture est largement connue comme étant une activité économique principale et joue un rôle important dans le développement des économies de la plupart des pays en développement, Cette caractéristique ne se tient pas ferme dans le cas de plusieurs pays de l'OCI, et ne l'ai pas pour l'ensemble des pays de l'OCI en tant que groupe. Plusieurs pays de l'OCI font toujours face à un certain nombre de contraintes et de défis sérieux dans ces deux secteurs critiques. En moyenne, la part de l'agriculture des pays de l'OCI représente 10,4% seulement du PIB total en 2014, diminuant graduellement de 12.0% en 2000 et 16.3% en 1990.

Au cours de cette période, l'activité agricole dans plusieurs pays de l'OCI a été constamment remplacée par des services et, à un moindre degré, par l'industrie. Cela est attribuable à une combinaison de facteurs politiques, structureaux, climatiques et géographiques. Ces facteurs comprennent notamment des transformations économiques et efforts structureaux de diversification dans certains pays, la migration croissante de la main-d'œuvre agricole des zones rurales aux zones urbaines à la recherche des salaires plus élevés dans d'autres secteurs, surtout le secteur des services, l'insuffisance des infrastructures et des investissements agricoles, le niveau relativement faible de l'utilisation des machines et des technologies dans le secteur agricole, les fluctuations des prix mondiaux des produits agricoles et les difficultés commerciales dont plusieurs de ces pays confrontent sur les marchés internationaux des produits de base, et finalement, la pénurie des ressources en eau dans plusieurs pays de l'OCI situés dans les sous-régions arides et semi-arides de l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord-Est.

Dans la plupart des pays de l'OCI, la production agricole et l'approvisionnement en produits agricoles, surtout les produits alimentaires, n'ont pas suivi le rythme de la croissance rapide de la demande en produits alimentaires due à l'augmentation rapide de leurs populations, élargissant ainsi le déficit alimentaire que les importations doivent combler. Ceci rend ces pays, en particulier les 28 Pays de l'OCI à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV de l'OCI), vulnérables à toute hausse marquée des prix internationaux de denrées alimentaires ainsi que l'augmentation des factures d'importation alimentaire et des déficits commerciaux, entraînant des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation, en particulier chez les enfants, et a ainsi aggravé la situation de la sécurité alimentaire déjà bien fragile en augmentant le nombre de personnes sous-nourris.

En comptant 37,7% de toute la population active des pays de l'OCI en 2014, l'agriculture est toujours considérée comme une activité économique importante ayant un potentiel élevé pour jouer un rôle significatif dans le développement économique de plusieurs pays de l'OCI. Cela vaut particulièrement pour les 36 pays de l'OCI dont l'économie est fondée sur l'agriculture, 19 desquels sont moins avancés. Ces pays apprécient le potentiel élevé dans au moins un des trois éléments principaux du secteur agricole (c.-à-d., terres arables, main-d'œuvre agricole et ressources en eau). D'ailleurs, 25 pays membres de l'OCI appartenant à différentes régions climatiques comptent parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles importants dans le monde entier. Ces produits varient des céréales telles que le blé, le riz et le maïs aux produits de la zone tropicale/tempérée tels que le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. À cet égard, le développement d'un secteur agricole moderne dans ces pays aiderait, donc, à réduire la pauvreté, assurerait une suffisance alimentaire, fournirait des occasions d'emplois supplémentaires pour des millions, et favoriserait d'autres secteurs économiques liés à la production agricole.

Étant donné cet état de question, le présent rapport sur *l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire dans les Pays Membres de l'OCI 2016* accentue l'état récent ainsi que les contraintes et les défis qui entravent le développement du secteur agricole et de la sécurité alimentaire dans les pays membres de l'OCI. Il explore des thèmes principaux comme la production et la productivité agricole, les échanges des produits agricoles, la population agricole et l'utilisation de terre dans l'agriculture, les ressources en eau et leur utilisation dans l'agriculture, la production et le commerce des produits alimentaires, l'aide alimentaire, la prédominance de la malnutrition, et les impacts de la volatilité de prix de denrées alimentaires. Le rapport jette également la lumière sur l'importance de favoriser l'investissement intra-OCI dans le secteur agricole et propose un ensemble varié de recommandations politiques et de propositions de projet pour renforcer la coopération de l'OCI dans ce domaine important.

Amb. Musa Kulaklikaya
Directeur Général
SESRIC

RESUME GENERAL

Secteur Agricole : Ressources et Potentiels

Les activités agricoles jouent un rôle important dans les économies de l'OCI comme dans plusieurs pays en développement en termes d'emploi, production, et alors dans le développement. Les statistiques récentes prouvent que 238 millions de personnes (14,1 % de la population totale) dans les pays de l'OCI sont économiquement en activité dans le secteur agricole. Dans 16 pays de l'OCI en particulier, la part de la population agricole économiquement active représente plus de 20% de la population totale qui témoigne de l'importance des activités agricoles. De façon générale, plus de 51,8% de population dans les pays de l'OCI vit dans des zones rurales. Les pays de l'OCI occupent 29% des superficies de terres agricoles du monde, les prairies et pâturages permanents représentant la majeure partie des superficies agricoles dans les pays de l'OCI.

Tous ces chiffres impliquent que les pays de l'OCI sont non seulement des acteurs importants dans le monde en termes de taille de la population agricole mais également en termes de taille des superficies agricoles. Tout ceci fait de l'ensemble des membres de l'OCI un acteur majeur dans le réseau mondial de la production agricole .

En termes de ressources en eau et leur utilisation dans les activités agricoles, ensemble, les pays de l'OCI émergent comme groupe de pays essentiel. La part des précipitations des pays de l'OCI dans le monde en termes de profondeur est 22,6%. Parmi les pays membres de l'OCI, la Malaisie a la plus haute moyenne de précipitations en termes de profondeur tandis que l'Egypte et la Libye sont classés au bas de l'échelle. Les IRWR (ressources internes en eau renouvelables) constituent presque 73% des ressources totales en eaux renouvelables dans les pays de l'OCI, ce qui implique que les pays de l'OCI, ensemble, dépendent davantage de leurs ressources internes renouvelables plutôt que leurs ressources externes. Néanmoins, plusieurs membres de l'OCI sont exposés à différents niveaux à la pénurie de l'eau. Par exemple, le Koweït et les EAU ont les plus bas niveaux des ressources renouvelables totales en eau par habitant, ce qui les mettent dans une catégorie absolue de pénurie de l'eau. Ces pays de l'OCI ont considérablement besoin de ressources en eau externes pour satisfaire la demande croissante en eau, à moins qu'ils adoptent de nouvelles méthodes pour atteindre l'eau utilisable à travers d'autres ressources telles qu'épurer l'eau de mer. D'ailleurs, la durabilité des ressources externes en eau a également une importance particulière pour les pays membres qui ont un taux plus élevé de dépendance en eau.

En tant que groupe, les pays de l'OCI retirent 29% de l'eau agricole dans le monde. Si on considère les faibles scores de précipitations en termes de profondeur dans des pays comme l'Egypte, le ratio des zones irriguées comme pourcentage de la zone agricole est très élevé et couvre jusqu'à 92.8% de toute la zone agricole. En ce qui concerne les techniques d'irrigation, les pays de l'OCI déploient principalement l'irrigation superficielle (82%), qui est technique de gestion de l'eau la moins économe parmi les techniques d'irrigation, tandis que la technique d'irrigation localisée, qui est l'une des techniques les plus utilisées sur le plan des économies de l'eau, est pratiquée sur seulement 1.3 million d'hectares, correspondant à 1,7% de la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI.

Les pays de l'OCI ont un ratio insuffisant d'utilisation d'engrais une fois comparés à d'autres pays en développement. En 2013, l'utilisation d'engrais par hectare de terres arables a été calculée à 128 kilogrammes pour les pays de l'OCI. D'autres pays en développement, d'autre part, employaient 142 kilogrammes d'engrais par hectare de terres arables. Avec une augmentation de la tendance de terres arables, les besoins de mécanisation du secteur

agricoles des pays de l'OCI sont devenus aussi évidents, une chose qu'on peut bien observer dans le nombre diminuant de tracteurs disponibles par mille hectares de terres arables.

En tant que résultat normal de la pénurie des ressources en eau, les techniques inefficaces d'irrigation, l'utilisation insuffisante d'engrais et le système agricole faiblement mécanisé, les pays de l'OCI font face aux faibles niveaux de terres et de productivité de la main-d'œuvre dans le secteur agricole. Les niveaux de terres et de productivité de la main-d'œuvre dans les pays de l'OCI sont au-dessous de la moyenne mondiale par rapport à 2012, même si les pays de l'OCI aient collectivement connu une augmentation dans leurs niveaux de productivité depuis les années 2000.

Quand à la recherche et le développement, les pays de l'OCI enregistrent un meilleur rendement que d'autres pays en développement en termes du nombre des personnels chargés de la recherche agronomique. Parmi les pays de l'OCI, le Maroc a le nombre le plus élevé de personnels chargés de la recherche agronomique (747) (par 100.000 agriculteurs). En termes de dépenses en recherche agricole et activités de développement (par personne économiquement active dans le secteur de l'agriculture), les pays de l'OCI surpassent également d'autres pays en développement avec une moyenne de pouvoir d'achat de 172 dollars des États-Unis. Parmi les membres de l'OCI, la Turquie dépense la moyennela plus élevée (537 dollars des États-Unis) sur la recherche agronomique (par personne économiquement active dans le secteur agricole).

Production Agricole et Commerce

Bien que l'agriculture est largement connue en tant qu'activité économique principale et joue un rôle important dans les économies des pays en développement, cela n'est pas totalement valable pour les pays de l'OCI en tant que groupe. Après avoir légèrement augmenté au cours de la période de l'après-crise, la part moyenne de l'agriculture dans le PIB total des économies de l'OCI s'est contractée de 10,3 % en 2014.

L'indice de production agricole de la FAO prouve que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont enregistré une performance comparable à celle des autres pays en développement et du monde en ce qui concerne l'augmentation de leur production agricole au cours de la période 2000-2013, et une performance bien meilleure à celle des pays avancés. En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, on constate que, au cours de la période considérée, la moyenne de production agricole par habitant dans les pays de l'OCI a connu une augmentation relativement modeste par rapport aux autres pays en développement ainsi que le monde.

Durant la période entre 2000-2014, les pays de l'OCI ont connu une augmentation de leur part dans la production mondiale des céréales, des fruits, des légumes et de la viande. Cependant, dans tous les cas sauf pour la viande, les pays membres de l'OCI ont connu une contraction dans leurs parts dans le total de la production des pays en développement. La production agricole de l'OCI se concentre dans certains pays membres car dix pays seulement d'entre eux ont représenté 80,7%, 76,2%, 75,7% et 69,0% de toute la production des céréales, des fruits, des légumes et de la viande en 2012, respectivement.

Selon les données relatives à la période 2013-2014, les pays de l'OCI ont enregistré les parts les plus élevées mondialement dans toute la production de l'huile de palme (93%), du cacao (64%), du manioc (40%), du sorgho (24%), et du millet (35%) - par rapport à d'autres produits de base importantes. Pour la majorité de produits considérés dans cette étude, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux s'avèrent les principales méthodes d'utilisation. En moyenne, 97,7% d'approvisionnements du thé, 91,2% du café, 90,0% du sucre, 79,7% du riz, 73,5% du blé, 75,2% du millet, 81,4% du cacao, 67,8% du sorgho, et

45,8% de manioc sont utilisés au niveau national en tant que produits alimentaires destinés à la consommation humaine dans les pays membres, tandis que 74,9% d'approvisionnements d'orge, 68,2% d'avoine, 45,2% de maïs, et 29,4% de manioc ont été utilisés dans le marché intérieur pour alimenter le bétail et des volailles.

Malgré le bas niveau de développement du secteur agricole et la part relativement faible des pays de l'OCI dans la production agricole mondiale, une grande majorité des pays membres est parmi les 20 producteurs principaux de certains produits agricoles importants dans le monde. Cependant, pour plusieurs de ces pays, en particulier ceux dans lesquels la majeure partie de leurs exportations se concentre sur certains de ces produits agricoles, les fluctuations des prix dans les marchés des produits de base internationales peuvent causer des risques et défis supplémentaires.

Dans les dix dernières années, la consommation des produits d'origine animale dans les pays en développement, mesurée en kilogrammes selon la consommation annuelle par habitant, s'est accrue de manière significative. Cependant, les pays de l'OCI continuent à souffrir des niveaux relativement faibles de la consommation des produits importants d'origine animale, à savoir, la viande, le lait et les œufs. Un ménage dans les pays de l'OCI a consommé en moyenne 123.5 kilogrammes de produits d'origine animale en 2013, par rapport à la moyenne de 159.2 kilogrammes consommés dans les autres pays en développement et 289.9 dans les pays avancés. La moyenne mondiale était de 174.4 kilogrammes en 2013. Du côté de la production, les pays en développement ont apparemment répondu à la demande croissante en produits d'origine animale en augmentant la production très rapidement - avec le groupe des pays de l'OCI n'y faisant pas exception. Entre 2000 et 2013, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont augmenté leur production de viande, lait et œufs par 63,5%, 58,3% et 63,7%, respectivement. Au cours des dernières décennies, les facteurs liés à l'offre, tels que les intrants bon marché, l'évolution technologique et les gains d'efficacité, semblent être les principaux moteurs de la croissance rapide de la production. La croissance de la consommation de produits alimentaires destinés aux animaux d'élevage, accompagnée de l'augmentation de la libéralisation économique, a mené à une croissance commerciale importante de ces produits. Deux conclusions principales découlent de l'analyse comprise dans ce rapport : Premièrement, les pays de l'OCI sont trop dépendants des produits d'origine animale importés, excepté les œufs, et, deuxièmement, cette dépendance connaît en effet une forte progression. En 2013, les pays de l'OCI ont enregistré 4,6% d'exportations des produits animaux du total mondial et 17,4% des importations totales.

La pêche et l'aquaculture ont contribué ainsi à satisfaire la demande mondiale en poissons avec environ 191 millions de tonnes en 2013. Durant la période entre 2004-2013, la moyenne de consommation des produits de la pêche par habitant dans les pays membres de l'OCI a augmenté de 13,8 jusqu'à 16.0 kilogrammes - enregistrant une augmentation de 16,1%. Ce rythme de croissance se compare favorablement aux autres pays en développement où la moyenne de consommation par habitant a augmenté de 15,6 à 16,5 au cours de la même période (6.5%). Toujours en ce qui concerne la production, les pays de l'OCI ont représenté 17,3% de toute la production de pêche mondiale en 2013. La production de pêche intérieure a connu une expansion rapide au cours de la dernière décennie tandis que la production marine est demeurée relativement stable. Les pays de l'OCI ont amélioré leur part mondiale dans la production de la pêche dans les eaux intérieures qui a passé de 14,5% en 2000 à 17,3% en 2013. En dépit d'une croissance lente à l'échelle mondiale, la production halieutique marine dans les pays membres a connu une expansion rapide et a augmenté sa part dans la production marine mondiale de 9,7% à 17,3% au cours de la même période.

S'agissant des méthodes de production, il en va de même pour la production mondiale halieutique et aquacole contre la pêche traditionnelle, car la première a plus que doublé, passant de 41,7 millions de tonnes en 2000 à 97,2 en 2013.

En 2011, les exportations des poissons, des crustacés et des mollusques totales provenant des pays de l'OCI ont atteint 2,7 millions de tonnes. En revanche, les pays de l'OCI ont importé 4,2 millions de tonnes de ces produits des pêches au cours de la même année – gérant un déficit commercial net de 1,5 millions de tonnes.

Par rapport aux chiffres globaux des échanges de produits agricoles, il a été noté que, en tant que groupe, les pays de l'OCI ont renforcé leur présence dans le commerce mondial des produits agricoles importants. Cependant, pour satisfaire la demande alimentaire de leurs populations en croissance rapide dans le contexte d'une capacité de production agricole insuffisante, les pays de l'OCI, en tant que groupe, restent fortement tributaire d'importations agricoles, en particulier les produits alimentaires. Ceci est tout à fait clair dans le cas des céréales où, avec les importations s'élevant à 53,3 milliards de dollars des États-Unis en 2013, les pays de l'OCI ont représenté plus que la moitié (53,8%) des importations totales de céréales des pays en développement en 2013, et plus d'un tiers (36,5%) du total mondial. Comme dans le cas de la production, une part significative de tout le commerce agricole des pays de l'OCI est concentrée dans peu de pays membres. En termes de valeur monétaire, seulement les cinq exportateurs principaux de l'OCI représentent 84,9%, 67,2%, 64,1%, et 79,3% du total de céréales, de produits laitiers, de fruits et légumes, et des exportations de viande des pays de l'OCI, respectivement, par contre, les 5 importateurs principaux ont représenté 43,9%, 45,7%, 42,8% et 56,4% du volume d'importation relevant aux produits importants de chacun de ces groupes. En raison de la dépendance relativement élevée de plusieurs pays de l'OCI aux importations des produits agricoles, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont enregistré des déficits commerciaux significatifs dans la plupart de ces produits - surtout en céréales avec 46,4 milliards de dollars des États-Unis, contre 11,6 milliards de dollars des États-Unis en 2003. Ceci indique que la production nationale des produits agricoles, notamment des denrées alimentaires, dans la plupart des pays de l'OCI ne suit pas le rythme de l'augmentation de la population et, par conséquent, celui de la demande de ces produits.

Effets du Changement Climatique sur l'Agriculture

Le changement climatique est l'un des défis environnementaux contemporains les plus importants ayant de graves conséquences socio-économiques négatives. Sans aucun doute, le secteur agricole est extrêmement vulnérable au changement climatique principalement en raison d'un lien fort entre climat et les conditions atmosphériques. Le changement climatique peut affecter le secteur agricole de différentes manières : l'échauffement, la variation des précipitations et de la distribution des précipitations, les catastrophes naturelles comme les inondations, la sécheresse et les orages, concentration de carbone, et accélération de croissance des parasites. Les impacts du changement climatique sur le secteur agricole varient mondialement. En générale, les pays en développement situés surtout dans les régions arides, semi-arides et sub-humides sèches sont plus vulnérables comparés aux pays avancés. Parmi les pays membres de l'OCI, les plus vulnérables sont les pays membres à revenu faible et ceux qui sont situés en Afrique et en Asie. Leur plus grande vulnérabilité est due en partie à leur endroit géographique, leur grande dépendance en agriculture, la mauvaise infrastructure et la faible capacité financière pour s'adapter et atténuer les impacts négatifs du changement climatique.

Développement Agricole : Principaux Obstacles et Défis

Dans plusieurs pays membres de l'OCI, les décideurs politiques n'accordent pas autant d'attention au développement agricole en raison notamment du fait que le développement agricole demeure en jachère dans le contexte d'une croissance agricole par habitant anémique. En fait, divers facteurs structurels, politiques et climatiques peuvent être attribués à la faiblesse persistante de la productivité agricole dans la majorité des pays de l'OCI. Il est observé que les activités agricoles dans plusieurs pays de l'OCI ont été remplacées par des activités industrielles, ce qui a entraîné un sous-investissement dans le financement public des pratiques agricoles plus efficaces et plus rentables. La mauvaise productivité de la terre dans plusieurs pays de l'OCI peut être attribuée au fait que les agriculteurs continuent à employer les méthodes agricoles périmés qui sont un gaspillage des capitaux humains et physiques du à l'abus et à l'utilisation insuffisante d'engrais et de mécanisation. Les problèmes inhérents à l'application des contrats et du droit de propriété sont des facteurs additionnels menant à l'inefficacité sur le plan de la productivité des terres. Le manque de possibilités de crédit en particulier dans les zones rurales limite la capacité des agriculteurs d'augmenter et améliorer la productivité de leur terre, où le manque d'un marché financier fiable et accessible reste un véritable défi au niveau de l'adoption des nouvelles technologies. D'une part, considérant que l'accès à l'eau et à l'existence des systèmes d'irrigation sont des déterminants majeures de la productivité des terres et la bonne gestion de la pénurie de ressources en eau constitue la difficulté la plus redoutable pour l'agriculture dans la majorité de pays membres de l'OCI. L'utilisation excessive, l'épuisement des ressources en eau et la consommation croissante de l'eau par des consommateurs non-agricoles augmenteront les coûts de l'eau, et même renforceront sa disponibilité pour l'agriculture. Dans tous les pays de l'OCI, l'agriculture est en particulier exposée à divers types de risques climatiques tels que de longues périodes des sécheresses et la contamination des parasites qui s'accroissent de manière encore plus marquée en raison du changement climatique. Considérant que 26 pays de l'OCI sont exposés au stress hydrique et/ou à la pénurie de l'eau et que plus de 84,1 % de la consommation des eaux dans les pays de l'OCI est prévue pour l'agriculture, les faibles niveaux de précipitations et l'accroissement de l'évaporation entraveront sérieusement la production agricole. À cet égard, le manque d'assurance agricole est une menace supplémentaire de la sécurité alimentaire dans plusieurs pays de l'OCI. Cependant, avant de présenter systématiquement aux agriculteurs les intrants agricoles tels que des graines et les engrais, ça sera un défi d'introduire l'assurance agricole. Un autre domaine politique qui exige la reconsidération des pays de l'OCI est le manque de capital humain et l'expertise scientifique insuffisante dans la recherche et développement agricole dus aux budgets limités assignés par les gouvernements. On observe également qu'une grande partie des récoltes n'atteignent pas la destination finale des consommateurs due aux pertes qui interviennent après les récoltes, ce qui représente un problème dont la solution est de développer des installations convenables de stockage des céréales.

Développement des Industries Agroalimentaires

Les agro-industries portent une grande importance pour le développement. Ce qui est le plus important c'est que les agro-industries produisent des liens étroits en aval et en amont, promouvant la demande sur la production agricole primaire et apportant à cette dernière une valeur ainsi que créant des emplois et générant des revenus tout au long de la chaîne traitement-distribution. Plus spécifiquement, les entreprises de traitement des produits agro-alimentaires génèrent la demande en matières premières agricoles ; cela pourrait alors créer des emplois au niveau des exploitations agricoles et contribuer à la demande accrue en moyens de production agricoles tels que les engrais et les aliments pour animaux. De

même, l'activité économique est générée dans les zones en aval de la logistique, la distribution et les services.

L'industrie agroalimentaire est souvent l'activité industrielle principale et contribue de manière notable à la production, aux recettes d'exportation et à l'emploi dans beaucoup de pays en développement. Cependant, l'analyse portée sur certaines cultures et produits d'élevage montre que dans certains produits, les pays de l'OCI sont déjà en mesure de traiter ce qu'elles produisent et de profiter de la valeur ajoutée pendant le traitement des produits agricoles. D'autre part, dans certains autres pays de l'OCI qui manquent de capacité de traiter les marchandises qu'ils produisent et perdent de précieuses sources de recettes qui pourraient être préservés de la valeur ajoutée pendant le traitement de la Marchandise.

Les industries agroalimentaires jouent un rôle important dans la création d'emplois et la génération de revenus. Les pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles ont en moyen des pourcentages plus élevées dans quatre indicateurs des industries agroalimentaires comparées aux moyennes de pays en développement non membres de l'OCI, indiquant une importance plus grande du secteur pour ces économies. On constate un écart élevé entre les pays de l'OCI et les pays en développement non membres de l'OCI au niveau de la part de l'industrie dans la production totale, qui s'élève à 15,9 % dans les pays de l'OCI mais représente 10,2 % seulement dans les autres pays en développement. De même, les industries agroalimentaires représentent en moyenne 16 % des emplois totaux dans les industries de 34 pays de l'OCI par rapport à seulement 11 % dans les autres pays en développement. Les salaires dans les industries agroalimentaires représentent en conséquence une part élevée des paiements totaux, soit 12,2 % des salaires payés dans toutes les industries des pays de l'OCI, contre 9,1 % dans les pays non membres de l'OCI. Enfin, en ce qui concerne l'importance relative de l'industrie en valeur ajoutée, 11,9 % de l'ensemble des industries à valeur ajoutée vient des industries agroalimentaires dans les pays de l'OCI, comparés à 10,1 % dans d'autres pays en développement et 9,7 % des pays avancés. D'autre part, 16,9 % de l'ensemble des entreprises sont actives dans le secteur agroalimentaires dans les pays de l'OCI contre 24,7 % dans les autres pays en développement.

État de la Sécurité Alimentaire

L'Indice de la Production Alimentaire Mondiale (IPA) a augmenté de 25% en 2013, contre 100 en année de référence 2005. L'IPA des pays membres de l'OCI, en tant que groupe, a également indiqué une tendance à la hausse et est resté au-dessus de la moyenne mondiale. Cependant, au niveau de chaque pays, l'augmentation de l'IPA était inférieure à la moyenne mondiale dans 25 pays de l'OCI en 2013. L'indice de la production alimentaire par habitant dans les pays de l'OCI a montré une tendance à la hausse lors de 2000-2013. En moyenne, en termes de production alimentaire par habitant, les pays de l'OCI ont connu une augmentation de 10%, tout en restant au-dessous de la moyenne mondiale, qui a connu une augmentation de 15% au cours de la même période.

Au cours de la période entre 2000-2014, le commerce de produits alimentaires a indiqué une tendance à la hausse, où les exportations alimentaires mondiales ont augmenté de 430 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 1483 milliards de dollars des États-Unis en 2014. Les pays membres de l'OCI ont également connu une tendance à la hausse dans leurs exportations des produits alimentaires au cours de la même période en augmentant leurs exportations alimentaires de 27 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 140 milliards de dollars des États-Unis en 2014. Cependant, au niveau de chaque pays, les exportations des produits alimentaires sont concentrées dans quelques pays membres de l'OCI seulement : en

2014, seulement 10 pays, ensemble, ont représenté 84% de toutes les exportations des produits alimentaires des pays de l'OCI.

Les importations totales des produits alimentaires des pays de l'OCI ont augmenté de 43 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 218 milliards de dollars des États-Unis en 2014. Comme ce fut le cas des exportations des produits alimentaires, les importations des produits alimentaires de l'OCI se sont également concentrées dans quelques pays membres, car en 2014 ; les 10 pays importateurs principaux des produits alimentaires de l'OCI ont représenté 68% de toutes les importations des produits alimentaires des pays de l'OCI.

Au cours de la période entre 2000-2014, la croissance des exportations des produits alimentaires étaient plus que contrebalancées par la croissance des importations des produits alimentaires dans les pays de l'OCI. Le déficit commercial des produits alimentaires des pays de l'OCI a augmenté rapidement de 16 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 79 milliards de dollars des États-Unis en 2014.

Selon les dernières classifications de la FAO, 28 pays membres de l'OCI se trouvent être parmi les 54 pays à faible revenu et à déficit vivrier du monde (LIFDC) ; dont la plupart sont dans l'Afrique Subsaharienne et les régions arides de l'Asie Occidentale et de l'Afrique du Nord-Est. Les pénuries alimentaires ont continué à affecter un nombre significatif des 28 LIFDC de l'OCI, dont 17 ont été classifiés par la FAO en tant que « Pays en Crise Ayant Besoin d'une Aide Exterieur.e. »

Pendant les dernières deux décennies, le volume de l'aide en céréale a diminué en termes absolus. Les livraisons totales de céréale aux pays de l'OCI se sont ralenties pour tomber à 0,41 millions de tonnes métriques en 2013-15, alors qu'elles s'élevaient à 5,5 millions de tonnes métriques en 1990-92, correspondant à une diminution de 92,6%. De même, le total des expéditions de l'aide en céréale aux LIFDC de l'OCI ont passé de 3,4 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 0,36 millions de tonnes métriques en 2010-12, correspondant à une diminution de 89,4%.

Bien que la prévalence de la sous-alimentation (c.-à-d. la part des personnes souffrant de malnutrition dans la population totale) dans les pays de l'OCI ait diminué de 23,6% en 1990-92 à 14,8% de la période 2014-16, le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans les pays de l'OCI s'éleve à 166 millions , correspondant à 20,8% du total mondial des personnes souffrant de la malnutrition. Au niveau de chaque pays, certains pays de l'OCI ont réalisé des progrès impressionnants et la part des personnes souffrant de malnutrition dans leur population totale a diminué considérablement au cours de la période entre 1990-92 et 2014-16. Cependant, la prévalence de la sous-alimentation était toujours très élevée dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier dans les LIFDC de l'OCI en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud.

Lors de la crise alimentaire au cours des années 2006-08, les prix de tous les denrées alimentaires de base étaient témoin d'une augmentation exponentielle et ont atteint des records historiques en 2008. Après une légère diminution en 2009, les prix de la plupart des produits alimentaires de base ont encore affiché une tendance à la hausse jusqu'à la fin de 2012. Les prix ont ensuite commencé à diminuer. En 2015, les prix du maïs, du soja, du riz, de l'orge et du blé étaient considérablement inférieurs à leurs niveaux en 2012. Sans aucun doute, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité observée durant et après la crise alimentaire de 2006-08 ont causé des sérieux impacts socio-économiques négatifs sur les économies de plusieurs pays en développement, y compris les membres de l'OCI et ont donc créé, plus, de difficultés pour des millions de personnes qui déjà souffraient de la faim et de la pauvreté dans ces pays. Les LIFDC de l'OCI étaient plus exposés à ces impacts néfastes que les autres pays, où l'inflation de prix de denrées alimentaires a aggravé la situation déjà

détériorée de la sécurité alimentaire dans ces pays, a alourdi la facture des importations des produits alimentaires et les déficits commerciaux, provoqué l'inflation globale et, ainsi, constitué des conséquences négatives graves sur la santé et l'éducation des pauvres personnes dans ces pays qui dépensent l'essentiel de leurs revenus à l'acquisition de produits alimentaires.

La Coopération de l'OCI dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire

L'importance du secteur agricole dans les économies des pays membres de l'OCI, particulièrement l'importance des questions liées à la sécurité alimentaire, et, ainsi, les besoins urgents pour la croissance et le développement dans le secteur agricole avaient été identifiés assez tôt. On a également réalisé que la question alimentaire a été étroitement liée à la production agricole, la productivité, l'utilisation d'intrants, l'infrastructure, les politiques agricoles, le commerce et d'autres questions connexes. En conséquence, dans le cadre de son programme économique en expansion, l'OCI a commencé de se concentrer avec beaucoup d'attention sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en particulier au cours des années 80.

Six conférences ministérielles ont été tenues entre 1981 et 2015 pour renforcer la coopération et pour stimuler le développement dans le domaine de l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. De plus, les plans d'action de l'OCI pour renforcer la coopération économique des pays membres entre 1981 et 1994 et le programme de 2005 d'action décennal de l'OCI qui vise à relever les défis faisant face à l'Oumma Musulman au 21ème siècle ont également prêté une attention significative au développement agricole et rural et à la sécurité alimentaire.

L'agriculture et la sécurité alimentaire ont été identifiées comme l'un des six domaines prioritaires de la nouvelle stratégie du COMCEC dans le but de renforcer la productivité du secteur agricole et d'assurer la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Avec cette nouvelle stratégie, le COMCEC vise à appuyer la productivité du secteur agricole, améliorer l'efficacité du rôle réglementaire et actif de l'état dans le secteur agricole et la sécurité alimentaire, favoriser la collecte de données fiables et à jour en vue d'assurer une bonne analyse du secteur et améliorer le fonctionnement du marché et l'accès aux pays membres.

Malgré tous ces efforts, les pays de l'OCI n'ont pas atteint, pendant toutes ces longues années, des arrangements réalisables de coopération avec des résultats concrets dans le secteur du développement agricole et de la sécurité alimentaire pour appuyer les efforts de développement de la majorité des pays membres. Toutes les conférences et réunions mentionnées ci-dessus ont seulement mis en évidence, bien que pas encore matérialisées, des idées pour renforcer la coopération des pays membres de l'OCI dans la sécurité alimentaire et l'agriculture. Ceux-ci incluent, entre autres, ces idées:

- Renforcer la coopération dans le domaine de la préparation et de l'exécution des programmes liés à la sécurité alimentaire aux niveaux régionaux et nationaux et la réadaptation et la reconstruction du secteur agricole dans les pays membres pauvres,
- Le financement des projets alimentaires et agricoles au niveau national et communal,
- Trouver des solutions des contraintes financières qui pèsent sur la production alimentaire,
- Le transfert de technologies agricoles entre des pays membres de l'OCI.

En général, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un pays donné peuvent être améliorés en stimulant la production agricole, surtout les produits alimentaires, que

ce soit sous la forme d'une amélioration de la productivité agricole ou l'extension de la superficie des terres arables (c.-à-d. en accroissant ainsi la superficie des terres cultivables). Ceci, bien sûr, nécessite la disponibilité des investissements appropriés dans le secteur agricole au niveau national et/ou en termes d'investissements directs étrangers (IDE). Cependant, même si l'investissement dans l'agriculture est une activité économique parfaitement établie dans les pays avancés, il reste toujours à la traîne dans plusieurs pays en développement, en particulier les pays les moins développés et à faible revenu dont les économies sont basées sur l'agriculture.

Au cours de ces dernières années, deux propositions de projet ont obtenu le soutien des Etats Membres et devront être concrétisées. Ces propositions ont été élaborées sur l'établissement d'une Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA) et l'Association Industrielle Agroalimentaire de l'OCI. L'OISA sera une institution spécialisée de l'OCI. Ses buts sont principalement de fournir l'expertise et le savoir-faire technique aux Etats Membres sur les divers aspects de l'agriculture durable, le développement rural, la sécurité alimentaire et la biotechnologie, y compris le fait d'aborder les problèmes causés par la désertification, le déboisement, l'érosion et la salinité ainsi que fournir les réseaux de protection sociale ; pour évaluer et surveiller la situation de la sécurité alimentaire dans les Etats Membres afin de déterminer et effectuer l'aide humanitaire et des secours nécessaires, y compris la création de réserves de la sécurité alimentaire ; pour mobiliser et contrôler les ressources financières et agricoles, développer l'agriculture et augmenter la sécurité alimentaire dans les Etats Membres ; et pour coordonner, formuler et mettre en oeuvre les politiques agricoles communes, y compris l'échange et le transfert de technologies appropriées et le système de gestion publique de denrées alimentaires.

D'une part, l'association agro-industrielle de l'OCI servirait de plate-forme aux compagnies et aux individus engagés dans cette industrie pour échanger des idées et des expériences et élaborer une stratégie de chaîne de valeurs solide au développement agro-industriel. Une fois établie, l'association agro-industrielle de l'OCI devrait travailler activement comme ses contreparties dans d'autres régions et fournir un forum pour toutes les entreprises publiques et privées travaillant dans le domaine du développement des agro-industries contribuant ainsi à la croissance des industries agroalimentaires.

Outre les activités de coopération en cours, le rapport propose trois propositions de projet pour la coopération des pays de l'OCI dans le domaine du développement agricole et de la sécurité alimentaire. Ceux-ci sont l'établissement du Centre d'Amélioration de Graines et de Récolte de l'OCI (OCI-SCIC), la Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA) et l'établissement du Marché des Bourses de Marchandises pour des Produits Agricoles de l'OCI (OCI-ACEM).



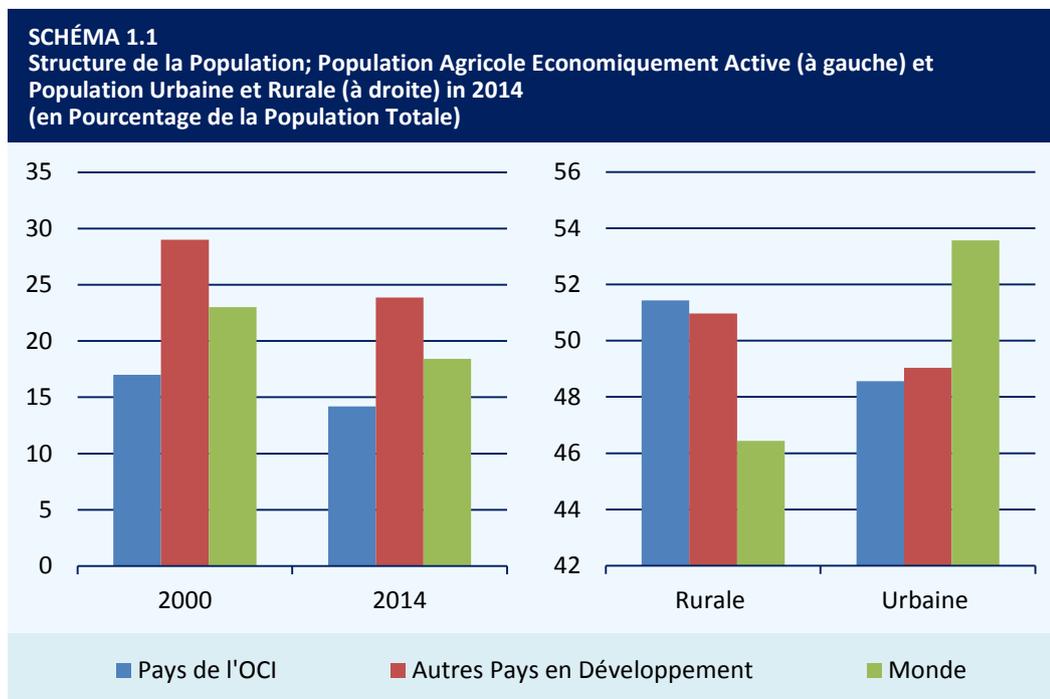
1. Secteur Agricole: Ressources et Potentiels

Les activités agricoles jouent un rôle important dans les économies de l'OCI comme dans beaucoup d'autres pays en développement en termes d'emploi, production et ainsi le développement. Ce chapitre passe en revue certains indicateurs agricoles choisis tels que l'utilisation des terres, les techniques d'irrigation et la productivité agricole pour les pays de l'OCI dans une perspective comparative. Comparée à la situation dans les années 2000, l'analyse montre que les pays de l'OCI, comme un groupe, se placent en meilleure position en termes de production agricole, productivité et mécanisation au cours des années 2010. Cependant, plusieurs pays de l'OCI sont toujours à la traîne par rapport aux moyennes de l'OCI, et donc ils ont besoin des réformes agricoles pour améliorer leur position dans la production et les activités agricoles. En plus, pour plusieurs pays membres de l'OCI l'agriculture est un secteur clé qui peut aider dans l'accomplissement des niveaux de vie plus élevés. À cet effet, l'amélioration de l'utilisation des ressources agricoles disponibles et l'augmentation des niveaux existants de productivité du travail et de terre dans le secteur agricole apporteront une contribution importante au processus de développement dans les pays de l'OCI.

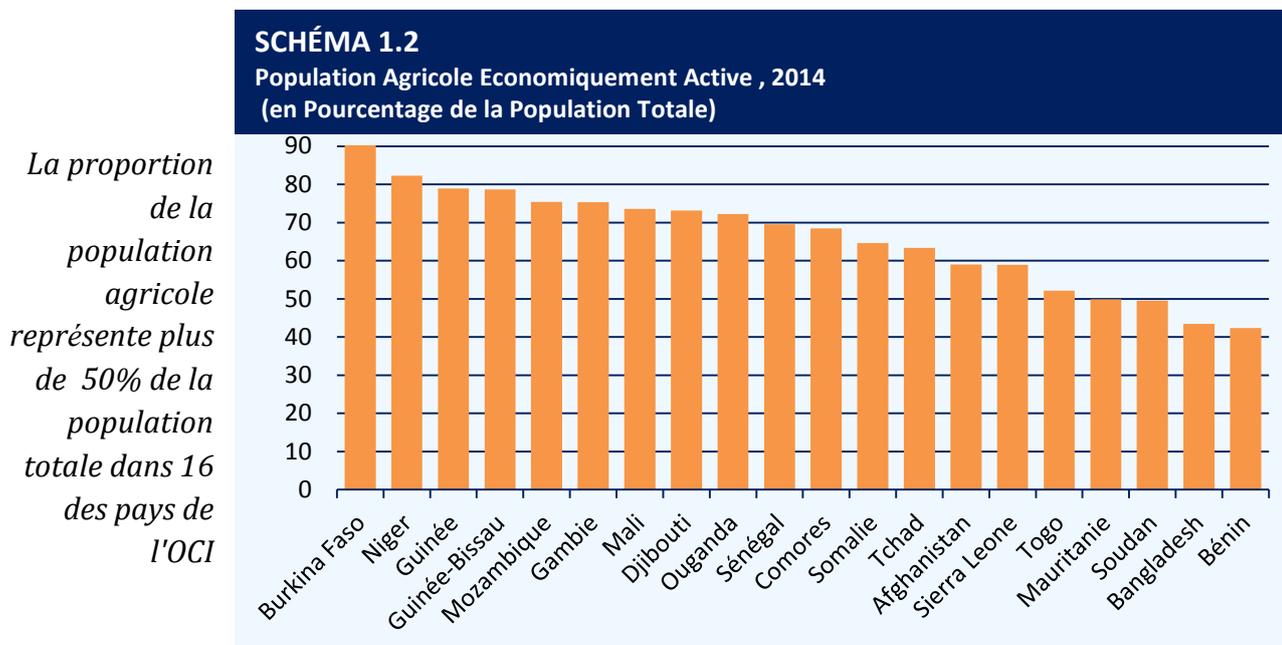
1.1. Population Agricole et Utilisation des Terres dans l'Agriculture

Avec une superficie totale de 3.2 milliards d'hectares et une population totale de 1.67 milliard en 2014, les 57 pays membres de l'OCI ont représenté presque un quart de toute la superficie du monde et légèrement en dessous d'un cinquième de sa population (22.7% et 23.2%, respectivement). Seulement 8 pays de l'OCI (Kazakhstan, Algérie, Soudan, Arabie Saoudite, Indonésie, Libye, Iran et Niger, par ordre décroissant) représentent 50.6% de la superficie totale des pays de l'OCI. Les cinq pays principaux de l'OCI les plus peuplés sont l'Indonésie, le Pakistan, le Nigéria, le Bangladesh et l'Égypte, représentant 52.1% de population totale des pays de l'OCI.

En 2014, la population rurale dans des pays de l'OCI a représenté 51,4% de leur population totale, comparée à 51,0% dans les autres pays en développement et 46,4% de la moyenne mondiale (Schéma 1.1, à droite). 53,2% de la population mondiale vivaient dans les zones urbaines en 2014 tandis qu'environ 48,1% de population totale de l'OCI résidaient dans ces régions. Au cours de la période 2000-2014, toute la population des pays de l'OCI s'est accrue deux fois plus vite que la moyenne du monde (2.2% contre 1.1%).



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 1)



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 1)

Agricultural Population

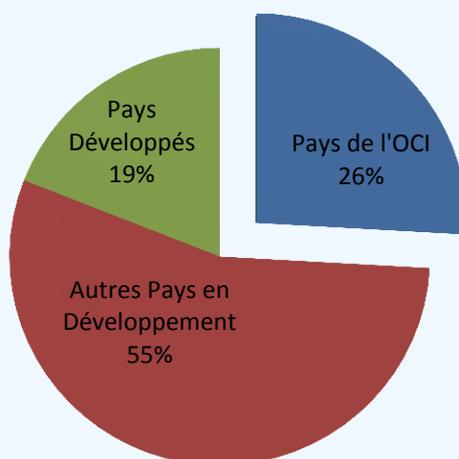
En 2014, la population agricole économiquement active a représenté 238 millions dans les pays de l'OCI, correspondant à 14.2% de la population totale et comparée à 16.4% en 2000 (Schéma 1.1, gauche). Cette valeur est demeurée au-dessous des autres pays en développement (23.9%) et de la moyenne mondiale (18.4%).

Cependant, la population agricole économiquement active représente encore plus de 20% de la population totale dans 16 pays de l'OCI, dont la plupart sont les pays moins avancés dans l'Afrique Subsaharienne, et ont même atteint plus de 35% dans certains de ces pays comme Burkina Faso, la Guinée, la Mozambique, et la Gambie (Schéma 1.2).

Superficies de Terres Agricoles

En plus de la main-d'œuvre agricole, l'utilisation effective et productive de la terre dans l'agriculture est un élément essentiel du processus de développement agricole. À cet égard, les 57 pays de l'OCI ont eu une aire totale de superficies agricoles de 1.4 milliard d'hectares, correspondant à 47% de tout le secteur de superficies de terres agricoles des autres pays en développement et à 25.9% de celle du monde (Schéma 1.3). La part du secteur de superficies de terres agricoles a représenté 45.7% de superficie totale dans les pays de l'OCI, comparée à 40.3% dans tous les pays en développement et à 40% dans le total mondial. Compte tenu le secteur cultivé, qui est la somme des terres arables et les récoltes permanentes, cependant, on constate que le pourcentage de la superficie cultivée dans la zone agricole totale dans les pays membres de l'OCI (26.2%) demeurait considérablement en dessous des moyennes des autres pays avancés (32.5%) et le monde (31.1%).

SCHÉMA 1.3
Répartition des Terres Agricoles dans le Monde

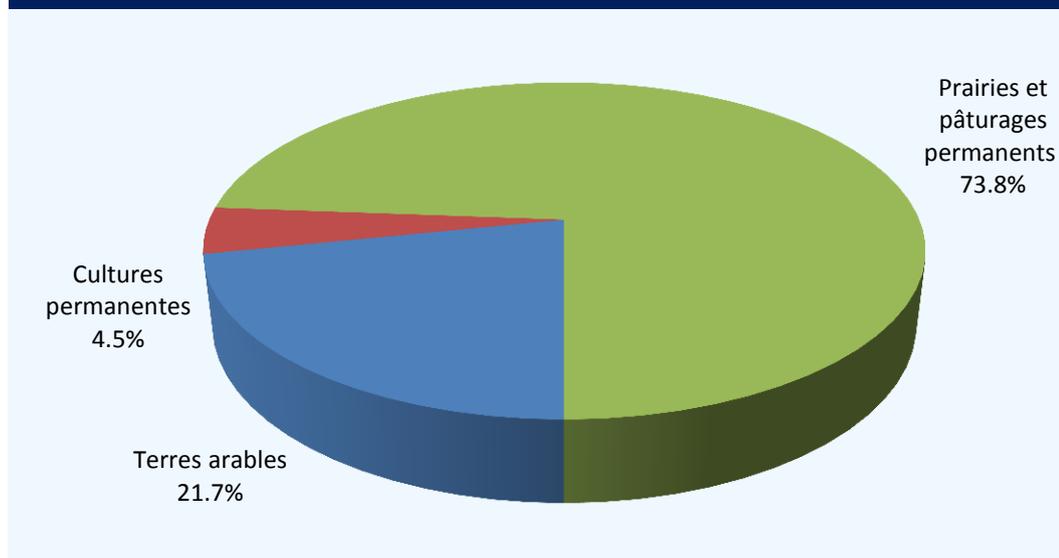


26% des terres agricoles dans le monde appartiennent aux pays de l'OCI

Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 2)

SCHÉMA 1.4 Structure des Terres Agricoles dans les Pays de l'OCI

Les prairies et pâturages permanents représentent la part de lion des terres agricoles dans les pays de l'OCI



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 2)

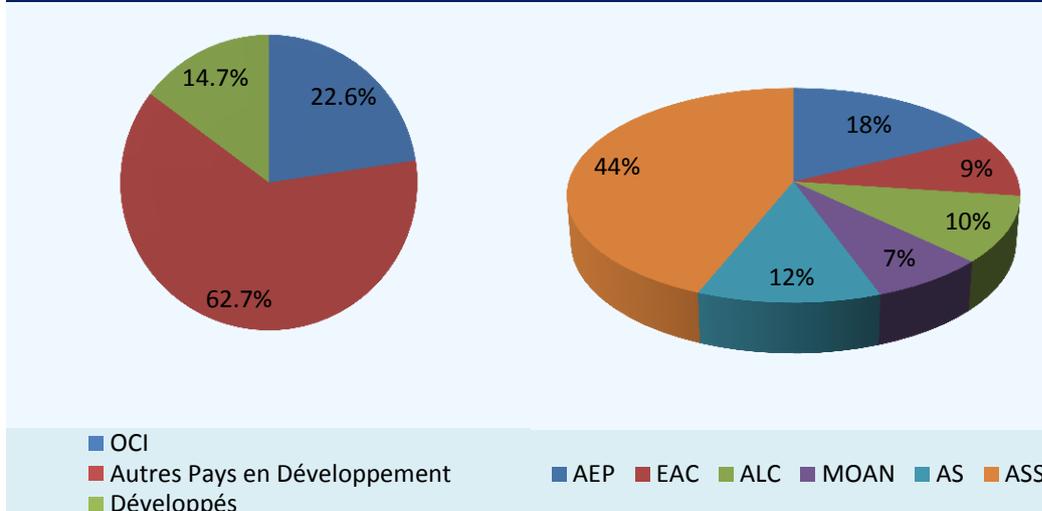
L'utilisation des terres dans l'agriculture dans des pays de l'OCI reflète de grandes différences au niveau de chaque pays. Avec la grande zone agricole relativement à leur superficie totale, certains pays de l'OCI, comme l'Arabie Saoudite (80,6%), Kazakhstan (80,4%), Turkménistan (72,0%), et la Somalie (70,3%) ont de très petites superficies de terres arables (moins de 10% de leurs zones agricoles) et même les superficies négligeables de cultures permanentes. En revanche, avec une petite zone agricole par rapport à leur superficie totale, certains pays de l'OCI ont des superficies de terres arables relativement grandes dans leurs zones agricoles, notamment le Bangladesh (84,3%), le Pakistan (84,0%), l'Égypte (72,8%), et le Surinam (72,1%), en revanche, dans les pays de l'OCI comme la Mauritanie et le Djibouti la part de terres arables dans les terres agricoles était seulement environ 1%. À cet égard, les zones de terres arables existantes dans ces pays sont extrêmement précieuses.

1.2. Ressources en Eau et leur Utilisation dans l'Agriculture

Considérant que la majeure partie des ressources en eau du monde est employée dans l'agriculture et que la demande mondiale de produits alimentaires est en rapide progression, le rôle de la gestion de ressources en eau, par les techniques et les systèmes d'irrigation efficaces, a acquis récemment une grande importance dans le développement agricole et la sécurité alimentaire. L'eau est une ressource rare dans des régions arides et semi-arides où plusieurs pays de l'OCI sont localisés, en particulier en Asie Occidentale et en Afrique du Nord-Est. La plupart des pays de l'OCI dans ces régions font face à fortes pressions d'eau dues aux possibilités limitées d'exploitation de nouvelles ressources en eau. Ces pressions devraient augmenter face à l'accroissement des populations et le niveau accru de l'utilisation d'eau par habitant associé au développement économique. Par conséquent, l'utilisation des ressources en eau dans l'agriculture, en améliorant les systèmes d'irrigation et les techniques, est l'un des besoins les plus urgents et préalables au développement agricole et à la sécurité alimentaire durable dans les pays de l'OCI, en particulier ceux dans les régions à faibles ressources en eau.

SCHÉMA 1.5

Moyenne de Profondeur des Précipitations: Part des Pays de l'OCI dans le Monde (à gauche) et la Part des Sous-régions dans le Total de l'OCI (à droite), 2008-2014



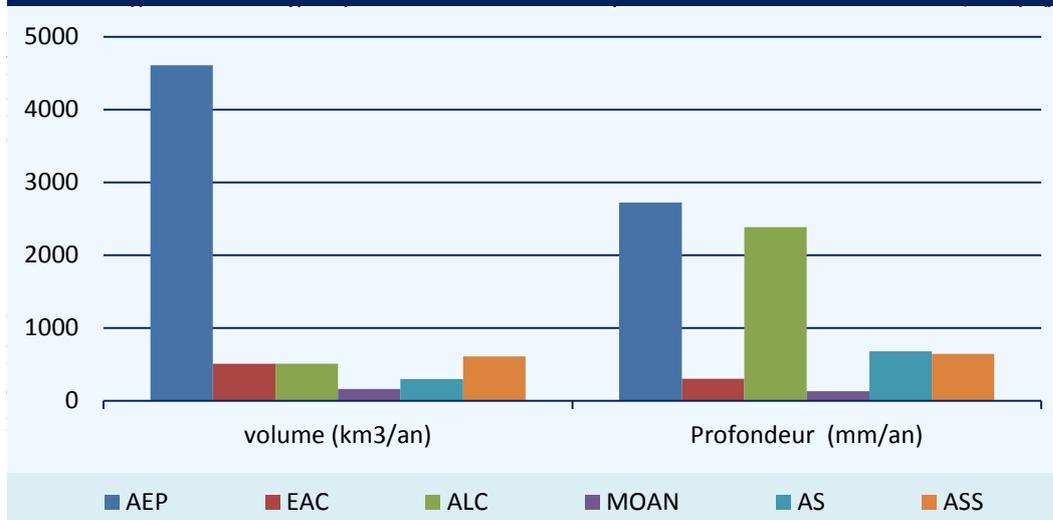
Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 3)

Précipitation en Profondeur

Lors de la période 2008-2014, la moyenne annuelle de précipitation en profondeur s'est légèrement élevée à plus de 47 milliers (mm/an) dans les pays de l'OCI. Ceci signifie que les pays de l'OCI, ont collectivement reçus 22.6% de moyenne annuelle des précipitations du monde et 36.1% de celle d'autres pays en développement (Tableau en Annexe A.3). En raison de la diversité des conditions climatiques, la moyenne de précipitation en profondeur représente la distribution inégale entre les sous-régions de l'OCI. Selon le Schéma 1.5 (à droite), l'ASS a obtenu le premier rang parmi les sous-régions correspondant à 44% du total des précipitations dans les pays de l'OCI. En revanche, les pays dans la région du MOAN, ont collectivement reçue seulement 7% du total des précipitations.

SCHÉMA 1.6

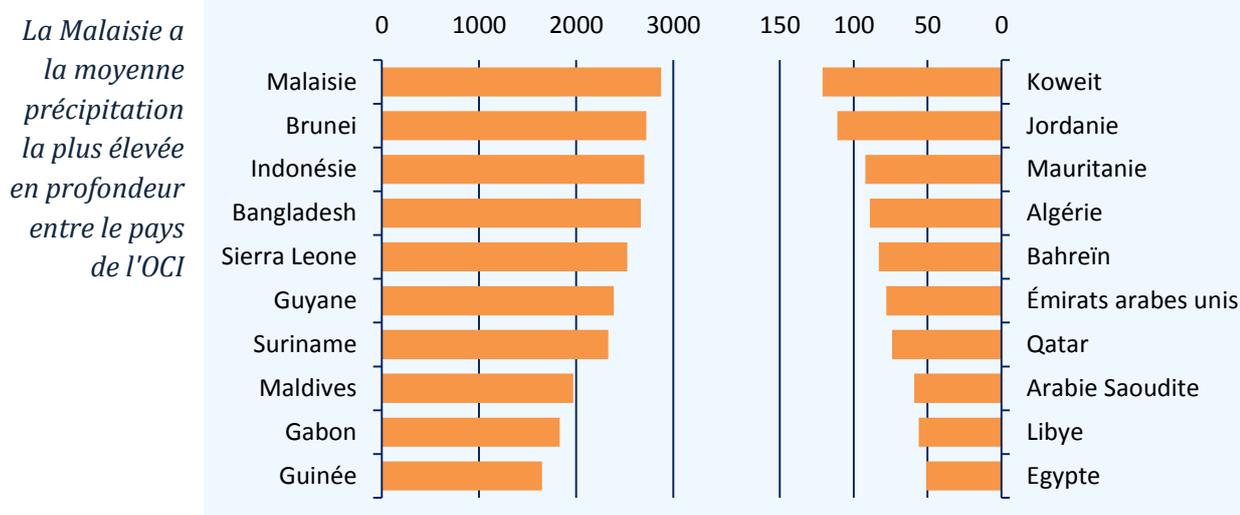
Moyenne des Précipitations(Mesurée par Terres Agricoles des Pays de l'OCI), 2008-2014



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 3)

SCHÉMA 1.7

Moyenne de Profondeur des Précipitations (mm/an) , la Plus Elevée (<à gauche) et la Plus Faible (à droite) 10 Pays de l'OCI, 2008-2014



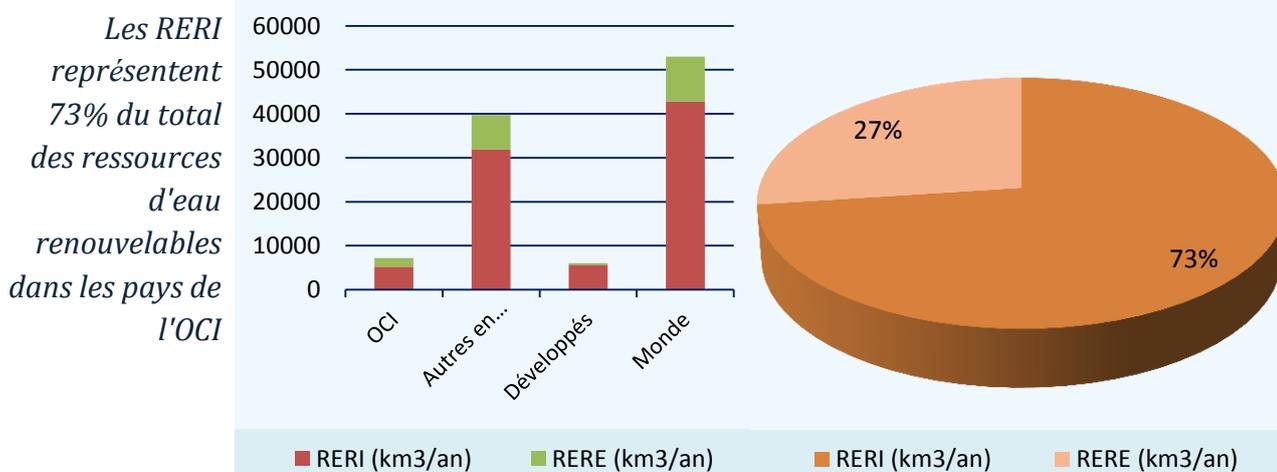
Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 3)

Ressources en Eau Renouvelables

Ayant 7.229 km³ par an au cours de la période 2008-2014, les pays de l'OCI représentent collectivement 13.6% de ressources en eau renouvelables totales (TRWR) dans le monde. Comparé au niveau d'autres pays en développement (39.689 km³/an), la part des pays de l'OCI en pourcentage des pays en développement semble relativement faible par rapport à sa population totale. En fait, le niveau de TRWR par habitant dans les pays de l'OCI était presque la moitié du niveau des autres pays en développement. Comparé au niveau mondial (7.601 m³/an), les TRWR par habitant dans les pays de l'OCI (4.652 m³/an) étaient aussi considérablement au-dessous du niveau mondial (Tableau en Annexe A.3).

SCHÉMA 1.8

Structure des Sources en Eau Renouvelables dans le Monde (à gauche) et dans les Pays de l'OCI (à droite), 2008-2014



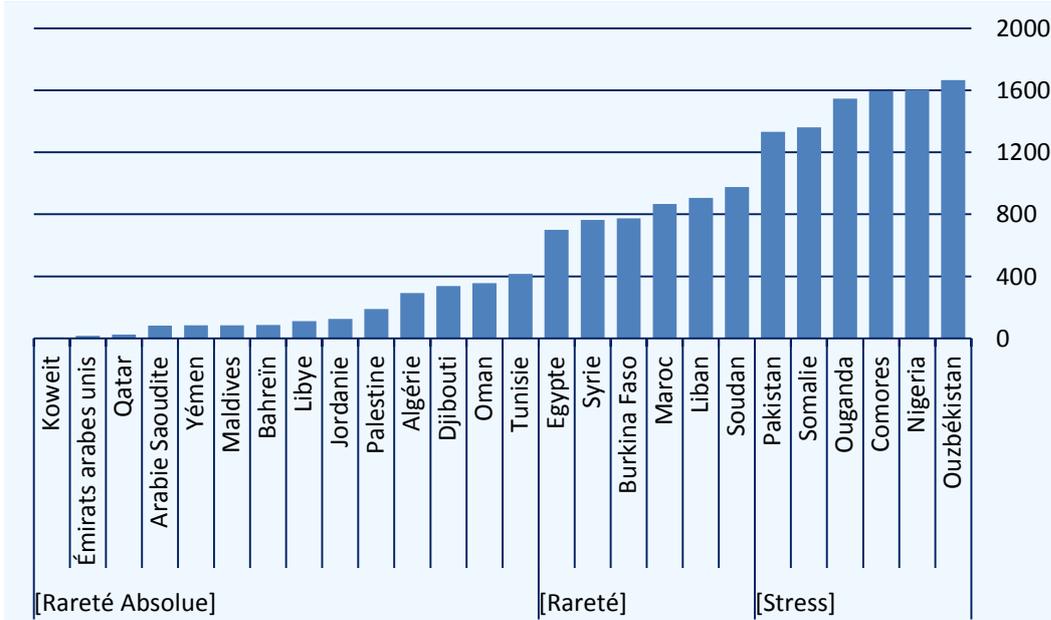
Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 3)

La structure des ressources en eau renouvelables totales entre les groupes de pays diffère. Selon le schéma 1.8 (à droite), 73% de ressources en eau renouvelables totales du monde consiste des ressources en eau renouvelables internes (IRWR), et le reste est constitué par les ressources en eau renouvelables externes (ERWR). Dans les pays avancés, les IRWR comptent le plus haut pourcentage dans les TRWR, atteignant le niveau de 93.4% (Schéma 1.8, à gauche). Comparée aux autres pays en développement, la part des IRWR dans les TRWR des pays de l'OCI est légèrement au-dessous de celle d'autres pays en développement (80.2% et 72.9%, respectivement). Les IRWR dans les pays de l'OCI représentent 12.3% des IRWR totales dans le monde, et 16.5% dans les pays en développement. En plus, les ERWR dans les pays de l'OCI couvrent 19.2% des ERWR totales dans le monde et 25.0% de celles des pays en développement (Tableau en Annexe A.3).

Pénurie d'Eau

La pénurie d'eau est définie comme le déséquilibre entre l'offre et la demande en eau. Le niveau minimum des TRWR exigées pour les activités domestiques, agricoles, et industrielles de base est estimé à un seuil de 1700 m³/an par habitant. Les pays ou les régions avec les TRWR/an par habitant en dessous de ce niveau sont considérés comme ayant un stress hydrique, ceux avec les TRWR/an par habitant plus moins de 1000 m³/an sont considérés comme ayant une *pénurie d'eau* et ceux avec TRWR/an par habitant moins de 500 m³/an sont considérés comme ayant une *pénurie absolue d'eau* (ONU-Eau, la FAO, 2007). Les pays de l'OCI qui souffrent du stress hydrique et/ou de la pénurie d'eau sont bien synthétisés dans la figure 1.9. Selon le schéma, 26 pays de l'OCI font face au stress hydrique et/ou la pénurie d'eau. C'est alors que 6 pays font face au stress hydrique, 6 pays font face à la pénurie d'eau et le reste de 14 pays font face à la pénurie absolue d'eau. Les pays avec le stress hydrique et/ou la pénurie d'eau dépendent des sources extérieures pour combler leurs besoins en eau.

SCHÉMA 1.9
Total des Ressources en Eau Renouvelables par Habitant (m³/an), 2014



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 3)

Dépendance en Eau

Le terme *taux de dépendance de ressources* en eau indique dans quelle mesure un pays dépend de ses pays voisins pour répondre à ses besoins en eau. Selon cette définition, on constate que les pays de l'OCI dépendent des pays voisins pour ses 32.5% du besoin total en eau par an lors de la période 2008-2014. Ce taux était inférieur à d'autres pays en développement (17.7%) ainsi que celui du monde (22.6%). Le schéma 1.10 dépeint les pays membres de l'OCI dont les taux de dépendance sont plus élevés que 50%. Comme le montre le schéma, 19 pays sont inadmissibles aux critères. En particulier, les pays de l'OCI dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord-Est ont enregistré le pourcentage le plus élevé de dépendance des ressources en eau.

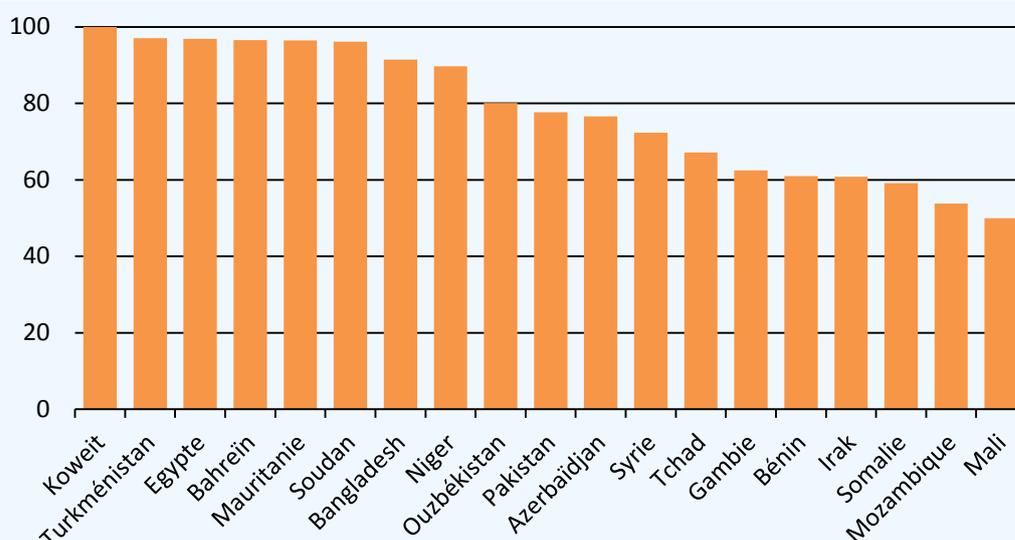
Avoir la pleine dépendance à l'égard de sources extérieures, le Koweït vient en tête, suivi du Turkménistan (97%) de l'Égypte (96.9%), du Bahreïn (96.6%), de la Mauritanie (96.5%), et du Soudan (96.1%). Il y a huit principaux bassins fluviaux internationaux dans les pays de l'OCI : Le Nil, le Niger, le Sénégal, le lac Tchad, et les bassins fluviaux de Limpopo dans la Région Africaine ; Bassin de Fleuves d'Euphrate et de Tigre, Bassin de Mer d'Aral (fleuves d'Amu Darya et de Syr Darya), et Bassin Fluvial de Ganges dans la Région Asiatique. À cet égard, le Koweït et le Bahreïn dépendent largement des écoulements de couche aquifère d'eaux souterraines de l'Arabie Saoudite tandis que l'Égypte dépend du fleuve de Nil d'Éthiopie, de Mauritanie sur le fleuve du Sénégal, Turkménistan dépend des fleuves d'Amu Darya et de Syr Darya.

Prélèvements des Eaux Agricoles

Compte tenu de la croissance rapide de leur population, plusieurs pays de l'OCI sont confrontés à de graves défis pour faire face la croissance rapide de la demande en eau, en particulier dans les activités agricoles. Comparé à sa part dans la population totale du monde (23.2%), les pays de l'OCI, collectivement, retirent 23.8% du total des prélèvements des eaux dans le monde. C'est dû en partie par un manque d'efficacité de l'utilisation d'eau dans l'agriculture (Tableau en Annexe A.4). Effectivement, les prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI représente 84.1% du total des prélèvements d'eau. Comparé à la moyenne mondiale de 69.5% et à la moyenne d'autres pays en développement de 75.6%, le pourcentage des pays de l'OCI occupe un rang élevé. À cet égard, les prélèvements des eaux, exprimés en pourcentage des IRWR, est un indicateur de la capacité du pays de compter sur ses propres ressources en eau (c.-à-d. la pression sur les ressources en eau). Le total de prélèvements des eaux dans les pays de l'OCI représente 17.7% du total des IRWR qui est beaucoup au-dessus des niveaux d'autres pays en développement et du monde (6.7% et 9.2%, respectivement).

SCHÉMA 1.10

Taux de Dépendance envers les Sources Externes (Normalisation en Pourcentage), 2014

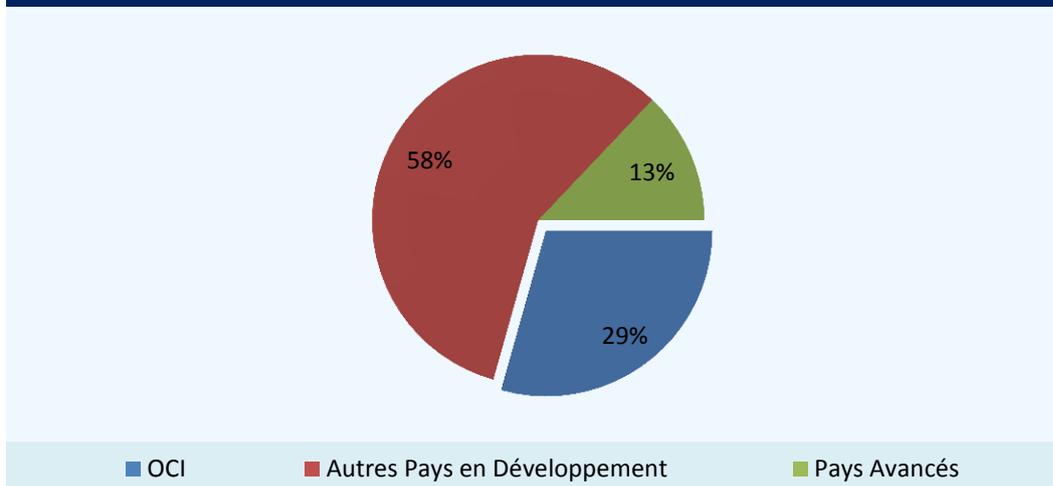


Koweït et Turkménistan ont le total des ressources en eau le plus élevé par habitant

Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 3)

SCHÉMA 1.11

Prélèvements des Eaux Agricoles: Part des Pays de l'OCI dans le Monde, 2008-2014



Les pays de l'OCI countries prélèvent 29% de l'eau agricole dans le monde

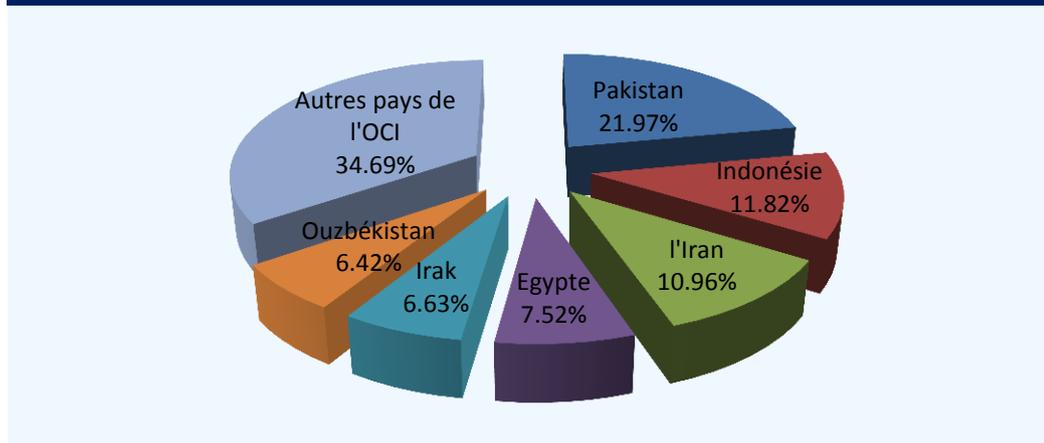
Source: Base de Données en ligne de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture AQUASTAT (Tableau en Annexe 4)

Comme partout ailleurs, la majeure partie totale de prélèvements des eaux dans les pays de l'OCI est utilisée en agriculture. Les prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI représentent 84.1% du total de leurs prélèvements et pour 10.9% de leurs TRWR. Les prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI s'est élevé à 785 km³/an, correspondant à 29% du total es prélèvements des eaux agricoles total dans le monde (Schéma 1.11). Cependant, la distribution des prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI est loin d'être uniforme. En termes absolus, 16 pays, ont collectivement représenté

91% de tout les prélèvements des eaux agricoles dans tous les pays de l'OCI, dont seulement 5 pays ont représenté 58% du total des prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI. Le Pakistan, qui se caractérise par un standard particulièrement élevé de prélèvements, s'est élevé de 172.4 km³/an, correspondant à 22% du total des prélèvements des eaux agricoles dans les pays de l'OCI (Schéma 1.12).

SCHÉMA 1.12

Prélèvements d'Eau Agricole: Part des Principaux Pays de l'OCI, 2008-2014



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 4) Calcul basé sur la dernière année pour laquelle les données sont disponibles (2008 -2014).

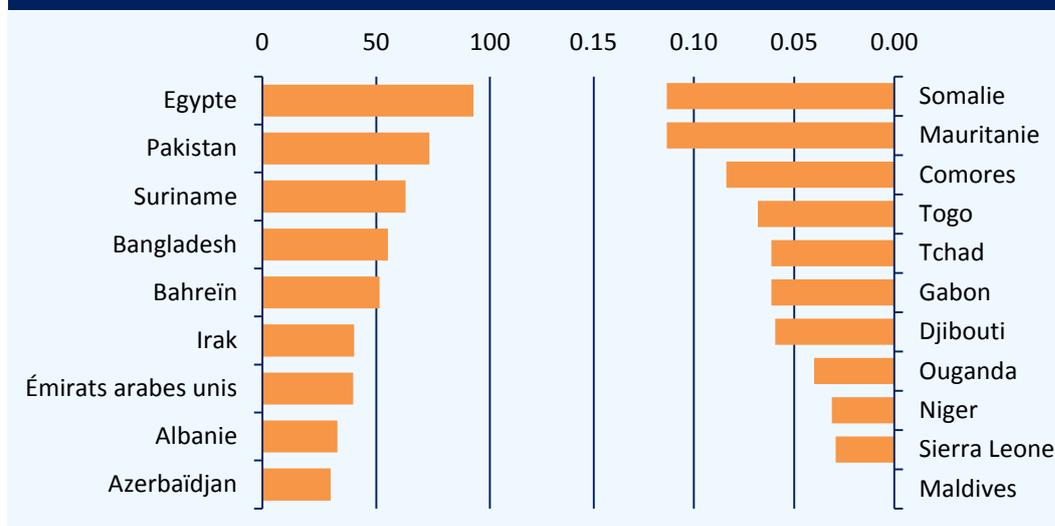
Irrigation

La grande partie de prélèvements des eaux agricoles est employée dans l'irrigation. À cet égard, tous les termes « superficie équipée pour l'irrigation», « zone irriguée», « superficie irriguée » font tous référence au secteur de la terre équipé pour assurer l'eau aux récoltes, autre que des précipitations directes. Selon cette définition, la superficie totale des terres irriguées dans les pays de l'OCI couvre 75.2 millions d'hectares ou 25.4% par rapport au monde, et représente seulement 5.3% de leur zone agricole totale, comparé à la moyenne mondiale de 6.1%. Cependant, la la superficie totale des terres irriguées dans les pays de l'OCI représente 25.7% de leurs terres arables, un niveau qui est plus haut que celui d'autres pays en développement (23.7%) et du monde (21.5%).

Au niveau de chaque pays, cependant, on constate que la distribution de la zone irriguée varie à travers les pays. 15 pays, collectivement, se sont élevés 68.1 millions d'hectares, correspondant à 90.6% de superficie totale d'irrigation dans les pays de l'OCI. Comme est déjà le cas en ce qui concerne le retrait agricole, le Pakistan se démarque avec sa part de la zone irriguée dans la région de l'OCI, à savoir le pays avec leurs zones irriguées de 19.3 millions d'hectares, seul représente 25.6% de la superficie totale irriguée dans le groupe de l'OCI. D'une part, les parts des zones irriguées dans les zones agricoles des pays diffèrent également, allant des niveaux négligeables (moins de 0.1%) à 92.8%. Le schéma 1.13 résume clairement les parts des zones irriguées en pourcentage des zones agricoles de chaque pays. Selon le schéma, au cours de la période 2008-2012, seulement 9 pays ont eu des parts atteignant plus de 20%. Le pourcentage dans 13 pays était inférieur à 0.2%, même en Maldives, il n'y a aucun zone irriguée . En revanche, même si le superficie irriguée représentait plus de 50% des terres arables dans 20 pays de l'OCI, ce taux était inférieur à 5% dans 18 pays.

SCHÉMA 1.13

Pourcentage des Zones Irriguées dans la Zone Agricole: Pays en Pourcentage le Plus Elevé (à gauche) et le Plus Faible (à droite), 2008-2012



l'Egypte occupe le premier rang s'aigissant des zones d'irrigation comme pourcentage de zones agricoles

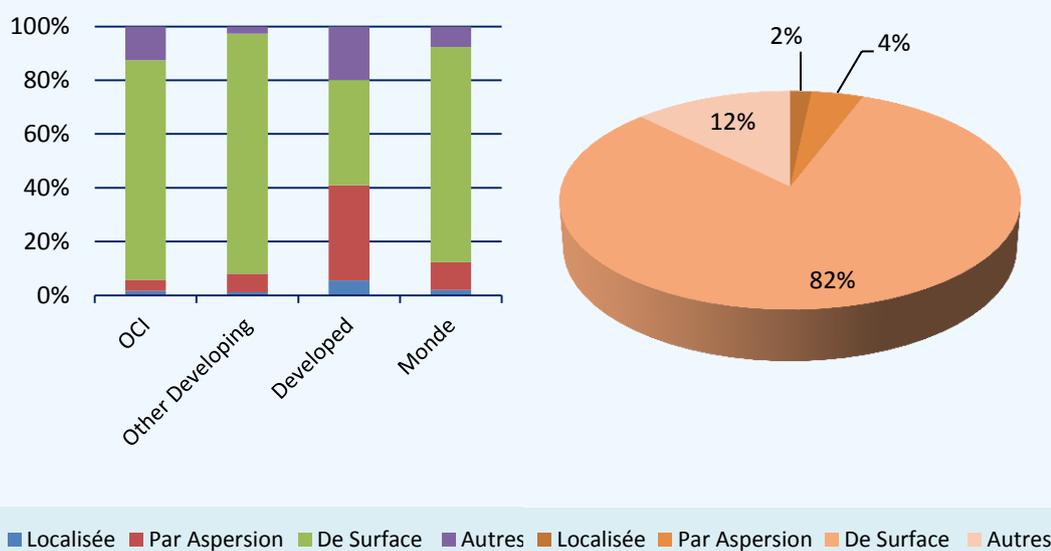
Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 5)

En fait, la partie de la superficie des terres arables irriguées joue un rôle crucial dans la production agricole dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier ceux qui souffrent de la pénurie dans les régions arides et semi-arides du MOAN. Par conséquent l'agriculture irriguée et l'utilisation des systèmes et des techniques efficaces d'irrigation ont un rôle très important et plus grand dans le développement agricole et la production alimentaire dans ces pays. À cet égard, les données disponibles sur les techniques d'irrigation utilisées dans les pays de l'OCI indiquent que *l'irrigation de surface*, qui est la plus traditionnelle et la technique la moins économique en ce qui concerne l'utilisation de l'eau, est pourtant la pratique la plus répandue, pratiquée dans 82.1% de la surface totale équipée pour l'irrigation, comparée à d'autres pays en développement de niveau de 89.3% (Schéma 1.14, gauche). Le taux est plus de 50% dans 38 pays de l'OCI, à partir de 17 pays de l'OCI, l'irrigation de surface est une technique simple pratiquée pour l'irrigation. En conséquence, les montants considérables de l'eau détournée pour l'irrigation dans ces pays sont gaspillés à la ferme par des eaux de surface ou de percolation profonde.

SCHÉMA 1.14

Techniques d'Irrigation comme Pourcentage de la Superficie Totale Equipée pour l'Irrigation dans le Monde (à gauche) et dans les Pays de l'OCI (à droite), 2008-2012

L'irrigation de surface est la technique la plus courante dans les pays de l'OCI



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne AQUASTAT (Annexe Tableau 5)

En revanche, l'irrigation par aspersion¹ est pratiquée sur 3.5% de la surface totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI (Schéma 1.14, à droite). Cette technique qui est plus économes en eau que l'irrigation de surface, est pratiquée sur plus de 20% du zone irriguée dans seulement 7 pays de l'OCI, notamment le Côte d'Ivoire (75.4%), l'Arabie Saoudite (59.4%), le Bénin (41.7%), et le Liban (27.9%). Le taux est presque négligeable (moins de 0.1%) dans 27 pays de l'OCI. D'une part, la technique d'irrigation localisée², qui est souvent l'une des techniques plus économes en eau, est pratiqué sur 1.3 million d'hectares, correspondant seulement à 1.7% de la superficie totale équipée pour l'irrigation dans les pays de l'OCI ; un taux qui est en dessous de la moyenne mondiale de 2%. La prévalence de cette technique varie également d'un pays à l'autre dans le groupe de l'OCI. Les Emirats Arabes Unis et la Jordanie se distinguent par leurs niveaux remarquablement élevés en service de la technique, atteignant 86.3% et 81.2%, respectivement. Outre ces deux pays, le taux était plus de 10% dans seulement 5 pays de l'OCI, à savoir, la Tunisie (16.9%), le Koweït (13.4%), le Bénin (12.4%), le Bahreïn (11.6%) et le Qatar (10.9%). En revanche, le taux était négligeable dans 34 pays de l'OCI (plus moins de 0.1%). En particulier, les pays situés dans les régions arides, sans TRWR suffisantes, choisissent de mieux développer les techniques d'irrigation localisés et par aspersion pour économiser plus d'eau.

Utilisation des Engrais et de la Mécanisation Agricole

L'utilisation moyenne des engrais par hectare des terres arables dans les pays de l'OCI s'est élevée de 38 kilogrammes en 2002 à 128 kilogrammes en 2013. Cependant, comme le

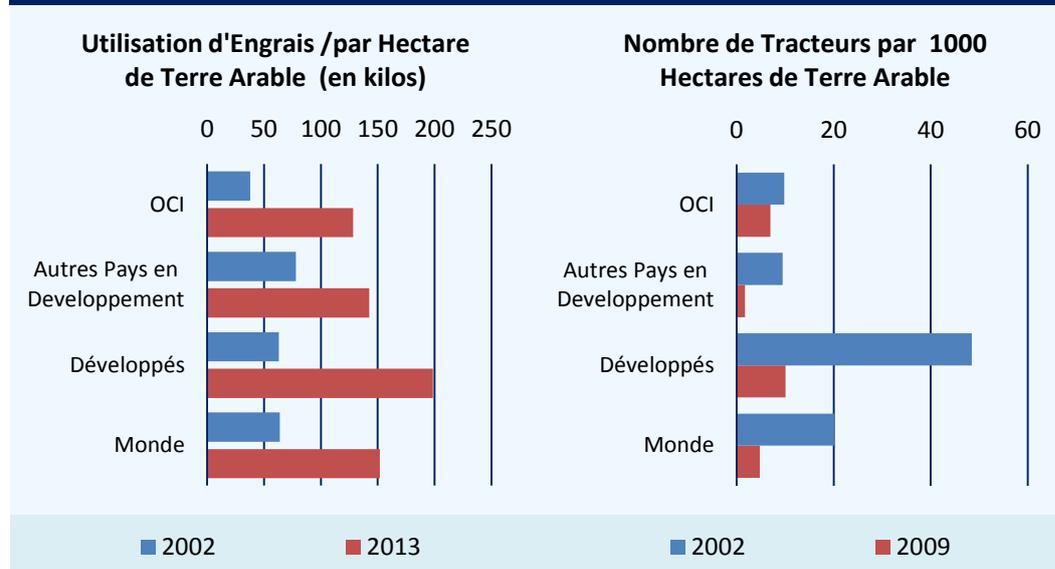
¹ C'est une méthode d'irrigation en appliquant l'eau sous pression quand l'eau est arrosée sous forme de pluie artificielle par les composants de la ligne portant la distribution : arroseuses rotatoires, diffuseurs avec les jets permanents de l'eau et pipes perforées.

² C'est une méthode d'irrigation (avec différentes techniques) quand l'eau est appliquée et entraînant le mouillage d'une partie seulement du sol dans le champ à la base de la plante (zone de racine de la plante) en petite mais fréquente quantité, c.-à-d. goutte à goutte. Il inclut les termes ou les systèmes suivants : l'irrigation compte-gouttes, l'irrigation goutte à goutte, l'irrigation quotidienne, l'irrigation d'arrosage au goutte-à-goutte et l'irrigation de sip. (Pour plus d'information, voir A. Phocaidès, « *Technical Handbook on Pressurized Irrigation Techniques* », ONU-FAO, 2000).

montre le schéma 1.15, l'utilisation des engrais dans les pays de l'OCI est insuffisante, en particulier quand elle est comparée à la moyenne mondiale et à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI. Depuis 2013, l'utilisation moyenne des engrais du monde a atteint 152 kilogrammes. Dans d'autres pays en développement, le taux a été mesuré en 142 kilogrammes qui sont 102% plus élevé que la moyenne de l'OCI. Les pays développés, d'autre part, ont utilisé 198 kilogrammes d'engrais par hectare qui sont 70 kilogrammes plus élevés que la moyenne de pays de l'OCI. À cet égard, les pays de l'OCI, en moyenne, utilisent toujours relativement moins de quantité d'engrais par rapport à d'autres groupes de pays.

SCHÉMA 1.15

Utilisation des Engrais et de Tracteurs dans le Monde



Les pays de l'OCI ont un taux insuffisant d'utilisation d'engrais et des systèmes agricoles faiblement mécanisés

Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, Analyse préparée par le Personnel de SESRIC

Le schéma 1.15 présente également le nombre de tracteur par 1000 hectares de terres arables. Dans des pays de l'OCI, le rapport est diminué de 9.81 en 2002 à 6.94 en 2009. Quoique le nombre de tracteurs ait augmenté réellement dans les pays de l'OCI entre 2002 et 2009, l'augmentation de la taille des terres arables était beaucoup plus élevée, par conséquent, entraînant une importante diminution dans le nombre du tracteur utilisé par 1000 hectares de terres arables. Les pays développés et d'autres pays en développement ont également éprouvé une réduction semblable de ce taux. Depuis 2009, la moyenne mondiale était 4,77 et la moyenne d'autres pays en développement avait 1.72. En d'autres termes, comparé à d'autres pays en développement et à la moyenne mondiale, les pays de l'OCI restent en meilleure position collectivement en termes d'utilisation de tracteur. Néanmoins, les pays de l'OCI ont toujours un système agricole faiblement mécanisé par rapport au groupe des pays développés où la même superficie des terres arables est moissonnée par 10 tracteurs.

1.3. Productivité Agricole

Bien que l'agriculture soit connue être l'activité économique primaire pour les pays en développement y compris les membres de l'OCI, la productivité ne semble pas être le souci primaire pour l'industrie. En partie, c'est dû à l'utilisation inefficace des terres agricoles

dans plusieurs de ces pays en raison de la pénurie des ressources en eau et à l'utilisation insuffisante des systèmes d'irrigation. Il est également dû à d'autres facteurs, tels que l'accroissement des migrations de la population agricole des zones rurales aux zones urbaines, cherchant des revenus plus élevés, en particulier dans le secteur des services.

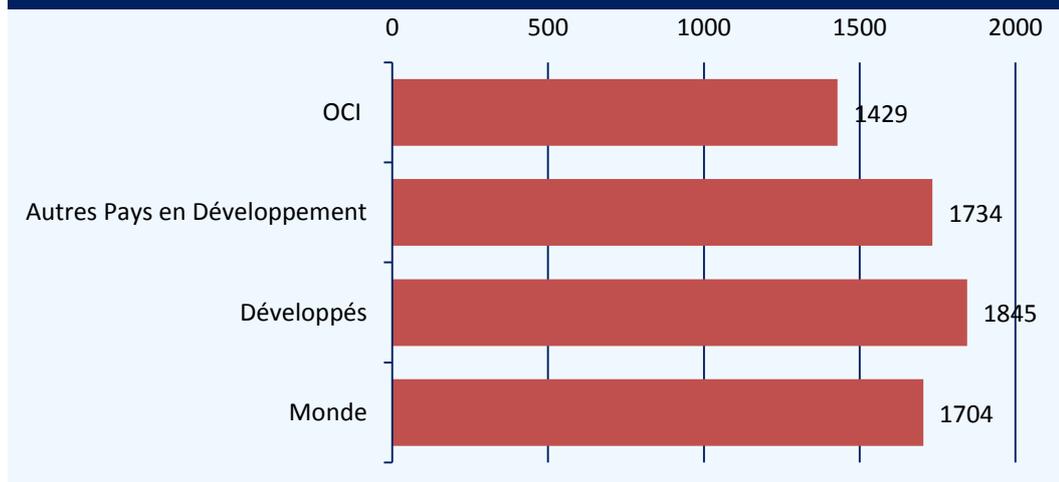
Productivité des Terres

La surface totale des terres arables dans les pays de l'OCI ont été calculées en 306 millions de hectares en 2013. D'autre part, la valeur totale de la production agricole brute a atteint, en 2013, 356 milliards de dollars des États-Unis (2004-2006 millions de prix en dollars des États-Unis constant). En 2013, les pays de l'OCI ont produit 15,9% de la production agricole en valeur du total mondial. Dans ce contexte, le niveau de la productivité de terres agricoles dans les pays de l'OCI a été mesuré en 1.429 dollars des États-Unis par hectare de terres arables en 2013. D'autre part, la productivité moyenne des terres dans d'autres pays en développement était équivalente à 1.734 dollars des États-Unis au cours de la même année où la moyenne mondiale a été calculée en 1.704 dollars des États-Unis. Ces chiffres indiquent que les pays de l'OCI, en moyenne, ont la plus basse productivité des terres en termes absolus comparés à d'autres groupes de pays (Schéma 1.16).

SCHÉMA 1.16

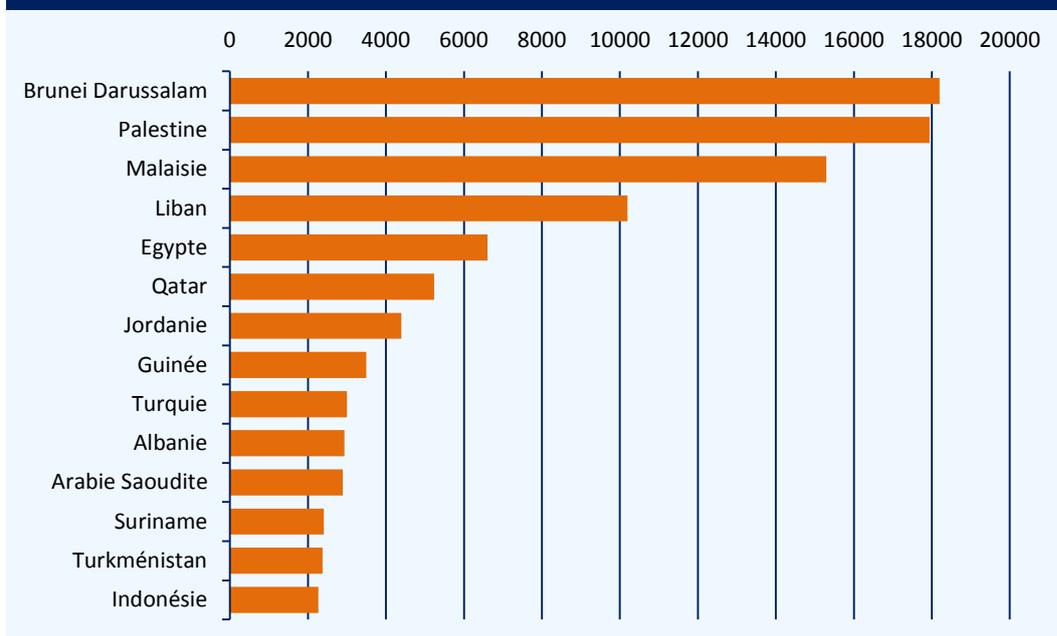
Productivité des Terres dans le Monde en 2013 (Calculée en dollars des États-Unis Constants de 2004-2006) (Valeur de Production par Hectare de Terre arable)

La productivité des terres dans les pays de l'OCI est au dessous de la moyenne



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, Analyse préparée par le Personnel de SESRIC

Au niveau de chaque pays, il semble que les niveaux de productivité des terres varient de manière significative entre les pays de l'OCI. En 2013, il y avait 21 pays de l'OCI avec des niveaux de productivité des terres plus que la moyenne de l'OCI calculée selon les données disponibles pour 38 pays de l'OCI. Entre ces pays, le Brunei Darussalam prend la tête avec le niveau de productivité de 18.202 dollars des États-Unis par hectare suivi de la Palestine et la Malaisie (Schéma 1.17). En revanche, il y avait 14 pays de l'OCI avec des niveaux de productivité en-dessous de 1.000 dollars des États-Unis par hectare. Les Maldives et le Niger ont enregistré les niveaux les plus bas de productivité des terres entre les 38 pays de l'OCI selon les données en 2013.

SCHÉMA 1.17
Productivité des Terres dans les Pays Membres de l'OCI en 2013 (Calculée en Dollars des États-Unis Constants de 2004-2006) (Valeur de Production par Hectare de Terre Arable)


Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, Analyse préparée par le Personnel de SESRIC

Productivité du travail

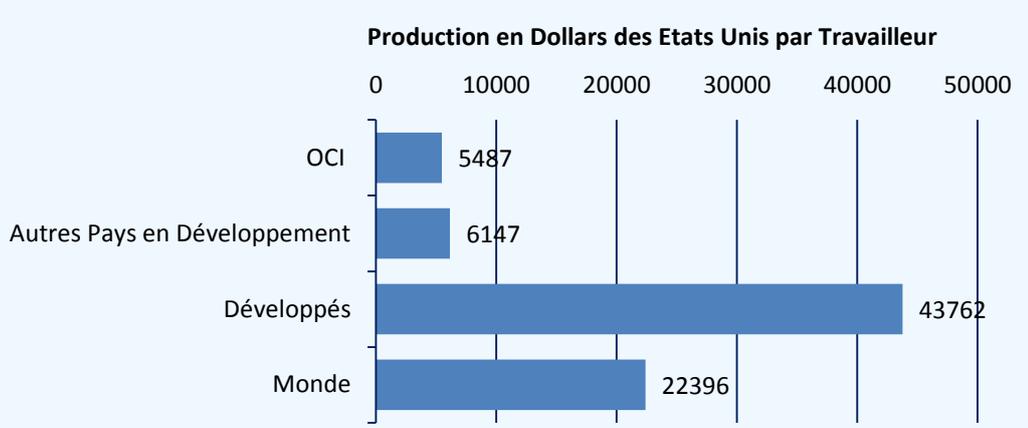
En termes de productivité du travail, mesurée en tant que valeur brute de production agricole par population active dans l'agriculture, les pays de l'OCI et d'autres pays en développement traînent bien derrière les moyennes de pays avancés. À partir de 2013, une personne économiquement active en agriculture dans les pays de l'OCI, en moyenne, pourrait produire moins que la valeur de 5.500 dollars des États-Unis de la production agricole comparée à 6.147 dollars des États-Unis dans d'autres pays en développement et à 43.762 dollars des États-Unis dans les pays développés. Au cours de la même année, la moyenne mondiale de la productivité du travail a été calculée en 22.395 dollars des États-Unis qui a bien dépassé la moyenne des pays de l'OCI. (Schéma 1.18). À cet égard, les pays de l'OCI doivent intensifier leurs efforts pour améliorer le niveau de productivité du travail dans le secteur agricole.

Le schéma 1.19 classe les pays principaux de l'OCI en termes de productivité de travail en 2013. Selon les données disponibles des pays de l'OCI, le pays le plus performant en termes de productivité du travail agricole était l'Arabie Saoudite avec une valeur de 24.110 dollars des États-Unis) avec plus de 80.000 dollars des États-Unis par personne dans le secteur agricole, suivie de la Malaisie (8.777 dollars des États-Unis) et de la Tunisie (7.123 dollars des États-Unis). De l'autre côté du spectre, dans la productivité du travail en Azerbaïdjan était seulement égal à 956 dollars des États-Unis.

SCHÉMA 1.18

Productivité du Travail dans le Monde en 2013
(Calculée en Dollars des Etats-Unis Constants de 2005)
(Agriculture à Valeur Ajoutée par Travailleur)

La productivité du Travail dans les Pays de l'OCI est inférieure à celle des pays en développement et la moyenne mondiale

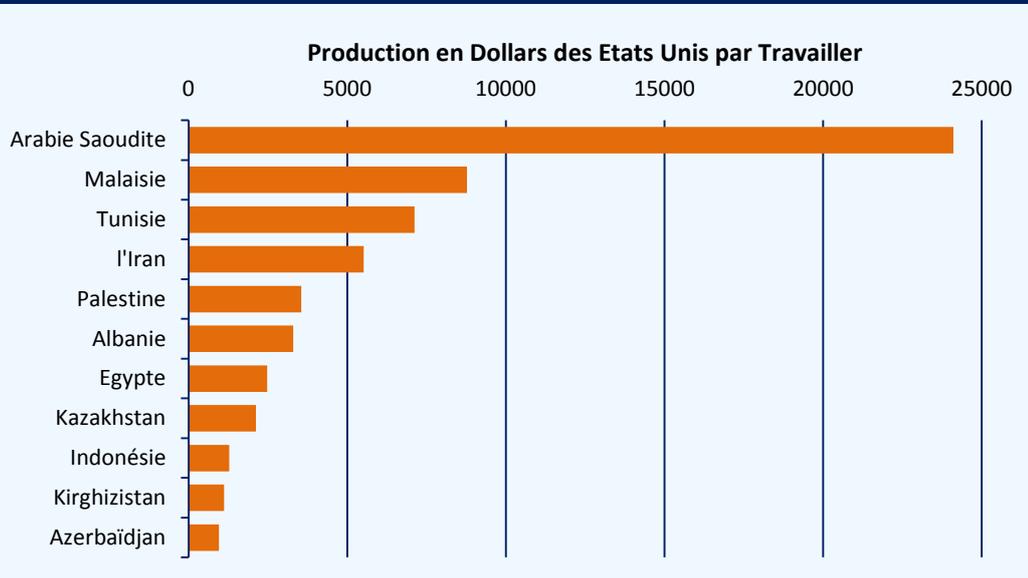


Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, Analyse préparée par le Personnel de SESRIC

Note: Les données étaient disponibles pour 69 pays au total, 11 d'entre eux sont de l'OCI, 28 des autres pays en développement et 30 des pays.

SCHÉMA 1.19

Productivité du Travail dans les Pays Membres de l'OCI en 2013
(Calculée en Dollars des Etats-Unis Constants de 2005)
(Agriculture à Valeur Ajoutée par Travailleur)



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT,

Recherche et Développement Agricoles

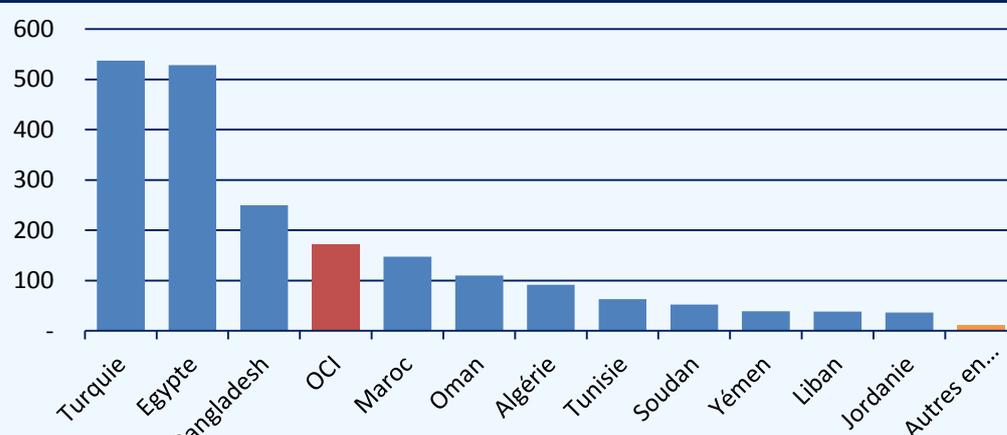
La recherche et le développement agricoles et les améliorations suivantes en technologie sont nécessaires pour renforcer la productivité agricole et générer des revenus pour les agriculteurs et la main d'œuvre rurale. Etant donné le niveau actuel de la productivité agricole, il sera nécessaire d'investir davantage dans les pays en développement pour relever les défis de la sécurité alimentaire mondiale. Le secteur privé joue un rôle particulièrement

important, mais la majeure partie des investissements dans les pays en développement est effectuée par le secteur public. Par conséquent, une plus grande collaboration entre les secteurs publics et privés peut faciliter de meilleurs résultats pour la productivité et le développement.

Selon les données de 2012, la dépense agricole de recherche et de développement par le secteur public variait considérablement entre les données disponibles pour les pays de l'OCI. 11 pays de l'OCI, en moyenne, ont dépensé 172 dollars des États-Unis par personne économiquement active dans le secteur agricole par rapport à une moyenne de 12 dollars des États-Unis de 17 autres pays en développement. Au niveau de chaque pays, il semble que la Turquie a dépensé le montant le plus élevé par personne active dans le secteur agricole avec 537 dollars des États-Unis, suivi de l'Égypte (528 dollars des États-Unis) (Schéma 1.20). D'autre part, au Yémen, Liban et Jordanie, la dépense de R et D en agriculture était moins que 50 dollars des États-Unis par personne agricole.

SCHÉMA 1.20

Dépenses Publiques en R et D Agricoles par Agriculteur , 2012
(Parité de Pouvoir d'Achat Exprimée en Dollars pour 2011)



La Turquie a les dépenses agricoles par agriculteur les plus élevées sur le plan de la recherche et du développement

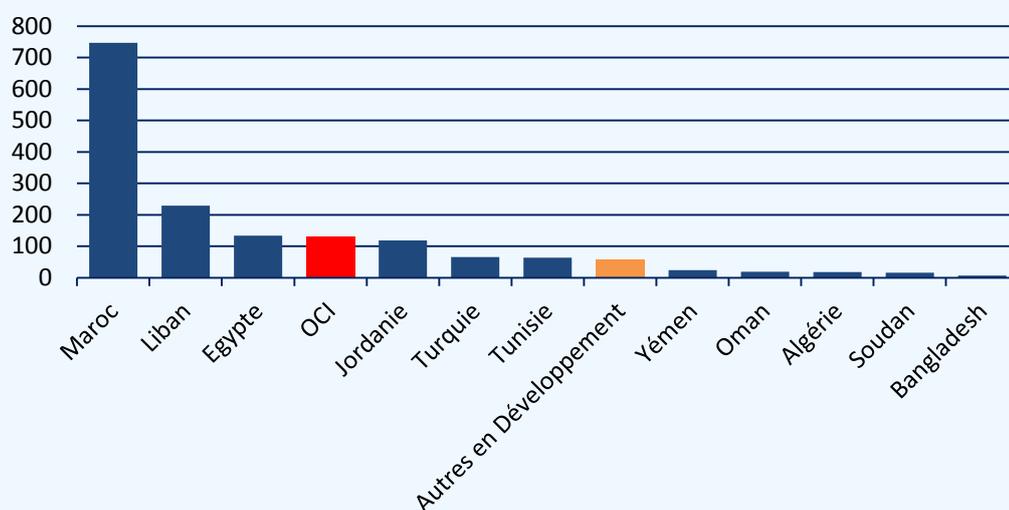
Source: Base de Données ASTI (indicateurs scientifiques et technologiques agricoles) , Analyse faite par le personnel de SESRIC

Note: Données disponibles pour un total de 28 pays ,11 d'entre eux sont de l'OCI et 17 des autres pays en développement .

Les données sur le personnel de recherche agronomique sont également tout à fait inachevées et disponibles pour le nombre limité de pays. Malgré ces limites, le schéma 1.21 présente les principaux pays de l'OCI aussi bien que les moyennes de 11 et 17 autres pays de l'OCI en développement au cours de l'année 2012. On observe que le nombre le plus élevé de personnel chargé de la recherche agronomique travaillant pour le secteur public était disponible au Maroc avec presque 747 chercheurs par 100.000 agriculteurs, suivis du Liban (229) et de l'Égypte (133). D'autre part, le Bangladesh a seulement 6.6 du personnel chargé de la recherche agronomique par 100.000 agriculteurs. En moyenne, il y avait 130 chercheurs disponibles par 100.000 agriculteurs dans les pays de l'OCI comparés à 59 chercheurs dans d'autres pays en développement. La fenêtre 1 fournit un bon exemple illustrant la façon dont les activités de la recherche et du développement peuvent être un facteur déterminant dans le développement du secteur agricole.

SCHÉMA 1.21**Personnel Chargé de Recherches Agronomiques par 100,000 Agriculteurs, 2012**

Pays de l'OCI comptant le nombre de personnel chargé de Recherches Agronomiques le plus élevé par 100.000 de population agricole que les autres pays en développement



Source: Base de Données ASTI (indicateurs scientifiques et technologiques agricoles), Analyse faite par le personnel de SESRIC

Note: Données disponibles pour un total de 28 pays, 11 d'entre eux sont de l'OCI et 17 des autres pays en développement.

FENÊTRE 1**Route pour Réaliser le Premier OMD par la Recherche et le Développement en Indonésie**

Le développement agricole en Indonésie a continué sous forme d'accèsion à l'autosuffisance en riz depuis 2007. La production de riz en trois années consécutives (2007, 2008, et 2009) a montré une augmentation en production à un niveau plus élevé ce qui est équivalent à plus de 5% et contribue également à stabiliser les prix de denrées alimentaires domestiques. Le ministère de l'agriculture de l'Indonésie s'est également concentré sur améliorer environ 39 matières premières de base nationales qui se composent de 7 produits alimentaires, 10 produits horticoles, 15 produits de plantation, et 7 produits de bétail. La Production horticole a augmenté en 2009 comparée à 2008 ; les fruits se sont augmentés par 1.5 pour cent, les légumes ont nivelé de 16.1 à 38%, la horticulture également augmente de 3 à 7.5%.

Les **activités de la recherche et du développement** étaient l'impulsion du succès dans le secteur agricole comprenant ; 196 variétés de riz à haut rendement; 46 variétés de maïs ; 64 variétés de soja ; 7 nouvelles contraintes des chèvres, des moutons, des poulets et des canards ; 13 technologies vaccaniques ; 8 types d'antigène ; 10 kits et méthodes d'essai diagnostiques de la maladie ; et 15 nouvelles variétés de canne à sucre à haut rendement. Quatre objectifs ont été définis pour franchir les défis ; accomplissant les conditions alimentaires requises pour toutes les personnes, améliorant la balance de la nutrition des ménages, et abordant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le

Développement.

1. La réalisation de l'autosuffisance durable pour 5 (cinq) produits importants
2. Le développement de la diversification alimentaire
3. Le développement de la capacité à valeur ajoutée et concurrentielle et l'exportation
4. Le développement du bien-être de agriculteurs

L'Indonésie a réalisé le premier OMD et, le taux de prédominance de malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans a montré une diminution significative, de 31% en 1990 à 18.% en 2007.

Source: Ministère de l'agriculture, République de l'Indonésie.



2. Production Agricole et Commerce

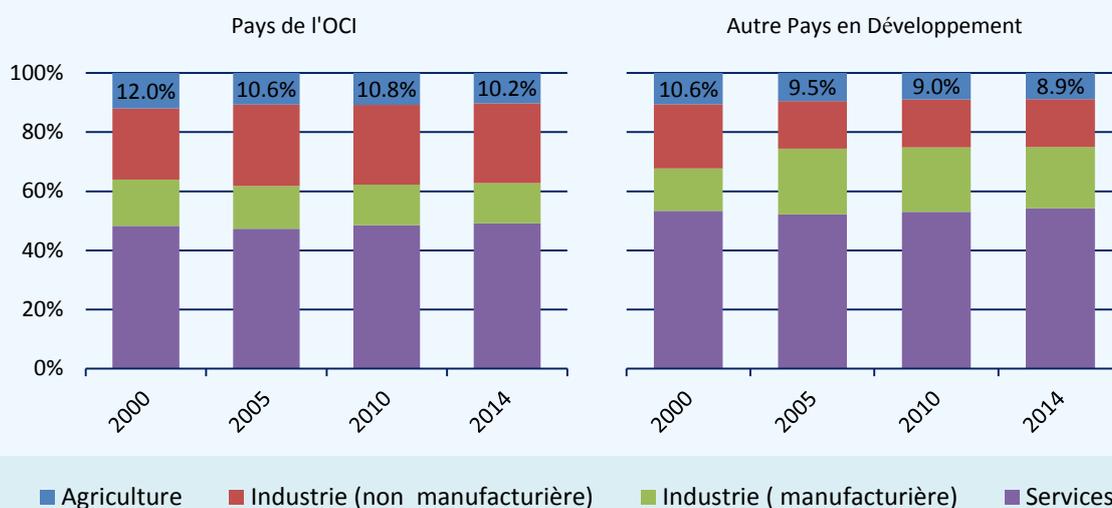
L'agriculture est largement connue être l'activité économique primaire et joue un rôle important dans les économies des pays en développement. Cependant, cette fonction ne se tient pas bon en ce qui concerne sa contribution aux économies de l'OCI.

2.1. Production Agricole

La part d'agriculture dans le PIB total des pays de l'OCI a graduellement diminué de 12,0% en 2000 à 10,6% en 2005 (Schéma 2,1). Avec l'apparition de la crise financière mondiale et la contraction dans la part de l'industrie non-manufacturière, la part du secteur agricole a également commencé à diminuer et a atteint 10,8% en 2010. En outre, avec la récupération de l'activité industrielle, la part moyenne de l'agriculture dans les économies de l'OCI a baissé à 10,2% en 2014. On a observé une tendance plus stable dans d'autres pays en développement, où la part moyenne d'agriculture dans l'économie a resté d'environ 9 à 10 % au cours de la période considérée.

Au niveau de chaque pays, en 2014, le secteur agricole a représenté plus d'un tiers du total à valeur ajoutée dans 8 pays membres de l'OCI ; à savoir la Somalie, le Sierra Leone, le Togo, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, et les Comores qui étaient identifiées parmi les PMA au cours de la même année selon la classification des Nations Unies (ONU) . La part agricole en PIB variait considérablement entre les pays de l'OCI, avec la part la plus élevée de 60,2% en Somalie et les plus faibles en-dessous de 1% au Brunei (0,8%), aux EAU (0,6%), au Koweït (0,4%), au Bahreïn (0,3%) et au Qatar (0,1%).

SCHÉMA 2.1 Valeur Ajoutée par le Secteur Agricole (% du Total de la Valeur Ajoutée)

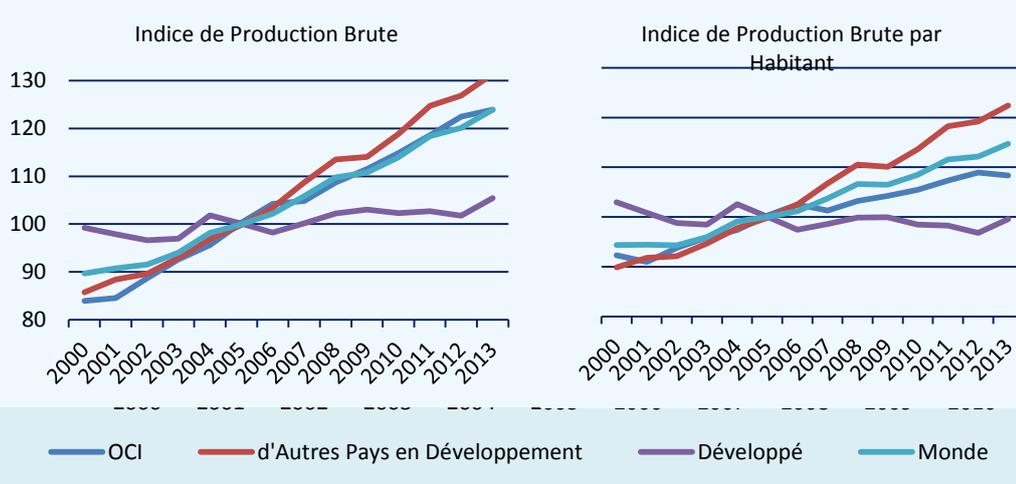


Source: base de données des principaux agrégats de comptes nationaux des Nations Unis (Annexe Tableau 7)

2.1.1. Indice de Production Brute

En termes d'indice de production agricole de la FAO, les pays de l'OIC, comme un groupe, ont enregistré, en moyenne, une performance comparable, vis-à-vis d'autres pays en développement ainsi que le monde au cours de la période 2000-2013 et une performance bien plus élevée une fois comparés aux pays avancés (Schéma 2.2, panneau à gauche). Cependant, en 2013, il y avait 28 pays membres qui ont enregistré des points inférieurs d'indice de production agricole que celui du monde.

SCHÉMA 2.2 Indices de Production Agricole

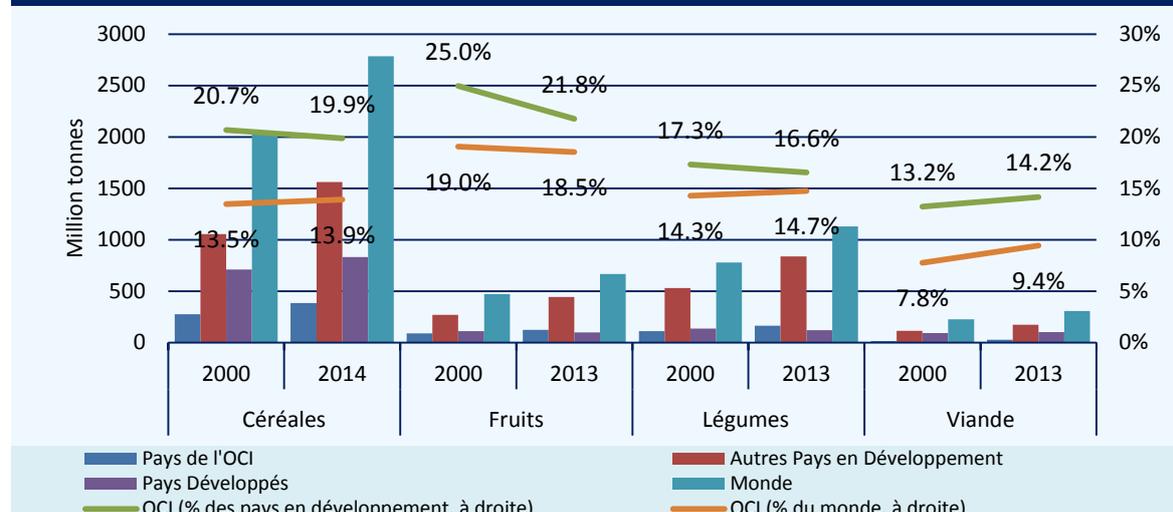


Source: Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 8)

D'ailleurs, les points d'indice des hausses notables en moyenne annuelle de la production agricole dans certains pays membres au cours de la période à l'étude. Ceux-ci incluent le

Sierra Leone avec une augmentation moyenne de 11,5%, le Tadjikistan avec 7,1%, l'Algérie avec 6,8%, Brunei Darussalam avec 6,7% et le Koweït avec 6,5%.

SCHÉMA 2.3 Production Agricole (Céréales, Fruits, Légumes et Viande)



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 9)

2.1.2. Indice de Production Brut par Habitant

En ce qui concerne l'indice de production agricole par habitant, on constate que, au cours de la période à l'étude, la moyenne de production agricole par habitant dans les pays de l'OCI a augmenté de façon modeste par rapport à d'autres pays en développement ainsi que par rapport à l'ensemble du monde (Schéma 2.2, panneau à droite). La stagnation dans la

SCHÉMA 2.4 Les 10 Principaux Producteurs Agricoles (Céréales, Fruits, Légumes et Viande, million de tonnes)

Céréales	Fruits*	Légumes*	Viande
Indonésie 89.9	Indonésie 16.0	Turquie 28.3	Indonésie 3.3
Bangladesh 55.1	Turquie 15.3	l'Iran 23.7	Pakistan 3.0
Pakistan 38.1	l'Iran 11.8	Egypte 19.6	Turquie 3.0
Turquie 32.7	Nigeria 10.9	Nigeria 11.9	l'Iran 2.5
Nigeria 25.8	Egypte 10.9	Indonésie 10.2	Egypte 2.1
Egypte 22.0	Ouganda 9.6	Ouzbékist... 10.0	Malaisie 1.6
Kazakhstan 17.1	Pakistan 6.1	Algérie 6.8	Nigeria 1.5
l'Iran 17.1	Cameroun 5.6	Maroc 5.6	Maroc 1.1
Ouzbékistan 7.8	Algérie 4.2	pakistanaï 5.1	Ouzbékist... 1.0
Mali 7.0	Bangladesh 3.7	Kazakhstan 5.0	Kazakhstan 0.9

Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Analyse faite par le personnel de SESRIC.

* Fruits à part les melons. Légumes (y compris les melons). (Annexe Table au 9)

tendance de production par habitant, cependant, est fortement visible au cours de 2008-2010 et ceci a mené à un élargissement considérable dans l'espace de production par habitant entre les pays membres et d'autres pays en développement. Au niveau de chaque pays, à partir de 2013, il y avait 38 pays de l'OCI qui ont censément eu un indice inférieur de

production agricole par habitant que la moyenne mondiale. Dans la même veine, les points d'indice au moyen annuel élevé par habitant dans la production agricole, au cours de la période à l'étude, de 8.2% pour le Sierra Leone, de 5.1% pour l'Algérie, 4.8% pour le Tadjikistan, 4.2% pour le Maroc, 4.1% pour l'Ouzbékistan, et 3.7% pour le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan.

2.2. Production et Utilisation des Principaux Produits

Quant à 2014, les pays de l'OCI ont représenté 13,9% du monde, avec une légère amélioration de ses 2000 niveaux de 13,5%, et 19,9% de toute la production de céréales des pays en développement (Schéma 2,3). Ceci correspond à un volume de production de 387,3

FENÊTRE 2

Croissance Agricole Menée par Politique en Turquie

La Turquie, avec son économie en développement et en croissance, sa population jeune et dynamique, son endroit stratégique dans le monde, a devenu l'un des principaux pays dans le domaine. La Turquie s'est développée ostensiblement de 2002 à 2014. Le secteur agricole maintient sa position comme le premier secteur de son développement. Les exportations agricoles et les produits alimentaires de la Turquie ont atteint 7 billion dollars des États-Unis en 2014 ; représentant environ 10% de toutes les exportations du pays de 158 billion dollars des États-Unis en 2014.

Dans le classement mondial des tailles de secteur agricole, le secteur agricole de la Turquie était classé 11ème en 2002. Elle a rejoint les dix premiers pays en 2015. En Europe, il était 4ème et est devenu 1er en 2010.

Bien que la contribution agricole au revenu national était 23,7 milliards dollars des États-Unis en 2002, elle a atteint 62,7 milliards dollars des États-Unis en 2012, indiquant une augmentation de 1,7 au cours des 9 dernières années. L'exportation des produits agricoles a également augmenté de 4 milliards dollars des États-Unis en 2002 à 15,3 milliards dollars des États-Unis en 2011. La Turquie se classe parmi les 5 premiers pays ayant la production de 30 produits et l'exportation de 20 produits dans le tout le monde.

Certaines des Politiques en Place

Un financement sans intérêts dans l'Agriculture

Les taux d'intérêt de crédit agricole, qui étaient 59% en 2002, sont devenus sans intérêts pour les activités d'irrigation et de bétail et ont diminué à 5% dans les autres activités agricoles.

Réformes dans l'Aide Financière Agricole

Totally over 43 billion TL support payments were paid to farmers in 2003-2011 period.

Agricultural Basin Model

Totalement 30 bassins agricoles ont été identifiés par une évaluation d'environ 528 millions de données fondées sur le climat, le sol, la topographie, les classes de terres et les types d'utilisation des terres.

Baisse des Subventions d'Engrais et de Pesticides

Les subventions d'engrais et de pesticides ont été réduites et le reste du soutien des prix ont été graduellement convertis en prix plancher.

Réutilisation des terres

Le projet du sud-est d'Anatolie est un barrage hydraulique qui incorpore le développement régional durable intégré, renforçant l'irrigation en doublant la terre irrigable. Dans juste une province où le projet n'était pas encore terminé, la production de coton a plus que doublé de 150.000 tonnes métriques à 400.000 tonnes métriques. Le projet cherche également à réaliser la production d'énergie, le développement d'infrastructure et l'augmentation de la production agricole.

Aides de Graines et de Plantes Certifiées

L'utilisation de la graine certifiée a augmenté de 150 mille tonnes à 500 mille tonnes entre 2002 et 2011.

Période d'Assurance Agricole

Afin de couvrir la perte de producteurs affectés des catastrophes naturelles, un arrangement d'assurance agricole a été lancé en 2006.

Incitations pour l'Élevage de Bétail

De nouveaux arrangements de soutien de bétail ont été présentés. Les agriculteurs traitant l'élevage organique de bétail ont été financés par des paiements 50% plus élevés qu'auparavant.

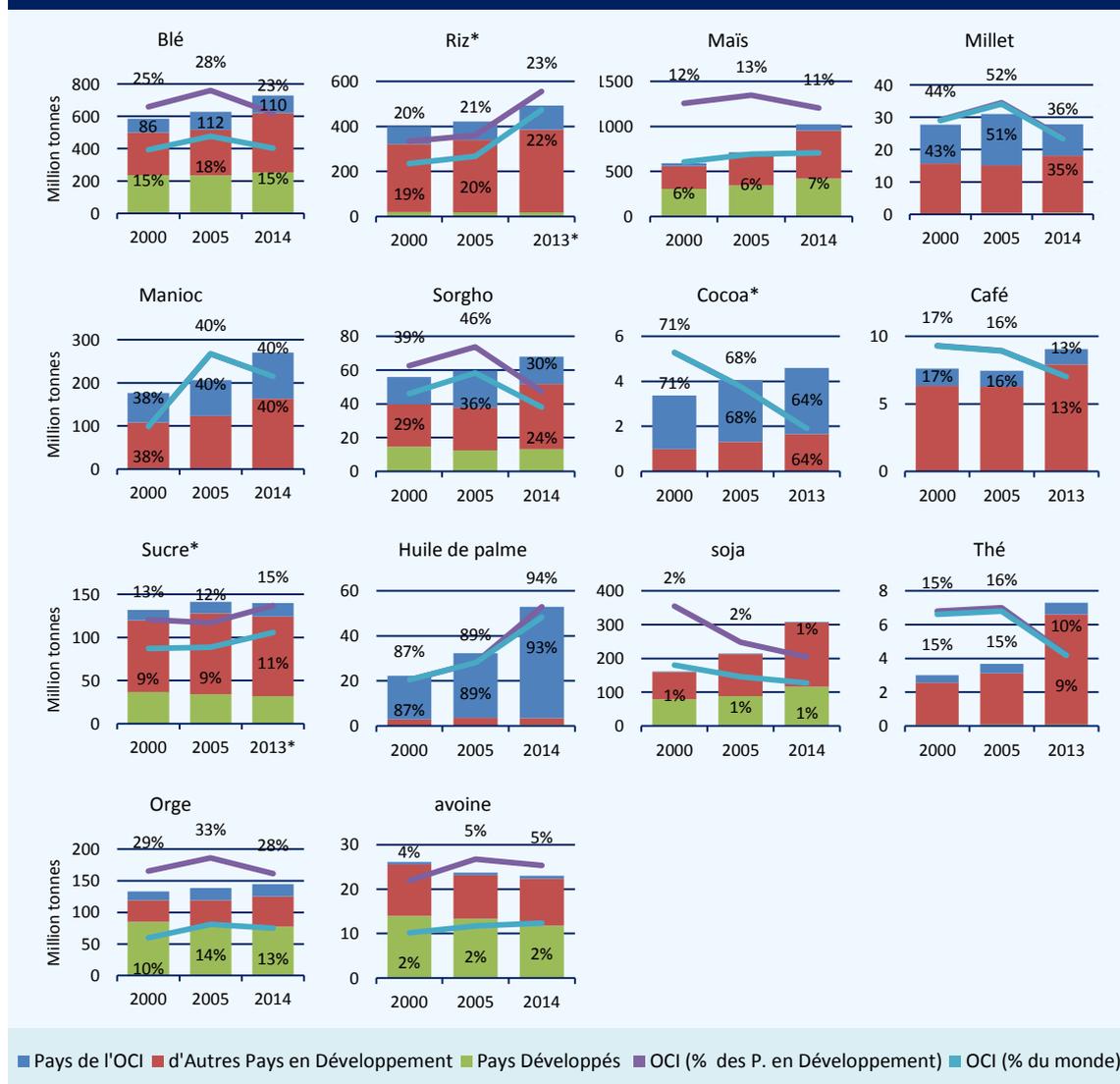
Système d'information agricole

Le ministère a développé un système d'information, y compris un recensement agricole couvrant 54 provinces et qui prévoit être prolongé à 81.

Source: Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, République turque

millions de tonnes en 2014. Encore en 2013, avec 123,6 millions de tonnes, la part de pays de l'OCI dans la production des fruits mondiaux a été enregistrée à 18,5%, diminuant légèrement de 19,0% en 2000, et leur part cumulative dans les pays en développement a été enregistrée à 21,8% en 2013, diminuant de 25,0% en 2000. D'autre part, toute la production des légumes dans des pays de l'OCI a été enregistrée à 166,6 millions de tonnes en 2013. La part de pays de l'OCI dans la production mondiale totale des légumes a grimpé légèrement de 14,3% en 2000 jusqu'à 14,7% en 2013 tandis que leur part dans la production des pays en développement a diminué de 17,3% en 2000 à 16,6% en 2013. En ce qui concerne la production de viande, les pays de l'OCI ont connu des améliorations en leurs parts dans le monde ainsi bien que dans les pays en développement. Avec 29,0 millions de tonnes en 2013, les pays membres de l'OCI ont enregistré 9,4% et 14,2% des parts dans le total de la production mondiale de viande et des pays en développement, respectivement, qui étaient en-dessus de leurs niveaux de 7,8% et 13,2% enregistrés en 2000, respectivement.

SCHÉMA 2.5 Production des Principaux Produits de Base



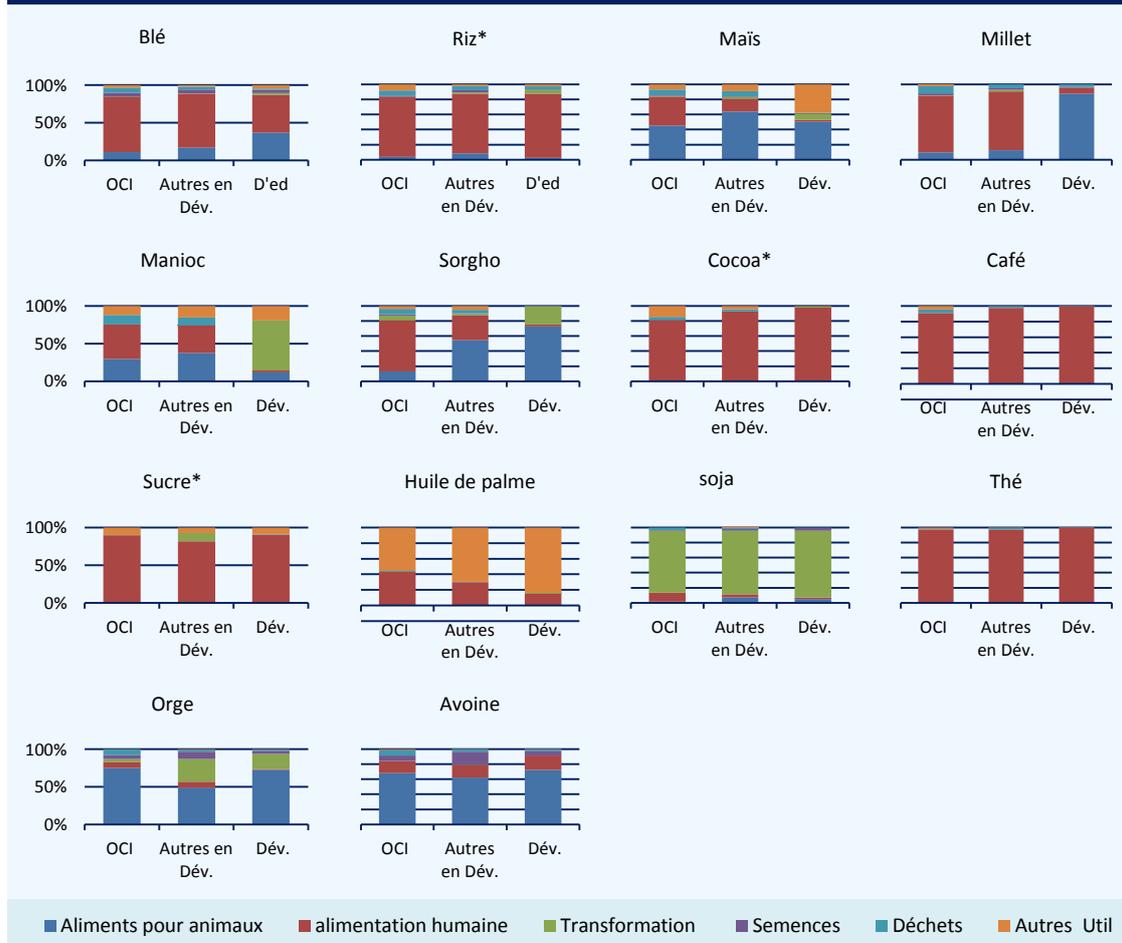
Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par SESRIC.

* Le riz est équivalent fraisé. Le cacao se réfère à des graines de cacao. Le sucre est équivalent cru. Riz, sucre - les dernières données entre 2011-2013 sont utilisées

On a également observé que la production agricole totale de l'OCI est concentrée dans certains pays membres et seulement 10 pays ont comptabilisé 80.7%, 76.2%, 75.7% et 69.0% de la production totale des céréales, des fruits, des légumes et de la viande en 2013 (Schéma 2.4). L'Indonésie est la première dans 3 sur 4 groupes de produits, à savoir, les céréales, les fruits et la viande. Bien qu'un tel niveau de concentration soit plutôt un résultat qui n'est pas souhaitable, les études de cas indiquent certaines des politiques réussies mises en valeur par des gouvernements pour renforcer le développement agricole dans les pays qui dominent collectivement la production agricole de l'OCI (voir, par exemple, la fenêtre 2).

Le schéma 2.5 montre le volume de production de produits agricoles importants dans les pays de l'OCI et leurs parts correspondantes dans d'autres pays en développement ainsi que le monde. Les pays membres ont démontré les parts les plus élevées mondialement dans la production totale d'huile de palmier (93%), de cacao (64%), de manioc (40%), de sorgho (24%), et de millet (35%) - par rapport à d'autres produits importants sur le schéma 2.5. Pour les produits tels que le sucre, le riz, le manioc, l'huile de palmier et l'avoine, les pays de l'OCI ont pu améliorer leur action dans d'autres pays en développement ainsi que le monde depuis 2000. Au contraire, une diminution en leurs parts était le cas pour le millet, le sorgho,

SCHÉMA 2.6
Usage des Principaux Produits de Base (2011-2013)



Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par le personnel de SESRIC

* Le riz, cacao et sucre referent aux équivalents blanchis, les fèves de cacao et les équivalents bruts, respectivement.

le cacao, le café, le thé et le soja au cours de la période à l'étude. Dans tous les cas, sauf le café et le millet, les pays membres en général ont amélioré le volume de production - avec les hausses les plus substantielles étant observé dans l'huile de palmier (155.4% augmentation de 19.3 à 49.3 millions de tonnes), le maïs (102.1% augmentation de 33. à 67.5 millions de tonnes), le manioc (58.1% augmentation de 67.8 à 107.2 millions de tonnes), le blé (une augmentation de 27.5% de 83.3 à 110.0 millions de tonnes), et le thé (52.8% augmentation de 0.4 à 0.7 millions de tonnes).

Le schéma 2.6, d'autre part, offre un regard aux parts moyennes de types disponibles d'utilisation des marchandises agricoles importantes lors de l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles entre 2011 et 2013. Pour la majorité de ces biens, la nourriture et l'alimentation sont apparemment les méthodes primaires d'utilisation. En 2013, 97,7% de thé, 91,2% de café, 90,0% de sucre, 79,7% de riz, 73,5% de blé, 75,2% de millet, 81,4% de cacao, 67,8% de sorgho, et 45,8% d'approvisionnements de manioc ont été utilisés sur le marché intérieur tant que produits alimentaires humains dans les pays membres de l'OCI. D'autre part, au cours de la même année, 74,9% d'orge, 68,2% d'avoine, 45,2% de maïs, et 29,4% d'approvisionnements de manioc ont été utilisés sur le marché intérieur pour l'alimentation du bétail et de la volaille. En plus de l'alimentation animale et humaine, les parties importantes des marchandises telles que l'huile de palme (55,9%) et le cacao (14,2%) ont été utilisés pour des buts non-alimentaires. La majorité de soja (82,4%), d'autre part, a été transformée avant d'être utilisée à d'autres fins.

TABLEAU 2.1

Pays Membres de l'OCI Parmi les 20 Premiers Producteurs de Produits Agricoles dans le Monde (2014)

Produit de base	Pays (Classement Mondial)
Orge	Turquie (5) Maroc (13), Kazakhstan (14).
le manioc	Nigeria (1), Indonésie (3), Cameroun (13), Mozambique (15), Bénin (16), Sierra Leone (17), Ouganda (19).
Fèves de cacao	Côte d'Ivoire (1), Indonésie (3), Nigeria (4), Cameroun (5), Ouganda (14), Togo (15), Sierra Leone (16).
Café	Indonésie (3), Ouganda (11), Côte d'Ivoire (13).
Maïs	Indonésie (8), Nigeria (14), Turquie (19).
Millet	Niger (2), Mali (4), Burkina Faso (5), Nigeria (6), Tchad (8), Sénégal (9), le Pakistan (13), Ouganda (15), Sierra Leone (16), Guinée (17).
Caoutchouc naturel	Indonésie (2), Malaisie (6), Côte d'Ivoire (7), Nigeria (10), Cameroun (15), Gabon (19).
Avoine	Kazakhstan (18), Turquie (20)
Huile de palme	Indonésie (1), Malaisie (2), Nigeria (5), Côte d'Ivoire (8), Cameroun (15), Sierra Leone (20).
Riz	Indonésie (3), Bangladesh (4), Pakistan (13), Egypte (14), Nigeria (16)
Sorgho	Nigeria (2), Burkina Faso (9), Niger (10), Cameroun (11), Mali (13), Egypte (14), Tchad (15), Yémen (16), Ouganda (19).
Soja	Indonésie (13), Nigeria (15), Kazakhstan (19).
Sucre	Pakistan (5), Egypte (17).
Thé	Turquie (6), Iran (7), Indonésie (8), Bangladesh (12), Ouganda (14), Mozambique (18).
Blé	Pakistan (8), Turquie (11), Kazakhstan (12), Egypte (15), Iran (16).

Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse Faite par le personnel de SESRIC

2.3. Producteurs Principaux des Produits Agricoles

Malgré le faible niveau du développement dans le secteur agricole et la part relativement faible des pays de l'OCI dans la production agricole mondiale, 25 pays membres sont parmi les 20 producteurs principaux de certains produits agricoles à travers le monde (voir le tableau 2.1). Ces produits varient des céréales comme le blé, l'orge, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée comme l'huile de palmier, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. Cependant, pour plusieurs de ces pays, en particulier ceux dans lesquels la majeure partie de leurs exportations se concentrent sur certains de ces produits agricoles, les fluctuations des prix sur les marchés internationaux de marchandises peuvent créer des risques et des défis additionnels. En outre, l'exportation de ces produits primaires avec ou sans valeur ajoutée due à l'inadéquation des installations de traitement est un autre défi lié à la compétitivité de leurs produits sur les marchés commerciaux internationaux. À cet égard, les investissements dans les installations de traitement agricole peuvent être une étape critique en relevant les défis prévus du développement agricole, protégeant les agriculteurs ainsi que créer des emplois additionnels.

2.4. Bétail et Pêche

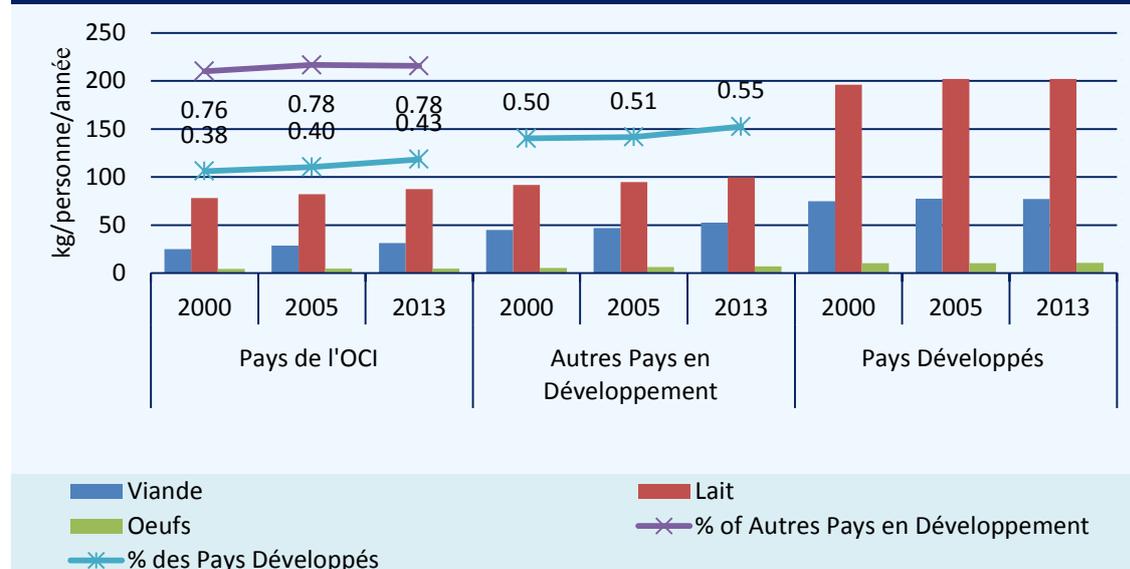
La croissance rapide et l'innovation technologique ont entraîné de profondes mutations structurels dans le secteur de bétail, y compris : un mouvement de petits propriétaires agricoles des fermes diversifiées vers les systèmes de la production industrielle spécialisés à grande échelle ; une variation dans l'offre et la demande aux pays en développement ; et mettre de plus en plus l'accent sur l'approvisionnement global et le marketing. Ces changements ont des conséquences pour la capacité du secteur de bétail afin de renforcer la production durable de manières qui favorisent la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la santé publique. D'une part, la pêche et l'aquaculture continuent à apporter des contributions exceptionnelles au bien-être et à la prospérité du monde. Elles constituent une source alimentaire et une protéine animale nutritive aussi importante à une grande partie de la population mondiale. Compte tenu de ce qui précède, cette sous-section passe en revue l'évolution récente de la consommation, de la production et du commerce du bétail et des produits de la pêche dans les pays de l'OCI, le cas échéant, avec des comparaisons à d'autres groupes de pays.

2.4.1. Bétail

La consommation des produits animaux dans les pays en développement, mesurée en termes de la consommation par habitant en kilogrammes au cours d'une année spécifique, a augmenté sensiblement lors de la décennie passée. Le schéma 2.7, à cet égard, décrit les tendances récentes dans la consommation des produits principaux de bétail par habitant, à savoir, la viande, le lait et les œufs. Apparemment, les pays de l'OCI souffrent des niveaux relativement faibles de la consommation des produits animaux. La consommation de viande, par exemple, a augmenté de 25.0 jusqu'à 31.3 kg/personne au cours de la période 2000-2013. Cependant, ce chiffre continue d'être nettement inférieur aux niveaux de 52.4 and 77.2 kg/ personne observés dans d'autres pays en développement et pays avancés, respectivement. Malgré la consommation de lait des pays membres de l'OCI, avec un niveau moyen de consommation annuel de 87.4 kg/ personne, se compare équitablement à d'autres pays en développement (99.8 kg/ personne), ce chiffre est beaucoup plus bas que le niveau moyen de consommation des pays avancés (en dessus de 202.1 kg/ personne). Il en va de même pour la consommation d'œufs. En 2013, la consommation moyenne des œufs par habitant dans les pays de l'OCI a été enregistrée en 4.8 kilogrammes, qui est considérablement inférieur aux moyennes d'autres pays en développement (7.0

kilogrammes) et de pays avancés (10.6 kilogrammes). De façon générale, le taux de la moyenne de consommation de produits animaux par habitant dans les pays de l'OCI comparé à celui dans d'autres pays en développement est calculé en 0.78 en 2013, qui indique une légère amélioration en mesure des pays de l'OCI vis-à-vis ce dernier depuis 2000 (Schéma 2.7). Cependant, le taux de la moyenne de consommation par habitant dans les pays de l'OCI par rapport à celui dans les pays avancés, a enregistré une amélioration considérable, augmentant de 0.38 en 2000 à 0.43 en 2013.

SCHÉMA 2.7
Consommation des Produits Animaux par Habitant

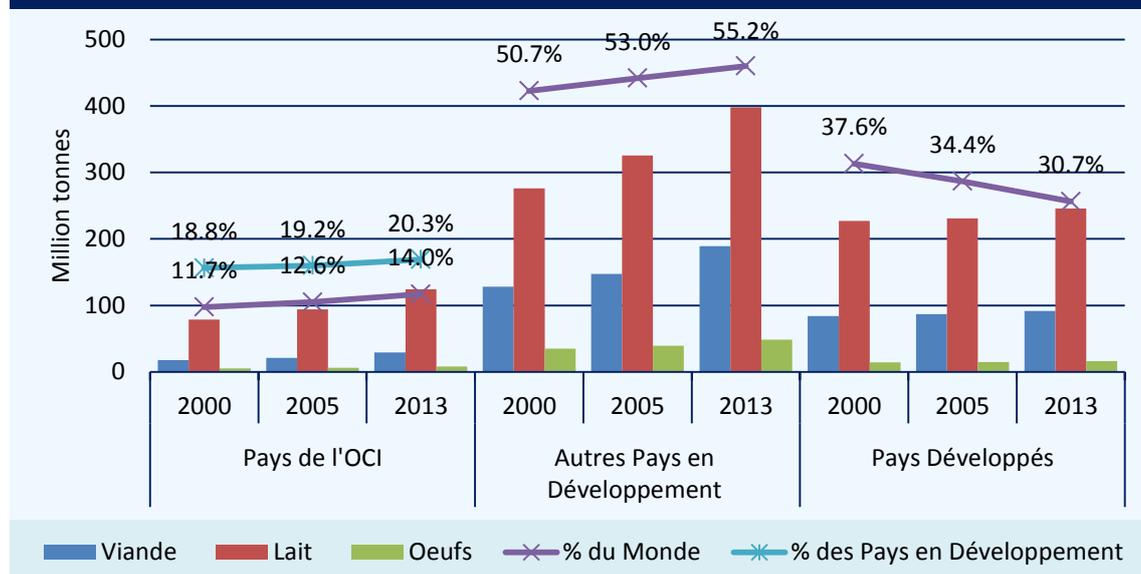


Notes: Produits laitiers sauf le beurre

Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par SESRIC

Du côté de la production, les pays en développement ont apparemment répondu à la demande croissante en produits animaux par une rapide augmentation de leur production (Schéma 2.8). Entre 2000 et 2013, les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont augmenté la production de leur viande, lait et œufs par 64.0% (de 17.8 à 29.2 millions de tonnes), 58.3% (de 78.5 à 124.3 millions de tonnes) et 62.7% (de 5.1 à 8.3 millions de tonnes), respectivement. En conséquence, leur part dans la production totale du produit de bétail dans le monde s'est également améliorée. En 2013, les pays de l'OCI comptabilisé 14.0% de la production mondiale totale des produits animaux, enregistrant une augmentation au-dessus de sa valeur par rapport à l'an 2000 de 11.7%. Au cours de la même période, d'autres pays en développement ont également gardé une tendance semblable et, en conséquence, la part des pays de l'OCI dans les pays en développement est demeurée relativement la même d'environ 19%. Au niveau des facteurs de la croissance de la production, le taux courant conclut que les facteurs agissant sur l'offre ont permis l'expansion dans la production animale. Les intrants bon marché, l'évolution technologique et l'échelle des gains d'efficacité au cours des dernières décennies ont eu comme conséquence de la baisse des prix des produits animaux.

SCHÉMA 2.8 Production Animale



Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par SESRIC

La croissance du commerce de bétail a été facilitée par une amélioration de la consommation des produits animaux et de la libéralisation économique. Le progrès des transports, tel que les transbordements à longue distance de chaîne du froid (transport frigorifique) et les expéditions à grande échelle et plus rapides, ont permis le commerce et le transport des animaux, des produits et des aliments à de longues distances. Ceci a permis à la production de s'éloigner des lieux de la consommation et de la production des ressources alimentaires. L'accroissement des flux commerciaux ont également des incidences sur la gestion des maladies animales et d'un certain nombre de questions liées à la sécurité alimentaire. Dans cette optique, le tableau 2.2 offre un regard comparatif à l'évolution du commerce des principaux produits animaux. Deux observations critiques peuvent être formulées comme les suivantes : Premièrement, les pays de l'OCI sont trop dépendants aux produits animaux importés, à l'exception des œufs, et, deuxièmement, cette dépendance a rapidement pris de l'importance. Au cours de la période 2000-2013, le déficit commercial total des pays de l'OCI en viande a plus que doublé en augmentant de 1.6 jusqu'à 4.0 à millions de tonnes. C'était en grande partie dû à la rapide expansion des importations de volailles et, en conséquence, du déficit commercial de volailles (2.7 millions de tonnes vis-à-vis 2013 seulement 0.9 million tonnes en 2000). Cependant, on observe une situation moins favorable sur le tableau 2.2 pour les produits laitiers. En 2013, les pays de l'OCI étaient les importateurs nets des produits laitiers avec 14.7 millions de tonnes de déficit commercial de ces produits. Ce taux pourrait surpasser ce qui est observé dans d'autres pays en développement (12.1 millions de tonnes en 2013). De façon générale, à partir de 2013, les pays de l'OCI comptabilisent 4.6% d'exportation des produits de bétail du total mondial, qui est trois fois plus haut que les niveaux de 1.3% d'importations de 2000, et 17.4% (qui était 14.1% en 2000). Ces nombres correspondent, encore une fois, en 2013 à 10.9% et à 29.2% des exportations et des importations de pays en développement, respectivement.

TABLEAU 2.2
Commerce des Produits de Bétail (2000, 2005 et 2013)

	Exportations			Importations			Balance Commerciale		
	2000	2005	2013	2000	2005	2013	2000	2005	2013
Pays de l'OCI	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Quantité totale de viande	109	260	892	1,698	2,609	4,939	1,589	2,349	4,047
Volaille	43	129	584	903	1,434	3,251	860	1,305	2,667
Produits laitiers ¹	1,042	2,819	6,155	10,871	14,579	20,897	9,829	11,760	14,742
Œufs	117	136	474	113	114	502	-4	-22	28
Autres P. en Développement	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Quantité totale de viande	8,234	14,509	21,567	7,925	10,418	16,217	-309	-4,091	-5,350
Volaille	3,453	5,411	8,996	4,017	4,652	5,971	564	-759	-3,025
Produits laitiers ¹	22,617	29,409	39,084	23,507	27,461	46,799	890	-1,948	7,715
Œufs	379	567	845	408	515	785	29	-52	-60
P. Développés	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Quantité totale de viande	16,143	16,683	21,609	13,496	16,077	19,123	-2,647	-606	-2,486
Volaille	5,277	5,403	7,526	2,637	3,783	5,514	-2,640	-1,620	-2,012
Produits laitiers ¹	47,199	52,044	71,101	31,867	36,625	41,561	15,332	15,419	29,540
Œufs	459	459	796	378	475	752	-81	16	-44
Pays de l'OCI	<i>%</i>			<i>%</i>					
en % des P. en Développement	3.9	6.7	10.9	28.5	31.1	29.2			
en % du Monde	1.3	2.8	4.6	14.1	15.9	17.4			

Notes: ¹ Exprimés en quantité lait

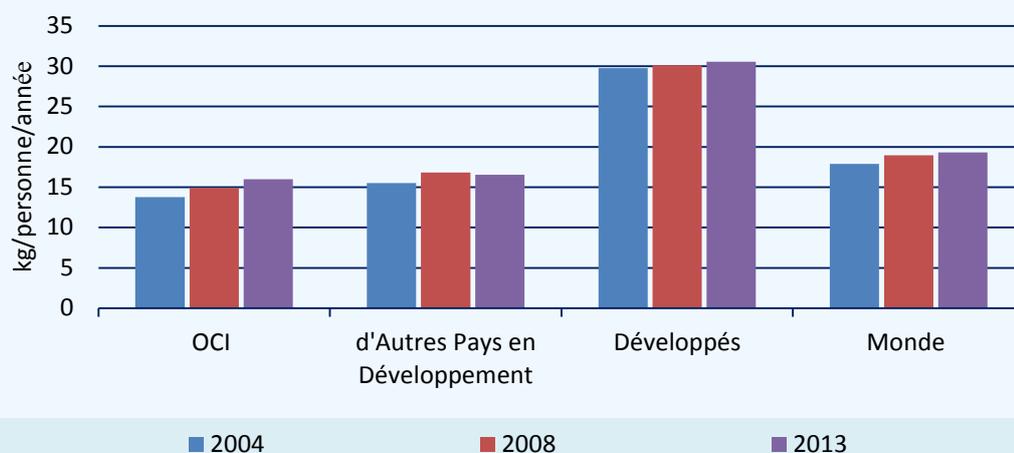
Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse Faite par le personnel de SESRIC.

2.4.2. La Pêche

Les données de la pêche et du service d'aquiculture de la FAO indiquent que la pêche et l'aquiculture ont fourni le monde environ 191 millions de tonnes de poissons en 2013. Avec une croissance soutenue de la production de poissons et les canaux de distribution améliorés, la production mondiale de pêche s'est améliorée considérablement lors de la dernière décennie, avec un taux de croissance moyen de 2.4% par an au cours de la période 2004-2013. Ceci a dépassé la hausse moyenne de 1.1 pour cent par an de la population mondiale au cours de la même période. En conséquence, il y a eu des améliorations dans la consommation mondiale de poissons alimentaires par habitant.

Le schéma 2.9 montre le développement dans la consommation des produits de pêche par habitant dans les pays de l'OCI, par rapport à d'autres groupes de pays ainsi que le monde, pour la période 2004-2013. Au cours de cette période, la moyenne de consommation par habitant dans les pays de l'OCI a augmenté de 13.8 jusqu'à 16.0 kilogrammes - enregistrant une hausse de 16.1%. D'autres pays en développement ont connu une tendance de croissance similaire et leur consommation par habitant a augmenté de 15.6 à 16.5 kilogrammes au cours de la même période, enregistrant une hausse de 6.5%. Dans les pays avancés, la consommation par habitant a grimpé de 29.8 jusqu'à 30.6 kilogrammes où la moyenne mondiale s'est élevée de 17.9 à 19.3 kilogrammes lors de la même période, représentant une hausse de 8%.

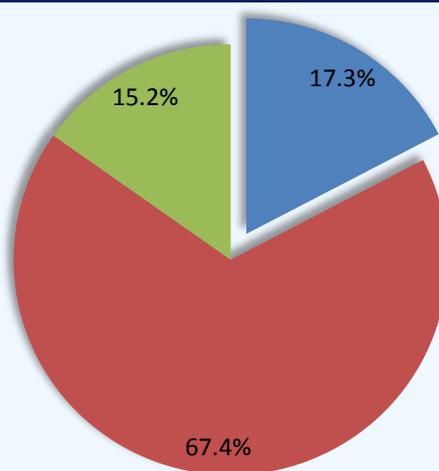
SCHÉMA 2.9 Consommation par Habitant des Produits de Pêche



Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par SESRIC

À partir de 2013, les pays de l'OCI comptabilisé 17.3% de a production totale de pêche dans le monde (Schéma 2.10). Ce taux est bien inférieur à la part 67.4% d'autres pays en développement. Au cours de la même année, les pays avancés comptabilisé une autre 15.2% de la production totale. Cependant, la part des pays de l'OCI (17.3%) dans le total de la pêche marque une importante amélioration qui est plus de 10.7% observée au cours de l'année 2000. Les pays avancés, d'une part, ont observé leur part se contracter de 22.7% en 2000 à 15.2% en 2013 sur le schéma 2.10.

SCHÉMA 2.10 Part dans la Production Halieutique (2013)



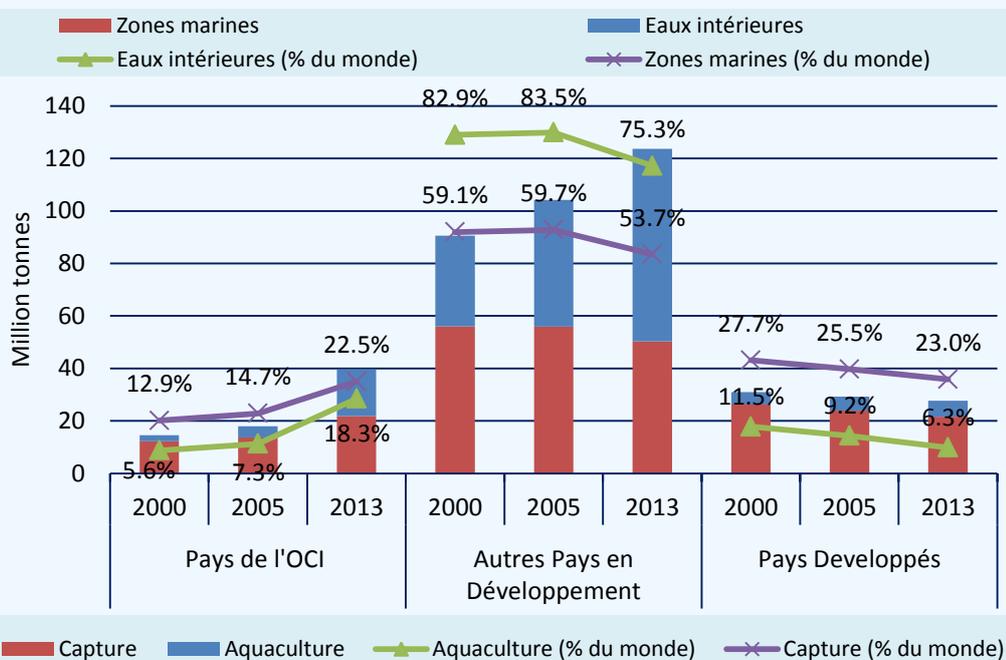
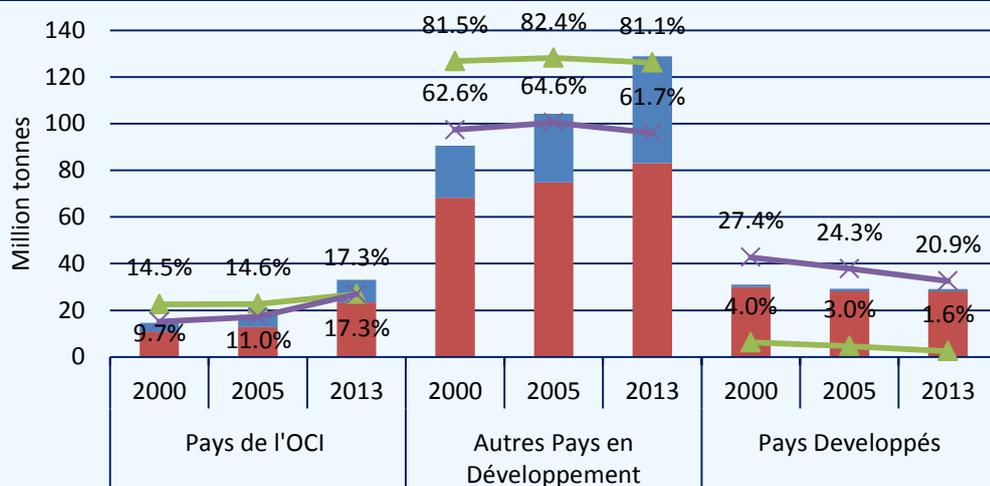
Source: Annuaire de la FAO sur la pêche et de l'aquaculture, Base de données statistiques en ligne. Analyse faite par SESRIC

Le schéma 2.11 décrit le volume total d'espèces aquatiques attrapées par différents groupes de pays selon les zones de pêche (c.-à-d., intérieures et marines) et méthodes de pêche (c.-à-d., capture ou aquiculture). Dans ce contexte, on constate que la production de pêche intérieure a augmenté rapidement (presque doublée) de 27.4 à 56.4 millions de tonnes entre 2000 et 2013 (une hausse de 106%), tandis que la production marine est restée relativement stable (c.-à-d., 134.6 millions de tonnes en 2013 vis-à-vis 109.1 en 2000 qui marque seulement une hausse cumulative de 23.4%) (Schéma 2.11, en haut). En conséquence, la part de la production intérieure a connu des améliorations considérables à tous les niveaux par rapport à la production marine au cours de la période examinée. Comme également observé sur le schéma, les pays de l'OCI ont amélioré leur part de la production mondiale de pêche intérieure à partir de 14.5% en 2000 à 17.3% en 2013. Cependant, une amélioration considérable est évidente dans le cas de la production marine, par laquelle les pays de l'OCI ont amélioré leur part mondiale de la production mondiale de pêche marine de 9.7% à 17.3% au cours de la même période. Les parts susmentionnées correspondent à 9.8 et 23.3 millions de tonnes de production de pêche dans les pays de l'OCI en 2013 pour des zones de pêche intérieures et marines, respectivement. D'une part, d'autres pays en développement ont continué à produire la production mondiale intérieure et marine, avec 82.4% et 64.6% parts en 2013, respectivement.

Le même argument s'applique également pour la production de la pêche piscicole contre toute capture également. La FAO a rapporté que la production mondiale de la pêche de l'aquiculture avait doublée plus que 41.7 de millions de tonnes en 2000 à 97.2 en 2013 (une hausse de 132.9%) (Schéma 2.11, en bas). Au contraire, la production totale de capture a été légèrement stable en-dessus de 90 millions de tonnes au cours de la même période. Les pays de l'OCI, avec une augmentation de 2.3 (17.8 à millions de tonnes), ont considérablement amélioré leurs parts dans la production mondiale totale de la pêche de l'aquiculture de 5.6% à 18.3% lors de 2000-2013. La part des pays de l'OCI dans la production mondiale de capture, d'une part, s'est également améliorée et atteint 22.5% en 2013. Durant la même année, d'autres pays en développement ont comptabilisé 75.3% et 53.7% de la production mondiale totale de l'aquiculture et de la capture de la pêche, respectivement.

Le tableau 2.3 fournit l'évolution commerciale de la pêche pour différents groupes de produits. En 2011, les exportations totales de poissons provenant des pays de l'OCI ont atteint 2.0 millions de tonnes. Au contraire, les pays de l'OCI ont importé 4.0 millions de tonnes de poissons au cours de la même année - gérant un déficit commercial net de 2.0 millions de tonnes. Le poisson constitue la plus grande part dans le commerce de la pêche de l'OCI. Cependant, le déficit commercial des poissons de l'OCI s'est amélioré considérablement entre 2000 et 2011 (presque triplé), constituant la partie du déficit commercial mondial des pays de l'OCI dans le commerce de la pêche. En termes de volume commercial, le poisson est suivi des crustacés et du mollusque avec des volumes d'exportation de 0.4 et 0.3 millions de tonnes en 2011, respectivement. Cependant, d'autres pays en développement, sont apparemment les principaux créateurs des exportations des produits de la pêche des pays en développement tandis que majeure partie de leurs exportations est envoyée aux pays avancés qui sont les plus grands importateurs.

SCHÉMA 2.11
Production Halieutique par Zone et la Méthode de Pêche



Notes: les chiffres de production couvrent toutes les espèces, zones de pêche, fins de production (i.e. commerciales, industrielles, pêche récréative et de subsistance), récolte sylvicole, aquaculture et d'autres types de pisciculture.

Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par SESRIC

TABLEAU 2.3
Commerce des Produits Halieutiques (2000, 2005 and 2011)

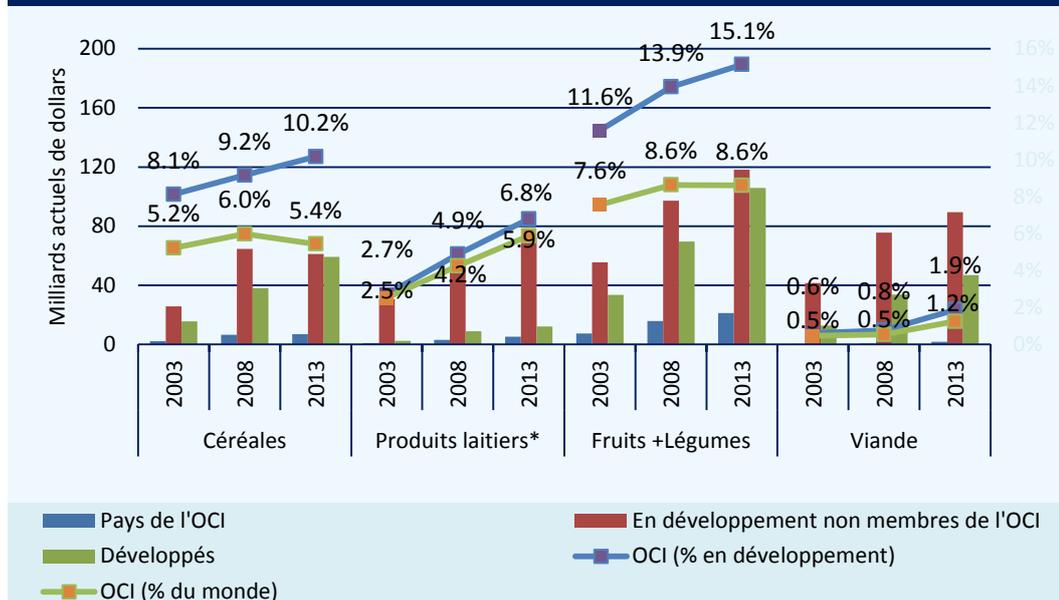
	Exportations			Importations			Balance Commerciale		
	2000	2005	2011	2000	2005	2011	2000	2005	2011
Pays de l'OCI	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Poissons ¹	961.9	1569.3	1989.6	1523.6	2417.4	4002.8	561.7	848	2013.2
Crustacés	271	392.5	441.6	53.9	78.8	182.4	217.1	313.7	259.1
Mollusques	257.7	221.6	284.7	30.3	31.9	61.5	227.4	189.7	223.2
Farines	43.1	111	156.3	310.5	194.1	364.6	267.3	83.1	208.3
Huiles	9.9	25.4	28.9	12.7	13.7	41.4	2.8	11.7	12.6
Plantes aquatiques	35.3	83.1	165.8	2.6	5.7	9.6	32.6	77.4	156.3
Impropre à la consommation	3.1	4.3	6.8	8	15.9	19	4.9	11.7	12.2
Autres P. en Développement	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Poissons ¹	6334.1	8217.9	10951.8	4055.4	7170.1	8504.8	2278.7	1047.8	2447
Crustacés	1087.7	1656.1	2193.2	155.1	289.1	343.4	932.5	1367.1	1849.8
Mollusques	1050.2	1395.2	1763.3	370.3	401.3	647.4	679.9	993.9	1115.9
Farines	2900.7	3061	2144.3	1826.6	2165	1608.1	1074.2	896	536.2
Huiles	499.1	362.2	445.3	225.6	105.9	174.4	273.5	256.2	271
Plantes aquatiques	165	147.2	183.5	45.6	94.3	222.1	119.4	52.8	38.6
Impropre à la Consommation	166.3	107.9	71	91.6	108.1	106.9	74.7	0.2	35.9
P. Développés	<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>			<i>(millier de tonnes)</i>		
Poissons ¹	8540.8	9888.7	10713.2	9862.1	11014.3	11599.9	1321.3	1125.6	886.7
Crustacés	680	850.4	838.1	1929.2	2445.5	2536.5	1249.1	1595.1	1698.4
Mollusques	978.2	894	1022.5	1721.2	1952	2097.1	743	1057.9	1074.6
Farines	1186.4	1087	763.4	2308.5	1947.1	1369.4	1122.1	860.1	605.9
Huiles	381.8	328	456.2	628.7	661	696	246.9	332.9	239.8
Plantes aquatiques	49.9	73.1	80.5	227.9	242.6	253.8	178	169.5	173.3
Impropre à la Consommation	393.8	464.9	350.6	956.5	845.9	855.1	562.6	381	504.5

Notes: 1 couvre tout type de poissons frais, congelés, réfrigérés, sachés, salés, fumés et autres poissons préparés ou en conserves. 2 comprend les crustacés et les mollusques, vivants, frais, réfrigérés préparés ou en conserves.

Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse Faite par le personnel de SESRIC.

2.5. Échanges des Produits Agricoles

Comme observé sur le schéma 2.12, les exportations totales de céréales des pays de l'OCI se sont élevées à 6.9 milliards dollars des États-Unis en 2013, comptabilisant seulement 5.4% des exportations mondiales totales de céréales. Cette part indique une légère hausse par rapport à son niveau de 5.2% observé en 2003, mais une contraction par rapport à son niveau de 6% en 2008. La part des pays de l'OIC dans toutes les exportations de céréale des pays en développement a également amélioré jusqu'à 10.2% en 2013, par rapport à 8.1% en 2003 et 9.2% en 2008. En ce qui concerne des produits laitiers, on peut observer que les exportations des pays de l'OCI ont atteint 5.3 milliards dollars des États-Unis en 2013 - augmentant ainsi de façon significative sa part dans les pays en développement (de 2.7% à 6.8%) et du monde entier (de 2.5% à 5.9%). Toutes les exportations des fruits et légumes provenant des pays de l'OCI ont comptabilisé 15.1% et 8.6% d'exportations des pays en développement et du monde en 2013, respectivement, augmentant de 7.3 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 21.1 milliards dollars des États-Unis en 2013. Avec la plus faible part dans les exportations totales tant dans les pays en développement que dans le monde, comparées à d'autres groupes de produits, les exportations totales de la viande des pays de l'OCI ont comptabilisé seulement 1.9% et 1.2% par rapport aux pays en développement et mondiaux, respectivement, en 2013.

SCHÉMA 2.12
Exportations des Principaux Groupes de Produits Agricoles (2003-2013)


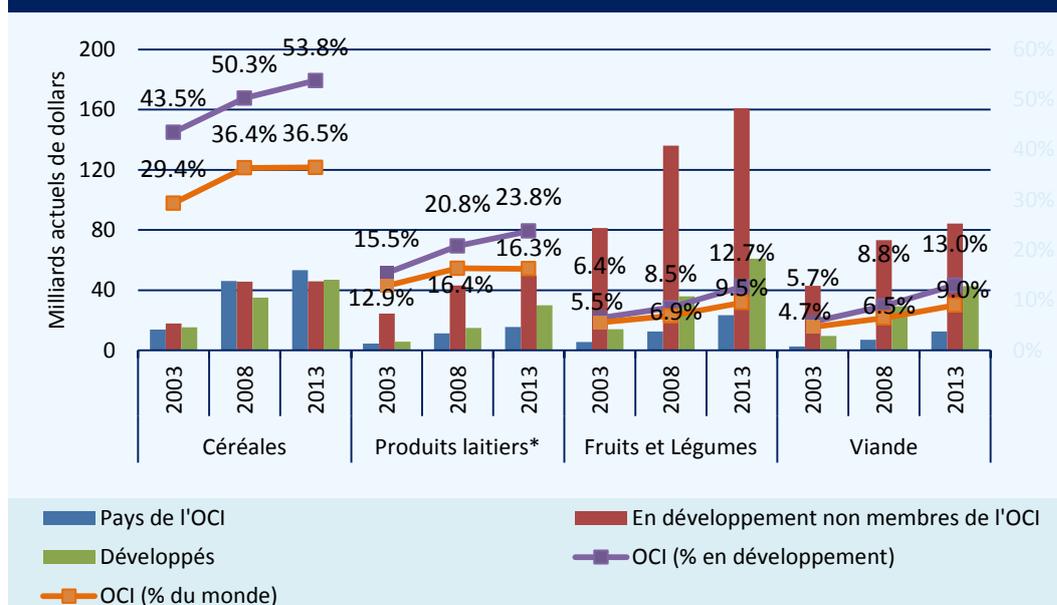
Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Table au 10). * Produits laitiers y compris les oeufs.

De façon générale, avec la capacité de production agricole insuffisante pour satisfaire la demande alimentaire de leurs populations en croissance rapide, les pays de l'OCI, en tant que groupe, se fondent fortement sur les importations agricoles, en particulier des produits alimentaires. Cette image de dépendance devient bien claire quand la part des pays de l'OCI, en tant que groupe, et les pays en développement sont considérés ensemble en ce qui concerne les importations et les exportations mondiales totales des produits agricoles. Selon le schéma 2.13, avec 53.3 milliards dollars des États-Unis, les pays de l'OCI ont comptabilisé plus que la moitié (53.8%) des importations totales de céréales des pays en développement en 2013, et plus de d'un tiers (36.5%) du total mondial. Les deux parts ont connu une hausse au cours de la dernière décennie - enregistrant une augmentation de dépendance à l'égard de l'importation des produits céréaliers. Dans cette même perspective, les importations totales de produit laitier des pays de l'OCI, s'élevant à 15.5 milliards dollars des États-Unis en 2013, ont eu une part de 23.8% par rapport à celle des pays en développement au cours de la même année, et 16.3% à celle du monde. D'une part, entre 2003 et 2013, les pays de l'OCI ont amélioré leurs importations de fruits et légumes de 5.6 milliards dollars des États-Unis à 23.4 milliards des États-Unis tandis que leur part a également augmenté dans les importations totales des pays en développement et mondiaux. La part des pays de l'OCI dans les importations mondiales totales de fruits et légumes a augmenté de 5.5% à 9.5% lors de 2003-2013 tandis que leur part dans celle des pays en développement a connu une hausse de 6.4% jusqu'à 12.7% au cours de la même période. Quant aux importations de viande, on observe que les pays de l'OCI ont augmenté leur part collective des importations de viande dans les pays en développement (de 5.7% à 13.0%) et dans le monde entier (de 4.7% à 9.0%) au cours de la période à l'étude en important une somme de 12.6 milliards de viande.

En termes de concentration commerciale, le schéma 2.14 montre les volumes agricoles d'exportation et d'importation dans les 5 pays principaux de l'OCI. La partie des exportations et importations totales agricoles des pays de l'OCI est concentrée dans certains

pays membres. les 5 pays exportateurs principaux de l'OCI dans chaque catégorie de produit représentée sur le schéma 2.14 ont comptabilisé 84.9%, 67.2%, 64.1%, et 79.3% de céréales totales, de produits laitiers, de fruits et de légumes, et les exportations de la viande des pays de l'OCI en 2011, respectivement, les 5 importateurs principaux ont comptabilisé 43.9%, 45.7%, 42.8% et 56.4% d'importation corrélé au volume de chacun de ces principaux groupes de produits, respectivement.

FIGURE 2.13
Importations des Principaux Groupes de Produits Agricoles (2003-2013)

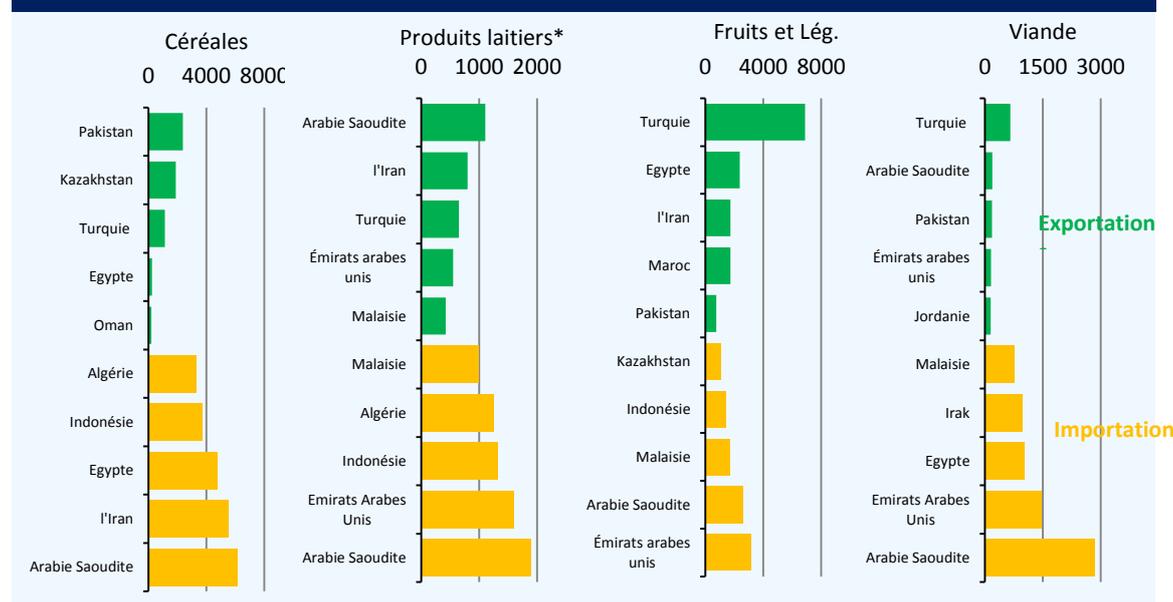


Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTA (Annexe Tableau11). * Produits laitiers y compris les oeufs.

En raison d'une dépendance relativement élevée dans beaucoup de pays de l'OCI à l'égard des importations des produits agricoles, les pays de l'OCI en tant que groupe ont enregistré des déficits significatifs de la balance commerciale dans la plupart de ces produits (Schéma 2.15). Après que la balance commerciale en fruits et légumes s'est mué en un déficit, les pays de l'OCI deviennent dépendants des importations à tous les quatre groupes de produits agricoles principaux et cette dépendance a augmenté sensiblement lors de la dernière décennie. En 2013, le déficit commercial total de céréales des pays de l'OCI a atteint 46.4 milliards dollars des États-Unis, par rapport à 11.6 milliards dollars des États-Unis en 2003. Au cours de la même année, le déficit commercial des pays de l'OCI en produits laitiers s'est élevé à 10.3 milliards dollars des États-Unis comparé seulement à 3.6 milliards dollars des États-Unis en 2003. La majorité d'excédents dans les commerces de céréales et de produits laitiers est gérée par les pays développés. D'une part, entre 2003 et 2013, le déficit commercial de l'OCI pour les produits à base de viande a plus que quadruplé et atteint 10.9 milliards dollars des États-Unis en 2013. Au contraire, les pays de l'OCI pouvaient enregistrer un surplus de la balance commerciale, bien que petite, en fruits et légumes jusqu'en 2011, mais ils ont tourné à un déficit en 2012. À partir de 2013, l'importation nette des pays de l'OCI a atteint 2.3 milliards dollars des États-Unis dans cette catégorie. D'autres pays en développement et pays avancés émergent en tant que exportateurs nets et importateurs principaux des fruits et des légumes, respectivement.

SCHÉMA 2.14

les 5 Premiers Exportateurs et Importateurs des Principaux Groupes de Produits Agricoles
(Millions de Dollars des Etats-Unis , 2013)

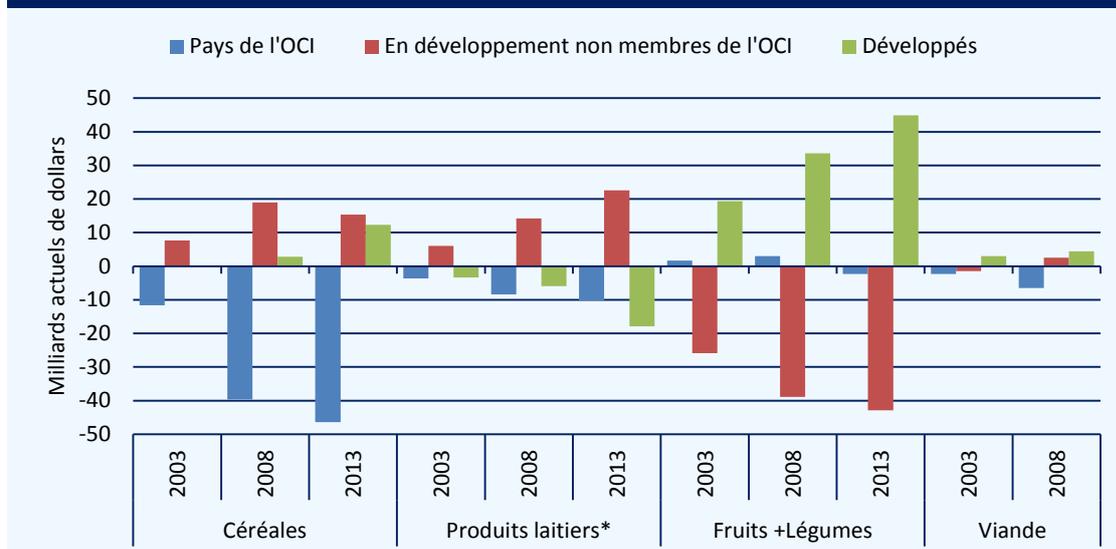


Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT , Analyse faite par le personnel de SESRIC . * Produits laitiers y compris les oeufs.

Par ailleurs, quand tous les produits agricoles sont concernés, on peut observer que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont plus que multiplié leur déficit commercial de 15.9 milliards dollars des États-Unis en 2003 à 69.9 milliards de dollars des États-Unis en 2013. Ceci indique que la production nationale des produits agricoles, surtout alimentaires, dans la plupart des pays de l'OCI n'augmente pas au même niveau que l'accroissement démographique et, par conséquent, avec l'accroissement de la demande pour ces produits. Ceci a accentué l'écart entre la production et la consommation, qui doit être comblé par une augmentation des importations. D'ailleurs, le manque des précipitations qui se conjugue avec d'autres conditions climatiques défavorables, ont aggravé la situation de la pénurie de denrées alimentaires dans des pays membres de l'OIC. Plusieurs pays de l'OCI avaient été confrontés à des urgences alimentaires graves et sont classés par la FAO en tant que pays à déficit alimentaire. Ceci, par voie de conséquence, rend ces pays extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs dans les prix de denrées alimentaires internationaux en amplifiant, entre autres, leurs factures d'importation alimentaires et déficits commerciaux, présentant de graves dangers sur la santé et l'éducation, et empirant par conséquent l'état de la sécurité alimentaire en amplifiant le nombre de personnes sous-alimentées. Quelques-unes et d'autres de ces questions seront abordées dans la section 6 de ce rapport.

SCHÉMA 2.15

Balance Commerciale dans les Principaux Groupes des Produits Agricoles



Source: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par le personnel de SESRIC. * Produits laitiers y compris les oeufs.



3. Effets des Changements Climatiques sur l'Agriculture

Le changement climatique est un des principaux défis environnementaux actuels avec de graves répercussions négatives sociales et économiques. Déclenché par des raisons naturels et par des processus induits par l'Homme, le changement climatique est en cours depuis des siècles avec une fréquence et une intensité de plus en plus élevées ces derniers temps. Lors des dernières décennies, les activités humaines liées surtout à la production industrielle, l'agriculture et le transport ont émergé en tant que majeurs contributeurs à la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre (GHGs). Et la concentration croissante des émissions de gaz à effet de serre entraîne le réchauffement climatique (c.-à-d. l'augmentation de la température moyenne à la surface de la planète) qui est l'une des manifestations les plus fréquents des changements climatiques. En outre, l'abondance des pluies et de leur date est incontestablement en pleine mutation, le niveau de la précipitation devient très variable et l'occurrence des événements météorologiques extrêmes comme les inondations, les sécheresses, les cyclones et les orages est plus souvent comparée au passé. Les changements de ces variables importantes ont de lourdes conséquences pour l'Homme car ils influencent négativement la disponibilité des nécessités de base comme l'alimentation et l'eau et détériorent les conditions de santé.

Dans ce contexte, l'année 2015 est devenue un tournant dans les efforts mondiaux pour transformer le développement économique et social en un développement plus durable. Dans ce contexte, la communauté mondiale a parvenu à un accord en septembre 2015 sur un ensemble de 17 objectifs de développement durable qui doivent être atteints d'ici en 2030, y compris le changement climatique. En outre, 196 pays se sont réunis à la 21ème Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

(UNFCCC) (COP 21) afin d'établir un nouveau « Accord de Paris » sur le changement climatique avec l'ambition d'éviter des changements des températures au niveau mondial en dessous de 2°C ou de 1.5°C de réchauffement en 2100 par rapport aux niveaux préindustriels. L' « Accord de Paris » s'emploie également à mettre en place un cadre afin d'offrir l'aide financière et technologique pour les pays en développement en les aidant à accélérer la transition vers des modèles de développement à faible taux d'émission de carbone et de climat.

Sans doute, le secteur d'agriculture est extrêmement vulnérable au changement climatique principalement en raison d'une forte dépendance à l'égard du climat et les conditions climatiques. Le changement climatique peut affecter le secteur agricole par le biais de différents canaux: l'échauffement, la variation dans la distribution des précipitations et de pluies, la concentration en carbone, les phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations, les sécheresses et les tempêtes, et l'intensification de la croissance des ravageurs. Le niveau et l'ampleur des effets sur la production agricole sont très hypothétiques et les divers modèles climatiques utilisés pour l'évaluation des effets ont produits des résultats avec des variations remarquables. Cependant, ces variations sont déterminées généralement pour des périodes à court terme et à moyen terme (jusqu'à la période 2030-2050) et à long terme, la plupart des modèles conçus du changement climatique sur le secteur agricole du monde entier (IPCC, 2014). Les impacts du changement climatique sur le secteur agricole sont inégaux au niveau mondial et on s'attend à ce que certaines régions soient plus touchées que les autres. En général, les pays en développement situés surtout dans les régions arides, semi-arides et sous-humides sèches, sont plus vulnérable par rapport aux pays avancés dus, surtout, à leur climat chaud et la variabilité considérable des précipitations et des pluies.

Étant une partie importante du monde en développement, les pays membres de l'OCI ne sont pas une exception dont la plupart sont susceptibles de connaître des pertes élevées dans la production agricole due au changement climatique. Les plus vulnérables sont les pays membres pauvres de l'Afrique et l'Asie à faible revenu surtout due à leur localisation géographique, la prévalence plus élevée de la sous-alimentation et la basse capacité financière à s'adapter et atténuer les impacts négatifs du changement climatique. Dans ce contexte, ce chapitre vise à accentuer les impacts du changement climatique sur quelques variables importantes relatives agricoles dans les régions où se trouve une majorité de pays membres de l'OCI.

3.1. Réchauffement de la Température

Le monde obtient le réchauffeur et il apparaît clairement qu'en dépit de tous les efforts, nous ne sommes pas sur la voie de limiter la hausse moyenne des températures à 2 degrés Celsius sur la planète (°C), un but reconnue dans les Accords de Cancún de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Globalement les émissions de GES sont en hausse. Les estimations globales les plus récentes sont disponibles au cours de l'année 2014. Pendant cette année, les émissions de GES se sont élevées à environ 52.7 gigatonnes équivalent de carbone (GtCO₂e), 20% plus élevés qu'en 2000 (PNUE, 2015). D'autre part, ces émissions sont 11% plus élevés que leurs niveaux en 2020 avec un but de maintenir ces températures mondiales à un niveau qui ne dépasse pas 2 °C. Si les tendances actuelles des niveaux d'émission et des engagements politiques pour réduire les émissions, la température mondiale moyenne devrait atteindre une gamme de 3.5oC à 5oC d'ici la fin du siècle (PNUE, 2015). L'augmentation des températures sera plus marquée sur terre que sur mer (IPCC, 2014).

Les cultures sont extrêmement sensibles aux changements de la température. Et la durée de la saison de croissance et le temps du processus de développement est largement influencée par cette dernière. La réaction des cultures à la température plus élevée, cependant, n'est pas homogène partout dans le monde. Dans les régions froides, où le rendement est limité par la chaleur insuffisante, il pourrait y avoir des impacts positifs sur le rendement tandis que les cultures auront une réaction négative provoquant une diminution de rendement particulièrement dans les régions semi-aride tropicales et subtropicales où les températures tendent déjà à être proche du seuil de la tolérance des cultures (Antón, J. et autres, 2012). Un autre impact lié à la température plus élevée sur les cultures est appelée l'évapotranspiration. Dans ce processus, l'augmentation de la température affecte la capacité des plantes d'obtenir et utiliser l'humidité tout en entraînant une augmentation de l'évaporation du sol. En conséquence, les plantes augmentent la transpiration et perdent plus d'humidité de leurs feuilles. Ce phénomène risque de mettre en péril le cycle de vie et la capacité de production de plantes.

Au niveau mondial, les pays en développement risquent généralement d'être plus fortement exposés à ces impacts négatifs comparés aux pays avancés et, ainsi, leur production agricole devrait diminuer considérablement. Les impacts seraient les plus marqués partout en Afrique Subsaharienne, en Asie du Sud-Est, et en Asie du Sud où la majorité de pays membres de l'OCI sont situées. Dans ces régions, la dominance des rendements des cultures régionales peut diminuer considérablement une fois la température augmente par 3°C ou 4°C. Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, 5% des pertes médianes du rendement en Afrique Subsaharienne sont prévues pour 1.5-2 °C du réchauffement et 15% pour 2-2.5 °C du réchauffement et 15-20% du réchauffement pour 3-4 °C du réchauffement. D'une part, dans cette région, un changement crucial des zones de cultures est prévu même sous des niveaux de réchauffement relativement modestes. Et un 1.5-2°C du réchauffement au cours des années 2030 et 2040 pourront mener à environ 40-80% de réductions des zones de cultures actuelles du maïs, du millet, et de sorgho pour les cultivars en place. Par un réchauffement de 3°C, cette réduction pourrait devenir plus de 90 pour cent. Dans un monde de 4°C, les températures d'été en Asie du sud sont estimées d'augmenter entre 3°C à 6°C en 2100. Et on estime que les rendements des cultures diminuent d'environ 10-30% pour 3-4.5°C du réchauffement. Depuis 1980, les rendements de riz et de blé avaient baissé d'environ 8% pour chaque augmentation de 1°C des températures moyennes pendant les saisons de croissance dans cette région (Banque Mondiale, 2013).

Situés dans les zones déjà sèches et chaudes, la plupart des pays de l'OCI souffrira des impacts négatifs de changement climatique dus à l'augmentation des températures. Leur production agricole est particulièrement vulnérable à l'accroissement du réchauffement car même une augmentation de 1°C de la température locale peut causer un déclin de 5-10% dans les rendements des principales cultures céréalières dans les secteurs semi-arides et tropicaux, où se trouve la plupart des pays membres.

3.2. Variation des Précipitations et des Pluies

Mondialement, les ressources en eau sont vulnérables au changement climatique dû à ses impacts de précipitations, à la fonte de la neige et au niveau des précipitations. Il est estimé que le changement climatique réduit considérablement l'eau de surface et les eaux souterraines renouvelables dans la plupart des régions subtropicales sèches. En fait, les pays de l'OCI ont enregistré une valeur moyenne de 4,652m³ des ressources en eau renouvelables totales par habitant par an, un taux qui est considérablement inférieur à celui observé dans les pays en développement non-membres de l'OCI (9,373m³ par habitant par an). Dans plusieurs régions du monde, la pénurie accrue de l'eau sous le changement climatique

présenteront un défi important pour l'adaptation au changement climatique. Au niveau régional de l'OCI, la pénurie de l'eau fait partie de la vie dans la région aride et sèche du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Dans cette région, les pays de l'OCI ont des ressources en eau renouvelables totales annuelles moyennes qui s'élèvent à 913m³ par habitant, un taux qui est en dessous du seuil de 1,000m³, et ceci les classe ainsi parmi les pays exposés à des pénuries chroniques d'eau (SESRIC, 2015). En outre, les pays de l'OCI en Europe et en Asie centrale, les pays de l'OCI en Asie du sud, et les pays d'OCI en Afrique Subsaharienne ont des ressources limitées en eau renouvelables totales annuelles moyennes par habitant enregistrées, respectivement, à 3,319m³, à 4,164m³ et à 4,180m³ (SESRIC, 2015).

L'agriculture pluviale est une source importante alimentaire particulièrement dans les pays en développement. Selon les évaluations de l'Institut International de Gestion de l'Eau, elle correspond à plus de 95% de terre cultivée dans l'Afrique Subsaharienne, 90% en Amérique latine, 75% en Orient Proche et en Afrique du Nord ; 65% en Asie de l'Est, et 60% en Asie du Sud. On s'attend à ce que le changement climatique apporte de graves perturbations dans le calendrier pluviométrique et par conséquent dans l'agriculture pluviale. En Général, la situation va empirer à dans les zones semi-arides et sèches avec une considérable réduction du rendement des cultures et une augmentation de mauvaises récoltes. En Afrique Subsaharienne, la moyenne pluviométrique annuelle est estimée d'augmenter surtout dans la Corne de l'Afrique (avec des impacts positifs et négatifs), tandis que les zones de l'Afrique de sud et de l'ouest peuvent subir des diminutions des précipitations. Au Cameroun, un pays fortement tributaires de l'agriculture pluviale, - on estime qu'une réduction de 14% des précipitations puisse entraîner d'importantes pertes économiques, jusqu'en environ 4.65 milliards de dollars des États-Unis (Banque Mondiale, 2013). En Asie du sud, on estime qu'il y aura certains précipitations induits par des changements climatiques et des retards dans le démarrage de la saison des moussons. Compte tenu du fait que les moussons d'été sont critiques à l'agriculture au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, le changement climatique entraînera une diminution considérable dans la production agricole de cette région (Vincent Gitz, 2012).

Les systèmes d'irrigation agricole sont aussi vulnérables. Compte tenu du fait que 40% des rendements de cultures mondiales sont fondés sur l'irrigation et presque la moitié de ces derniers sont des bassins des fleuves provenant seul de l'Himalaya, on peut estimer que les effets de la pénurie de l'eau peuvent entraîner une réduction de la production alimentaire mondiale de 1.5% d'ici 2030 et au moins de 5% en 2050 (PNUE, 2015). Les glaciers sont une source importante de l'eau pour l'irrigation en Asie centrale, dans les zones de l'Himalaya Hindu-Kuch, la Chine, l'Inde, le Pakistan et dans certaines zones des Andes. Presque 35% de la production végétale au Bangladesh, au Bhutan, en Chine, en Inde, au Myanmar, au Népal et au Pakistan est fondé sur l'irrigation, répondant aux besoins alimentaires de 2.5 milliards de personnes. Cependant, la fonte des glaciers en raison du réchauffement de la planète entraînera une diminution considérable de l'approvisionnement en eau pour l'irrigation dans ces zones (IPCC, 2014).

La variation du niveau des précipitations est une autre manifestation dans les répercussions des changements climatiques sur des ressources en eau. Les précipitations jouent un rôle important dans la production végétale en fournissant l'humidité nécessaire au sol. Et la chute du niveau de précipitation entraînera une diminution de la production agricole. En fait, les pertes de production seront plus considérables dans les pays déjà secs et arides y compris plusieurs pays membres de l'OCI. Les variations des précipitations ayant trait au changement climatique affecteront également les niveaux du stockage des eaux dans les lacs et les réservoirs des pays membres. Ceci pourrait entraîner de graves

problèmes pour des lacs, comme le lac Tchad, dont la taille a déjà diminué d'environ 50% au cours des 40 dernières années. En ce qui concerne le bassin fluvial du Niger, il y a un changement prévu de 10% des précipitations, de l'écoulement de surface et de l'évaporation. Au MOAN, l'écoulement de surface annuel moyen diminuera jusqu'à 27% en 2050. Même si avec une augmentation constante de la température, l'écoulement des eaux dans l'Euphrate peut diminuer de 30% et celui du fleuve Jourdain de 80% avant la fin du siècle (AFED, 2009). Ceci aggravera le problème de la pénurie d'eau et entraînera une perte considérable de la productivité agricole.

Une majorité des pays membres de l'OCI sont situées dans les zones secs et arides avec une partie relativement petite des ressources totales mondiales en eau comparées à leur population et leur superficie (voir la section 1 pour des détails). Plus précisément, l'utilisation de l'eau dans le secteur agricole dans des pays de l'OCI qui représente 84% de tous les prélèvements d'eau dépasse ceux observés dans les pays en développement non membres de l'OCI (76%) et les pays avancés (39%) (SESRIC, 2015). Au niveau régional de l'OCI, on observe une utilisation agricole des eaux la plus élevée dans les pays de l'OCI en Asie du sud, où elle représente 93% tous les prélèvements d'eau (SESRIC, 2015). Compte tenu du fait que les ressources en eau sont eux mêmes déjà soumis à forte pression dans les pays membres et le changement climatique aggravera bien la disponibilité de l'eau dans ces zones, plus de pays membres feront face à la pénurie croissante d'eau et le déclin ultérieur de la production agricole.

3.3. La Hausse du Niveau de la Mer

Comme l'eau de mer continue à chauffer, le niveau mondial moyen de la mer montera plus rapidement lors du 21ème siècle que toutes dernières décennies. On estime que le niveau de la mer peut augmenter jusqu'à 69 cm en 2100 tandis que les températures de l'eau augmentent et les glaciers et les calottes glaciaires fondent aux Andes, en Himalaya, au Groenland et en Antarctique (Ice2sea, 2013). En outre, en 2046-2065 (relativement à 1986-2005), la hausse moyenne du niveau de la mer sera dans la gamme de 0.17 à 0.32 m et 0.22 à 0.38 m pour les plus basses et les plus élevées voies de concentration de GHG, respectivement (PNUE, 2015). Il y aura également une croissance considérable future dans la fréquence d'extrémités de niveau de la mer dans quelques zones. la hausse moyenne du niveau de la mer endommagera le secteur agricole en provoquant des inondations les terres de cultures, en augmentant la salinité du sol et en souillant les ressources d'eau douce. Les pays comme le Vietnam, le Bangladesh et l'Egypte dont les grandes parties de leur production agricole sont situées au niveau du linéaire côtier à topographie basse et des petits États insulaires comme les Maldives pourraient subir une perte de production considérable entraînée par les inondations et l'intrusion saline (IPCC, 2014). Selon les évaluations du programme environnemental de l'ONU, environ 950 millions de hectares de terres touchées par le sel prendra place dans les régions arides et semi-arides, correspondant à presque 33% de la zone de terres cultivables du monde. À l'échelle mondiale, environ 20% de terre irriguée (450.000 km²) est touchée par le sel, avec 2.500-5.000 km² des pertes de production chaque année en raison de la salinité (PNUE, 2009).

La hausse du niveau de la mer peut sérieusement affecter un certain nombre de pays membres de l'OCI où les activités économiques et le secteur agricole sont concentrés dans les régions côtières. Le secteur agricole en Egypte sera hautement vulnérable et seulement une hausse d'un mètre de niveau de la mer pourrait entraîner 12% de ses superficies agricoles en danger. La hausse du niveau de la mer aggravera également les impacts d'inondation des grands fleuves, particulièrement du Niger et du Nil. Certaines des régions les plus vulnérables sont le delta du Nil en Egypte, le delta de Ganges-Brahmaputra au Bangladesh, et

l'île des Maldives et du Bahrain (AFED, 2009). Une augmentation considérable d'intrusion d'eau salée est prévue pour certains pays membres de l'Asie de l'Est et le Pacifique. Pour une hausse de 100 cm du niveau de la mer en 2100, il est estimé que la région de terre affectée par l'intrusion d'eau de la mer augmente de 7-12% sous 4°C du réchauffement dans la région de fleuve de Mahaka en Indonésie (Banque Mondiale, 2013).

3.4. Événements Météorologiques Extrêmes

Le changement climatique modifie la fréquence des événements météorologiques extrêmes comme les vagues de chaleur, les inondations, les cyclones, des sécheresses, et le glissement des terres. Selon les résultats du rapport d'IPCC (2012), « un jour très chaud qui se produit une fois par 20 ans est susceptible de devenir un événement qui se passe une fois chaque deux ans, À l'exception aux latitudes élevées dans l'hémisphère Nord, où il sera vraisemblablement l'un des événements ayant lieu une fois chaque cinq ans. Les précipitations journalières élevées qui ont normalement eu lieu une fois par 20 ans sont devenu un événement qui se produit tous les 5 à 15 ans. La moyenne de la vitesse maximum de vent des cyclones tropicaux est susceptible d'augmenter, mais la fréquence mondiale des cyclones tropicaux est susceptible de diminuer ou demeurer sans changement. On prévoit le temps sec accrue en Afrique Australe, le Nord-Est du Brésil, l'Europe Centrale, les Pays Méditerranéens et l'Amérique du Nord Centrale.»

Évidemment les tendances actuelles du réchauffement planétaire et les événements météorologiques extrêmes par tout dans le monde ont déjà commencé à se faire sentir dans l'agriculture. Quelques exemples des pertes économiques provoquées par des extrémités de climat sont comme suit (DKN, 2012):

- Au cours de la période 1950-2004, environ 207 événements météorologiques extrêmes ont été enregistrés dans la région de l'Asia Pacifique. Et le coût de ces catastrophes climatiques a été estimé à environ 14.2 million dollars des États-Unis.
- Lors de la vague de chaleur européenne de 2003 les pertes économiques (non assurées) du secteur agricole dans l'Union Européenne ont été estimées à 13 milliard d'Euros.
- Une chute record du rendement de cultures de 36% s'est produite en Italie pour le maïs cultivé dans la vallée de PO, où les températures extrêmement chaudes ont régné en 2003.
- En Mozambique, l'inondation en 2000 a eu comme conséquence la perte de 167.000 hectares de superficies agricoles avec 277.000 hectares de cultures détruites. La banque mondiale estime que le total des pertes directes en raison des inondations se sont élevées à 273 millions dollars des États-Unis.
- Les événements météorologiques extrêmes après qu'une récolte soit cultivée peuvent également affecter la production agricole, par exemple les feux de forêt en Australie en 2009 ont détruit presque 430.000 hectares des forêts, des cultures, et des pâturages, et plus de 55 entreprises.

L'agriculture est vulnérable et exposée aux extrémités climatiques induites par le changement climatique. Il y aura des impacts négatifs potentiellement grands dans les pays en développement y compris certains pays membres de l'OCI particulièrement l'Afrique Subsaharienne et en Asie essentiellement en raison de sa dépendance excessive vis-à-vis l'agriculture, la mauvaise infrastructure et la capacité minimale pour la gestion des désastres. Dans ce contexte, l'analyse récente de la FAO de 78 Evaluations des besoins post-catastrophe dans 48 pays en développement entre 2003-2013 prouve que 25% des pertes et dommages économiques totaux provoqués par des sécheresses, des inondations ainsi que des tempêtes dans les pays en développement ont une incidence sur le secteur d'agriculture (la FAO, 2015).

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale, on prévoit que le réchauffement extrême, les sécheresses et les inondations se produisent plus fréquemment partout dans le monde. En Asie du Sud-Est, avec moins de 2°C du réchauffement, les extrémités de la chaleur couvriront presque 60-70% de la superficie totale durant l'été ce qui pourrait monter jusqu'à 90% avec le réchauffement planétaire de 4°C. Il y a eu une augmentation sensible de la fréquence des sécheresses dans l'Afrique Subsaharienne depuis 1950. Avec un réchauffement climatique de 4°C, il y a une probabilité de sécheresse extrême en Afrique Australe et une grave sécheresse en Afrique Centrale, un risque accru en Afrique de l'Ouest, et une possible diminution dans l'Afrique de l'Est d'ici en 2080. De même, en Asie du Sud la sécheresse se produirait en Inde Occidentale du Nord, au Pakistan et en Afghanistan par contre il y aurait une augmentation substantielle marquée par la durée des périodes de sécheresse en Inde Orientale et au Bangladesh. En outre, 1.5 million de personnes sont prévues d'être affectés par les inondations côtières dans les villes côtières du Bangladesh d'ici 2070. D'ici en 2100, environ 8.5 millions de personnes de plus seront exposées aux inondations côtières en Asie du Sud-Est (Banque Mondiale, 2013).

3.5. Intensification des Insectes Ravageurs et Concentration en CO₂

Un autre impact principal de changement climatique sur les cultures viendra de l'intensification des parasites et des microbes pathogènes. Le climat et les conditions climatiques jouent un rôle important dans leur distribution et prolifération. Plus précisément, le changement climatique peut provoquer l'impact des parasites en leur permettant de s'attaquer à des zones où ils ne pourraient pas précédemment exister. Par exemple, l'augmentation des températures du bassin méditerranéen permet l'établissement des espèces tropicales qui ne pouvaient pas prospérer dans la région (PNUE, 2015). En outre, le changement climatique modifie l'intensité des pesticides employés souvent pour les contrôler entraînant un changement dans les conditions au sol. Par exemple, un des facteurs les plus importants qui jouent un rôle considérable dans l'efficacité, la persistance, et le transport des pesticides est la synchronisation, et le volume de précipitations qui est induit par le changement climatique deviendra fortement incertain à l'avenir. Il y a une évidence claire que le changement climatique change la distribution, l'incidence et l'intensité des ravageurs et des maladies des animaux et des plantes. Le réchauffement planétaire induit par le climat aidera certains ravageurs non seulement à survivre durant l'hiver et à décaler à des altitudes plus élevées mais aussi à une occurrence antérieure des attaques au printemps et le nombre accru d'une génération annuelle. Selon les scénarios climatiques avec plus de pluie en hiver dans la région de Sahel de l'Afrique, cela peut offrir les meilleures conditions de reproduction pour les ravageurs des végétaux et les migrants nuisibles tels que la sauterelle de désert qui dépendent totalement de la pluie, de la température et de la végétation, entraînant des effets catastrophiques à la production végétale et animale. Dans les régions tempérées fraîches, où les insectes nuisibles et maladies ne sont pas sérieux actuellement, les dommages sont susceptibles d'augmenter dans des conditions plus chaudes. En outre, la plupart des maladies agricoles ont des potentiels plus grands d'être exposés à des niveaux plus critiques dans des conditions plus chaudes.

Selon les dernières estimations, des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) du combustible fossile et de l'industrie ont été estimées à un équivalent de 35,5 gigatonnes de carbone (GtCO₂) pour l'année 2014 (PNUE, 2015). Le niveau le plus élevé du CO₂ dans l'atmosphère est une variable importante qui influence la productivité agricole par le mécanisme photosynthétique. Par conséquent, la concentration du CO₂ dans l'atmosphère, due à l'augmentation des émissions de GHG, affectera certainement les cultures et leur

productivité. Cependant, jusqu'à présent les impacts globaux de la concentration en CO₂ sur le secteur agricole restent très ambigus car les différentes cultures éprouvent de différentes réactions à ce phénomène. Généralement, les scientifiques sont unanimes qu'une amélioration de CO₂ aux niveaux atmosphériques puisse aider à renforcer la productivité de récolte dans les cultures C3 comme le blé, le riz, et le soja. Mais l'ampleur de l'augmentation de la productivité dépend de beaucoup d'autres facteurs comme les conditions d'espèces de cultures et de la fertilité du sol. D'une part, la productivité des cultures du C4 comme la canne à sucre et le maïs, qui correspond à environ un quart de toutes les cultures par valeur, diminuera certainement (Celine, 2007). Les impacts élevés positifs du CO₂ sur les cultures sont très hypothétiques et dépendent en grande partie à des incidences liées aux températures, des changements des tendances pluviométriques, e la possibilité de la fréquence des phénomènes extrêmes tels que les sécheresses et les inondations, sur les rendements de cultures. Par conséquent, il est loin d'être sûr à quel niveau de certitude coûtera les effets bénéfiques de la fertilisation de carbone sur la production alimentaire mondiale.



4. Développement Agricole: Principaux Défis et Obstacles

Ce chapitre définit les principaux obstacles et défis auxquels les pays membres de l'OCI, en tant que groupe, font face dans le secteur agricole qui a maintenu la productivité agricole dans les pays de l'OCI à des niveaux inférieurs par rapport à la moyenne mondiale et à la moyenne d'autres pays en développement.

4.1. Utilisation Insuffisante des Terres

Un des enjeux majeurs limitant le développement agricole durable dans plusieurs pays de l'OCI tient à l'utilisation inefficace des terres, qui est d'importance primordiale dans le processus du développement agricole. En 2015, les pays membres de l'OCI ont représenté 25,9% de la superficie agricole mondiale tandis que sa contribution à la production agricole mondiale était seulement 14,3%. La part de la zone agricole a représenté 45,7% de la superficie agricole totale dans les pays de l'OCI, comparée à 40,3% dans les pays en développement et à 40,0% au niveau mondial. Cependant, la superficie correspondante cultivée dans cette zone agricole dans les pays membres de l'OCI est seulement 26,2%, alors que le taux dans les pays en développement est 32,5% et la moyenne mondiale est 31,1%. De même, la part de terres arables dans des pays de l'OCI correspond à 21,7% de leur zone agricole totale qui est à nouveau bien en dessous de son taux aux pays en développement et à la moyenne mondiale, qui correspondent à 29,2% et 27,8%, respectivement. Les inefficacités dans l'utilisation des terres peuvent être attribuées au fait que plusieurs pays de l'OCI rencontrent les problèmes de l'inefficacité des marchés fonciers en raison de l'insécurité des droits de propriété, de la mauvaise application des règles

FENÊTRE 3

Utilisation des politiques fondées sur les faits pour répondre aux défis dans l'adoption de la technologie agricole

Des milliards de dollars sont dépensés chaque année sur des programmes de développement, mais jusque récemment il y avait relativement peu de preuves rigoureuses sur le véritable impact que jouent ces programmes sur les vies des pauvres. Les différents programmes visés aux mêmes résultats de politique peuvent produire des résultats très différents, mais sans preuve évidente sur leur impact final il y a peu de conseils sur quels programmes les décideurs doivent choisir. Ces dernières années, les évaluations d'impact rigoureuses des programmes sociaux ont émergé comme outil fort pour guider la politique sociale vers les pays en développement. En particulier, des évaluations d'impact randomisées qui tiennent compte de la mesure précise et l'attribution d'impact peut aider les décideurs à identifier les programmes qui fonctionnent et ceux qui ne fonctionnent pas, de sorte que les programmes efficaces puissent être favorisés et ceux qui sont inefficaces peuvent être discontinués. Les années récentes ont également connu une plus grande sensibilisation en ce qui concerne la nécessité d'utiliser une telle évidence dans les décisions politiques.

Évaluations Randomisées

Bien que les évaluations d'impact rigoureuses utilisant différentes méthodologies peuvent fournir des renseignements importants sur la politique, les évaluations randomisées (ER) sont particulièrement bien adaptées pour un certain nombre de raisons:

Impact de mesure de recherches rigoureusement. Les recherches comparent les résultats d'intérêt (par exemple, adoption d'engrais) des bénéficiaires qui ont reçu un programme (le groupe de traitement) à un autre groupe (le groupe de comparaison) qui est semblable de tous cas sauf qu'il n'a pas reçu le programme (par exemple, l'offre d'engrais au temps de moisson).

La recherche peut fournir la vision clé pourquoi les programmes ont réussi ou ont échoué. Les chercheurs peuvent concevoir des évaluations d'une manière dont les différents groupes de traitement, les enquêtes administratives rassemblées et les données quantitatives et qualitatives fournissent les informations clés sur les mécanismes sous-jacents qui contribuent au succès ou à l'échec d'un programme.

Les recherches fournissent des informations pratiques pour aider à faciliter et guider les progressions. Tenant compte du fait que les recherches sont exécutées dans des situations réelles, souvent avec la mise en application des partenaires qui pourraient eux-mêmes renforcer le programme si ce dernier était prouvé efficace, elles peuvent générer beaucoup de précieux renseignements au delà des évaluations simples de l'efficacité de programme.

Barrières à l'adoption et à l'évidence

L'investissement en technologie agricole, qui a mené à la Révolution Verte des années 60 et 70 et qui continue aujourd'hui le développement de nouveaux produits, actuellement lutte avec un écart profond d'adoption surtout entre les petits exploitants agricoles. L'accroissement de l'adoption technologique, largement définie pour inclure l'adoption des pratiques agricoles améliorées, les variétés de récolte, les entrées et les produits associés tels que l'assurance-récolte, a le potentiel de contribuer à la croissance économique et à l'atténuation de la pauvreté chez les pauvres. Plus spécifiquement l'adoption de nouvelles technologies agricoles par des fermiers peut aider à contrôler mieux les ressources en eau rares, s'adapter aux changements climatiques, et à l'augmentation des rendements.

Dans une économie fiable où les marchés captent parfaitement tous les coûts et les avantages, et les personnes sont bien au courant et sans contrainte, les fermiers vont adopter une telle technologie s'ils réalisent qu'il ya un bénéfice provenant de cette adoption. Naturellement, la plupart des économies mondiales sont bien loin d'être un idéal qui fonctionne bien. Un mouvement hors de cet idéal peut créer des contraintes sur même l'adoption des technologies rentables.

Source: MIT, The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)

contractuelles et des restrictions juridiques strictes qui limitent la performance des marchés fonciers. Ceci est un problème majeur dans l'OCI, et en particulier dans les pays membres moins avancés, où la sécurité foncière n'a pas été ancrée. Assurant l'accès à la terre et facilitant le contrôle des terres pour de ménages ruraux pauvres et marginalisés est important pour la promotion agricole, et en contrepartie, pour l'atténuation de la pauvreté dans les pays membres moins avancés. Les études prouvent que l'inégalité dans la propriété foncière réduit l'accès aux terres et entraîne des inefficacités de la productivité des terres (Binswanger et McCalla 2009). Bien que les systèmes traditionnels de propriété foncière ont été bons, l'accroissement de la densité démographique, l'urbanisation et les instabilités politiques dans certains pays membres de l'OCI exacerberont les pressions sur les superficies disponibles pour l'agriculture même dans un avenir proche. Le manque de la propriété des actifs mise en garantie dans certains pays de l'OCI crée également des problèmes en constituant les garanties nécessaires aux crédits bancaires, qui ouvrent la voie à des investissements additionnels dans l'agriculture car sa disponibilité aide à éliminer les risques de l'information asymétrique et les risques d'aléa moral pour les prêteurs. (Foster&Rosenzweig, 2010).

4.2. Faible Productivité

La performance du secteur agricole dans les pays de l'OCI est en grande partie attribuable au sous-investissement persistant des entreprises par le secteur public. Paradoxalement, les populations les plus fortement dépendantes de l'agriculture ont une considérable réduction des subventions agricoles (SESRIC, 2010). On peut observer que l'agriculture dans plusieurs pays de l'OCI a été remplacée par l'activité industrielle où la part moyenne de l'agriculture en PIB global des pays membres de l'OCI a diminué de 17.6% en 1990 à 10.2 % en 2014. Les études prouvent que cette tendance de sous-investissement des gouvernements a commencé lors des années 80 et 90 où les prêts d'ajustement structural de la Banque Mondiale avaient favorisé des réformes agricoles et financières (Mittal, 2009). Prenons l'exemple de l'Afrique Subsaharienne environ 60% de la population totale vit dans les zones rurales qui dépendent directement de l'agriculture, néanmoins la part de l'agriculture dans les dépenses gouvernementales totales est seulement 4 % (WORLDNUM, 2013). Comme reflété au Bangladesh, la déréglementation du secteur financier après les prêts d'ajustement structural de la Banque Mondiale a fini par la fermeture des succursales bancaires rurales, ce qui a ainsi retentit gravement le financement de l'agriculture, une situation semblable dans beaucoup d'autres pays en développement (Chowdhury, 2002). Par conséquent, le manque de financement assigné par les gouvernements au secteur agricole est probablement le plus grand obstacle gênant le développement des pratiques agricoles plus efficaces dans les pays de l'OCI.

La productivité du travail dans les pays de l'OCI, qui avait connu une hausse depuis la dernière décennie, est plus élevée que celle des autres pays en développement mais elle est inférieure à la moyenne mondiale. Cependant, comme toutes les autres variables dans l'agriculture, la productivité du travail est largement diverse dans les pays de l'OCI. En termes absolus, les pays dans la région du MOAN enregistrent des chiffres relativement élevés de la productivité du travail, mais dû aux faibles ressources en eau et aux conditions climatiques arides, la production agricole dans cette région reste toujours très limitée. D'une part, en ASS, bien que les atouts naturels soient tout à fait approprié à la production agricole, la productivité du travail reste très faible due aux haux niveaux de l'agriculture de subsistance et aux bas niveaux de la mécanisation et de l'utilisation d'engrais. De même, en termes de productivité des terres, les pays de l'OCI sont à la traîne par rapport aux autres pays en développement et à la moyenne du monde. En 2013, la valeur moyenne de

production par hectare de terres arables dans les pays de l'OCI était seulement 1.429 dollars des États-Unis comparée à 1.734 dollars des États-Unis dans d'autres pays en développement et 1.704 dollars des États-Unis de la moyenne mondiale. La faible productivité agricole dans les pays de l'OCI peut être attribuée au fait que les agriculteurs continuent à employer les modes d'exploitation périmés qui sont une perte du capital physique et humain dus à l'abus et à l'utilisation insuffisante des engrais et de la mécanisation. Bien que l'utilisation des engrais ait augmenté de 38 kilogrammes par hectare de terres arables en 2002 à 128 kilogrammes en 2013, elle est toujours largement inférieure de la quantité utilisée à d'autres pays en développement (142 kilogrammes) et à la moyenne mondiale (152 kilogrammes). Un des défis principaux de l'augmentation de la quantité d'utilisation d'engrais est la mauvaise ou le manque persistant de l'infrastructure dans plusieurs pays de l'OCI, ce qui provoque des coûts élevés associés au transport avec 77 % de la valeur des exportations, considérant que l'accès faible aux marchés et aux coûts élevés du transport a un impact négatif sur les prix des intrants (Banque Mondiale, 2009). Ceci limite en retour non seulement la consommation des engrais mais en même temps limite l'adoption de hautes cultures du rendement. En outre, avec des prix des engrais et d'autres intrants ayant plus que doublés depuis 2006, les agriculteurs dans les pays moins avancés font face à un autre défi dans la croissance de la production. Le cas du Malawi, qui est parvenu à escalader sa production de maïs de 1.2 millions de tonnes en 2005 à 3.7 en 2007, est un exemple rigide qui montre le rôle essentiel du programme de subventions d'engrais en améliorant la productivité agricole (Mittal, 2009).

4.3. Mécanisation Agricole

La faible utilisation moyenne des machines et de technologie dans les pays de l'OCI est un autre obstacle à la productivité agricole puisqu'il y a une corrélation forte entre la productivité agricole et les taux d'investissement par travailleur agricole. Selon les dernières données en 2011, les dépenses en pourcentage du PIB que le gouvernement a engagées dans le domaine agricole dans les pays de l'OCI était 6.8 % tandis que dans les autres pays en développement, il était respectivement 9.5%. En moyenne, les agriculteurs dans les pays de l'OCI utilisent un tracteur par 142 hectares de terres arables, comparés à un tracteur par 207 hectares de terres arables dans le monde. L'adoption de la nouvelle technologie, qui ouvrirait la voie pour la productivité agricole, est également liée à la disponibilité d'un marché financier accessible et fiable. Le manque de crédit surtout dans les secteurs ruraux limite la capacité des agriculteurs d'augmenter et améliorer la productivité car les agriculteurs citent souvent le manque du capital comme la principale raison pour ne pas adopter les technologies qui pourraient améliorer leur productivité (Croppenstedt, Demeke et Meschi, 2003). Les contraintes concernant l'accès au financement entraîne la question du régime foncier car comme les études précédentes indiquent dans les zones où le régime foncier est faible et les droits de propriété sont peu sûrs, les agriculteurs ne peuvent pas avoir le stimulant pour investir dans les technologies profitables qui amélioreraient leur productivité agricole (Jack 2011). En conséquence, le manque de mécanisation et d'utilisation de nouvelles technologies dans le secteur agricole dans les pays de l'OCI non seulement réduit la productivité agricole mais également empêche la pratique agricole à long terme.

4.4. Ressources en Eau Rares et le Manque d'un Système d'Irrigation Moderne

Dans les régions arides et semi-arides où se trouvent plusieurs pays de l'OCI, l'eau est simultanément une ressource limitée et elle est extrêmement volatile d'une année à l'autre. Les précipitations considérables dans le group de l'OCI sont concentrées dans une poignée

de pays tels que la Malaisie et le Brunei Darussalam qui reçoivent environ 3.000 millimètres et 2722 millimètres par an, respectivement. Par contre, la plupart des pays arabes situés dans la région du MOAN reçoivent des niveaux des précipitations moyenne en-dessous de 100 millimètres par an. En termes de TRWR par habitant, les pays de l'OCI ont en moyenne seulement 4.652 m³/an, comparés à 9.373 m³/an aux pays en développement et à la moyenne mondiale de 7.601 m³/an. En fait, 26 pays de l'OCI souffrent du stress hydrique et/ou une pénurie d'eau, dont 14 souffrent d'une pénurie d'eau absolue. En contrepartie, le prélèvement d'eau agricole dans les pays de l'OCI correspond à 84.1 % du prélèvement d'eau total, comparés à la moyenne mondiale de la moyenne de 70 % et de 75.6 % d'autres pays en développement. Considérant que l'accès à l'eau et l'existence des systèmes d'irrigation représentent élément déterminant pour la productivité des terres, - la productivité des terres irriguées est plus que doublée par rapport à celle des terres pluviales, la gestion efficace et effective des ressources en eau rares, liée à la stabilité des rendements constitue un plus grand défi formidable à l'agriculture dans la majorité de pays membres de l'OCI.

L'utilisation excessive et la dégradation des ressources en eau rares et de la consommation croissante par les consommateurs d'eau non-agricole augmenteront les prix de l'eau, et reserrent davantage sa disponibilité pour l'agriculture. D'ailleurs, tenant compte du fait que la production agricole aux majeures parties du groupe de l'OCI demeure dépendante aux systèmes d'irrigation, et que seulement 26.7 % de zones agricoles totales sont équipées d'un système d'irrigation, il est évident que les investissements dans les systèmes d'irrigation soit un défi important à aborder par les Etats Membres de l'OCI. D'autre part, la salinisation, où l'irrigation agricole est intensive comme le Pakistan, l'Egypte et l'Irak, a émergé comme un problème majeur parce que 82 % de la zone agricole dans les pays de l'OCI est irriguée par l'irrigation de surface. L'irrigation de surface est la technologie d'irrigation la moins efficace, entraînant un gaspillage considérable des énormes masses d'eau d'irrigation à cause de la percolation et du ruissellement en surface. Les technologies plus efficaces telles que l'irrigation par aspersion et la technique d'irrigation localisée sont dans la pratique seulement 4 et 2 %, respectivement, de la surface totale équipée pour l'irrigation dans tous les pays de l'OCI. En plus, certains pays de l'OCI, tels que le Pakistan, utilisent les canaux d'irrigation non alignés comme source d'eau pour l'agriculture, entraînant un gaspillage considérable des énormes masses d'eau puisque les canaux de l'eau non bétonnés sont exposés à la lumière du soleil entraînant l'évaporation de l'eau et/ou les pertes d'eau souterrain (WORLD MUN, 2013). D'une part, étant donné que certains pays membres de l'OCI fournissent l'irrigation gratuite, par contre ce que d'autres pays membres chargent, rarement couvre les frais d'entretien et de maintenance, la durabilité du système actuels d'irrigation est un autre défi. De plus, l'accroissement de la population de l'OCI et les taux d'urbanisation, comme les répercussions du changement climatique global, entraînant les ressources en eau déjà limitées des pays de l'OCI. Par conséquent, l'utilisation efficace et efficace des ressources en eau par un système d'irrigation qui saine et effective est l'un des secteurs principaux prioritaires qui doivent être abordés afin de renforcer la productivité agricole, et par conséquent fournissent les propres outils pour faire face à la sécurité et à l'atténuation de la pauvreté alimentaire dans les pays membres de l'OCI.

4.5. Manque d'Assurance Agricole

L'agriculture est souvent caractérisée par la variabilité élevée des résultats de production en raison de l'imprévisibilité des variables climatiques, biologiques et des prix. Dans plusieurs pays de l'OCI, l'agriculture est en particulier exposée à différents risques climatiques tels que de longues périodes des sécheresses et la contamination d'animaux nuisibles. En fait, les événements météorologiques extrêmes qui pourraient devenir plus communs dans le futur proche dû au changement climatique rendront l'agriculture dans ces pays bien plus

vulnérable, entraînant des coûts irréversibles aux agriculteurs. Par conséquent, l'assurance agricole comme d'autres outils de gestion des risques peut encourager les agriculteurs à s'engager dans des pratiques agricoles plus productives puisque l'exposition aux risques limite des agriculteurs tout excès aux activités et aux investissements avec un revenu plus élevé prévu parce que les agriculteurs en général n'ont pas les sources alternatives de revenu à y compter quand ils ont un faible rendement et une mauvaise récolte. Les études prouvent que les défaillances de biens dans les secteurs ruraux des pays en développement touchent surtout les enfants car le fait de vendre des capitaux pour survivre les chocs agricole, les familles doivent plus souvent retirer leurs enfants de l'école. En conséquence, le manque d'assurance agricole pourrait non seulement aggraver le taux d'analphabétisme déjà élevé entre les enfants dans les sociétés rurales mais il pourrait également entraîner une transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre à long terme (Mahul&Skees, 2007).

Cependant, bien que, l'agriculture demeure la principale activité économique et la principale source de subsistance de la majorité des pays de l'OCI, l'outil principal de la gestion des risques dans plusieurs de ces pays reste simplement Une diversification des sources de revenus en plantant une variété de cultures. L'introduction d'une assurance agricole dans les pays de l'OCI est un défi parce que elle reste une priorité peu importante pour plusieurs pauvres agriculteurs. Contrairement aux pays avancés, les agriculteurs dans les pays de l'OCI n'achèteront pas l'assurance agricole quand leurs priorités sont premièrement acheter des subventions de production comme les graines, les engrais, et les instruments financières en raison du coût d'opportunité très élevé de leurs ressources financières limitées. D'ailleurs, dans les pays de l'OCI les produits d'assurance seuls ne peuvent pas résoudre le problème car comme l'expérience passée l'a montré au Bangladesh, Malawi, Sénégal, et ailleurs indique que l'assurance agricole ne peut pas s'appliquer sans égards aux autres défis (Mahul&Stutley, 2010). Par conséquent, l'assurance agricole peut seulement être favorisée quand les moyens agricoles sont constamment disponibles, et quand les filières de commercialisation sont disponibles pour les rendements agricoles.

Dans les pays avancés l'assurance agricole est bien à la fois une question de transferts de revenu que plutôt une gestion des risques. Considérant que, plusieurs pays de l'OCI ne peuvent pas se permettre de faire des transferts de revenu tenant compte du fait qu'une grande partie de leurs populations est engagée dans l'agriculture (Banque Mondiale, 2005). Par conséquent, dans l'absence de l'assurance privée, l'assurance agricole sera trop chère de mettre en valeur dans les pays de l'OCI, surtout dans les pays membres moins avancés à budget limité et à faible revenu. Par conséquent, le défi dans les pays de l'OCI sera de favoriser une méthode économiquement efficace de réduire les risques pour la production agricole, dans laquelle des risques petits et récurrents sont maintenus par des agriculteurs ou des groupes d'agriculteurs, les pertes moins fréquentes, mais plus graves sont transférées au secteur d'assurances domestiques, et les pertes catastrophiques sont transférées au marché international de la réassurance (Mahul&Stutley 2010).

Un autre obstacle est que l'industrie agricole dans les pays de l'OCI est largement réduite en fragments à travers différentes régions. Ainsi, c'est un défi pour concevoir des programmes d'assurance agricole d'une manière qui vise à satisfaire les besoins spécifiques des agriculteurs dans différentes régions selon leur ampleur et le degré d'accès au marché parce que les programmes 'qui sont applicable à toutes les parties concernées' sont considérés pour être inefficace dans cette hétérogénéité. Dans ce contexte, pour une participation commerciale agricole du secteur privé, il sera nécessaire de fournir les outils adaptés d'assurance agricole aux besoins du client, tandis que pour les agriculteurs traditionnels qui produisent en fonction de leurs propres besoins de subsistance, les institutions financières

ruraux et les programmes de sécurité doivent être en place (Mahul&Stutley, 2010). Par conséquent, tout en prévoyant toutes politiques d'assurances agricole, les décideurs politiques dans les pays de l'OCI doivent adresser les imperfections réglementaires du marché et créer des cadres légaux et réglementaires appropriés afin d'encourager la participation par le secteur privé d'assurance.

Une autre condition préalable pour le développement d'une assurance agricole durable sera d'aborder les défis techniques inhérents aux pays de l'OCI puisque les faibles ou fausses évaluations à l'égrad des risques de production et/ou des coûts financiers mèneront aux interventions inutiles. À cet effet, la capacité de pays membres de l'OCI à l'égrad des rassemblement et du mesurement des données météorologiques et agricoles d'une manière opportune et précise et leur dissémination aux agriculteurs et aux assureurs sera essentielle. Dans les circonstances actuelles, le rôle des offices nationaux statistiques sera essentiel pour la collecte de données tant pour les décisions de politique que pour des fins d'assurance agricole.

4.6. Changement Climatique

L'agriculture est hautement vulnérable aux effets néfastes du changement climatique planétaire car la hausse des températures et la réduction des précipitations, la concentration en CO₂, et les événements climatiques extrêmes comme la sécheresse ou les inondations, peuvent mener à la réduction des cultures, des rendements ou même de mauvaises récoltes. Les études prouvent que, avec l'augmentation actuelle des émissions de gaz à effet de serre, on s'attend à ce que la température globale moyenne atteigne une gamme de 3.5°C à 5°C vers la fin de ce siècle (PNUE, 2015). Selon les résultats modelés, les fortes augmentations de température sont estimés de se produire dans des régions arides et semi-arides, en particulier dans la région méditerranéenne de l'Afrique du Nord et l'Afrique de Sud extrême (Banque Mondiale, 2009) où également se trouvent plusieurs pays de l'OCI. La même région devra également subir les impacts négatifs des changements climatiques sur les ressources en eau renouvelables, car le changement climatique planétaire réduira les précipitations par 10 à 30 % (IPCC 2007). En outre, selon les calculs de la FAO, la pénurie d'eau mondiale augmentera de 20% où les régions arides et semi-arides souffriront encore une fois de plus (la FAO AQUASTAT 2011). Lorsqu'on considère l'impact tous ces facteurs sur la production agricole, la part de l'agriculture en PIB mondial est estimé de chuter de 2 à 9% en raison des sécheresses plus fréquentes et des conditions climatiques volatiles (Banque Mondiale, 2007).

Les impacts négatifs du changement climatique dans les pays membres de l'OCI influenceront surtout des économies agraires en raison du rôle critique de l'agriculture en leur PIB mondial, ainsi que les pays membres où l'agriculture pluviale est la norme comme il est le cas dans la région d'Afrique Subsaharienne. Considérant que 26 pays membres de l'OCI sont sujets au stress hydrique et/ou à la pénurie d'eau et que plus de 84.1 % de consommation d'eau dans les pays de l'OCI sont alloués à l'agriculture, les niveaux inférieurs des précipitations et l'évaporation accrue d'eau vont entraver gravement la production agricole. D'ailleurs, les niveaux inférieurs des précipitations entraveront également la productivité agricole puisque les précipitations hydrate le sol, qui joue par conséquent un rôle principal pour la productivité des cultures. La productivité des cultures pourrait également diminuer en raison des augmentations de la salinisation du sol, l'épuisement des éléments nutritifs et l'érosion car environ 950 millions de hectares de terres affectées par la salinité se produisent dans les régions arides et semi-arides chaque année (PNUE 2009).

Un autre défi que le changement climatique infligera sur des activités agricoles dans les pays de l'OCI est la probabilité de la prolifération des ravageurs. C'est parce que la contagion et

l'intensité des pesticides semblent dépendre dans une large mesure de la quantité de précipitations et leur répartition dans l'année, qui sera dans ce cas-ci fortement volatil du au changement climatique (la FAO 2008). Une expérience antérieure indique que les ravageurs ont eu un impact négatif important sur les rendements de cultures dans l'Afrique Subsaharienne où il a entraîné des pertes annuelles de 12.8 de dollars des États-Unis dans le rendement de huit principales cultures, qui ont le potentiel de réduire des rendements dans les pays en développement d'environ 50 % (SESRIC, 2010). Quand tous ces impacts défavorables de changement climatique mentionnés ci-dessus sont tenus en compte, les capacités agricoles des pays de l'OCI devront être renforcées pour s'adapter au changement climatique par l'utilisation de nouvelles technologies, plus de recherche et développement afin de créer des variétés de récolte plus résistantes, un systèmes d'irrigation plus efficaceset beaucoup plus ancré, des équipements de stockage de l'eau et l'investissement dans un meilleur fonctionnement des marchés.

4.7. Recherche Agronomique et Biotechnologie

La recherche agronomique et la biotechnologie sont importantes pour développer de nouvelles cultures et nouvelles pratiques agricoles, et elle est ainsi le coeur de la croissance et du développement agricoles à long terme. Elles ont, donc, le potentiel de contribuer considérablement à la réduction de pauvreté grâce à un impact positif sur la production alimentaire, les pertes après la récolte et la valeur nutritive es produits alimentaires. Cependant, le montant de budgets assignés à la recherche et au développement agricole dans les pays de l'OCI sont loin d'être prometteurs car l'écart de la recherche et le développement en biotechnologie entre les pays développés et les pays de l'OCI s'agrandit dû à la disponibilité limitée des fonds publics et privés disponibles dans les pays de l'OCI. La plupart des pays membres de l'OCI dépendent des dépenses publiques pour la recherche et développement dans l'agriculture mais au cours des dernières années, les budgets pour la recherche et le développement ont diminué considérablement. Au cours de la période 2005-2011, la dépense agricole du secteur public dans l'OCI était environ 12 milliard de dollars des personnes agricoles, avec une moyenne de seulement 5.2 dollars des États-Unis, les pays de l'OCI à la traîne par rapport à la moyenne des autres pays en développement avec 7.5 de dollars des États-Unis. Le facteur le plus marquant est que seulement 9 sur 57 pays de l'OCI ont une dépense agricole moyenne par personne, un taux qui est plus haut que la moyenne de l'OCI. En fait, le financement du gouvernement national pour la recherche agronomique est tombé par 27 % en ASS entre 1981 et 2000, et de nombreux gouvernements attribuent moins de de 1 % de leur budget national à la recherche et au développement agricoles (Mittal, 2009). En conséquence, les capacités technologiques et scientifiques d'infrastructure de pays membres de l'OCI ne sont pas assez solides d'entreprendre les efforts rigoureux de la recherche et du développement pour pouvoir ssoutenir la productivité agricole. Une étude entreprise au Nigéria concernant la capacité de dix-sept établissements d'effectuer la recherche en biotechnologie moderne montre que 40 % des établissements ne sont pas entièrement productifs en raison des manques de l'électricité et l'insuffisance de l'approvisionnement de cultures tissulaires (Ozor, 2009) – une situation qui est parfaitement visible dans d'autres pays membres de l'OCI. La recherche en biotechnologie est un secteur spécifique, qui exige un nombre suffisant de scientifiques de haute qualité pour pouvoir atteindre les avantages agricoles promis. Cependant, plusieurs pays membres de l'OCI sont toujours en pénurie de tels scientifiques. Le nombre total du personnel de la recherche agronomique travaillant pour le secteur public dans les pays de l'OCI est 22.352 tandis que dans d'autres pays en développement le nombre est 41.607. Néanmoins, en termes de nombre de personnel de recherche agronomique par 100,000 agriculteurs, les pays de l'OCI ont collectivement un taux plus élevé comparé à d'autres pays en

développement où le nombre de l'OCI est 131 tandis que les autres pays en développement il est 59. Cependant, au niveau de pays de l'OCI, le ratio représente une répartition inégale d'un pays pays de l'OCI à l'autre, car dans seulement 3 pays de l'OCI le ratio est davantage que la moyenne de l'OCI, tandis que le Bangladesh a seulement 7 personnel de recherche agronomique par rapport à ses 100,000 agriculteurs.

FENÊTRE 4

Politique Fondée sur des Preuves: Sept Défis à l'Adoption de Technologies Agricoles

Le MIT J-PAL rapporte sept inefficacités du marché qui diminuent les bénéfices attendus de l'adoption de technologies agricoles comme suit (voir également le tableau 19 en annexe):

1- Inefficacités du Marché de Crédit

Beaucoup de agriculteurs citent le manque de capital financier comme motif principal de ne pas adopter des technologies bénéfiques. Dans beaucoup de pays en développement, et en particulier dans les secteurs ruraux, **l'accès aux services financiers**, y compris le crédit et les mécanismes en matière d'économies formels, est limité. Même où les services financiers sont disponibles, ils sont souvent fortement désavantageux aux petits agriculteurs. D'une part, les pauvres agriculteurs, qui manquent typiquement des atouts précieux à utiliser comme garantie pour des prêts, peuvent notamment être particulièrement peu adaptés à l'accès financier, toutefois Les substituts des formes conventionnelles de garanties sont créées. Par exemple, les « contrats d'approvisionnement » pour des produits agricoles (où les prêteurs sont remboursés avec une future production) ont été employés pour fournir des prêts aux petits agriculteurs. Une garantie de substitution fréquemment utilisée est une responsabilité de groupe, qui se fonde sur le capital social pour une garantie et est typiquement comptée comme une forme d'innovation qui réduit les coûts de surveillance et abaisse des taux de défaillance. Les bénéfices de rendre les crédits plus disponible aux petits agriculteurs peuvent être renforcés par **l'optimisation** de ceux qui veulent bien gagner. En plus des défis représentés par le manque de services financiers disponibles à de petits agriculteurs, la faible **littératie financière** peut être une autre contrainte. En outre, les décisions financières sont sujettes souvent à des **polarisations psychologiques** telles que le manque d'autodiscipline. Par exemple, dans plusieurs contextes, les produits financiers qui permettent à des individus de se commettre à la future économie ou au moment de l'investissement quand ils ont l'argent liquide disponible, comme est le cas juste après la récolte, améliorent l'adoption de technologie.

2- Risques des Inefficacités du Marché

Les agriculteurs peuvent voir l'adoption de nouvelles technologies comme comportant des risques, surtout dans la phase ascendante du processus d'adoption quand bon usage et rendements moyens ne sont pas encore bien compris. Permettant à des agriculteurs de faire des expériences avec la technologie sur une petite échelle avant de l'adopter (**trialability**) peut réduire au minimum la quantité de risque et d'incertitude liés à l'adoption d'une nouvelle technologie pour la première fois. En outre, un certain nombre de différents outils et stratégies, à savoir l'assurance ou les réseaux de sécurité, pourraient réduire l'intensité de **risque et d'incertitude** qu'un agriculteur subit en adoptant une nouvelle technologie. En outre, les institutions financiers peuvent être hésitants à offrir l'assurance parce qu'ils craignent que seule les agriculteurs avec des investissements risqués (moyenne ou mauvais) qui veulent acheter l'assurance (**c.-à-d. sélection adverse**). Plus de recherche est nécessaire pour savoir comment la conception et la vente des produits d'assurance peuvent éliminer le problème de **risque subjectif** et aider les agriculteurs à surmonter les risques d'adopter de nouvelles technologies.

Alors que l'assurance est une manière importante pour aider les agriculteurs à réduire leur risque, les semences améliorées pourraient avoir aussi un mécanisme qui peut réduire le risque confronté par des agriculteurs. Ces **technologies de réduction des risques** sont particulièrement importantes quand les changements climatiques affectent les modèles de temps globaux. Les chercheurs au *Sierra Leone*, par exemple, explorent comment les variétés de riz à haut rendement avec des saisons de croissance plus courtes peuvent aider à lutter contre la faim dans les mauvaises saisons entre les récoltes¹. En ajoutant la tolérance des risques à des graines ou les différentes saisons de croissance, les agriculteurs atténuent les risques provoqués par des conditions météorologiques, aidant à renforcer la sécurité alimentaire.

¹ Annan, J, Dixon, C, Glennerster, R, Kimmins, F, and Suri, T. "Promoting Adoption of New Rice Varieties: Addressing the Costs of Early Adoption in Sierra Leone." Travail en cours.

FENÊTRE 4 – Suite.

3- Inefficacités Informationnelles

Le choix d'adopter une nouvelle technologie du part d'un agriculteur nécessite plusieurs types d'information. Ces types d'information peuvent être obtenues des sources extérieures (des ouvriers et des marchés de vulgarisation agricole), d'observer les décisions et les expériences des voisins, et de la propre expérience de l'agriculteur. La recherche suggère que **les contraintes à l'accès d'information** puissent être abaissées en améliorant les incitations pour ceux qui fournissent l'information, réduisant les frais d'acquérir l'information, et d'améliorer la conception de la disposition de l'information (contenu, source et présentation). Les progrès des technologies de l'information, à savoir les téléphones cellulaires et le SMS, offrent un grand potentiel pour abaisser les coûts de la diffusion régulière d'informations. Au *Mozambique*, des chercheurs poursuivent des expériences sur l'extension de communication livrée par SMS à un système bancaire mobile, qui inclut un compte d'épargne marquée pour des intrants agricoles.² Les chercheurs au Pakistan développent une plate-forme en ligne qui permet à des agriculteurs de bétail de partager des informations sur la qualité du vétérinaire, en particulier les vaccinations et l'insémination artificielle.³ Une autre façon de penser à réduire les coûts d'obtention des informations est d'associer cette information avec un autre service, particulièrement un qui peut être compté en tant qu'objet de valeur aux agriculteurs. BRAC en *Ouganda* travaille avec des chercheurs pour évaluer l'efficacité de la vulgarisation traditionnelle quand elle est associée avec l'accès à la microfinance, se concentrant en particulier sur les agriculteurs femmes.⁴ L'information fournie par des services de vulgarisation agricole donne souvent expose des constatations provenant de parcelles de démonstration, qui ne s'applique pas toujours à d'autres contextes. Ainsi, **la convenance d'information** est également cruciale. Une étude de *l'Indonésie* a constaté que même lorsque les agriculteurs emploient une nouvelle technologie (en l'occurrence méthode d'exploitation) leur compréhension des avantages était de ce fait jugé faible. Quand les résultats des avantages de la méthode leur a été fait rapport, la poursuite des agriculteurs en ce qui concerne l'adoption a continué.⁵ D'une part, résultats d'enquête suggèrent qu'une diffusion simple des innovations tente d'être rapportés plus rapidement que une complexe diffusion parce qu'elles sont plus adaptables aux différents besoins et préférences.

4- Extériorités

Les technologies agricoles qui créent les des retombées ou effets externes positifs demeurent souvent à de faibles niveaux d'adoption parce que certains ou tous les avantages de ces technologies s'accroissent aux individus autres que l'agriculteur. De même, les premiers agriculteurs qui adoptent une nouvelle technologie dans un village peuvent entraîner des extériorités positives pour d'autres agriculteurs-parfois sous forme d'informations sur la façon dont la technologie est mieux employée. Comme mentionné en-dessus, dans une expérience au *Sierra Leone*, les chercheurs essayent d'améliorer la présence de semences de riz améliorées en subventionnant les premiers agriculteurs pour adopter les semences dans un village. en *Ouganda*, Dupas, Chassang, et Snowberg explorent différentes manières d'encourager des agriculteurs à expérimenter avec un dispositif d'arrosage simple.⁶

Dans tous de ces cas, tant que les agriculteurs individuels ne sont pas récompensés pour les avantages qu'ils produisent pour d'autres personnes, ils investiront moins en nouvelle technologie : un point de vue qui est déjà préférable par la société. Pour contourner les extériorités dans les pays développés, de nombreuses stratégies ont été employées, mais elles ont été rarement appliquées dans des contextes agricoles dans les pays en développement. L'approche qu'exigent une surveillance étroite, comme les impôts sur une production d'extériorité, il est souvent plus difficile de la mettre en application, alors que les approches qui affectent les prix des intrants sont plus prometteurs. Puisque les femmes souffrent le plus du choc de nombreux problèmes d'extériorité liés à l'agriculture, on peut soutenir que les femmes soient en mesure de contrôler les ressources naturelles, comme les ressources en eau, dont ils sont les principaux utilisateurs.

² Batista, C, and Yang, D. "Promoting Correct Fertilizer Use through Information and Commitment Savings using Mobile Banking in Mozambique." Travail en cours.

³ Berman, E, and Callen, M. "Coordinating Farmers with Cellphones: Technology Innovation in Livestock Extension Services in Pakistan." Travail en cours.

⁴ Bandiera, O, Burgess, R, Deserranno, E, Rasul, I, and Sulaiman, M. "Women Farmers and Barriers to Technology Adoption: A Randomized Evaluation of BRAC's Extension Program in Rural Uganda." Travail en cours.

⁵ Hanna, Rema, Sendhil Mullainathan, and Joshua Schwartzstein. "Learning Through Noticing: Theory and Experimental Evidence in Farming." Working Paper, Harvard University, February 29, 2012.

⁶ Dupas, P, Chassang, S, and Snowberg, E. "Selective Trials for Agricultural Technology Evaluation and Adoption: A Pilot." Travail en cours.

Un autre défi important est la capacité disponible limitée pour des retombées technologiques dans tous les pays de l'OCI car les conditions et les structures socio-économiques variables entre les pays membres de l'OCI empêchent le développement de larges stratégies de recherche agronomique de l'OCI. Néanmoins, en dépit de ces différences structurales, les moyens de se compléter devraient être recherchés car chacun des groupes sectoriels chargés de l'agriculture au niveau de l'OCI a des avantages comparatifs spécifiques où certains sont riches en main-d'oeuvre tandis que d'autres sont riches en ressources naturelles. Par conséquent, l'établissement de l'intégration agricole est l'une des plus grandes tâches attendant une solution dans l'OCI, ce qui améliorera non seulement les échanges agricoles intra-OCI mais également ouvrira les portes pour des efforts synchronisés de la recherche et du développement dans l'agriculture, et permet par la suite retombées technologiques dans tous les Etats Membres de l'OCI.

4.8. Maisons de Stockage de Céréales

Un autre défi pour le développement agricole dans la plupart des pays de l'OCI est les pertes après la récolte dues au manque d'installations appropriées de stockage de céréales. Selon données existantes, seule l'Afrique souffre de 20-30 % de pertes après la récolte évaluées à 4 milliards de dollar annuellement (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). De façon générale, les pertes après la récolte provoquent des hausses dans les prix de denrées alimentaires en

FENÊTRE 4 – Suite.

5- Inefficacités du marché des Entrées et Sorties

Les agriculteurs qui tireraient bénéfice de l'adoption de technologie ne peuvent pas accéder ou payer pour cette technologie due à l'**infrastructure** insatisfaisante, à l'absence des chaînes d'approvisionnements ou aux prix élevés non rentables. L'infrastructure, comme les routes et l'irrigation, joue un rôle essentiel en facilitant la technologie. L'évidence transnationale sur l'effet de l'infrastructure sur la productivité agricole montre qu'il existe un rapport positif entre la productivité et le développement des routes et l'irrigation. Le transport amélioré est également associé à la diffusion de la technologie, la bonne utilisation des entrées et des bons prix pour les agriculteurs. Les agriculteurs peuvent bien échouer à adopter des technologies, parce que ces dernières ne peuvent pas être profitables. Le manque de rentabilité peut résulter d'inopportunité ou du coût. Il est évident que la qualité des entrées peut également empêcher les agriculteurs à adopter une nouvelle technologie. Les chercheurs en *Ouganda* commencent à explorer à quel degré les engrais de contrefaçon dominent le marché et est-ce que ces produits de qualité inférieure sont vendus aux consommateurs de façon discriminatoire.⁷ Les contraintes d'adoption peuvent être surmontées en interrompant le cycle de la mauvaise fonctionnement des entrées et sorties des marchés qui entraîne une baisse de demande des technologies agricoles et gênent le fonctionnement du marché. Les subventions ciblées peuvent stimuler la demande et produire l'exigence d'un volume initial pour installer des réseaux de distribution et des coûts inférieurs. La tarification des entrées publiquement fournies comprenant l'accroissement agricole peut aider à soulever le revenu et à éliminer les pertes. Cependant, La tarification risque de donner lieu à une exclusion des pauvres. Signant un contrat avec des groupes de agriculteurs (uniquement sur les demandes individuelles) peut également contribuer à réduire les risques de renoncer. Les groupes des agriculteurs sont en position de conclure des partenariats mutuellement avantageux si la défection peut être effectuée grâce à une surveillance étroite. Dans plusieurs pays en développement, des les chaînes de valeur sont fortement rompues. La capacité d'un agriculteur d'accéder à un marché est souvent déterminée par les commerçants qui achètent leurs récoltes à la ferme. Au *Sierra Leone*⁸ et au *Sénégal*⁹, les chercheurs explorent différentes dispositions de contrat avec des commerçants de cacao et des oignons, respectivement. Les premiers résultats du travail au Sierra Leone trouvent que les commerçants avec des incitations de prix livrent un cacao de plus haute qualité, mais que ces prix plus élevés ne filtrent pas vers les agriculteurs qui sont mal payés de retour.

⁷ Yanagizawa-Drott, D, and Svensson, J. "Does Poor-Quality Hinder Agricultural Technology Adoption? Evidence from the Market for Fertilizers in Uganda." Travail en cours.

⁸ Casaburi, L, Reed, T, and Suri, T. "Contract Structure and Export Quality in Sierra Leone." Travail en cours

⁹ Bernard, T, de Janvry, A, and Mbaye, S. "Incentive Contracts for the Sale of High Value Crops by Smallholder Producers in Senegal." Travail en cours

prélevant une partie de l'approvisionnement du marché, ce qui explique pourquoi beaucoup de petits exploitants dans les pays l'OCI sont des acheteurs nets de produits alimentaires même s'ils produisent suffisamment de nourriture pour leur propre consommation. En plus, à cause du manque d'installations appropriées de stockage de céréales, les agriculteurs qui ont besoin de liquidités sont obligés de vendre leur production immédiatement juste après la récolte pour éviter les pertes des ravageurs et agents pathogènes de stockage après la récolte. En conséquence, les agriculteurs vendent leurs récoltes quand les prix sont bas et ne peuvent pas compter sur leur récolte pour accéder au crédit qui cause par conséquent l'affaiblissement de leur sécurité alimentaire et aggravent la pauvreté. Par conséquent, il est généralement admis que faisant face aux pertes après la récolte tout au long des chaînes alimentaire par des installations de stockage de céréales fournira un moyen plus rentable et écologiquement plus durables pour la sécurité alimentaire. Cela est dû au fait que l'investissement nécessaire pour réduire les pertes après la récolte est relativement modeste et le retour sur investissement augmente rapidement à mesure que les prix du produit augmentent. Comme exemple, en ASS, suivant les estimations, la réduction des pertes après la récolte par seulement 1 % permettrait des gains de 40 millions dollars des Etats-Unis annuellement (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). Néanmoins, les installations de stockage traditionnelles présentement utilisées dans les pays membres de l'OCI ne sont pas toujours effectives parce que les méthodes traditionnelles ne se protègent pas bien contre les ravageurs émergents comme Le grand perceur des céréales (LGB). D'ailleurs, dû au déboisement, la construction des installations de stockage traditionnelles exige notamment un bon nombre d'approvisionnement en bois ; un fait qui est limité dans plusieurs pays de l'OCI. D'une part, l'introduction de nouveaux types de stockage comme les barils scellés, bidons à pétrole en métal, réservoirs de fer, et les silos en métal sont chers pour certains pays membres de l'OCI. D'ailleurs, seules les aspects techniques des installations de stockage de céréales maintiendront les taux d'adoption bas, et ne seront pas durable à long terme.

FENÊTRE 4 – Suite.

6- Inefficacités du Marché de Terres

Le fonctionnement de marchés de terres permet le transfert de la terre à ceux qui peuvent l'employer le plus productivement, qui crée une incitation pour des investissements dans des technologies agricoles de productivité en amélioration. Les droits de propriété peu sûrs créent peu d'incitations pour que les fermiers investissent dans de nouvelles technologies. La recherche rigoureuse sur les interventions qui améliorent l'adoption de technologie par des problèmes décroissants du marché de terre est rare. Là où la réforme de terre ou l'impression du titre de terre a été mise en application, les résultats ont été mélangés, et parfois bénéfice certains groupes, comme les hommes, plus que d'autres. Au Mali, Beaman et Dillon explorent les impacts d'un grand projet d'irrigation qui inclut la clarification de la tenure de terre aussi bien que les systèmes communaux de gestion de l'eau.¹⁰

7- Inefficacités de Marché du Travail

Les nouvelles technologies peuvent avoir différents besoins de main-d'œuvre. Quelques technologies sauf le travail pour le ménage d'adoption tandis que d'autres exigent le travail additionnel. Ceci détermine leur niveau d'adoption et qui les adoptent. Les approches qui facilitent la possibilité de trouver l'emploi et de louer et diriger le travail, peut aider les ménages à prendre de meilleures décisions au sujet de la façon assigner le travail. L'abaissement des coûts de survie et le développement des contrats de travail qui n'exigent pas l'application externe peuvent également aider la fonction locale de marchés du travail plus doucement. Alternativement, ceci a pu augmenter différentes incitations pour adopter de nouvelles technologies agricoles. En raison du caractère saisonnier des marchés du travail, les approches qui lissent la demande de travail et les salaires lors du cycle de récolte agricole peuvent être particulièrement utiles. Les réseaux de sécurité, tels que des programmes de travail publics, peuvent aider à maintenir la demande et s'assurer que le travail est évalué tout au long de l'année dans les zones agricoles.

¹⁰ Beaman, L, and Dillon, A. "Irrigation and Property Rights for Farmers in Mali." Travail en cours

Tandis que dans les pays en développement plusieurs projets d'installations de stockage de céréales ont réalisé succès accompli en améliorant les pertes après la récolte, très peu ont réalisé une amélioration à grande échelle, Cela est dû à l'absence de la motivation commerciale pour investir et renforcer de telles initiatives. Outre la technologie des installations de stockage, leur pertinence dans un contexte local, telles que la disponibilité des matériaux locaux, la présence des contraintes financières et du marché, et leur acceptabilité par des agriculteurs pour des raisons culturelles sont d'autres facteurs clé qui déterminent la dissémination des installations de stockage de céréales entre les agriculteurs ruraux. Par exemple, les adoptions des silos en métal en Mozambique ont échoué à cause de l'insuffisance d'une capacité locale pour la fabrication, et au Malawi, des silos en métal fournis gratuitement aux agriculteurs n'ont pas été utilisés car les agriculteurs ont choisi de garder leurs céréales à l'intérieur de leurs maisons dues à l'existence du vol. Pour une pleine réalisation liée à l'élimination des pertes après la récolte, une approche des chaînes de valeurs qui lie les agriculteurs aux marchés et une plus grande participation de secteur privé doivent être réalisées. Ceci encouragera le commerce qui réduira la nécessité des fermes de stocker des céréales et de réduire ainsi les pertes après la récolte (Morris, Binswanger et Byerlee, 2011). À cet effet, une autre contrainte existante est la mise en place d'infrastructures comme les routes et l'électricité, qui rendront les installations de stockage de céréales accessibles, et ouvriront la voie à l'accès au marché, rendant de ce fait l'approche des chaînes de valeurs réalisable.



5. Développement des Industries Agro-Alimentaires

Une caractéristique distincte de la plupart des économies développées est l'importance relative du secteur agricole dans leurs économies. Traditionnellement, le secteur agricole a été considéré comme ayant un rôle mineur en cours de développement comparé à la fabrication. Cependant, suivant les préférences de plus en plus sophistiquées concernant la nutrition, la santé et l'environnement ainsi que le rôle croissant de la recherche et de la technologie dans le développement des produits agricoles, l'agriculture elle-même est devenue une industrie avec la diversité et l'ampleur remarquables. En conséquence, l'industrialisation agricole et le développement des industries de la transformation des produits agricoles ont généré un type entièrement nouveau du secteur industriel.

Au cours des années, l'agro-industrie a de plus en plus occupé une position dominante dans l'industrie manufacturière dans plusieurs pays en développement et a contribué considérablement à leur croissance. Cette industrie implique dans les activités après les récoltes à savoir la transformation, la conservation et la préparation de la production agricole pour la consommation intermédiaire ou finale. Les industries alimentaires sont de loin les composants les plus importants des activités agro-industrielles dans les pays avancés et en développement. Comparé aux agro-industries non-alimentaires, les industries alimentaires sont souvent plus homogènes et sont plus faciles à classer que les industries non-alimentaires car leurs produits ont tous la même utilisation finale.

Cependant, l'accroissement de la complexité des entrées, les impacts du processus d'innovation et les nouvelles technologies et la sophistication et l'accroissement de la gamme des processus de transformation le rendent de plus en plus difficile à établir une distinction claire entre ce qui devrait être considéré strictement comme industrie et ce qui peut être classifié comme agro-industrie.

Ce chapitre passe en revue l'importance de l'industrie de la transformation des produits agricoles pour le développement, analyse l'état de l'industrie dans les pays membres de l'OCI et discute certains aspects politiques importants en favorisant la compétitivité de l'industrie agroalimentaire.

5.1. Importance de l'Agro-industrie pour le Développement

Le développement industriel a lieu en grande partie quand les pays emploient leurs abondantes ressources pour les industries qui exigent l'utilisation intensive ces ressources. Les industries qui sont susceptibles de réussir aux pays en développement sont en effet ceux qui tirent profit de l'utilisation relativement intensive des matières premières abondantes et de la main-d'œuvre non qualifiée et l'utilisation relativement moins intensive des capitaux apparemment rares et de la main-d'œuvre qualifiée. À cet égard, l'abondance relative de matières premières agricoles et le travail à faible coût. dans les pays en développement crée un potentiel pour le développement agro-industriel dans ces pays.

Les industries se fondant la plupart du temps sur les matières premières agricoles ont en fait les caractéristiques qui les rendent particulièrement appropriées aux arrangements de plusieurs pays en développement. Quoique ça soient une infrastructure appropriée et une main-d'œuvre qualifiée que ces pays manquent, les matières premières facilement accessibles aux coûts raisonnables fournissent une énorme occasion à ces pays car ces matériaux représentent une proportion significative de coûts totaux pour ces industries. En outre, pour beaucoup d'agro-industries, une petite plante peut être économiquement effective, qui est un autre facteur important dans les pays en développement où le marché intérieur est limité par un bas pouvoir d'achat et parfois par la petite taille du marché en soi.

Les agro-industries portent une importance considérable pour le développement dû à plusieurs raisons. À cet égard, mais surtout, les agro-industries produisent de liens solides en aval et en amont, favorisant la demande et intensifiant la valeur de la production agricole primaire et créant l'emploi et le revenu tout au long de la chaîne de traitement et de distribution. Plus spécifiquement, les entreprises de la transformation des produits agricoles créent une demande des matières premières agricoles ; ceci alternativement crée des occasions de travail au niveau de la ferme et contribue à la demande accrue des moyens agricoles comme les engrais et les produits alimentaires. De même, l'activité économique est générée dans les secteurs logistiques, de distribution et de services.

L'agro-industrie fournit le capital et les services au fermier, favorise l'esprit d'entreprise, augmente la demande des produits agricoles et relie des agriculteurs aux marchés par la manipulation, le traitement, le marketing et la distribution des produits agricoles. En conséquence, la productivité et la qualité de la production agricole, la stabilité économique pour les ménages ruraux, la sécurité alimentaire et l'innovation tout au long de la chaîne de valeur peuvent être augmentées. L'agro-industrie efficace peut donc stimuler la croissance agricole, et - accompagné d'un lien fort entre les petits propriétaires - peut réduire la pauvreté rurale.

Les agro-industries se trouvent dans une position dominante dans l'industrie manufacturière des pays en développement. La contribution des agro-industries à la fabrication totale est de 61% dans les pays à vocation agricole, de 42% dans les pays en transformation et de 37% dans les pays en développement urbanisés (Wilkinson et Rocha, 2008). Les agro-industries jouent également un rôle central dans la création d'emploi, étant caractérisé par une présence marquée des femmes dans leur secteurs de main d'œuvre. « Le secteur non traditionnel » (des produits de légumes, de fruits et de pêches), qui est actuellement le plus dynamique en termes d'exportations dans les pays en développement,

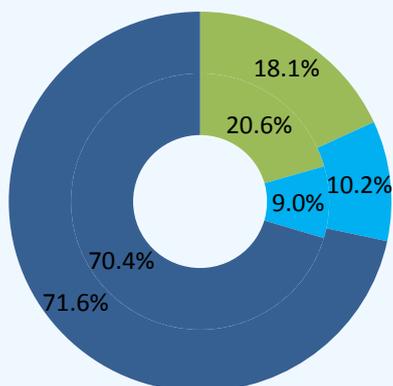
est caractérisé par des hauts niveaux d'emploi des femmes, un pourcentage qui peut varier de 50 % à un niveau élevé de 90 % (Wilkinson et Rocha, 2008).

SCHÉMA 5.1

Production Agroalimentaire Première et Transformées dans les Pays de l'OCI

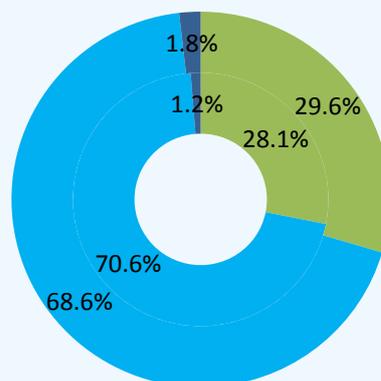
a. Graines de coton vs Huile de coton

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



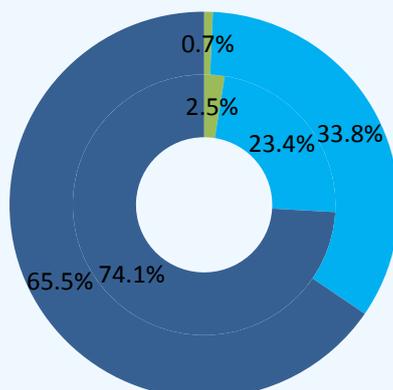
b. l'huile d'olive vs olives

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



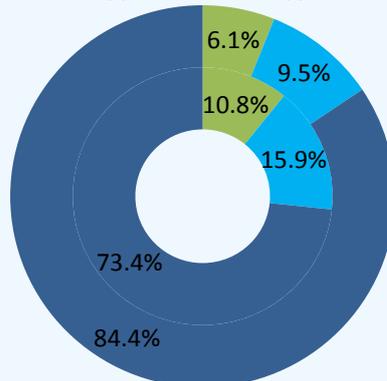
c. Graines de Soja vs Huile de Soja

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



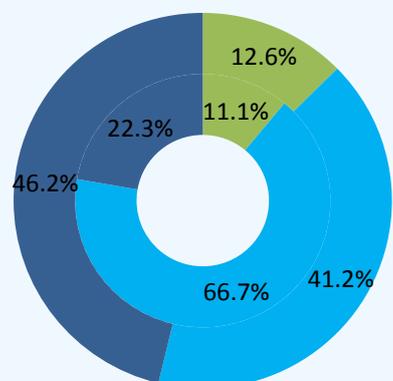
d. Graines de Tournesol vs Huile de Tournesol

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



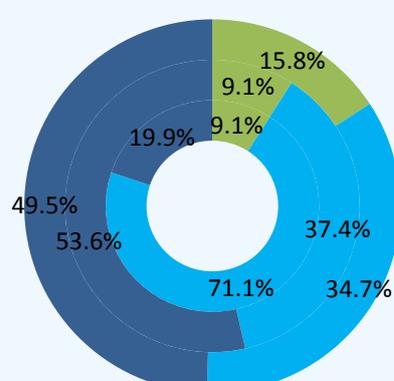
e. Lait de vache vs Crème du lait de vache

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



f. Lait complet vs fromage et beurre

■ OCI ■ Développés ■ En Développement non OCI



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Base de données en ligne FAOSTAT, Analyse faite par le Personnel de SESRIC

Dans ces circonstances, les impacts de développement des agro-industries peuvent être récapitulés comme suit. Agro-industries peuvent:

- améliorer les approvisionnements de produits alimentaires en empêchant des pertes quantitatives et qualitatives;
- Améliorer les approvisionnements en produits de sylviculture et d'autres produits agricoles non-alimentaires par une meilleure utilisation des matières premières;
- Augmenter l'indépendance en réduisant des importations;
- Générer l'emploi, particulièrement dans les secteurs ruraux;
- Réduire les disparités de revenu;
- Stimuler le développement rural;
- Assurer de meilleures opportunités de marché au producteur;
- Augmenter les revenus de devises étrangères par l'exportation des produits terminés et semi-terminés;
- Réduire les migrations vers les zones urbaines;
- Améliorer les occasions pour l'investissement dans les zones rurales et urbaines.

En raison de son importance primordiale pour les pays en développement, le développement agro-industriel devrait être favorisé en allouant des ressources suffisantes pour le développement et l'utilisation de la sélection des matières premières et des technologies socialement convenables. Le développement et le renforcement de l'infrastructure institutionnelle, la formation des personnels dans les secteurs technologiques, la gestion, l'esprit d'entreprise, la recherche et le développement sont des facteurs de grande importance qui visent à améliorer la qualité et la sûreté des produits en stimulant le développement agro-industriel. L'établissement d'une coopération entre le pays régional et le renforcement des centres nationaux pour choisir des technologies appropriées combleraient une lacune importante dans le développement des industries de transformation alimentaire et de produits agricoles.

5.2. État des Industries Agroalimentaires dans les Pays de l'OCI

L'industrie agroalimentaire est souvent l'activité industrielle principale et un contribuant important à la production, aux recettes d'exportation et à l'emploi dans plusieurs pays en développement. En étant une partie substantielle des pays en développement, certains pays de l'OCI dépendent également fortement sur le secteur agricole. Dans cette section, l'état d'industrie agroalimentaire dans les pays de l'OCI est analysé en comparant les cultures primaires et traitées avec la production animale. Puis, en employant la base de données de statistiques industrielles de l'UNIDO au niveau d'ISIC à 4 chiffres (INDSTAT4), la performance des pays de l'OCI sera analysée par cinq indicateurs importants dans des industries agroalimentaires, à savoir l'emploi, le nombre d'entreprises, les salaires, la production et la valeur ajoutée.

5.2.1. Cultures et Produits Animaux Transformés

Le schéma 5.1 compare la part de pays de l'OCI dans la production animale et de cultures primaires et traitées dans la production mondiale totale en 2013 pour six catégories de produit différentes. Les données compilées de la base de données statistique de la FAO comportent 210 pays comprenant 56 pays de l'OCI. Les cercles externes présentent les parts de produits primaires et les cercles internes présentent la part dans les produits transformés.

Dans trois catégories de produits sur six, les pays de l'OCI ont une part plus élevée de produits transformés. Ce derniers sont huile de coton, huile de soja et huile de tournesol. Alors que les pays de l'OCI produisent 18,1% des graines de coton, ils ont représenté 20,6% de la production totale d'huile de coton. De même, alors que leur part dans la production de

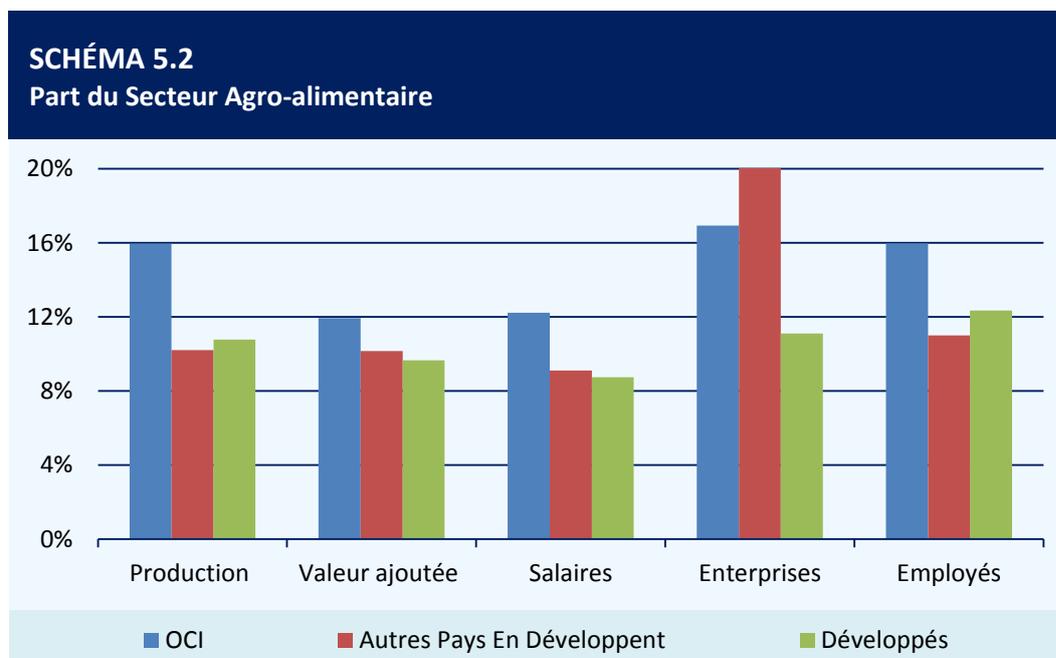
soja et de tournesol est 0,7% et 6,1%, leur part dans la production mondiale totale de leurs dérivés d'huile est 2,5% et 10,5%, respectivement. D'autre part, les pays de l'OCI en tant que groupe semblent perdre leur part en transformant des produits à base de d'olive et de lait. Tandis qu'ils ont représenté 29,6% de la production d'olive totale, ils comptent seulement pour 28,1% d'huile d'olive. Encore, alors qu'ils a représenté 15,8% de la production laitière totale, ils comptent seulement pour 9,1% de la production mondiale à base de beurre et de fromage.

Ceci indique que dans certains produits, les pays de l'OCI ont la capacité de transformer ce qu'ils produisent déjà et de tirer bénéfice de la valeur ajoutée lors de la transformation le des produits agricoles. Cependant, dans d'autres, les pays de l'OCI manquent de la capacité de traiter les marchandises qu'ils produisent et perdent les revenus précieux qui pourraient être gagnés à valeur ajoutée lors du traitement des marchandises.

Tout en étant très perspicace, cette analyse fournit seulement des informations limitées sur l'état des industries agroalimentaires dans les pays de l'OCI. Le traitement est seulement un lien dans une chaîne continue entre la production de matière première et la consommation finale. Dans ce qui suit, certains indicateurs importants des industries agroalimentaires sont accentués pour les pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles.

5.2.2. Indicateurs des Industries Agroalimentaires

En raison des contraintes de données, l'analyse du développement des industries agroalimentaires est souvent une tâche ardue pour plusieurs pays en développement, y compris les pays de l'OCI. Étant l'une des sources principales des statistiques de développement industriel, l'Organisation de Développement Industriel de Nations Unies (UNIDO) produit des bases de données statistiques industrielles pour les variables à savoir le nombre d'établissements, l'emploi, les salaires, la production et la valeur ajoutée. La banque de données est construite autour du Système de Code de Classification d'Industries de Standards Internationales (ISIC), qui classe l'industrie sous de 151 industries manufacturières et sous-secteurs à savoir l'alimentation, les textiles, le fer et l'acier.



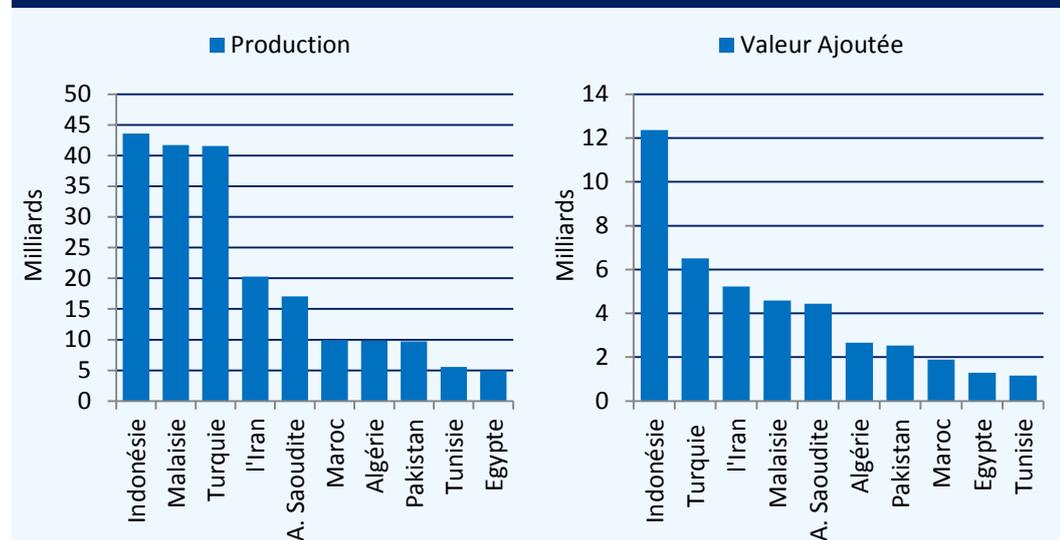
Source: l'ONUDI, INDSTAT4 Edition 2015

En prenant seulement les industries alimentaires classifiées dans la base de données, le schéma 5,2 compare des pays d'OCI à autre se développer et des pays développés en ce qui concerne cinq indicateurs importants dans des industries agroalimentaires. Les données représentent les moyennes des dernières données disponibles pour 25 pays de l'OCI, 47 autres pays en développement et 32 pays développés entre 2006 et 2010.³ Toutes les données de valeur sont téléchargées des statistiques de l'ONU en devise nationale des prix actuels. Les données sont converties en devise nationale en dollars d'États-Unis constants utilisant les taux de change moyens de période considérée dans les statistiques financières internationales (IFS) et des indices des prix à la consommation des données de FMI dans les bases de données de perspective économique mondiale (WEO) de FMI .

Les industries agroalimentaires jouent un rôle important dans la création d'emplois et les de la formation de revenu. Selon les indications sur le schéma 5.2, les pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles ont en moyenne des parts plus élevées dans quatre indicateurs des industries agroalimentaires comparées aux moyennes de pays non membres de l'OCI, indiquant une importance plus grande du secteur pour ces économies. Le décalage le plus élevé entre l'OCI et les pays non membres de l'OCI existe dans la part de l'industrie dans la production totale, qui est de 15.9 % dans les pays de l'OCI et seulement 10.2 % dans d'autres pays en développement. De même, les industries agroalimentaires représentent en moyenne 16 % d'emploi total dans les industries de 34 pays de l'OCI par rapport à seulement 11 % dans d'autres pays en développement. Les salaires dans les industries agroalimentaires représentent en conséquence une part plus élevée des paiements totaux, 12.2 % de salaires payés dans toutes les industries dans les pays de l'OCI par rapport à 9.1 % dans les pays non membres de l'OCI.

SCHÉMA 5.3

Production et la Valeur Ajoutée de l'Industrie Agro-alimentaire, les Pays les plus Performants de l'OCI



Source: l'ONU, INDSTAT4 Edition 2015 . Note: Dernière année disponible après 2005.

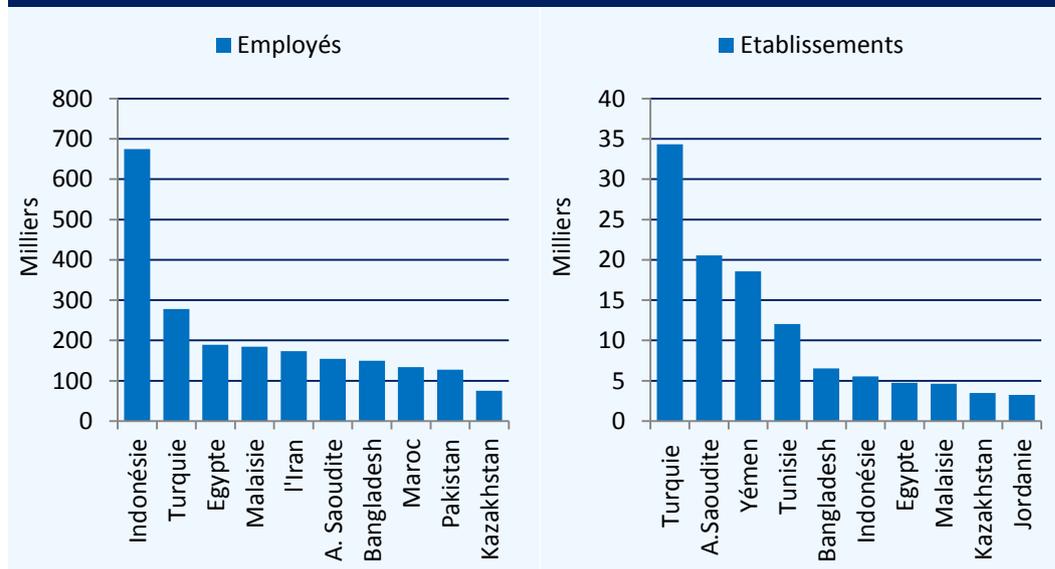
³ Ces pays sont l'Afghanistan (2010), Albanie (2010), Azerbaïdjan (2010), Cameroun (2008), Egypte (2010), Indonésie (2009), Iran (2009), Jordanie (2010), Kazakhstan (2007), Koweït (2010), Kirghizistan (2010), Liban (2007), Malaisie (2010), Maroc (2010), Oman (2010), Pakistan (2006), Palestine (2010), Qatar (2010), Arabie Saoudite (2006), Sénégal (2010), Syrie (2010), le Tadjikistan (2008), Tunisie (2008), Turquie (2009), et le Yémen (2006).

D'autre part, 15,3% d'entreprises totales se trouvent dans des agro-industries des pays de l'OCI comparés à 19,5% dans d'autres pays en développement. Enfin, en ce qui concerne l'importance relative de l'industrie à valeur ajoutée, 12,7% des industries totales à valeur ajoutée viennent des industries agroalimentaires dans des pays de l'OCI, par rapport à 15,3% dans d'autres pays en développement et à 10,5% dans les pays avancés.

Bien que les données soient disponibles pour 30 pays de l'OCI, la couverture en termes des années et indicateurs varie d'un pays à l'autre et ceci le rend difficile de mener une analyse de série chronologique. Par conséquent, au lieu de montrer une tendance du développement agro-industriel dans des pays de l'OCI, les pays avec les valeurs les plus élevées sont présentées à l'aide des données disponibles pour chaque indicateur lors de la dernière année. Le schéma 5.3 présente les principaux pays de l'OCI en termes de la production totale de termes et à valeur ajoutée des industries agroalimentaires pour la dernière année disponible au cours de la période 2005-2012. L'Indonésie, la Malaisie et la Turquie sont en tête des pays de l'OCI en termes de production agro-industrielle, avec chacun produisant une valeur d'environ 42-44 milliards dollars des États-Unis des produits agroalimentaires. Elles sont suivies de l'Iran (20 milliards, dollars des États-Unis) et de l'Arabie Saoudite (17 milliards dollars des États-Unis). En termes de valeur ajoutée, l'Indonésie est de loin le pays le plus productif, avec 12,4 milliards dollars des États-Unis de production à valeur ajoutée dans les industries agroalimentaires. Elle est suivie de la Turquie (6,5 milliards dollars des États-Unis), de l'Iran (5,2 milliards dollars des États-Unis), de la Malaisie (4,6 milliards dollars des États-Unis) et de l'Arabie Saoudite (4,4 milliards dollars des États-Unis).

SCHÉMA 5.4

Emploi et Nombre d'entreprises du Secteur Agro-alimentaire , les Pays les plus Performants de l'OCI



Source: l'ONUDI, INDSTAT4 Edition 2015. Note: Dernière année disponible après 2005.

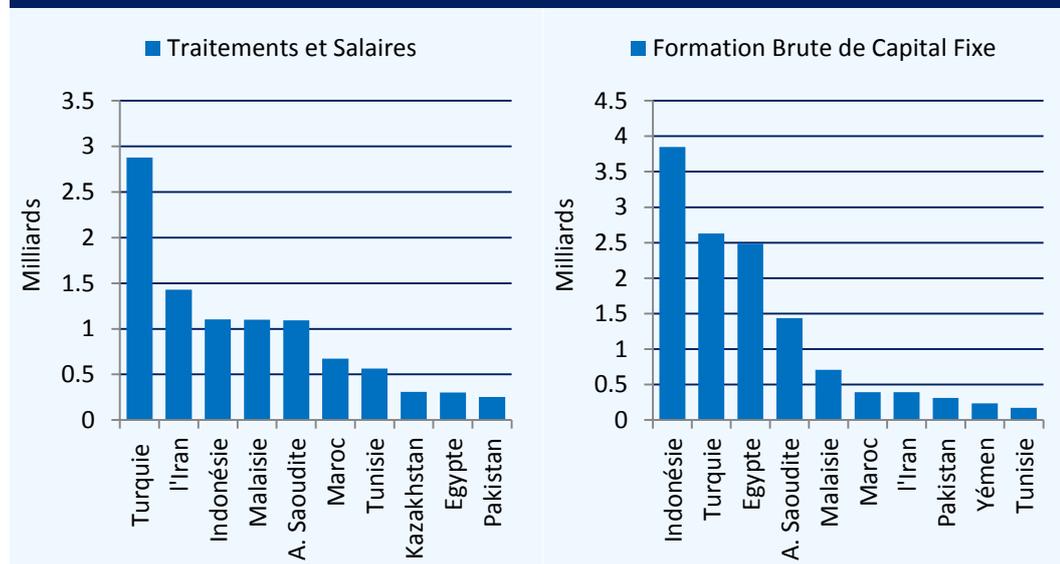
Le schéma 5.4 présente les principaux pays de l'OCI en termes de nombre d'employés et d'entreprises dans les industries agroalimentaires. Avec 675 mille employés, l'Indonésie est de loin le plus grand l'employeur des industries agroalimentaires entre les 30 pays de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles. Le deuxième plus grand employeur est la Turquie avec 278 mille employés, suivis de l'Egypte, de la Malaisie et de l'Iran, avec des nombres des employés s'étendant entre 170 mille et 190 mille. D'autre part, la Turquie a le

plus grand nombre d'entreprises dans les industries agroalimentaires avec plus de 34 mille établissements. Elle est suivie de l'Arabie Saoudite (20,5 mille), du Yémen (18,5 mille), de la Tunisie (12 mille) et du Bangladesh (6,5 mille). Bien que l'Indonésie ait le plus grand nombre d'employés, elle a seulement 5,5 mille établissements dans les industries agroalimentaires. Alors que pour chaque 8 ouvriers, il y a une entreprise en Turquie, ce nombre dépasse 122 ouvriers en Indonésie. En soutenant l'esprit d'entreprise, l'Indonésie peut améliorer le nombre d'entreprises liées à des industries agroalimentaires, qui peuvent également améliorer la productivité.

En termes de salaires, la Turquie est en tête des pays de l'OCI payant le plus grand montant de salaires à la production agroalimentaire. Alors que les salaires totaux en Turquie dépassent 2.8 milliards dollars des États-Unis, Ce montant est 1.4 milliards dollars des États-Unis en Iran et 1.1 milliards dollars des États-Unis en Indonésie, en Malaisie et en Arabie Saoudite. Cependant, le salaire moyen par ouvrier dépasse 10.000 dollars des États-Unis en Turquie ; Ce montant est seulement environ 1.600 dollars des États-Unis en Indonésie. D'autre part, l'Indonésie est en tête en ce qui concerne la formation brute de capital fixe (3.8 milliards dollars des États-Unis), suivie de la Turquie (2.6 milliards dollars des États-Unis), de l'Égypte (2.5 milliards dollars des États-Unis), de l'Arabie Saoudite (1.4 milliards dollars des États-Unis) et de la Malaisie (0.7 milliards dollars des États-Unis). Cette analyse indique que les pays de l'OCI montrent les tendances distinctes en termes de production, emploi et salaires. Ceci a également des implications pour la productivité dans les industries agroalimentaires de ces pays.

SCHÉMA 5.5

Salaires et FBCF dans le Secteur Agro-alimentaire, les Pays les plus Performants de l'OCI



Source: l'ONUDI, INDSTAT4 Edition 2015. Note: Dernière année disponible après 2005.

5.2.3. Productivité dans les Industries Agroalimentaires

La productivité, mesurée ici en tant que valeur ajoutée par employé, donne un aperçu de l'importance des industries agroalimentaires pour les pays en développement. Le tableau 5.1 liste les pays au niveau de leur productivité dans quatre catégories importantes des industries agroalimentaires ainsi que la productivité dans la fabrication totale selon les dernières données disponibles. Les fenêtres ombragées indiquent que les pays sont plus

productifs dans cette catégorie des industries agroalimentaires par rapport à leur productivité dans la fabrication totale. Si on exclu les pays membres de ressources naturelles abondants et le Kirghizstan, on constate que tous les autres pays ont une productivité plus élevée au moins une dans ces sous-catégories des industries agroalimentaires. Les productivités diffèrent considérablement entre les pays ainsi que les sous-secteurs. En particulier les pays productifs dans les industries agroalimentaires sont l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, la Gambie, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan et la Palestine, en comparaison avec leurs productivités dans la fabrication totale. En termes de valeurs absolues, Azerbaïdjan, Iran et Oman ont des niveaux de productivité en-dessus de 30.000 dollars des États-Unis, reflétant leur compétitivité absolue dans certaines catégories des industries agroalimentaires. Oman avec plus de 82.000 dollars des États-Unis des produits de la minoterie à valeur ajoutée par ouvrier se distingue en tant que pays plus productif dans une catégorie spécifique des industries agroalimentaires. Le Bangladesh est environ quatre fois plus productif dans la catégorie de produits secondaire de 151 comparé à sa productivité dans la fabrication totale. D'une part, en termes de productivité globale Albanie, le Bangladesh, l'Égypte, la Gambie et l'Irak avec des valeurs en-dessous de 10.000 dollars des États-Unis semblent être relativement moins productifs.

TABLEAU 5.1
Productivité dans l'Industrie Agroalimentaire vs Secteurs Manufacturier

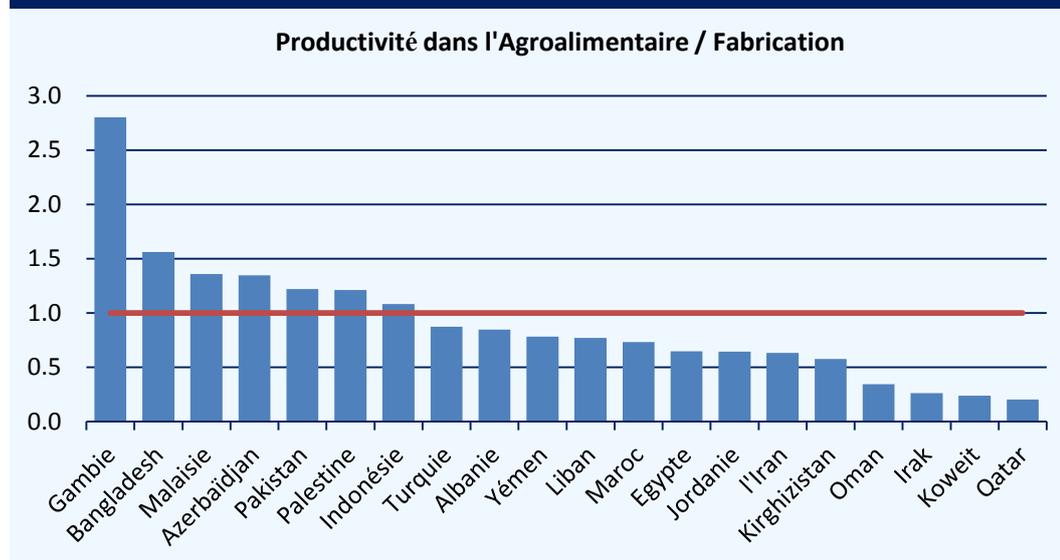
Pays	Année	Viande, poissons, fruits, légumes, et matières grasses transformés (151)	Produits Laitiers (152)	Produits de la minoterie, aliments pour animaux (153)	Autre Produits Alimentaires (154)	Total du secteur manufacturier	Total de Productivité dans l'Agroalimentaire	Productivité dans l'Agroalimentaire / Fabrication
Albanie (1)	2012	6,691	6,271	9,518		9,348	7,920	0.85
Azerbaïdjan	2009	61,515	49,307	57,958	16,709	24,696	33,258	1.35
Bangladesh	2006	13,461	7,409	3,645	3,329	3,124	4,885	1.56
Égypte	2006	10,559	14,275	6,088	5,187	10,572	6,864	0.65
Gambie (2)	2004	2,607				930	2,607	2.80
Indonésie	2009	27,123	23,422	16,987	11,487	16,919	18,319	1.08
l'Iran	2011	31,932	30,963	38,021	26,713	47,587	30,163	0.63
Irak	2012		2,969			11,265	2,969	0.26
Jordanie	2011	37,166	20,434	18,680	10,646	27,849	18,003	0.65
Koweït	2012	24,072	40,570	23,530	14,607	85,789	20,607	0.24
Kirghizistan	2010	15,501	10,079	11,795	9,290	18,854	10,901	0.58
Liban	2007	22,299	16,088	57,760	19,151	27,438	21,195	0.77
Malaisie	2008	31,025	31,232	27,671	15,748	18,342	24,930	1.36
Maroc	2012	8,530	28,691	25,364	18,576	19,307	14,188	0.73
Oman	2010	35,172	40,346	82,297	27,506	103,992	35,798	0.34
Pakistan	2006	41,155	19,208	16,092	12,240	16,251	19,837	1.22
Qatar (2)	2010	22,655				110,924	22,655	0.20
Palestine	2009		16,237			13,392	16,237	1.21
Turquie	2008	25,848	15,847	33,986	24,235	28,394	24,868	0.88
Yémen	2009	15,533	22,737			21,293	16,678	0.78

Source: UNIDO, INDSTAT4 2015 Edition. Notes: (1) 153 comprend aussi 154. (2) 151 comprend aussi 152, 153 et 154.

En moyenne, dans la plupart des pays les niveaux de productivité dans la transformation des denrées alimentaires des produits alimentaires sont en-dessus de la moyenne de fabrication, lui rendant un des secteurs économiques les plus efficaces dans les pays membres. Ceci identifie également le secteur agroalimentaire en tant qu'une des plus grandes activités industrielles dans les pays à revenu faible et intermédiaire en termes de valeur ajoutée.

Le schéma 5.6 compare la productivité relative dans le secteur agroalimentaire avec la fabrication totale de la productivité dans les pays membres de l'OCI pour lesquels les données sont disponibles. Les pays avec la moyenne étant supérieure à la moyenne de 1 sont les pays qui sont plus productifs dans les industries agroalimentaires. La Gambie, le Bangladesh, la Malaisie, l'Azerbaïdjan, le Pakistan, la Palestine et l'Indonésie sont relativement les plus productifs dans les agro-industries. D'une part, les pays possédant une abondance de ressources naturelles à savoir le Qatar, le Koweït, l'Irak et l'Oman ont une productivité agro-industrielle qui est inférieure que la moitié de leur productivité dans la fabrication totale.

SCHÉMA 5.6
Productivité dans l'Industrie Agroalimentaire vs Secteurs Manufacturiers



Source: l'ONUDI, INDSTAT4 Edition 2015.

De façon générale, cette analyse confirme que les industries agroalimentaires demeurent comme un des secteurs économiques les plus efficaces dans certains pays membres de l'OCI qui favorisent la croissance de la productivité et le développement. Dans d'autres pays, il pourrait y avoir un besoin d'autres d'efforts de favoriser la compétitivité des industries agroalimentaires. Dans ce contexte, la sous-section 5.3 accentue ci-dessous quelques questions importantes consacrées à promouvoir le développement agro-industriel dans les pays de l'OCI.

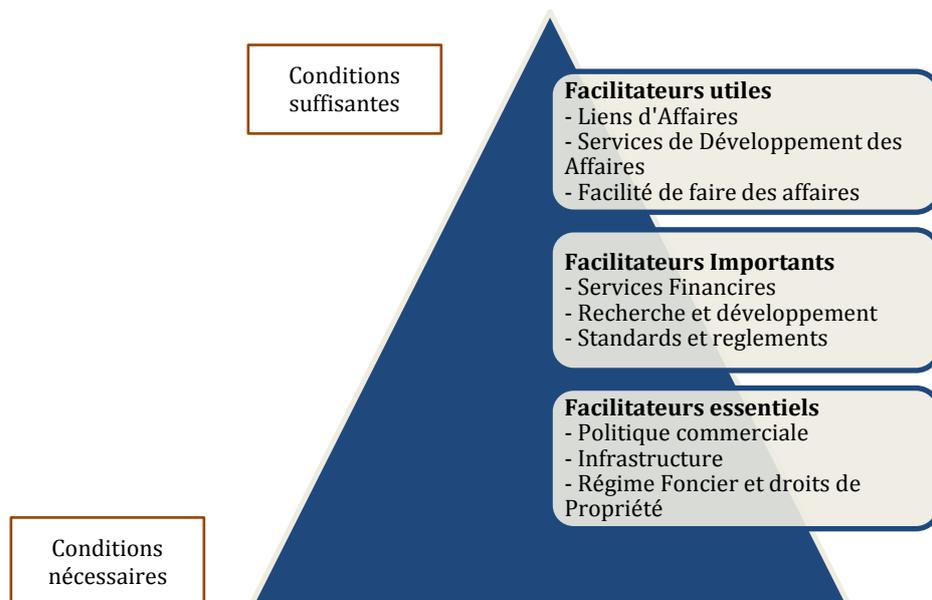
5.3. Renforcement de la Compétitivité des Industries Agroalimentaires

Les pays en développement ont un avantage comparatif naturel ⁴ sur les marchés mondiaux de plusieurs produits agro-industriels. Cependant, ces avantages n'ont pas été toujours effectivement réalisés en stimulant le développement économique agro-industriel et

⁴ L'avantage comparatif se produit quand un pays peut produire une chose à un taux relativement bon marché que peuvent les autres pays. L'avantage comparatif est donné par l'accès à certaines ressources que les autres n'ont pas.

concurrentiel par les pays à vocation agricole. D'une part, l'augmentation des marchés globaux basée sur les avantages compétitifs⁵ force de plus en plus des décideurs politiques à faire des évaluations pour créer un environnement propice à des agro-industries. D'une part, en raison des régimes commerciaux de protection et des déséquilibres tarifaires dans les pays avancés - avec les plus célèbres étant la politique agricole commune dans les pays en développement de l'Europe font face aux défis importants en augmentant leur part de

SCHÉMA 5.7 Hiérarchie de Permettre les Besoins



Source: Christy et al. 2009, pg. 150.

marché mondiale dans le commerce agro-industriel mondial.

Certaines des raisons de l'agro-industrie non compétitive sont les dépenses insatisfaisantes du gouvernement sur l'éducation, la recherche et le développement et l'infrastructure, une atmosphère d'investissement non-favorisante et une politique commerciale, et l'accès pauvre aux technologies et à l'énergie. Une agro-industrie domestique et orientée vers une exportation réussie exige créer un environnement commercial et un cadre de politique de support pour stimuler la productivité (voir la FAO, 2008). En développant un mécanisme approprié au niveau national et régional, la compétence des pays en développement doit être augmentée au niveau de l'identification, le choix, le développement et l'utilisation commerciale réussie des technologies qui sont modernes et socialement appropriées de sorte qu'ils puissent maintenir et améliorer les avantages comparatifs.

Le schéma 5.7 identifie une hiérarchie permettant les besoins que les gouvernements peuvent considérer en étudiant leur rôle dans le progrès économique, dérivé des démarches d'un certain nombre d'ateliers régionaux de la FAO sur « Les Evaluations Comparatives pour créer un environnement propice », dirigés en 2007. La hiérarchie proposée divise les actions d'état en trois niveaux des activités qui caractérisent et évaluent le fait de pour créer un environnement propice à des agro-industries. À la base de la pyramide, des facilitateurs essentiels doivent être donnés par l'état pour un meilleur fonctionnement des marchés et des entreprises. Cette catégorie inclut des articles tels que la règle du droit (application de

⁵ L'avantage compétitif se produit quand une compagnie peut produire des marchandises ou fournir des services à des bénéfices plus élevés que la concurrence et à des prix moins coûteux aux consommateurs. Des avantages compétitifs sont créés en combinant différentes ressources, principalement les connaissances

contrat, droits de propriété, etc.), de l'infrastructure efficace, et d'une politique commerciale favorisant. Les soi-disant facilitateurs importants sont des activités de second ordre que l'état peut et souvent fournit, comme des finances, le transport, et l'information. En conclusion, les catalyseurs du marché sont définis en tant que conditions suffisantes mais pas nécessaires pour inclure des catégories et des normes, liant de petits agriculteurs aux marchés formels, et services de développement des affaires (Christy et Autres 2009).

Dans le secteur de transformation des denrées alimentaires des produits alimentaires, en présentant et en accélérant les innovations techniques, en favorisant l'esprit d'entreprise et en améliorant des procédures de gestion tout au long de la chaîne de valeur, les PME peuvent essentiellement contribuer au développement local/rural et faciliter l'intégration des pays en développement dans les marchés globaux. Cependant, elles relèvent des défis majeurs au niveau de l'adaptation pour augmenter la condition de concurrence, la balance, la qualité et les normes. Wilkinson (2004) identifie six secteurs comme espaces potentiels pour renforcer la présence des PME. Ceux-ci sont:

1. Les Activités traditionnelles qui échappent toujours aux effets de la balance et des nouvelles exigences vis-à-vis la qualité,
2. Les Sociétés innovatrices assurant des marchés, des services et des technologies de place,
3. Les PME comme fournisseurs pour de grandes sociétés,
4. La Sous-traitance Obligatoire entre les PME et les grandes sociétés,
5. Les PME organisées dans les réseaux autonomes,
6. La promotion des PME traditionnelles associée aux produits spéciaux d'artisan de qualité.

L'industrie de transformation alimentaire est devenue une source principale des offres d'emploi et l'évidence de l'Europe et du Japon suggère que ceci continue à être le cas au cours du développement. En plus des offres d'emploi entraînés par des industries agroalimentaires, le développement agro-industriel joue un rôle stratégique dans l'accroissement des stratégies mondiales des pays en développement.

La pression sur les acteurs d'industrie, particulièrement sur les PME agroalimentaires, est considérable dans beaucoup d'économies. On l'a généralement accentué que les PME ont un manque persistant de ressources en ce qui concerne la main d'œuvre capitale et habile financière, un fait qui affaiblit leur compétitivité. Afin de soutenir la compétitivité des PME et des industries agroalimentaires, les recommandations de politique suivantes peuvent être émises:

- Favoriser l'esprit de l'entreprise en augmentant le support aux PME
- Améliorer l'accès pour des PME aux sources financières disponibles
- Soutenir le développement de nouvelles technologies alimentaires et simplifier leur accès aux programmes d'innovation et de recherche de financement
- Faciliter l'accès des PME agroalimentaires aux marchés régionaux et globaux et favoriser mieux les normes de commerce international afin de rester concurrentiel

L'Urbanisation rapide, la croissance des revenus et d'autres tendances mondiales stimuleront la demande des produits agro-industrialisés. Les investissements de secteur privé seront essentiels, mais le secteur public peut faciliter le développement agro-industriel par des politiques et des établissements innovateurs. En dépit des entraves continues aux échanges, on pense que les pays en développement peuvent identifier et explorer des occasions de marché d'exportation en développant leur agro-industrie. Cruciale pour réussir est l'intégration dans les agro-marchés globaux. Cependant, il y a également des questions à savoir l'adhérence aux normes, à l'uniformité de qualité, aux exigences relatives au volume et à la livraison en temps opportun.



6. État de la Sécurité Alimentaire

La sécurité alimentaire L'une des principales difficultés auxquelles est confrontée l'humanité aujourd'hui. Lors des dernières décennies, beaucoup d'initiatives ont été prises aux niveaux nationaux et internationaux pour mettre fin à la famine et pour atteindre le but de la sécurité alimentaire au niveau global. En 2000, l'élimination de la famine et la malnutrition a été identifiée dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) comme un des objectifs les plus importants à réaliser aux niveaux nationaux et mondiaux. Cependant, en dépit de tous les efforts, l'insécurité alimentaire est toujours en augmentation à travers le globe où les évaluations courantes de la FAO indiquent que 795 millions de personnes dans le monde entier sont sous-alimentées en 2014-2016. La majorité de ces personnes sous-alimentées résident dans les régions en développement de l'Asie et le Pacifique, l'Afrique Subsaharienne et l'Amérique Latine et les Caraïbes. Considérant le fait que la majorité des pays membres de l'OCI sont situées dans ces régions, il est évident qu'une part considérable des personnes sous-alimentées dans ces régions réside dans les pays de l'OCI, en particulier dans les pays membres moins développés. Sans doute, cette situation a été empirée considérant l'impact de la montée subite dans l'insécurité alimentaire, en particulier suivant la crise alimentaire en 2006-2008, qui a lancé des défis socio-économiques sérieux pour des ménages et des décideurs politiques dans plusieurs pays de l'OCI.

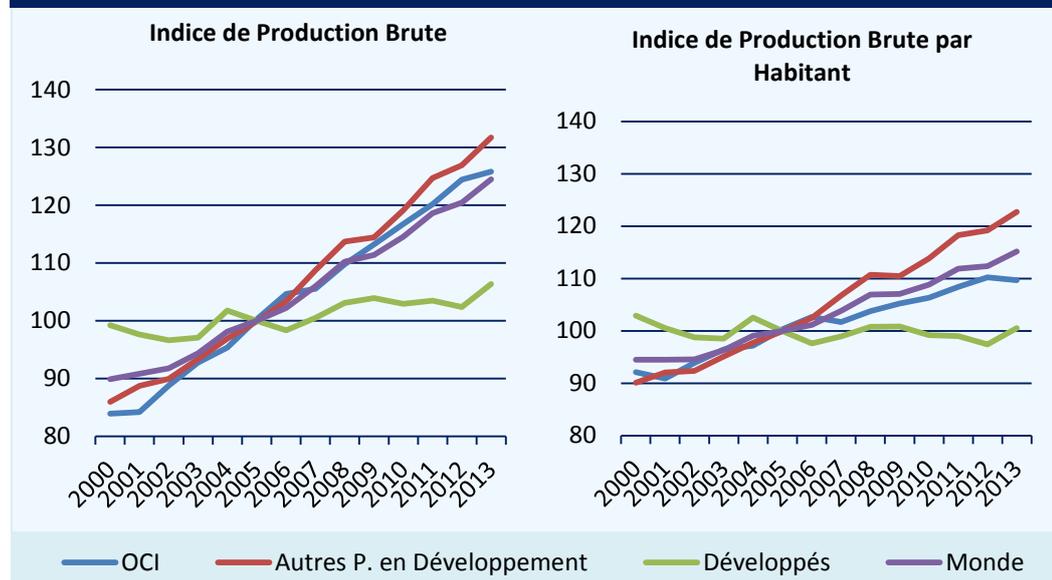
À la lumière de ces défis, cette section accentue l'état de la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI en termes de production et de commerce alimentaires, les pays à faible revenu et à déficit vivrier et aide alimentaire, la privation alimentaire et l'impact de la volatilité de prix de denrées alimentaires.

6.1. Production et Commerce Alimentaires

Comme représenté sur le côté gauche du schéma 6.1, l'indice de production alimentaire mondiale (IPA) a augmenté de 25% en 2013 comparé au niveau 100 de l'année de référence en 2005. L'IPA des autres pays en développement est resté au-dessus de la moyenne mondiale et a enregistré une augmentation de 32% tout au long de la période à l'étude. L'IPA des pays de l'OIC, comme un groupe, indique également une tendance à la hausse et a resté au-dessus de la moyenne mondiale, tandis que les pays développés pourraient seulement augmenter leur production alimentaire de 6% au cours de la même période qui était lointaine au-dessous de la moyenne mondiale. Notamment, bien que l'IPA des pays de l'OCI en tant que groupe ait augmenté de 26% au cours de la même période, au niveau de chaque pays, l'IPA était inférieur à la moyenne mondiale dans 25 pays de l'OCI en 2013 (Tableau A.13 en Annexe).

SCHÉMA E 6.1
Indice de Production Alimentaire 2000-2013

L'écart de la production par habitant s'élargit entre les autres pays



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, (Annexe Tableaux 13 et 14), Analyse faite par le personnel de SESRIC

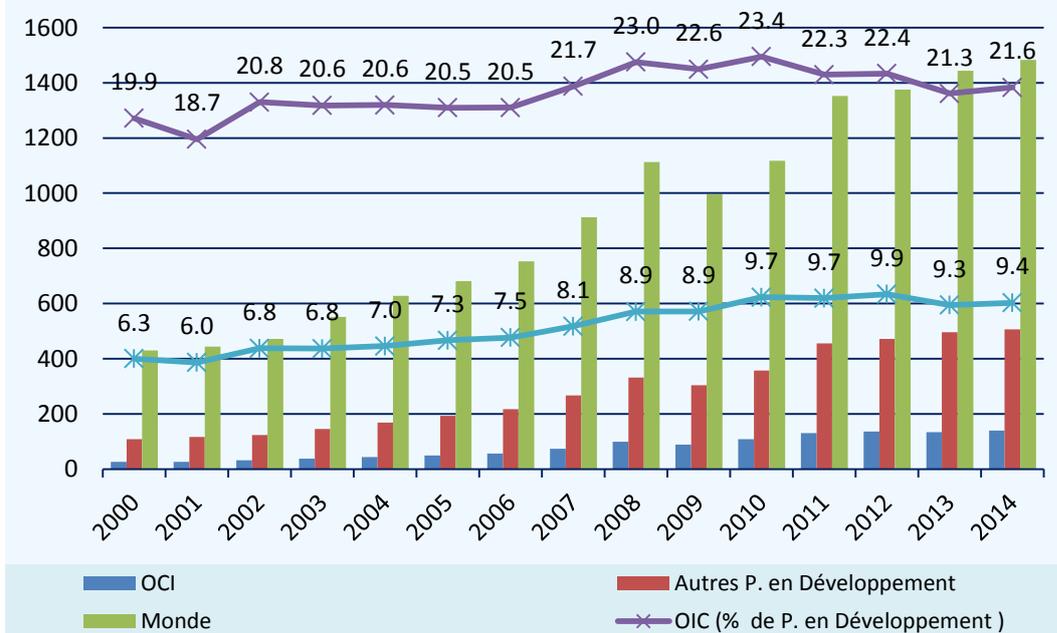
la production alimentaire mondiale par habitant a également indiqué une tendance à la hausse qui implique que la croissance de la production alimentaire était plus haute que la croissance démographique. Comme représenté au côté droit, sur le schéma 6.1 en dépit des fluctuations, l'index de la production alimentaire par habitant des pays avancés est demeuré sans changement au cours de la période à l'étude. En revanche, l'index de production alimentaire par habitant des pays de l'OIC et d'autres pays en développement a connu une tendance à la hausse au cours des années 2000-2013. En moyenne, en termes de production alimentaire par habitant, les pays de l'OIC et d'autres pays en développement étaient témoin d'une augmentation de 10% et de 23%, respectivement depuis les niveaux de l'année de référence 2005. Notamment, L'IPA par habitant des pays de l'OIC est resté en-dessous de la moyenne mondiale, alors que pour d'autres pays en développement il restait en-dessus de la moyenne mondiale. En conséquence, au niveau de pays individuel, l'indice de la production alimentaire par habitant était inférieur à la moyenne mondiale dans 34 pays de l'OIC.

La performance des pays de l'OCI en termes de leur indice de production alimentaire par habitant indique qu'une majorité de ces pays n'ont pas la capacité suffisante de la production alimentaire pour pouvoir produire assez de nourriture afin de satisfaire la demande domestique de denrées alimentaires pour leurs populations croissantes et, en conséquence, doivent se fonder fortement sur des importations alimentaires. À cet égard, le reste de cette section met en lumière l'état d'échanges alimentaire dans les pays de l'OCI.

Au cours de la période 2000-2014, le secteur alimentaire a indiqué une tendance à la hausse, où les exportations des produits alimentaires mondiales ont augmenté de 430 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 1483 milliards de dollars des États-Unis en 2014 (Schéma 6.2). De même, les exportations des produits alimentaires totales des pays avancés ont montré une tendance à la hausse et ont atteint 837 milliards de dollars des États-Unis en 2014 par rapport à 295 milliards de dollars des États-Unis en 2000. Les pays membres de l'OCI et d'autres pays en développement étaient témoin également d'une tendance de croissance dans leurs exportations des produits alimentaires au cours de la même période. L'ancien groupe de pays a augmenté leurs exportations des produits alimentaires de 27 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 140 milliards de dollars des États-Unis en 2014 tandis que le dernier groupe a augmenté leurs exportations des produits alimentaires à 476 milliards de dollars des États-Unis en 2012 par rapport à 109 milliards de dollars des États-Unis en 2000. En moyenne, les exportations alimentaires totales des pays de l'OCI ont représenté 8.6% d'exportations des produits alimentaires mondiales totales et 22% d'exportations des produits alimentaires totales des pays en développement au cours de la période 2000-2014.

SCHÉMA 6.2

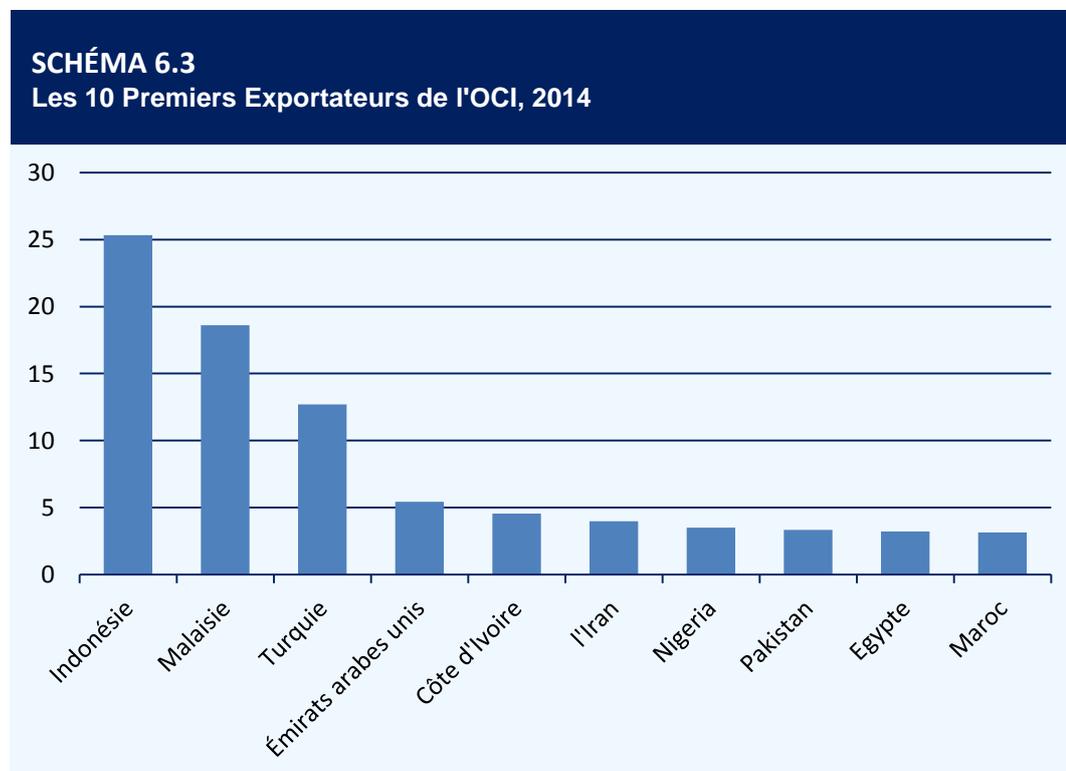
Exportations de Denrées Alimentaire 2000-2014 (Milliards de Dollars)



Source: Base de données en ligne de l'organisation mondiale du commerce (AnnexeTableau 15), Analyse faite par le personnel de SESRIC

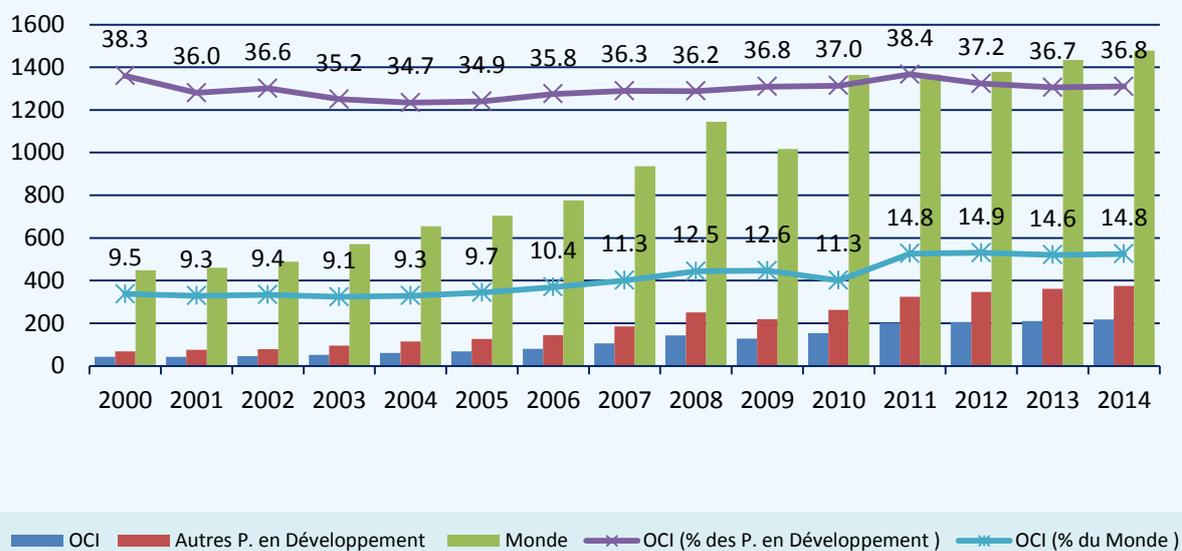
Au niveau de chaque pays, les exportations des produits alimentaires sont concentrées dans certains pays membres de l'OCI, où en 2014, seulement 10 pays, à savoir l'Indonésie, la

Malaisie, la Turquie, les EAU, le Côte d'Ivoire, l'Iran, le Nigéria, le Pakistan, l'Égypte et le Maroc ont tous représenté 84% de toutes les exportations des produits alimentaires des pays de l'OIC. D'ailleurs, seulement trois d'entre eux, à savoir l'Indonésie, la Malaisie et la Turquie ont représenté 57% des exportations des produits alimentaires totales des pays de l'OIC (Schéma 6.3).



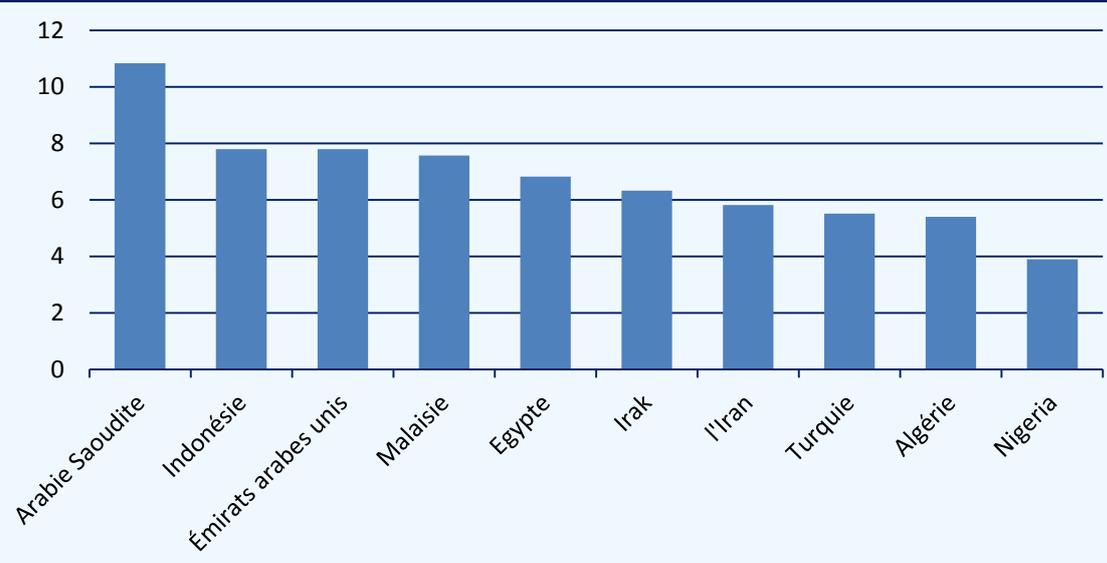
Source: Base de Données en Ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Annexe Tableau 15)

D'une part, les importations des produits alimentaires ont également montré une tendance à la hausse, où les importations des produits alimentaires des pays avancés ont augmenté de 337 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 885 milliards de dollars des États-Unis en 2014 (Schéma 6.4). En attendant, les importations des produits alimentaires totales des pays de l'OIC ont augmenté de 43 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 218 milliards de dollars des États-Unis en 2014. Au cours de la même période, les importations des produits alimentaires des pays en développement non membres de l'OIC ont également augmenté à 375 milliards de dollars des États-Unis en 2012 par rapport à 69 milliards de dollars des États-Unis en 2000. En moyenne, les importations des produits alimentaires totales de l'OIC ont représenté 12.6% du monde et 38% des importations des produits alimentaires totales des pays en développement.

SCHÉMA 6.4
Importations Alimentaires 2000-2014 (Milliards de Dollars des États-Unis)


Source: Base de Données en Ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Annexe Tableau 16), Analyse faite par le personnel de SESRIC

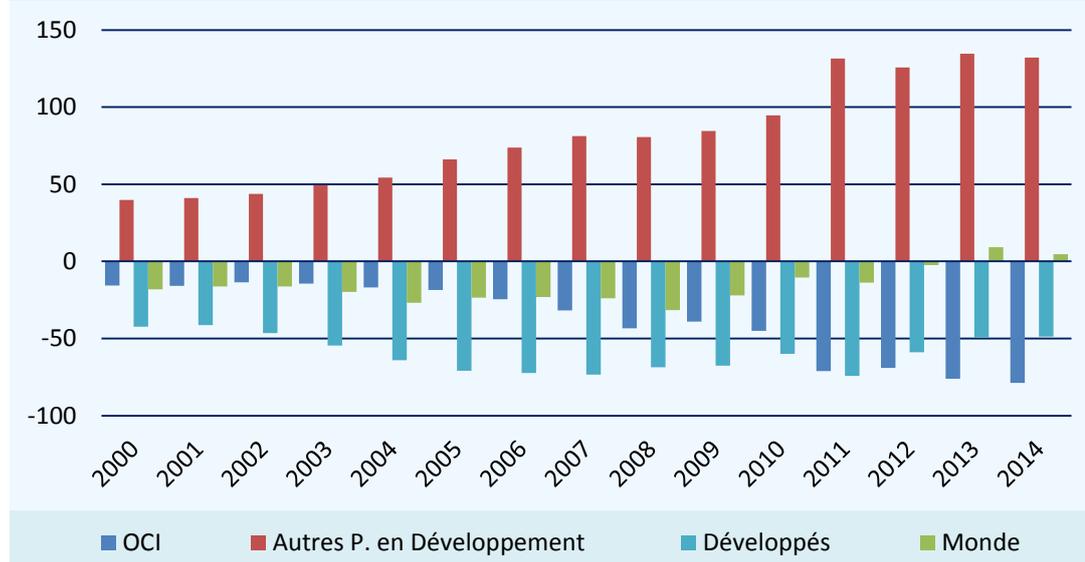
Comme c'était le cas dans les exportations des produits alimentaires, les importations des produits alimentaires de l'OCI sont également concentrées dans certains pays membres, où en 2014, les 10 pays principaux importateurs des produits alimentaires de l'OCI, à savoir l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, les EAU, la Malaisie, l'Égypte, l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'Algérie, et le Nigéria, ont représenté 68% des importations des produits alimentaires totales des pays de l'OIC (Schéma 6.5).

SCHÉMA 6.5
Les 10 Premiers Importateurs de Denrées Alimentaires à l'OCI, 2014


Source: Base de Données en Ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce (Annexe Tableau 16)

Au cours de la période 2000-2014, la croissance des exportations des produits alimentaires était contrebalancée par la croissance des importations des produits alimentaires dans les pays de l'OCI. Le déficit du secteur alimentaire des pays de l'OCI a augmenté rapidement de 16 milliards dollars des États-Unis en 2000 à 79 milliards de dollars des États-Unis en 2014 (Schéma 6.6). Ceci indique clairement que les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont en moyenne les importateurs alimentaires nets, où la plupart d'entre eux souvent comptent grandement sur les importations de divers produits alimentaires pour satisfaire l'accroissement leur demande alimentaire domestique. Cette situation a été reflétée dans une tendance en progression constante de déficit du secteur alimentaire dans les pays de l'OCI en tant que groupe, similaire à celle du déficit moyen de secteur alimentaire mondiale. Notamment, au cours de la même période, les pays avancés étaient également des importateurs alimentaires nets. Cependant, les autres pays en développement, en revanche, ont réalisé un excédent du secteur alimentaire en progression constante.

SCHÉMA 6.6
Balance Commerciale Alimentaire 2000-2014
(Milliards de Dollars des États-Unis)



Source: Base de Données en Ligne de l'Organisation Mondiale du Commerce, Analyse faite par le personnel de SESRIC

Au niveau de chaque pays, on a observé que seulement 7 pays de l'OCI, à savoir l'Indonésie la Malaisie, la Turquie, le Côte d'Ivoire, l'Ouganda, la Guyane, et la Mauritanie ont enregistré un excédent de la balance commerciale alimentaire en 2014 (calculé d'après les données de l'OMC).

6.2. Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier et l'Aide Alimentaire

Selon des classifications récentes de la FAO, 28 pays membres de l'OCI sont comptés parmi les 54 Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV), la plupart d'entre eux sont dans l'Afrique Subsaharienne et les régions arides de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord-Est (Tableau 6.1). Généralement, la majorité des PFRDV sont caractérisées par le faible niveau de revenu, les conflits, l'instabilité politique et la forte présence de la malnutrition. Ils ne peuvent pas suffisamment produire des aliments pour satisfaire leurs demandes intérieures alors qu' à cause du manque de ressources, ils ne peuvent même pas l'importer.

TABLEAU 6.1
Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV) dans les Pays de l'OCI

Afghanistan	Comores	Mauritanie	Syrie
Bangladesh	Djibouti	Mozambique	Soudan
Bénin	Gambia	Niger	Tadjikistan
Burkina Faso	Guinée	Nigeria	Togo
Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Sénégal	Ouganda
Cameroun	Kirghizstan	Sierra Leone	Ouzbékistan
Tchad	Mali	Somalie	Yémen

 Source: www.fao.org
TABLEAU 6.2
Pays Membres de l'OCI en Crise et en Ayant Besoin de l'Aide Externe *

- Déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux	
Iraq	Escalade de conflit et non-financement interne
Syria	L'intensité du conflit civil et le grand déplacement interne et externe
2- Manque répandu d'accès	
Burkina Faso	Afflux des réfugiés du Mali
Tchad	Le grand nombre de dossiers des réfugiés fait pression supplémentaire sur les approvisionnements alimentaires locaux
Djibouti	Disponibilité insuffisante de pâturage due à des saisons consécutives des pluies défavorables
Guinée	Manifestation d'Ebola et d'impacts sur les courants commerciaux agricoles des pays voisins
Mali	Déplacements et insécurité de population dans les zones nordiques
Mauritanie	Le grand nombre de dossiers des réfugiés fait pression supplémentaire sur les approvisionnements alimentaires locaux
Niger	Crise alimentaire successive, réfugiés maliens, déplacement interne
Sierra Leone	Manifestation d'Ebola et d'impacts sur les courants commerciaux agricoles des pays voisins
Yémen	Conflit prolongé, pauvreté, Prix alimentaires et de carburant élevés
3 - Insécurité alimentaire localisée grave	
Afghanistan	Déplacement continu de population et conflit
Cameroun	Afflux des réfugiés CAR et du Nigéria, déplacement interne
Côte d'Ivoire	Des approvisionnements plus serrés de céréale et des perspectives pauvres de production de céréale dus aux pluies saisonnières défavorables
Kirghizstan	Conflit, insécurité civile, sécheresse et culture localisée À production réduite
Mozambique	Conflit, personnes intérieurement déplacées
Sénégal	Production végétale inférieure à la moyenne due à la saison des pluies défavorable

Notes: * On s'attend à ce que **des pays dans la crise ayant besoin de l'aide externe** manquent des ressources pour traiter des problèmes critiques signalés d'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires sont presque toujours dues à une combinaison des facteurs mais afin de la planification de réponse, il est important d'établir si la nature des crises alimentaires est principalement relative au manque de disponibilité de nourriture, à l'accès limité à la nourriture, ou aux problèmes graves mais localisés. En conséquence, la liste Pays ayant besoin de l'aide externe est organisée en quatre larges, pas mutuellement en exclusivité, catégories:

1- Pays **faisant face à un déficit exceptionnel de production alimentaire/d'approvisionnements globaux** en raison de l'échec de culture, des catastrophes naturelles, de l'interruption des importations, de la rupture de la distribution, des pertes après les récoltes excessives, ou d'autre goulots d'étranglement d'approvisionnement.

2- Pays avec **le manque répandu d'accès**, où une majorité de la population est considérée incapable d'obtenir la nourriture des marchés locaux, dus aux faibles revenus, aux prix alimentaires particulièrement élevés, ou à l'incapacité de circuler dans le pays.

3- Pays avec **l'insécurité alimentaire localisée grave** due à l'afflux des réfugiés, à une concentration des personnes intérieurement déplacées, ou aux secteurs avec des combinaisons d'échec de culture et de pauvreté profonde.

Source: FAO (2016), " Perspectives de Culture et Situation Alimentaire, mars 2016.

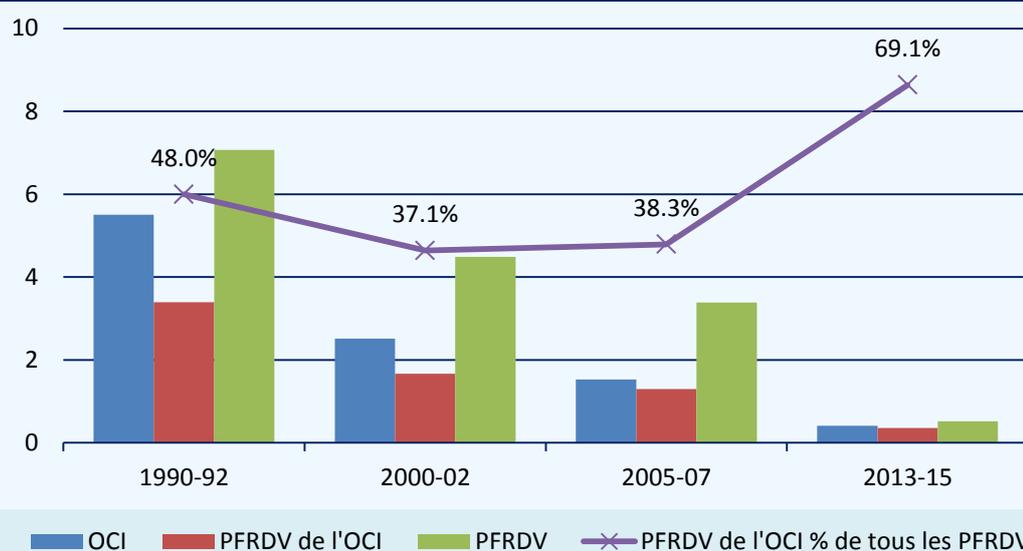
D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays, en particulier en Afrique, sans doute, affectent négativement tous les aspects de la vie, non seulement en aggravant les conditions défavorables de vie mais également en demeurant comme des obstacles face au potentiel du développement économique. Les conditions précaires dans ces pays le rendent également difficile pour les aides alimentaires provenat d'autres pays ou organisations

internationales pour atteindre les régions les zones dans le besoin. À cet égard, les pénuries alimentaires ont continué à affecter un nombre considérable des 28 PFRDV de l'OCI, où 17 d'entre eux ont été classés par la FAO entant que « Pays en Crise ayant Besoin d'une Aide Externe » (Tableau 6.2)..

Par conséquent, il y a quelques décennies, les Nations Unies ont lancé leur programme d'aide alimentaire pour ces pays. L'aide alimentaire a joué un rôle important pour aider ces pays à assurer la disponibilité alimentaire pour leurs pauvres ménages et pour surmonter le problème de l'insécurité alimentaire croissante. Initialement, l'aide programmée avait la priorité, et l'aide alimentaire d'urgence était à des niveaux très bas. Cependant, au cours des années, dues aux conflits croissants, guerres, conditions climatiques défavorables et le dé-financement de la population, le Centre du Programme d'Aide Alimentaire des Nations Unies a été changé de l'aide alimentaire programmée en aide alimentaire d'urgence. Néanmoins, certains PFRDV avec la forte présence de l'insécurité alimentaire sont des bénéficiaires permanentes de l'aide alimentaire.

FIGURE 6.7
Livraisons d'Aide Alimentaire (céréales) Totales (Millions de Tonnes Métriques)

Le volume d'expédition d'aid de sous forme de blé (céréales) aux pays de l'OCI a diminué au fil du temps



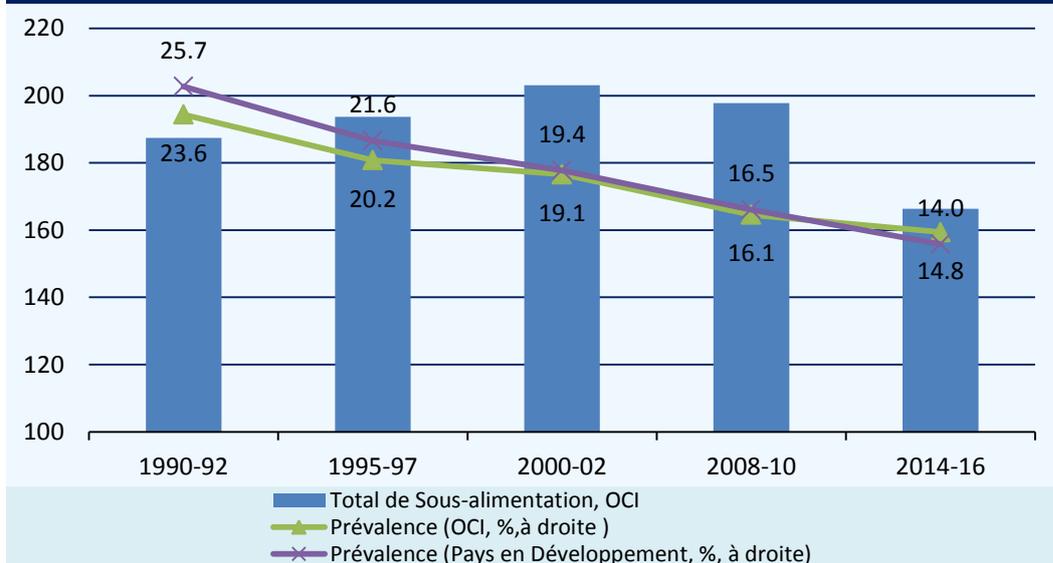
Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT, (Annexe Tableaux Tableau 17)

Selon les statistiques de l'aide alimentaire de la FAO, le volume de l'aide des céréales en termes absolus a diminué, lors des dernières deux décennies. Comme le montre le schéma 6.7, les livraisons totales d'aide de céréales aux pays de l'OCI ont ralenti à 0.36 million de tonnes métriques en 2013-15, de 5.5 millions de tonnes métriques en 1990-92, correspondant à une diminution de 92.6%. Les expéditions totales d'aide de céréale à tous les LIFDCs ont également diminué de 7.1 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 0.52 million de tonnes métriques en 2013-15, correspondant à une diminution de 92.7%. De même, toutes les expéditions d'aide de céréales des pays de PFRDV ont diminué de 3.4 millions de tonnes métriques en 1990-92 à 0.36 million de tonnes métriques en 2013-15, correspondant à une diminution de 89.4%. En conséquence, la part des PFRDV de l'OCI dans les expéditions totales d'aide de céréales à tous les PFRDV a également diminué de 48% en 1990-92 à 38.3% en 2005-07 avant de remonter jusqu'à 69% de 2013-15.

6.3. Privation Alimentaire (Personnes Sous-alimentées)

Selon les évaluations récentes de la FAO (SOFI, 2015), environ 795 millions de personnes à travers le monde sont maintenant sous-alimentées qui représente 12.0 % de la population mondiale, ou un parmi huit personnes. La majorité de ces personnes sous-alimentées résident dans des régions en développement de l'Asie et Pacifique (487 millions), l'Afrique Subsaharienne (220 millions) et l'Amérique latine et les Caraïbes (34 millions). Sont une partie substantielle des pays en développement, les pays membres de l'OCI ne font pas exception. En 2014-16, il y avait 166 millions de personnes sous-alimentées dans les pays de l'OCI (Schéma 6.8), correspondant à 20.8% des des personnes sous-alimentées de total mondial. D'une part, la prédominance de la malnutrition (c.-à-d. la part des personnes sous-alimentées dans la population totale) dans les pays de l'OCI a diminué de 23.6% en 1990-92 à 14.8% de 2014-16 en demeurant au-dessous de l'autre moyenne de pays en développement de 14.0% et de la moyenne mondiale de 12.0% au cours de la même période.

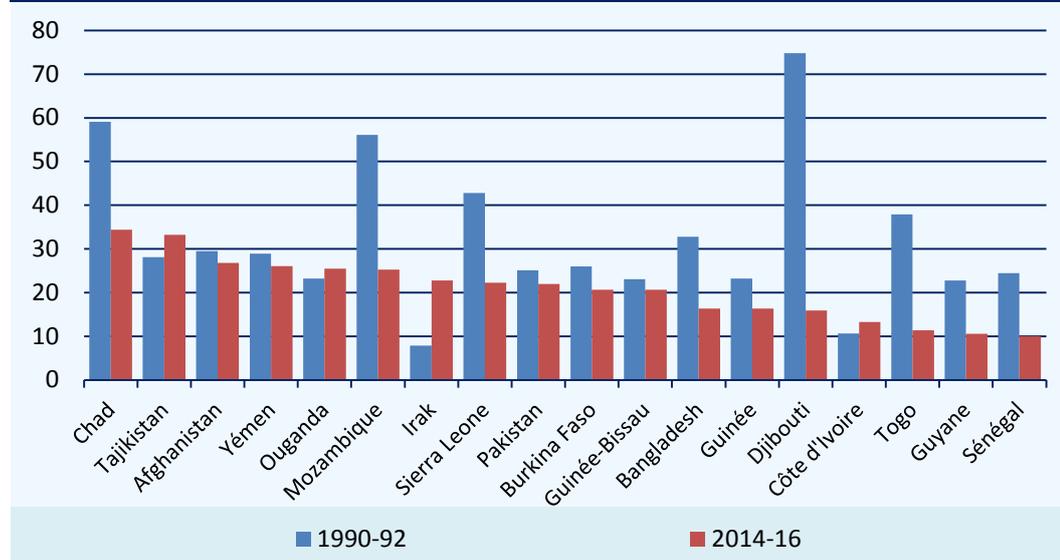
SCHÉMA 6.8
Sous-alimentation dans les Pays Membres de L'OCI



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableaux 18 et 19), Analyse du personnel de SESRIC

Au niveau de chaque pays, certains pays de l'OCI ont accompli un progrès impressionnant et la part des personnes sous-alimentées dans leur population totale a diminué considérablement au cours de la période entre 1990-92 et 2014-16. Cependant, la prédominance de la malnutrition était toujours élevée dans plusieurs pays de l'OCI, en particulier dans les PFRDV de l'OCI en Afrique Subsaharienne et Asie centrale du Sud à savoir le Tchad, le Tajikistan, l'Afghanistan, le Yémen, l'Ouganda et la Mozambique (Schéma 6.9). Il est, donc, facile d'arguer du fait que l'alimentation et la crise économique en 2007-2008 ont détérioré l'état de la sécurité alimentaire dans plusieurs de ces pays où les prix élevés de denrées alimentaires ont eu des répercussions socio-économiques négatives plus graves dans ces pays que dans les autres.

SCHÉMA 6.9
Prévalence de la Sous-alimentation (% de population totale)



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT (Annexe Tableau 19)

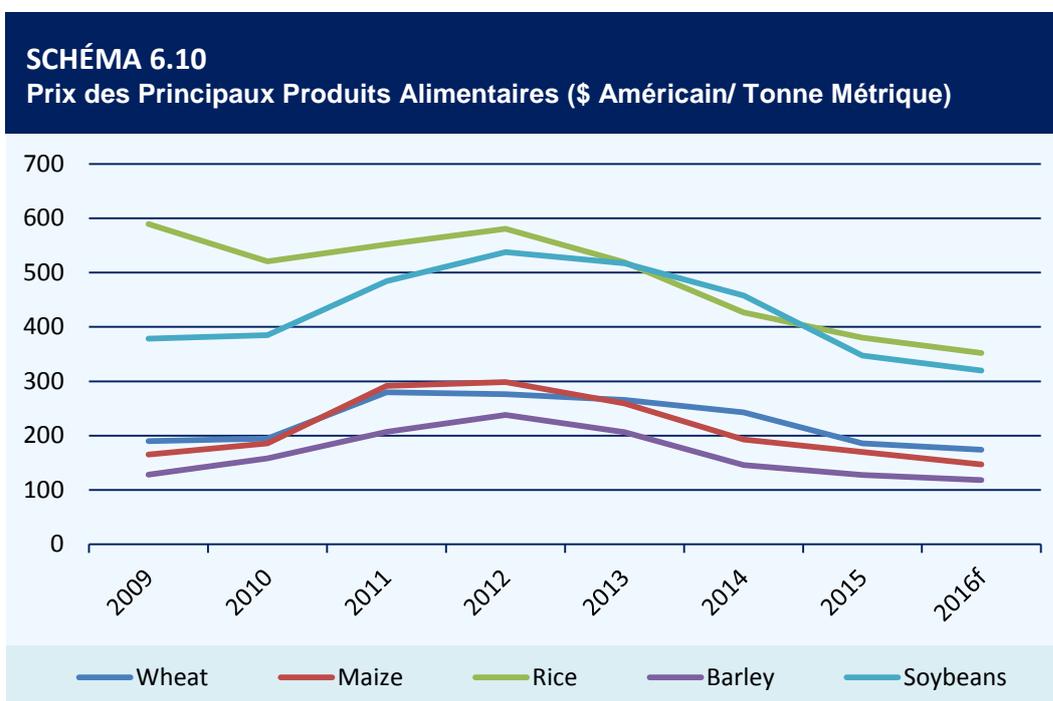
6.4. Prix de Denrées Alimentaires

Les PFRDV sont plus vulnérables que d'autres à toute hausse des prix de denrées alimentaires internationaux en ce qui concerne le fait d'augmenter leurs factures d'importation des produits alimentaires et déficits commerciaux, posant des impacts négatifs sérieux sur les secteurs socio-économiques de base comme les soins de santé et l'éducation, et, par conséquent, empirant l'état de la sécurité alimentaire en augmentant le nombre de personnes sous-alimentées. D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays ont entraîné un grand nombre d'agriculteurs d'abandonner leurs terres et, en conséquence, ont négativement affecté la production et le commerce alimentaires et ont contribué de façon rapide à l'augmentation des prix internes des produits alimentaires.

Lors de la crise alimentaire de 2006-08, les prix de tous les produits alimentaires principaux étaient témoin d'une augmentation exponentielle et ont atteint un niveau historique en 2009. Après une légère diminution en 2009, les prix de la plupart des produits alimentaires principaux ont montré une tendance à la hausse jusqu'à la fin de 2012. Après, les prix ont commencé à diminuer et en 2015 les prix de maïs, le soja, le riz, l'orge et le blé étaient sensiblement inférieurs à leurs niveaux en 2012. Comme le montre le schéma 6.10 des prix de blé, ont diminué à 186 dollars des États-Unis/MT en 2015, enregistrant une diminution d'environ 33% plus de 2012 prix. Correspondant à une diminution de 43% sur le niveau 2012, tandis que les prix de maïs ont atteint 170 dollars des États-Unis /MT en 2015. En attendant, les prix du riz ont diminué de 35% et soja de 35% en-dessus des prix de 2012.

Au niveau de chaque pays de l'OCI, les prix des produits alimentaires principaux ont montré des tendances différentes. Selon les « Perspectives de Récoltes et Situation Alimentaire » de la FAO 2015, entre juillet et septembre 2015 les prix du millet au Nigéria ont diminué de 15% tandis que les prix de maïs ont augmenté de 91% et de 128% par année au septembre 2015 dans Malanville (Bénin) et Anie (Togo), respectivement. Au cours de la même période, les prix du blé au Pakistan ont augmenté en raison des modèles saisonniers tandis que les

prix de la farine de blé ont soulagé au Bangladesh. En Indonésie, les prix de riz ont été améliorés pour le sixième mois consécutif atteignant un sommet record en novembre plus tôt que prévu précédemment en 2015.



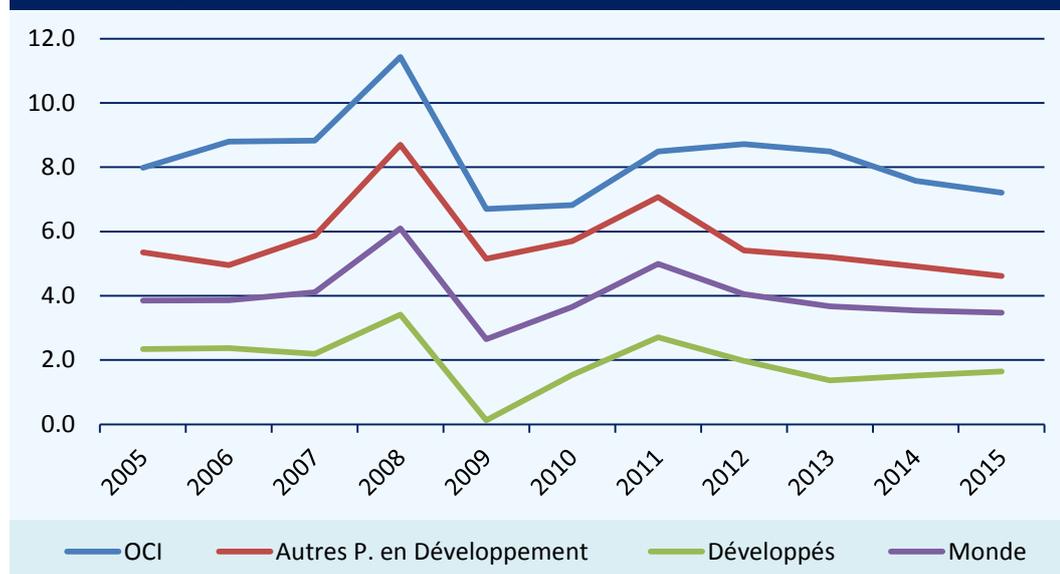
Les prix des principaux produits alimentaires sont orientés à la baisse

Source: FAO, Base de données sur les prix internationaux de produits, Analyse faite par le personnel de SESRIC

Sans doute, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité observées lors de et après la crise alimentaire ont causé des impacts socio-économiques négatifs sérieux sur les économies de plusieurs pays en développement, y compris les membres de l'OCI et ont créé, en conséquence, d'autres difficultés pour des millions de personnes qui souffraient déjà de la famine et de la pauvreté dans ces pays. Les PFRDV de l'OCI ont été bien exposés à ces impacts négatifs que les autres, où l'inflation de prix de denrées alimentaires a empiré la situation déjà dégradé de la sécurité alimentaire dans ces pays, augmenté les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, déclenché le niveau d'inflation et, ainsi, des impacts négatifs sérieux posés sur la santé et l'éducation des pauvres personnes dans ces pays qui dépensent la partie de leur revenu sur la consommation alimentaire.

L'inflation de prix de denrées alimentaires a joué, donc, un rôle important en augmentant le taux d'inflation en termes de changement d'indice des prix à la consommation à travers le monde. Cependant, considérant que la part alimentaire est élevée dans toutes les dépenses de ménages des pays en développement, l'augmentation des prix alimentaires et la volatilité ont causé une inflation plus élevée dans ces économies. Cependant, la tendance à la baisse dans des cours de matières premières importants de nourriture depuis 2012 a en grande partie soulagé l'inflation alimentaire et les fardeaux socio-économiques associés particulièrement aux pays à faible revenu importateurs des produits alimentaires.

SCHÉMA 6.11
Inflation: Fluctuations Annuelles de l'Indice des Prix à la Consommation (Pourcentage)



Source: Base de données du FMI, Perspectives de l'économie mondiale (2015), analyse faite par SESRIC

Comme le montre le schéma 6.11, le taux d'inflation mondial a montré une tendance volatile après 2004. À partir de 2015, il a atteint 3.5% qui est sensiblement inférieur à son niveau en 2008. Dans des pays de l'OCI, le taux d'inflation moyen a été considérablement plus élevé que la moyenne des économies développées et en développement. Déclenché par l'augmentation des prix alimentaires et du pétrole, l'inflation a augmenté de 8.0% en 2005 à un niveau de deux chiffres de 11.4% à la fin de 2008, un taux qui a presque doublé l'inflation moyenne mondiale. Cependant, le taux d'inflation moyenne de l'OCI a montré une tendance à la baisse lors des années 2008-2010 et a diminué de son niveau maximal, de 11.4% approximativement à 6.8% mais ensuite il a commencé à augmenter modérément jusqu'en 2012. En dépit d'une diminution en fin du compte, l'inflation moyenne est demeurée comparativement très élevée de 7.0% en 2015.

FENÊTRE 6**Migration de Travail Provisoire comme Réduction : Stratégies pour Lutter contre la Famine Saisonnière**

Chercheurs: Gharad Bryan, Shyamal Chowdhury, Mushfiq Mobarak; **Endroit:** Zones de Kurigram et de Lalmonirhat au Bangladesh du nord-ouest ; **Chronologie:** 2008

Il est commun pour les travailleurs agricoles dans d'autres régions du Bangladesh au commutateur aux marchés du travail non agricoles locaux ou pour émigrer aux marchés du travail informels urbains à la recherche des salaires plus élevés en réponse aux augmentations des prix et aux baisses de salaire pendant la saison avant la récolte. S'il trouve le travail, le travailleur peut envoyer l'argent de nouveau à son famille pour aider à alléger les effets de la saison maigre avant la récolte. Cependant, ceci n'est pas généralement vu dans la zone de Rangpur. Un aperçu national a constaté que 22 pour cent de tous les ménages bangladais reçoivent des remises domestiques, alors que seulement 5 pour cent de ménages dans Rangpur rapportaient recevoir des remises domestiques. Cette intervention cherche principalement à comprendre pourquoi ces ouvriers Monga-affectés semblent hésitants d'émigrer de façon saisonnière pour améliorer des offres d'emploi.

Les chercheurs ont trouvé que l'offre d'une incitation pour émigrer a eu un grand effet sur la probabilité de la migration saisonnière. Plus de 40 pour cent de ménages qui ont reçu de l'argent comptant ou incitation de crédit a émigré, comparés à seulement 14 pour cent de ménages ne recevant pas une incitation. La fourniture des informations au sujet des offres d'emploi sans incitations a seulement augmenté la probabilité qu'une personne d'un ménage a émigrée par 3 points de pourcentage. Ces résultats suggèrent que les contraintes de crédit ou d'économie réduisent la migration.

L'exigence aux migrants de former des groupes de trois au lieu des paires a réduit la probabilité de migration de presque 6 points de pourcentage. La migration dans de plus grands groupes change la dynamique pour les individus impliqués en ce qui concerne le fait d'employer les réseaux sociaux pour trouver un travail et partager les risques de la migration avec leurs associés. Quand des associés sont affectés, le plus grand groupe réduit la propension d'émigrer par seulement 3 points de pourcentage tandis que dans les groupes autonomes choisis, devant constituer un plus grand groupe réduit la propension d'émigrer par presque 9 points de pourcentage. Ceci suggère que les gens puissent avoir l'ennui de constituer des groupes et trouver le bon ensemble d'associés avec qui ils peuvent émigrer.

Le placement des restrictions à la destination d'un migrant a diminué la réceptrice de l'incitation de migration de 7.4 points de pourcentage. La distance à la destination semble également être une considération importante. Par exemple, une fois confrontés à l'option de la migration à deux villes classées semblables avec des opportunités de marché comparables, les ménages ayant 12 points de pourcentage étaient susceptibles d'émigrer à la ville la plus proche. Cependant, la taille du marché du travail est bien plus importante : les migrants sont 6 points de pourcentage plus probablement pour accepter l'offre quand Dhaka est spécifié comme destination comparée à quel niveau une plus petite ville voisine, Munshiganj, est offerte.

Source: MIT, The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL)



7. Coopération de l'OCI dans l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire : Opportunités et Propositions de Projet

7.1. Historique

L'importance du secteur agricole dans les économies des Pays de l'OCI, particulièrement l'importance des questions liées à la sécurité alimentaire, et, ainsi, les besoins urgents pour la croissance et le développement dans le secteur agricole avaient été identifiés dès le début. On a également réalisé que la question alimentaire est étroitement liée à la production agricole, la productivité, l'utilisation d'entrées, l'infrastructure, les politiques agricoles, et les questions commerciales. En conséquence, dans le cadre de son agenda économique en croissance rapide, l'OCI a commencé à se concentrer intensivement sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, en particulier pendant les années 80.

Adopté par la Troisième Conférence au Sommet Islamique tenue à Makkah Al Mukarramah en janvier 1981, le plan d'action de l'OCI de 1981 qui vise à renforcer la coopération économique des pays membres de l'OCI, a compris une section sur la coopération dans le secteur de la sécurité alimentaire et agricole, accentuant les points suivants:

- En vue de créer un développement équilibré es secteurs agricoles et industriels, un plus grand accent sera placé sur les industries liées au secteur agricole à savoir la production des tracteurs, engrais, l'industrie de Graines, pesticides ainsi que le traitement des matières premières agricoles;
- Pour assurer la sécurité alimentaire dans le monde Islamique, les stocks régionaux de réservation alimentaire doivent être créés;
- Des mesures nécessaires seront prises pour améliorer l'infrastructure agricole et les équipements de transport;

- Des moyens alternatifs seront conçus et considérés pour aborder des phénomènes naturels tels que la désertification, le déboisement la stagnation d'eau et la salinité;
- La Banque Islamique de Développement et d'autres institutions financières devraient jouer des rôles plus actifs dans le financement des projets alimentaires et agricoles des pays membres aux niveaux nationaux et communaux.

Trois conférences des ministres de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole ont eu lieu au cours de la période 1981-1988. La Première Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Ankara en octobre 1981, a adopté un « Programme d'Action » dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture pour les pays de l'OCI. La Deuxième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Istanbul en mars 1986, a passé en revue la mise en oeuvre des décisions a adopté plus tôt et a délibéré sur de nouveaux domaines possibles de coopération dans le secteur agricole, y compris la pêche et la technologie de pêche, l'industrie de Graines, l'irrigation et la production animale et le bétail. La Troisième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Islamabad en octobre 1988, a passé en revue les divers aspects alimentaires et a adopté des indicateurs afin de surveiller le niveau de la sécurité alimentaire dans les pays membres. La Conférence a également recommandé la collaboration concernant le secteur du bétail et a accepté l'établissement d'une réservation de la sécurité alimentaire de l'OCI fondée sur un esprit d'autonomie collective. Cependant, le progrès sur tous ces domaines de coopération des pays membres était très limité.

La version 1994 du plan d'action de l'OCI visant à renforcer la coopération économique des pays membres de l'OCI, qui a été approuvé par la Septième Conférence au Sommet Islamique tenue à Casablanca en décembre 1994, a identifié « l'Alimentation, l'Agriculture et le Développement Rural » en tant qu'un des dix secteurs principaux prioritaires de la coopération des pays de l'OCI. Le plan a souligné les problèmes majeurs se posant à la communauté de l'OCI dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture telle que la faim, la malnutrition, la famine, la pauvreté généralisée et de masse, la désertification et la sous-utilisation des potentiels existants, l'insuffisance de la production alimentaire, les impacts de besoin d'importer la plupart de leurs produits alimentaires, et les factures concomitantes d'Importation alimentaire lourde qui ont mis à rude épreuve la nécessité essentielle de devises étrangères pour le développement mondial. Le plan, en conséquence, a spécifié quelques programmes d'actions à entreprendre au niveau de l'OCI comme suit:

- La promotion et l'expansion de Coopération dans le secteur de la recherche et le développement agricole des activités communes, en donnant un rôle pivot au secteur privé.
- Surmontant des menaces importantes à la production alimentaire provoquée par les ravageurs et maladies des animaux et des plantes grâce aux systèmes d'alerte rapide et d'autres mécanismes communs.
- L'Identification et la mise en place des entreprises en participation dans le secteur alimentaire et de la production agricole, avec la participation active du secteur privé.
- Promotion des investissements en infrastructure rurale en se servant des installations en place dans l'OCI comprenant ceux à la BID, et le développement des systèmes de crédit agricole.

La quatrième conférence des ministres de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole, qui a été tenu à Téhéran en janvier 1995, a adopté une déclaration qui a souligné la nécessité d'explorer des moyens qui visent à augmenter la production agricole. et la conférence a décidé de passer en revue périodiquement la situation de la sécurité alimentaire dans tous les pays membres de l'OCI.

Plus récemment, « le Programme d'Action Décennal de l'OCI pour relever les défis faisant face à l'Oummah Musulman au 21ème Siècle », qui a été adopté par la Troisième Conférence au Sommet Islamique Extraordinaire tenue à Makkah Al Mukarramah en décembre 2005, a souligné le besoin de soutenir le développement et la lutte contre la pauvreté dans les pays membres, en particulier les membres africains et moins avancés. À cet effet, le programme a réclamé l'adoption d'un programme spécial pour le développement de l'Afrique et la favorisation des activités visant à réaliser le développement économique et social dans ces pays, y compris l'appui à l'industrialisation, l'activation de commerce et d'investissement, le transfert de technologies, l'allègement du fardeau de la dette et l'éradication des maladies.

La Cinquième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole tenue à Khartoum en octobre 2010 a encouragé les pays membres à :

- Accorder une haute priorité à la sécurité alimentaire dans leurs programmes et budgets de développement national ainsi que mobiliser des ressources pour mettre en oeuvre des projets de la sécurité alimentaire et de développement agricole,
- Assigner un minimum de 6% des budgets nationaux aux programmes de la sécurité alimentaire et créer les conditions favorables pour attirer et soutenir des investissements à l'étranger dans le secteur agricole, la sécurité alimentaire et le développement rural,
- Formuler un cadre stratégique agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire dans les Etats Membres de l'OCI. Le cadre doit être actif, axé sur les résultats, ouvert et exhaustive, y compris les des repères et des échéanciers.

La Réunion a également invité les pays donateurs et les établissements de financement Islamiques, en particulier la Banque Islamique de Développement, à améliorer leur financement pour des projets agricoles dans les Etats Membres avec l'emphase particulière sur l'habilitation de la plupart des segments vulnérables de population. Elle a également invité le secteur privé à renforcer l'investissement dans le secteur agricole et à développer un partenariat avec les gouvernements nationaux, et les corps non gouvernementaux pour favoriser la sécurité alimentaire et le développement rural dans les Etats Membres.

La Sixième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole tenue à Istanbul en octobre 2011 a réitéré le besoin des pays de l'OCI pour allouer plus de ressources sur leurs budgets nationaux aux programmes de développement agricole et de la sécurité alimentaire en conformité avec la résolution de la cinquième conférence des ministres. Elle a également invité les Etats Membres de l'OCI de continuer à renforcer les projets régionaux et frontaliers avec le but d'améliorer la coopération de l'intra-OCI dans le secteur agricole, le développement rural et de la sécurité alimentaire.

Récemment, l'agriculture et la sécurité alimentaire ont été également identifiées en tant qu'un des six secteurs prioritaires dans la nouvelle stratégie du COMCEC dans le but de renforcer la productivité du secteur agricole et de soutenir la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Avec cette nouvelle stratégie, les objectifs du COMCEC visent à soutenir la productivité du secteur agricole, améliorer l'efficacité du rôle actif et réglementaire de l'état dans le secteur agricole et la sécurité alimentaire, favoriser la collecte de données fiable et à jour en vue d'assurer l'analyse saine du secteur et améliorer la performance du marché et l'accès aux pays membres.

Malgré tous ces efforts, les pays de l'OCI n'ont pas atteint, au cours de ces longues années, les un arrangement opérationnel avec des résultats concrets dans le secteur de développement agricole et de la sécurité alimentaire pour aider les efforts de développement de la majorité des pays membres. Toutes les conférences et réunions mentionnées ci-dessus ont seulement mis en évidence, bien qu'elles ne soient pas encore matérialisées, des idées qui visent à

renforcer la coopération des pays de l'OCI dans la sécurité et l'agriculture alimentaire. Notamment, ces idées incluent:

- Le Renforcement de la coopération dans le domaine de la préparation et de la mise en oeuvre des programmes de la sécurité alimentaire aux niveaux régionaux et nationaux et dans la réadaptation et la reconstruction du secteur agricole dans les pays membres pauvres,
- le financement des projets alimentaires et agricoles au niveau national et communal,
- Solution des contraintes financières sur la production alimentaire,
- La Mise en commun de la technologie agricole entre des pays membres de l'OCI.

Dans ce contexte, l'adoption et la mise en oeuvre du cadre exécutif agricole, le développement rural et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI portent une importance considérable pour des cartes de route orientées sur les résultats et applicables de coopération des pays membres. Ce cadre a été rédigé par l'Office de Coordination du COMCEC, en collaboration avec les institutions relatives et internationales de l'OCI et soumis à la 28ème Session du COMCEC tenue à Istanbul en octobre 2012. Le projet de document devrait être adopté par la Septième Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole qui sera tenue à Dakar en novembre 2013.

7.2. Renforcement de l'Investissement Intra-OCI dans le Secteur Agricole

7.2.1. Agriculture et Investissement

En général, le développement agricole et la sécurité alimentaire dans un pays peuvent être améliorés en augmentant la production agricole, en particulier les produits alimentaires, par la productivité agricole croissante ou l'extension de la superficie des terres arables (c.-à-d. accroissant ainsi la superficie des terres cultivables). Ceci, naturellement, exige la disponibilité des investissements appropriés dans le secteur agricole au niveau national et/ou en termes d'investissements directs étrangers (IDE). Cependant, même si l'investissement en agriculture est une activité économique bien établie dans les pays avancés, reste toujours à la traîne dans plusieurs pays en développement, en particulier dans les pays moins avancés à base agricole et à faible revenu.

L'investissement dans des projets axés sur l'agriculture dans ces pays est souvent considéré comme un investissement à haut risque. En général, c'est dû aux facteurs liés à la faiblesse du climat d'affaires et d'investissement dans la plupart de ces pays. Ces facteurs incluent, notamment, le conflit et l'instabilité politique, les infrastructures physiques insatisfaisantes à savoir le transport, la télécommunication, les machines agricoles et les technologies, et les systèmes bancaires et financiers inadéquats. En conséquence, bien qu'ils puissent bien-être dotés du haut potentiel dans les ressources agricoles à savoir les ressources humaines (main-d'œuvre agricole), les terres arables et les ressources en eau, il est très difficile pour plusieurs de ces pays de gagner l'accès au financement approprié pour leurs projets de développement agricole.

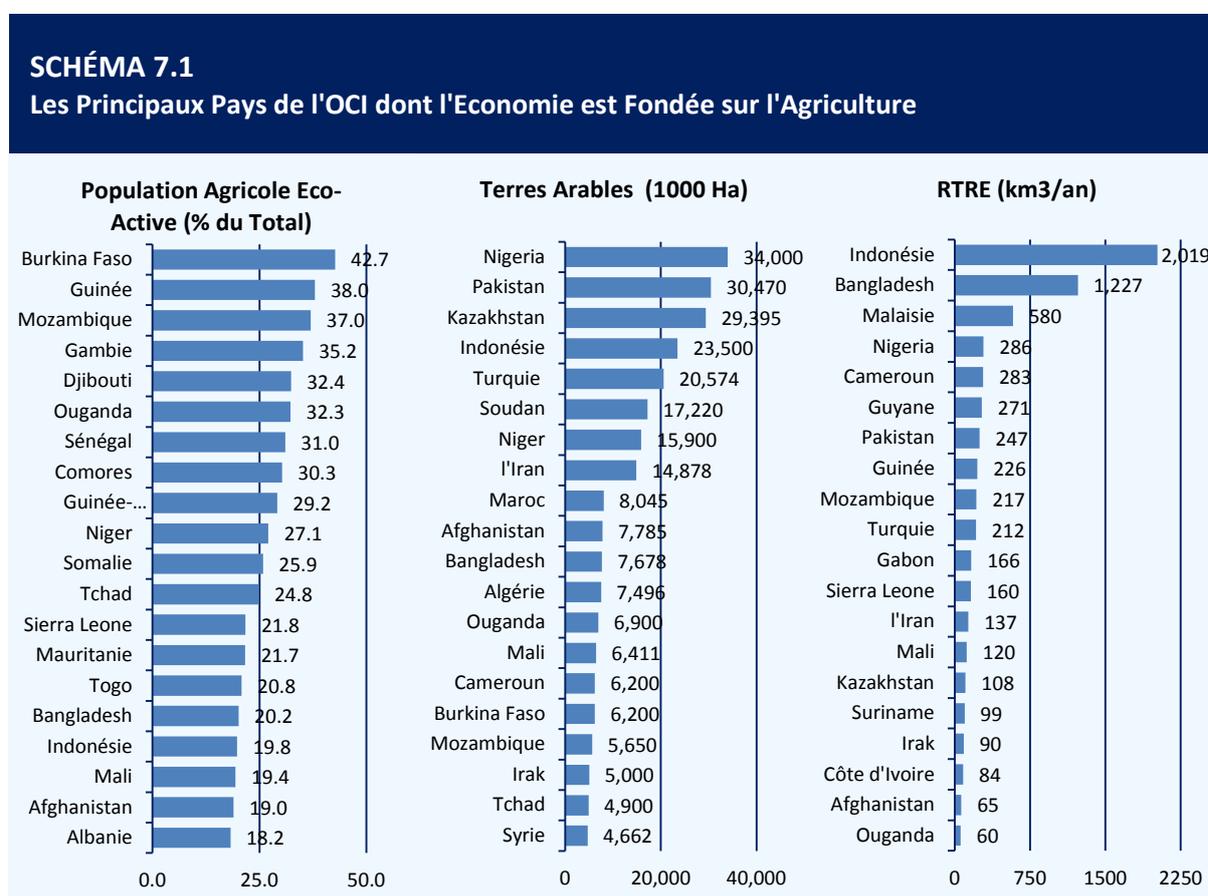
Cela vaut notamment pour plusieurs pays moins développés et à faible revenu de l'OCI à base agricole où, en raison des ressources financières limitées, intérieurement et en termes de FDI, le potentiel agricole inhérent de ces pays ne se manifeste pas sous forme de niveaux raisonnables de développement agricole et de la sécurité alimentaire, où la plupart d'entre eux sont encore classifiés en tant que PFRDV avec des hauts niveaux des personnes sous-alimentées. Par conséquent, l'investissement dans des projets agricoles intra-OCI devrait être encouragé, en particulier dans les pays membres à base agricole pour améliorer la productivité agricole et/ou l'extension de la superficie des terres arables par l'approvisionnement des semences améliorées, engrais, machines agricoles et systèmes d'irrigation modernes ainsi que par le développement des infrastructures axées sur l'agriculture et le traitement des produits de base agricoles, en particulier les produits

alimentaires dans le but d'établir des industries agro-basées pour améliorer l'état de la sécurité alimentaire au niveau régional de l'OCI.

À cet égard, nous savons tous que certains pays membres de l'OCI, en particulier les pays membres du CCG, aient cherché des investissements intéressants dans le secteur agricole dans certains pays de l'OCI agricole-basés moins développés. Afin de favoriser et encourager un tel investissement intra-OCI, les pays membres de l'OCI avec le potentiel élevé dans le secteur agricole, en particulier en termes de main-d'œuvre agricole, les terres arables et les ressources en eau sont nécessaires pour être identifiés à déterminer leur potentiel très encourageant pour l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur agricole. À cette fin, la section suivante essaye d'accentuer et évaluer les pays de l'OCI avec la plupart de potentiel afin d'attirer l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur agricole.

7.2.2. Pays Membres avec un Potentiel Agricole élevé

Les terres arables, la main-d'œuvre agricole et les ressources en eau sont les ingrédients principaux du secteur agricole. Les 20 pays principaux de l'OCI en termes de disponibilité mondiale de ces trois ressources agricoles principales sont présentés sur le schéma 7.1.



Source: l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) base de données en ligne FAOSTAT et AQUASTAT, Analyse faite par le personnel de SESRIC

Il est évident que 36 pays de l'OCI (19 d'entre eux sont les pays moins avancés) apprécient le potentiel élevé au moins en termes d'une des trois ressources agricoles mentionnées. Ces pays ont pu en général être considérés comme pays membres de l'OCI à base agricole et être classifiés dans 7 groupes comme suit:

- 1- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole, des terres arables et des ressources en eau**: L'Afghanistan, le Bangladesh, l'Indonésie, le Mali, la Mozambique et l'Ouganda.
- 2- Pays de l'OCI bien-dotés des **terres arables et des ressources en eau**: Le Cameroun, Iran, Irak, Kazakhstan, Nigéria, Pakistan, Turquie.
- 3- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole et des terres arables**: Burkina Faso, le Tchad, et le Niger.
- 4- Pays de l'OCI bien-dotés des **ressources en main-d'œuvre agricole et en eau** : Guinée et Sierra Leone.
- 5- Pays de l'OCI bien-dotés des **terres arables**: L'Algérie, le Maroc, le Soudan, et la Syrie.
- 6- Pays de l'OCI bien-dotés des **ressources en eau**: Côte d'Ivoire, Gabon, Guyane, Malaisie, Surinam.
- 7- Pays de l'OCI bien-dotés de la **main-d'œuvre agricole**: L'Albanie, les Comores, le Djibouti, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, et le Togo.

En général, cette information souligne les pays de l'OCI qui pourraient être ciblés pour les investissements intra-OCI dans le secteur agricole. À la lumière d'une telle information, on peut bien suggérer à quels pays membres, les investissements intra-OCI devraient être dirigés et favorisés. On peut également suggérer le type des intrants agricoles que nous devrions cibler pour ces investissements. D'une part, à la lumière de cette information on peut bien suggérer un ensemble de recommandations qui ont l'objectif de servir comme directives de politique auxquelles l'attention de ces pays doit être dessinée dans leurs efforts d'assurer une production agricole durable et attirer le FDI dans le secteur agricole. On devrait, cependant, noter que la disponibilité seule des ressources n'est pas suffisante pour attirer l'investissement à l'étranger. De l'infrastructure à l'environnement commercial, de l'éducation à la stabilité économique/politique, plusieurs facteurs affectent les décisions d'investissement des propriétaires de base. Les pays avec les ressources abondantes devraient essayer d'améliorer d'autres conditions qui sont cruciales pour attirer les investisseurs.

En termes de disponibilité mondiale des trois ressources agricoles principales ensemble (travail, terre et eau), il semble que l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Indonésie, le Mali, la Mozambique et l'Ouganda montrent la plupart de potentiel pour attirer l'investissement de l'intra-OCI dans le secteur agricole. Cependant, du point de vue des investisseurs, tenant compte de la capacité limitée de ces pays pour attirer le FDI dû au climat des affaires et des investissements relativement faibles et à la mauvaise infrastructure agricole, ces pays ne peuvent pas suffisamment attirer l'intérêt des investisseurs. En raison de leurs environnements favorables d'affaires et d'investissement ainsi que l'abondance des terres arables et des ressources en eau, les pays appartenant au deuxième groupe (le Cameroun, l'Iran, l'Irak, le Kazakhstan, le Nigéria, le Pakistan, et la Turquie) émergent comme des choix plus forts et ils ont davantage d'importance comme destinations extrêmement potentielles pour le FDI dans le secteur agricole. Quoiqu'à un moindre degré, pour des raisons similaires, les pays dans le cinquième groupe (l'Algérie, le Maroc, le Soudan et la Syrie) et ceux dans le sixième groupe (Côte d'Ivoire, Gabon, Guyane, Malaisie, Surinam) peuvent également fournir de meilleures perspectives pour des investisseurs.

Les cinq pays dans le troisième groupe, à savoir Burkina Faso, le Tchad, et le Niger présentent un potentiel élevé en termes de main-d'œuvre agricole et terres arables. Cependant, faisant partie des pays moins avancés, ils doivent améliorer leur climat d'investissement afin de pouvoir attirer le FDI dans le secteur agricole, surtout pour améliorer les niveaux de leur productivité agricole en investissant dans l'utilisation efficace des ressources en eau dans l'agriculture et en présentant les systèmes d'irrigation modernes

et les machines agricoles. En revanche, les deux pays dans le quatrième groupe, à savoir le Guinée et le Sierra Leone, représentent un potentiel élevé en termes de ressources en main-d'œuvre agricole et en eau. Ainsi, le défi dans ces pays est d'encourager l'expansion des surfaces cultivées pour l'investissement dans les graines améliorées, les engrais, les machines agricoles et les systèmes d'irrigation modernes ainsi que à travers le développement des infrastructures à base agricole et la transformation des produits de base agricoles, en particulier les produits alimentaires.

D'une part, parmi les 36 pays à base agricole, les huit pays dans le dernier groupe, à savoir le Guinée-Bissau, la Gambie, le Djibouti, le Sénégal, les Comores, la Somalie, le Togo et la Mauritanie, représentent le potentiel le plus bas pour attirer le FDI dans le secteur agricole toute en considérant la basse disponibilité des terres arables et des ressources en eau. À cet effet, ces pays doivent se concentrer sur le fait exploiter le potentiel non utilisé des terres arables et des ressources en eau existantes en améliorant les niveaux de la productivité agricole avec le fait de créer un environnement d'affaires et d'investissement raisonnable.

Pour résumer, il convient de noter que le potentiel susmentionnée des 36 pays de l'OCI comporte un potentiel fort de développement agricole quand leur abondance de ressource est pris en compte et cela constitue une solide plateforme pour attirer l'investissement intra-OCI dans le secteur agricole. Cependant, il y a toujours un besoin d'identifier des projets et des investissements intéressants à base agricole spécifique dans ces pays. Ceci, naturellement, dépend des conditions géographiques et climatiques spécifiques ainsi que des spécificités des ressources de terres et hydriques dans chaque pays, et, ainsi, sur les récoltes appropriées qui peuvent être facilement cultivées. Si d'autres questions liées à l'établissement un environnement des affaires et d'investissement favorables sont résolus, alors ces pays peuvent être parmi les destinataires supérieurs du FDI dans le secteur agricole au niveau régional de l'OCI.

En fait, certains de ces pays, tels que l'Indonésie la Turquie, la Malaisie, le Kazakhstan, la Mozambique, l'Irak et le Nigéria, sont déjà parmi les 10 pays principaux de l'OCI en termes d'attraction du FDI (voir le Rapport des Perspectives Économiques de SESRIC sur les Pays de l'OCI, 2015). En outre, Comme l'illustre le tableau 2.2 dans la section 2 de ce rapport, plusieurs de ces pays, de différentes régions climatiques, sont comptés parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles importants dans le monde entier. Ces produits varient des céréales à savoir le blé, le riz et le maïs aux produits zone tropicale/tempérée tels que l'huile de palmier, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre. En tout, la promotion et l'encouragement de l'investissement intra-OCI dans le secteur agricole dans ces pays contribueraient considérablement sans doute à l'état de développement agricole et de la sécurité alimentaire dans la région de l'OCI dans son ensemble.

7.3. Renforcement de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Activités Continues

La Trente-Cinquième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères (CMAE) de l'OCI tenue à Kampala, République d'Ouganda, en juin 2008, a abordé la question de la sécurité alimentaire et du développement agricole dans les pays membres de l'OCI et a adopté une résolution appropriée là-dessus. Cette résolution a invité les pays membres d'unir leurs efforts afin d'aborder la crise alimentaire et a réaffirmé l'importance de la coopération entre ces pays en vue de lancer des projets agricoles communs qui visent à améliorer leur production agricole grâce à des investissements et l'échange d'expertise.

Lors de les années suivantes, deux propositions de projet ont reçu l'appui des Etats Membres et ont été acceptées pour le financement. Ces propositions étaient sur l'établissement d'une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI et d'une Association Industrielle Agroalimentaire de l'OCI.

7.3.1. Établissement de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Historique

Dans son discours à la Trente-Huitième Session de l'OCI CFM, tenue à Astana les 28-30 juin 2011, le président de Kazakhstan Nursultan Nazarbayev a plaidé pour le développement d'un système mutuelle de l'assistance alimentaire de l'OCI grâce à d'un Fonds Régional similaire à la FAO, qui inclurait la possibilité de créer une zone alimentaire dans les états intéressés.

La 6ème Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole, qui a été tenue à Istanbul du 3 au 6 octobre 2011, a soutenu la proposition du République de Kazakhstan en ce qui concerne l'établissement d'une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI. Dans la même veine, la 27ème Session de COMCEC, qui a été tenue à Istanbul du 17 au 20 octobre 2011, a bien accueilli la résolution de la 6ème Conférence des Ministres de l'OCI sur la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole et recommandé que les détails liés à cet initiative soient soumis à la Trente-Neuvième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères par la Commission Islamique pour les Affaires Economiques Culturelles et Sociales, (CIAECS).

A la fin d'avril 2012, la Mission Permanente de la République de Kazakhstan a soumis le Projet de Charte de l'institution proposée de la Sécurité Alimentaire. De sa part, le Secrétariat Général de l'OCI a circulé le Projet susmentionné entre des Etats Membres de l'OCI, reflété tous les commentaires des Etats Membres et soumis le résumé des commentaires respectifs des Etats Membres à la Trente-Cinquième Session de la CIAECS. Conformément à la décision de la Trente-Cinquième CIAECS, la Réunion de Groupe d'Experts s'est tenue à Istanbul le 9 octobre 2012 avec le but d'envisager la création de l'Office de la Sécurité Alimentaire de l'OCI en rédigeant les documents préliminaires.

La Trente-Neuvième Session du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI (CMAE), qui a été tenue à Djibouti du 15 au 17 novembre 2012, a approuvé la création de l'institution proposée à Astana, Kazakhstan et a, à cet effet, invité le Secrétaire Général de l'OCI à s'assembler en consultation avec les Etats Membres, une Réunion Intergouvernementale de Groupe d'Experts pour finaliser son instrument constitutif. Dans une veine similaire, le 12ème Sommet Islamique tenu au Caire du 2 au 7 février 2013 a approuvé la décision de la trente-neuvième session de l'OCI CFM pour créer une institution de la sécurité alimentaire de l'OCI à Kazakhstan.

La Réunion Intergouvernementale de Groupe d'Experts pour finaliser son instrument constitutif de l'institution approuvée de la sécurité alimentaire de l'OCI à Kazakhstan s'est tenue à Astana du 11 au 13 juin 2013. La réunion a été suivie par plus de 30 Etats Membres ainsi que des représentants des établissements de l'OCI à savoir le Secrétariat Général, SESRIC, et la BID. La Réunion a examiné d'une manière exhaustive et détaillée le projet de statut et a apporté plusieurs amendements à ses dispositions. La Réunion a adopté le statut du nouvel établissement et a recommandé le document pour examen, adoption par la CMAE de l'OCI. La réunion a adopté un nom approprié pour l'institution : L'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire.

Buts et Objectifs Principaux de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Les buts et les objectifs principaux de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire doit comporter le but de:

- (a) Fournir l'expertise et le savoir-faire technique aux Etats Membres sur les divers aspects de l'agriculture durable, le développement rural, la sécurité alimentaire et la biotechnologie, y compris la lutte contre les problèmes entraînés par la désertification, le déboisement, l'érosion et la salinité ainsi que la fourniture des réseaux de protection sociale;
- (b) Évaluer et surveiller, en coordination avec les Etats Membres, la situation de la sécurité alimentaire dans des Etats Membres afin de déterminer et exécuter l'urgence et l'assistance humanitaire nécessaires, y compris la création des réservations de la sécurité alimentaire;
- (c) Mobiliser et contrôler les ressources financières et agricoles développées pour l'agriculture et renforcer la sécurité alimentaire dans des Etats Membres ; et
- (d) Coordonner, formuler et mettre en oeuvre les politiques agricoles communes, y compris l'échange et le transfert du système technologique et public de gestion alimentaire approprié.

Adhésion de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire

Selon le statut convenu, l'Organisation sera une institution spécialisée de l'OCI. En conséquence, chaque Etat Membre de l'OCI peut bien être un membre de l'organisation en signant officiellement le statut, et après qu'il ait accompli les formalités légales d'adhésion, selon sa législation nationale, et ait informé en écrivant le Secrétariat de l'Organisation. Un état, non membre de l'OCI, ne peut pas être un membre de l'Institution.

Un Etat membre ou un observateur de l'OCI, non membre de l'organisation, peut s'appliquer pour le statut comme observateur à l'organisation. Les organisations régionales et internationales peuvent apprécier le statut de l'observateur, après la soumission d'une demande, et lors de l'approbation de l'Assemblée générale.

7.3.2. Établissement de l'Association Agro-Industrielle de l'OCI

Historique

Le Forum sur le Développement des Industries Agroalimentaires dans des Etats Membres de l'OCI, qui a été tenu à Kampala, Ouganda, du 11 au 12 octobre 2011, est assisté par les délégués se comportant des fonctionnaires des secteurs publics et privés de 22 Etats Membres, a recommandé la création de l'association agro-industrielle de l'OCI qui servirait de plate-forme aux compagnies et aux individus engagés dans cette industrie pour échanger des idées et des expériences et développer une approche forte de la chaîne de valeur au développement agro-industriel.

En conséquence, le secrétariat général de l'OCI a communiqué cette recommandation aux Etats Membres en faisant appel à leurs vues et expériences sur les modalités pour établir l'association agroalimentaire proposée d'industries de l'OCI. Les diverses réponses reçues des autorités compétentes dans les Etats Membres de l'OCI ont montré un soutien primordiale pour cette initiative.

Une réunion consultative s'est tenue le 14 mai 2013 sur l'association agroalimentaire proposée d'industries de l'OCI à Muscat, Sultanat d'Oman. La Réunion a émis les recommandations suivantes:

- Poursuivre les efforts que le Secrétariat Général de l'OCI fait pour s'assurer que les objectifs déclarés dans le projet de statut de l'association sont atteints.

- Établir immédiatement un groupe d'email parmi les dépositaires pour enrichir le projet et le plan de statut pour de futures activités.
- Aborder les thèmes critiques du transfert, de la recherche et de la gestion de réseau de technologie parmi des entités de secteur privé en vue d'augmenter la productivité et de la compétitivité des Etats membres de l'OCI dans le domaine des agro-industries.
- Travailler en étroite collaboration avec les associés internationaux dans le secteur agricole, du développement rural et de la sécurité alimentaire comme l'IFAD et la FAO.

Projet de Statut de l'Association Proposée

Après les réponses encourageantes des Etats Membres, le Secrétariat Général de l'OCI a avancé pour préparer un nouveau projet de statut de l'association proposée dans laquelle il a défini la structure possible, les objectifs, les ressources, l'adhésion et d'autres sujets relatifs. Le nouveau projet de statut a été distribué aux Etats Membres et encore un nombre significatif parmi eux a formulé les commentaires valables qui ont été incorporés dans le document de travail avant cette réunion pour pour examen et adoption.

On propose que l'adhésion soit tirée des Etats Membres de l'OCI et soit également ouverte pour différentes compagnies et d'associations travaillant dans le domaine d'industrie agroalimentaire et du transformation des produits alimentaires, selon les catégories suivantes d'adhésion:

- **Les Membres Ordinaires** incluent les transformateurs nationaux des organisations faitières de tous les produits alimentaires comme les poissons, laiterie, la viande, dates, les associations des transformateurs de céréales, le public individuel et les entreprises privés anonymes travaillant dans le domaine de l'Industrie agroalimentaire et la transformation des produits alimentaires dont les capitaux d'investissement ne sont pas eu-dessous de 500.000 dollars des États-Unis.
- **Les Membres Associés** comprennent le gouvernement et les organismes de soutien des secteurs privés comme l'institut de normalisation, les agences de promotion des exportations, agences de promotion d'investissement, les instituts de recherches, les associations des agriculteurs, les fabricants des moyens agricoles et des entrées etc..
- **Les Membres Honorifiques** incluent ces individus qui peuvent être nommés par le Conseil Exécutif en vertu de leur travail scientifique et technique ou service public et sont concernés par l'amélioration et le développement de la transformation des denrées alimentaires des produits alimentaires et l'AGM ratifie cette nomination.

L'association proposée doit bien établir ses propres organes selon le projet de statut afin d'effectuer ses activités.

Résultats prévus

Une fois créée, l'association agro-industrielle de l'OCI va pouvoir opérer comme ses contreparties dans d'autres régions, à savoir l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (AOAD) et fournir un forum pour tous les entreprises publics et privées travaillant dans le domaine du développement agro-industriel pour faire face aux goulots mentionnés ci-dessus et contribuer à la croissance des industries agroalimentaires sur lesquelles, de sa part, effectuera considérablement, notamment:

- L'Amélioration des approvisionnements alimentaires en empêchant des pertes quantitatives et qualitatives;
- L'accroissement de l'indépendance en réduisant des importations;
- La Fourniture de l'emploi, particulièrement dans des secteurs ruraux ;

- La Réduction des disparités de revenu ;
- La stimulation du développement rural ;
- L'accroissement des Revenus de devises étrangères par l'exportation des produits terminés et semi-terminés;
- La diminution de la migration aux zones urbaines ;
- La croissance des investissements intéressants dans les zones rurales et urbaines.

7.4. Renforcement de la Coopération de l'OCI dans le Développement Agricole et la Sécurité Alimentaire : Propositions de Projet

La 24^{ème} Session du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'OCI (COMCEC), tenue en octobre 2008, a demandé le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC) de préparer une étude détaillée intitulée « Le Renforcement de la Coopération Economique et Commerciale des Pays Membres de l'OCI » avec un but de développer des propositions de concrètes et réalisables et pratiques pour renforcer la coopération entre les pays de l'OCI dans le commerce et l'investissement des secteurs potentiels et des secteurs comprenant, mais sans s'y restreindre, l'agriculture et le tourisme.

L'étude a été préparée en se fondant sur une méthodologie qui inclut l'analyse de données pertinentes, les résultats de la recherche scolaire, les questionnaires spéciaux et les entretiens et un atelier de réflexion sur le thème « L'Enrichissement de l'Agenda du COMCEC ». Les résultats de l'étude, qui incluent un ensemble de propositions et de recommandations de projet pour augmenter la coopération économique et commerciale des pays de l'OCI dans divers domaines et secteurs, y compris l'agriculture et la sécurité alimentaire, ont été présentés à la 25^{ème} Session du COMCEC tenue à Istanbul en novembre 2009 pour l'examen par les ministres de l'économie et du commerce des Pays de l'OCI.

À la lumière de tout le ce qui précède, en particulier la résolution adoptés par la Trente-Cinquième Session du CMAE de l'OCI sur la sécurité alimentaire et le développement agricole et les résultats de l'étude de SESRIC pour renforcer la coopération économique et commerciale des pays membres de l'OCI, le reste de cette section présente des exposés sur trois propositions de projet pour la coopération des pays de l'OCI dans le secteur du développement agricole et de la sécurité alimentaire.

7.4.1. Établissement du Centre d'Amélioration des Semences et de Cultures de l'OCI (OCI-SCIC)

Historique : Pourquoi la Recherche Agronomique est Importe?

L'accroissement des prix de denrées alimentaires, les préoccupations qui se manifestent au niveau international à propos du changement climatique et le nouvel potentiel d'intérêt des combustibles organiques ont présenté une nouvelle ère de défi et d'opportunité pour le développement agricole et la gestion des ressources naturelles. Endétériorant les conditions de croissance des cultures, le changement climatique va bien accroître la pression sur la capacité de superficies agricoles et menacera la croissance de la productivité essentielle pour la réduction de la sécurité et de la pauvreté alimentaire. À cet égard, la hausse des températures et l'évolution des précipitations sont estimés pour diminuer la production agricole approximativement de 50% dans les pays africains et de 30% en Asie Central et du Sud.

Tout en affectant tous les pays de l'OCI, ces tendances mondiales ont en particulier de gros risques et conséquences pour environ 40% de leur population totale (573 millions de personnes) qui dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance. Tandis que la majeure partie de ces personnes compte sur l'agriculture comme source de revenus et de subsistance, dont la plupart manque les ressources pour cultiver ou acheter assez d'alimentations, et beaucoup ne peuvent pas cultiver des récoltes d'une façon sûre et écologiquement saine. Par conséquent, le renforcement de l'investissement en sciences et recherches agronomiques aux niveaux nationaux et de coopération de l'OCI est essentiel pour faire face à ces nouveaux défis à facettes multiples. Selon la Banque Mondiale « le Rapport du Développement Mondial 2008 », l'investissement dans la recherche agricole « a joliment porté ses fruits, » en fournissant un taux de production moyenne de 43% parmi 700 projets de développement évalués dans les pays en développement.

FENÊTRE 7

Programme de Formation de Coton de l'OCI (OCI-PFC)

Le coton est l'une des récoltes les plus importantes au monde et il est d'importance particulière dans beaucoup de pays membres de l'OCI, certains desquels sont les plus grands producteurs du monde. À cet égard, l'OCI a proposé un plan d'action quinquennal sur le coton en 2006 pour développer les moyens les plus pratiques qui visent à renforcer la coopération des pays membres de l'OCI dans le domaine de la production et du commerce de coton, et pour leur permettre d'améliorer l'efficacité et l'effectivité du secteur de coton.

Le programme de formation du coton de l'OCI (OCI-PFC) a été développé par le SESRIC dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'Action Quinquennal de l'OCI sur le coton pour organiser des cours de formation à court et à long terme en collaboration Proche avec les Centres d'Excellence spécialisés dans la recherche et la formation de coton dans les Pays Membres de l'OCI.

Le SESRIC a commencé à mettre en application des programmes de formation du coton après le rassemblement et l'évaluation des questionnaires pertinents à partir des pays membres.

Certains des programmes de formation mis en application:

Venue	Date	Program
Dhaka / Bangladesh	22-24 décembre 2015	Biotechnologie de coton
Namialo-Nampula/ Mozambique	6-07 octobre 2015	La lutte contre les organismes nuisibles, les maladies et les mauvaises herbes
Izmir/Turquie	3-05 août 2015	Conférence 'Form to Fashion'
Dhaka / Bangladesh	07-08 mai 2015	Production de semences de qualité

Source: SESRIC OIC-VET Programme website at: <http://www.oicvet.org/cbp-ctp.php>

Au niveau régional de l'OCI, il faut tirer parti du besoin d'utiliser au maximum l'avantage de la science et la recherche agronomique pour que la productivité agricole croissante améliore les niveaux du développement agricole et de la sécurité alimentaire tout en conservant les ressources naturelles à savoir l'eau, les forêts et la pêche. Les programmes forts de la science et la recherche agronomiques pertinentes et efficaces doivent être en tête de l'agenda de développement agricole de l'OCI et de la sécurité alimentaire.

À cet égard, le développement de la qualité a amélioré les graines et les systèmes de cultures sont récemment devenus une activité qui procure une importante valeur ajoutée grâce à l'amélioration de la productivité agricole et le niveau de la productivité. En conséquence, la

dépendance de l'agriculture sur les graines améliorées a augmenté considérablement, surtout face à l'importance croissante de la sécurité alimentaire. Par conséquent, la sélection des semences de céréales améliorées et des variétés plus nutritives de récoltes agricoles principales, comme le blé, et les planter ensuite sur de million d'hectares dans des secteurs non-tempérés de plusieurs pays de l'OCI améliorera les rendements de récolte et diminuera des prix des cultures vivrières de base dans ces pays. Ceci, à son tour,, diminuera la dépendance à l'égard des importations alimentaires et augmentera la consommation calorifique par habitant et, ainsi, diminuer le nombre d'enfants sous-alimentés et de personnes sous-alimentées dans plusieurs de ces pays.

Vision et Mission

Les objectifs proposés du Centre d'Amélioration de Graines et de Cultures de l'OCI (OCI-SCIC) vise à être le premier Centre de recherches appliquées de l'OCI menés en partenariat pour le développement agricole par l'amélioration des graines de qualité et des systèmes de cultures associés dans les pays membres de l'OCI. L'OCI-SCIC assumera la tâche de créer, de partager et d'utiliser la connaissance et la technologie pour améliorer la productivité agricole et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole en vue de réaliser la sécurité durable

FENÊTRE 8

Programme de Renforcement des Capacités Agricoles de l'OCI (OCI-AgriCaB)

Le rôle de l'agriculture dans l'économie mondiale ne peut pas être sous-estimé. Selon le dictionnaire de Webster, l'agriculture est définie en tant qu' « art ou science de cultiver la terre, y compris la moisson des cultures, et l'élevage et la gestion du bétail ; labourage ; agronomie ; agriculture. » Elle est également l'une des activités et des ressources principales de produits pour l'homme depuis longtemps. L'agriculture fournit non seulement l'alimentation et la matière première mais également des opportunités d'emploi à une très grande proportion de population. Cependant, alors que quelques pays apprécient les nouvelles améliorations technologiques et les capacités mécaniques dans l'agriculture, et donc diminuent sa proportion de la main-d'œuvre; certains d'entre eux, qui éprouvent la faim et la pauvreté extrêmes, font face toujours à des problèmes d'efficacité dans le secteur agricole dû au manque de techniques agricoles utiles et efficaces pour améliorer la fertilité. Le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRIC), avec son expérience de la contribution aux « Conférences des Ministres de l'Organisation de Coopération Islamique pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Agricole » lance le programme de renforcement des capacités agricoles pour les pays membres de l'OCI (OCI-AgriCaB) dans son cadre des Programmes de Renforcement des Capacités (CPB) (OCI).

L'OCI-AgriCaB est prévu d'augmenter les capacités des institutions relatifs dans des pays membres de l'OCI dans un large éventail de domaines tels que les techniques efficaces de terre, la Gestion de l'eau et de bétail, la pêche et l'aquaculture et la sécurité alimentaire. En outre, une plate-forme où les pratiques peuvent être partagées sera créée.

Dans le cadre de ce programme, le SESRIC a également des CBP spéciales pour le Coton (OCI-CTP) et l'environnement (Environnement-CaB).

Certains des programmes de formation mis en application:

Venue	Date	Program
Bakou /Azerbaïdjan	9-10 décembre 2015	Développement de semences : Études de biotechnologie
Kaboul /Afghanistan	06-07 décembre 2015	Gestion de l'eau
Kampala/Ouganda	16-17 septembre 2015	Agriculture pour les cultures sous serre
Mogadiscio/Somalie	23-27 août 2015	Pêche à petite échelle et réduction de pauvreté

Source: SESRIC Programme de l'OCI-PFP Site Web : <http://www.oicvet.org/cbp-agricab.php>

alimentaire et de réduire la pauvreté dans les pays membres de l'OCI. Le Centre créera et participera à un réseau vaste des personnes et des institutions qui partagent les objectifs similaires de développement, y compris les organisations de secteurs publics et privés, les sociétés non gouvernementales et civiles, les agences de soins et de santé, les agriculteurs, et la communauté d'aide au développement.

Zones et Fonctions de Discussion

La fonction principale de l'OCI-SCIC proposé est de développer les graines améliorées de qualité et les systèmes de cultures associés dans les pays de l'OCI, en particulier pour les cultures vivrières de base, dans le but de produire des plantes qui résistent naturellement aux maladies et à des insectes nuisibles, tolèrent à la moindre quantité d'eau et les mauvaises terres, survivent dans des conditions atmosphériques très froides ou très chaudes, offrent plus de nutrition, et rapportent plus de production. En conséquence, les secteurs de foyer et les fonctions de l'OCI-SCIC proposé incluront:

- Rassemblement des graines, des spécimens herbiers et des informations exhaustives et actualisées des pays membres de l'OCI dans différentes régions climatiques et géographiques.
- La conduite de la recherche agronomique scientifique pour produire et conserver les meilleures graines de qualité et les systèmes associés de cultures, en particulier pour les cultures vivrières de base, et les variétés améliorées développées qui résistent au changement climatique, donnent plus de production et réagissent mieux aux engrais.
- La production d'importance stratégique et/ou les cultures de sécurité alimentaire (blé, riz, maïs, coton, thé, etc.) pour une tolérance accrue à un stress hydrique et la sécurité améliorée alimentaire pour les pauvres personnes.
- Développement d'un mécanisme de mise en réseau/partenariat dans le domaine de l'amélioration et de la conservation de Graines avec l'objectif d'élaborer une politique des banques de gènes de Graines et garder des collections importantes de Graines pour les futures générations.
- Développement et mise en œuvre des programmes de formation de renforcement des capacités pour des horticulteurs dans les pays membres de l'OCI en vue de les aider à produire de nouveaux cultures, de nouveaux cultivars plus résistants à l'aide des outils conventionnels et moléculaires.
- La Création, le partage et l'utilisation des connaissances et de la technologie agricole pour améliorer la productivité et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole dans les pays membres de l'OCI.
- Le développement des programmes de sensibilisation pour les ménages de ferme dans les pays membres de l'OCI sur les graines appropriées et les pratiques de culture afin de les aider à lutter contre la famine, la sécheresse, les inondations, et d'autres désastres, et, ainsi, de réduire la menace de la poursuite de la crise alimentaire et de la dépendance à long terme à l'égard l'aide alimentaire.
- Fournissant l'information technique et le support qui aide les chercheurs, les décisionnaires, et les coopérants dans la communauté de l'OCI à adhérer plus fermement aux politiques appropriées afin de stimuler la sécurité alimentaire.

Résultats Prévus de la Recherche à l'OCI-SCIC

On s'attend surtout à ce que l'OCI-SCIC produit les disciplines scientifiques et techniques de pointe pour stimuler la croissance agricole durable des pays de l'OCI qui permet de garantir une sécurité alimentaire plus forte, une meilleure alimentation et santé humaine, des revenus plus élevés et une gestion améliorée des ressources agricoles. Les nouvelles variétés de récoltes, les connaissances et d'autres produits résultant de la recherche de

collaboration de l'OCI-SCIC seront largement diffusés - disponibles aux individus et aux organismes travaillant pour le développement agricole durable dans les pays de l'OCI. Ainsi, l'OCI-SCIC assurera des gains considérables en termes de réduction de faim et des revenus améliorés pour de petits agriculteurs dans plusieurs pays de l'OCI. En outre, la recherche de l'OCI-SCIC est prévue d'être beaucoup plus large que seule, la productivité agricole entourant une gamme d'initiatives liées à l'eau, à la biodiversité, aux forêts, à la pêche et à la conservation de terres, et, ainsi, protégeant des millions de hectares de forêt et de prairies, sauvegardant la biodiversité, et empêchant la dégradation de terres. Parmi les résultats attendus de la recherche à l'OCI-SCIC sont les suivants:

- La comande biologique réussie des semences et récoltes qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI avec la résistance aux conditions climatiques défavorables et la lutte contre les animaux nuisibles locaux et les maladies.
- La Réduction des factures d'importations des produits alimentaires nationales et la création des revenus plus élevés dans les communautés rurales.
- Le Développement des variétés résistantes à la sécheresse et à l'inondation, qui permettent aux agriculteurs d'obtenir des rendement deux ou trois fois plus que ceux de la version non-résistante, une situation qui deviendra plus commune due au changement climatique.
- La diffusion et de l'adoption économe en ressources « sans-labour » à la technologie, qui produit des avantages par des rendements d'un récolte plus élevé, des coûts de production inférieurs et des épargnes en eau et l'énergie.
- La diffusion et l'adoption du système d'agrosylviculture appelée « des jachères en y plantant des arbres, » qui remplace la fertilité du sol en utilisant les ressources à la ferme, et, de ce fait, renforçant la sécurité alimentaire et réduisant le dommage causé à l'environnement.

Membres et Partenaires de l'OCI-SCIC

Tous les pays membres de l'OCI peuvent devenir des membres de l'OCI-SCIC. Les institutions et des organisations nationales, régionales et internationales traitant le développement agricole et la recherche et disposant à investir les ressources financières, humaines et techniques à cette fin ont pu être des partenaires à l'OCI-SCIC. Citons à titre d'exemple, ces institutions et organisations incluent:

- Centre d'Afrique pour l'amélioration des plantes (CAAR),
- Centre International pour l'Amélioration du Maïs et du Blé (CIMMYT),
- le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCGAI),
- Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT),
- Le Centre arabe pour l'étude des zones arides et non irriguées (ACSAD),
- L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO),
- Les Fonds Internationaux pour le Développement Agricole (FIDA),
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD),
- La Banque Mondiale.

Modalités du Financement

Les pays membres de l'OCI qui sont les partenaires du projet sont attendus pour partager les prix de l'investissement initial, comme les frais d'exploitation du projet, pourtant l'aide financière des agences régionales et internationales de financement du développement, les fondations privées, et le secteur privé pourraient également être utilisés.

7.4.2. Création de l'Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA)

Le projet proposé vise à créer une nouvelle agence pour encourager et favoriser des investissements directs dans le secteur agricole des pays de l'OCI en facilitant des investissements intéressants dans les pays membres pour les investisseurs des communautés de l'OCI et l'extérieur. Il est également estimé que l'agence proposée servera comme point de référence aux investisseurs internationaux et comme point de contact pour les parties intéressées dans les pays de l'OCI.

Les Fondements et Profits Escomptés

- Améliorer le volume d'investissements directs étrangers et intra-OCI dans la région de l'OCI.
- Améliorer l'image des pays de l'OCI comme destinations du FDI.
- Aider les investisseurs par des dégagelements de démarrage.
- Proposer des réformes de politique nationale et au niveau de l'OCI pour améliorer l'environnement mondial d'affaires et d'investissement dans les pays membres.

Partenaires potentiels: Le projet est destiné à être ouvert à tous les pays membres

Modalités du Financement: Des fonds exigés pour pour l'accomplissement des procédures et la réalisation des opérations de l'agence peuvent être fournis par les pays membres participants et certaines institutions financières régionales à savoir la BID.

7.4.3. Établissement du Marché Agricole de Bourses Commerciales de l'OCI (OCI-ACEM)

Le projet proposé vise à améliorer les échanges des produits agricoles intra-OCI en établissant « un Marché Agricole de Bourses Commerciales de l'OCI » en ligne, de préférence dans une ville principale centralement localisée comme Istanbul, le Caire ou Dubaï. Le marché est proposé de faciliter les échanges des produits agricoles parmi les pays de l'OCI internationalement et physiquement et en termes de valeurs commercialisables. Le marché est également visé pour être intégré avec les équipements autorisés de stockage pour ces produits.

Les Fondements et Profits Escomptés

- Permettre le commerce en ligne des produits agricoles intra-OCI fabriqués dans les pays membres de l'OCI et mondialement une plate-forme fiable et transparente.
- Augmenter la profondeur du commerce des produits agricoles en attirant plus d'investisseurs au marché par la transformation des produits physiques dans des valeurs commercialisables.
- Créer l'occasion collatérale additionnelle pour les producteurs ou les institutions financières à travers des produits physiques maintenus dans les équipements autorisés de stockage.

Partenaires Potentiels: Le projet serait ouvert à toutes les bourses commerciales agricoles dans les pays membres de l'OCI à titre volontaire. À l'avenir, le marché peut également être ouvert aux pays non membres de l'OCI et à d'autres bourses commerciales régionales et internationales.

Modalités du Financement: La BID, les participants des échanges des produits de base dans les pays membres et d'autres institutions intéressés.

8. Remarques Finales et Recommandations Politiques

Beaucoup de pays de l'OCI font toujours face à plusieurs obstacles et défis sérieux dans les domaines du développement agricole et de la sécurité alimentaire qui devraient être traités avec beaucoup de soin par les autorités compétentes et les décideurs politiques ainsi que les représentants du secteur privé dans ces pays. À cet égard, on a observé que, avec le temps, l'activité agricole dans la plupart des pays de l'OCI a été légèrement remplacée par celle des services ainsi que, dans une moindre mesure, par l'activité industrielle, où la part moyenne de l'agriculture en leur PIB total s'est élevée seulement à 104% en 2014, diminuant progressivement d'environ 16,3% au début des années 90. En fait, les divers facteurs politiques, structureaux, climatiques et géographiques étaient à l'origine de cette réalité tragique. Dans la majorité des pays de l'OCI, ces facteurs incluent les impacts négatifs de la transformation économique et les efforts structureaux de diversification sur le secteur agricole, entraînant l'augmentation des taux de migration de la main-d'œuvre agricole des zones rurales aux zones urbaines à la recherche de salaires plus élevés dans d'autres secteurs, surtout le secteur des services, la pénurie des ressources en eau et les investissements et infrastructures agricoles insatisfaisants, le taux d'utilisation des machines et technologies agricoles insuffisant, les fluctuations des prix de produits agricoles de base sur le marché mondial et les difficultés commerciales auxquelles plusieurs pays font toujours face sur les marchés internationaux des produits de base.

Tous ces facteurs ont un impact défavorable qui pèsent sur la productivité agricole dans plusieurs pays de l'OCI et sur la moyenne de tout le groupe. Par conséquent, la production agricole et l'approvisionnement en produits agricoles, surtout les produits alimentaires, dans la plupart des pays de l'OCI n'ont pas suivi la croissance rapide de la demande alimentaire due à l'augmentation rapide de leurs populations, menant à un écart alimentaire élargi qui

doit être comblé par les importations. Ceci rend ces pays, en particulier les 28 PFRDV de l'OCI, vulnérables à toute forte augmentation dans les prix de denrées alimentaires internationaux en augmentant les factures d'importation alimentaire et les déficits commerciaux, posant des impacts négatifs sérieux sur la santé et l'éducation, et par conséquent, empirant la situation de la sécurité alimentaire déjà bien fragile en augmentant le nombre de personnes sous-alimentées. D'ailleurs, les conflits internes dans certains de ces pays ont poussé un grand nombre d'agriculteurs à abandonner leurs terres et ont affecté la production agricole et le commerce de manière directe ou indirecte. En attendant, les pénuries alimentaires dues aux précipitations insatisfaisantes et d'autres conditions climatiques défavorables ont continué à toucher certains de ces pays, qui ont fait face à des urgences alimentaires et ont été classés en tant que pays en crise ayant besoin de l'aide externe.

En conséquence, les contraintes et les défis majeurs qui entravent le développement agricole, et, ainsi, la sécurité alimentaire dans la majorité des pays de l'OCI peuvent être récapitulés comme suit:

- L'Utilisation inadéquate des ressources hydriques et des terres due à la pénurie et l'utilisation insuffisante des ressources en eau, des machines et technologies agricoles .
- La structure de la propriété agricole et les droits d'utilisation de l'eau insuffisante due au manque des règles légales et cadres réglementaires appropriés, ainsi que des problèmes liés aux accords transfrontaliers sur le partage des eaux.
- Les niveaux faible de productivité agricole et l'accès difficile aux intrants de la production aux infrastructure et services connexes.
- L'insuffisance des investissements agricoles et des ressources financières et les fluctuations dans les prix des produits agricoles de base dans le monde ainsi que d'autres difficultés commerciales rencontrées sur les marchés internationaux des produits de base.
- La transformation économique inadéquate, les politiques de diversification structurale, et la migration croissante de la main-d'œuvre agricole des zones rurales aux zones urbaines à la recherche des salaires plus élevés dans d'autres secteurs, en particulier dans le secteur des services.
- Les préoccupations concernant la gouvernance, la stabilité politique et économique, les faibles capacités institutionnelles et bureaucraties administratives, et l'insuffisance des plans et stratégies agricoles .

Cependant, en dépit de ces contraintes et défis, en comptant 37,7% de leur population totale en 2014, l'agriculture reste toujours un secteur économique très important et crucial dans plusieurs pays de l'OCI, ayant un grand potentiel pour améliorer l'état de la sécurité alimentaire dans ces pays en tant que groupe. Ceci est d'autant plus vrai si l'on tient compte du fait que les 57 pays de l'OCI sont dispersés au-dessus d'un immense territoire géographique dans différentes régions climatiques dans les quatre continents et, en tant que groupe, ils sont dotés des ressources économiques potentielles dans différents champs et secteurs à savoir l'eau et les terres arables, l'énergie et l'exploitation minière, les ressources humaines, et une grande région commerciale stratégique. D'ailleurs, 25 pays de l'OCI de différentes régions climatiques sont classés mondialement parmi les 20 producteurs principaux des produits agricoles. Ces produits varient des céréales comme le blé, le riz et le maïs aux produits des zones tropicales/tempérées tels que l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et le sucre.

Par conséquent, on pense généralement qu'il y a toujours une grande place pour le développement du secteur agricole durable et alimentaire dans les pays de l'OCI. En générale, ceci exige l'adoption des stratégies à long terme ainsi que des plans et aux

programmes à moyen et à court terme aux niveaux nationaux et régionaux, tout en créant un environnement favorable de coopération et de coordination de l'OCI. Dans ce contexte, les recommandations suivantes peuvent être considérées comme des lignes directrices en matière de bonnes pratiques aux niveaux de coopération nationale et intra-OCI.

- Au niveau national, la productivité agricole devrait être renforcée, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires, grâce à un élargissement de la superficie des terres arables (c.-à-d. l'expansion des terres cultivées) par des investissements nationaux appropriés et/ou en attirant des investissements directs étrangers (FDI) dans le secteur agricole.
- Le fait d'ouvrir la voie à davantage d'investissements intra-OCI dans le secteur agricole devrait être encouragé et promu, en particulier dans les pays de l'OCI dont les économies sont fondées sur l'agriculture et qui sont dotés de ressources agricoles de base à savoir les terres arables et les ressources en eau.
- Établir une Agence Agricole de Promotion d'Investissement de l'OCI (OCI-AIPA) est recommandé en vue d'encourager et de favoriser des investissements directs dans le secteur agricole dans les pays de l'OCI en facilitant les opportunités d'investissement pour les investisseurs que se soit au niveau de la communauté de l'OCI ou ailleurs.
- Établir un Centre d'Amélioration de Semences et de Cultures de l'OCI (OCI-SCIC) est recommandé dans le but de créer, de partager et d'exploiter les connaissances et technologies pour améliorer la productivité agricole et la rentabilité des systèmes d'exploitation agricole et de réaliser, de ce fait, une sécurité alimentaire durable et réduire la pauvreté dans les pays membres de l'OCI.
- Développer un marché agricole de bourses commerciales en ligne de l'OCI (OCI-ACEM) est recommandé en vue de faciliter des échanges des produits agricoles parmi les pays de l'OCI et au niveau international, tant physiquement qu'en termes les titres négociables. Ceci servira également desystème d'information sur les marchés alimentaires au niveau de la Communauté tout entière. Un bulletin périodique de l'OCI lié à cet effort devrait également être publié.
- Investir dans les installations de transformation agricole devrait être favorisé en particulier dans les principaux pays producteurs de l'OCI en vue d'améliorer les produits agricoles à valeur ajoutée et renforcer de ce fait la compétitivité de ces produits sur les marchés internationaux. À cet égard, les arques de denrées alimentaires les plus connues mondialement l'OCI peuvent être développées en fournissant le financement suffisant au secteur alimentaire privé afin de concurrencer sur les marchés globaux. À cette fin, établir des fonds de l'industrie agro-alimentaire de l'OCI pour encourager les investissements dans les programmes de sécurité alimentaire et du secteur alimentaire devrait être considéré.
- Il est recommandé de développer un programme de sécurité alimentaire de l'OCI pour la réadaptation et la reconstruction du secteur agricole et alimentaire particulièrement dans les PMA de l'OCI et les PFRDV de l'OCI afin d'empêcher, se préparer et atténuer l'impact des catastrophes naturelles dans le secteur agricole. Dans ce contexte, les décisions politiques devraient être développées dans le but de protéger les pauvres contre des chocs et des pénuries alimentaires de prix de denrées alimentaires, dans une intervention immédiate par les gouvernements de ces pays. Il y a également une nécessité pressante d'établir des installations de stockage comme des maisons de céréales servir à ce besoin. En outre, des politiques efficaces devraient être développées pour aider les petits exploitants agricoles à exploiter leur potentiel réel en créant des micro-crédits aux niveaux nationaux et de l'OCI.
- Il faut aborder de toute urgence, tant aux niveaux nationaux qu'au niveau de coopération de l'OCI, la question du manque d'eau dans le cadre de la sécurité alimentaire, la santé et

l'hygiène publique, et l'accès à l'eau potable. L'infrastructure et les systèmes d'irrigation physiques dans les secteurs ruraux devraient particulièrement être promus en encourageant plus d'investissement dans les systèmes d'irrigation modernes et efficaces.

- L'environnement d'affaires et d'investissement devrait être renforcé au niveau national par des incitations aux investisseurs à l'intérieur comme à l'extérieur des pays de l'OCI en présentant des mesures spécifiques dans les cadres de normalisation nationaux et en favorisant des approches d'investissement communs à savoir le commerce multilatéral/programmes d'investissement et stratégies multilatéraux dans des marchés de l'OCI, menés par des banques d'affaires privées. Pour atteindre ce but, les pays membres devraient résorber et renouveler les règlements compliqués, les autorisations et les autres obstacles institutionnels.
- Il est recommandé de développer et adopter un mécanisme d'intervention d'urgence dans le but de réduire au minimum les impacts défavorables du changement climatique et des conséquences des catastrophes naturelles comme les inondations, les sécheresses et les cyclones, qui causes de graves dégâts au secteur agricole et constituent une grande menace à la survie des millions de personnes à travers les pays de l'OCI.
- Il faut établir des programmes efficaces et décisifs de subvention d'engrais car la productivité agricole dépend de la quantité et de la qualité des entrées, et la situation de la sécurité alimentaire est largement affectée par des hausses simultanées des prix de produits alimentaires et des prix de matières premières dans les marchés internationaux
- Des stratégies devraient être conçues pour augmenter le nombre de machines agricoles, y compris l'établissement des systèmes de location locales, et assurer une utilisation plus efficace aux machines existantes. Ces stratégies comprennent, entre autres, la fourniture des cours de formation aux agriculteurs.
- la fourniture appropriée de programmes de formation aux paysans et aux agriculteurs devrait être assurée pour le bon usage des techniques d'irrigation, à savoir l'irrigation localisée, ainsi que les incitations d'augmenter l'utilisation des techniques similaires. Il faut également renforcer l'accès des agriculteurs à des prévisions météorologiques et en matière de prix pour une meilleure planification de cultures.
- L'établissement de grands réservoirs d'eau et l'adoption des systèmes et des techniques d'irrigation modernes devraient être favorisés en encourageant les investissements du secteur public et privé dans les nouveaux systèmes d'irrigation économes et les infrastructures de gestion de l'eau ainsi que les équipements appropriés de stockage et de contrôle hydrique comme les barrages et les lacs devrait être considéré.
- Encourager et favoriser des pratiques agricoles durables en aidant et apprenant les agriculteurs à identifier les meilleures techniques pour améliorer les productions sur les terres marginales, cultiver dans les forêts, élargir l'aquiculture, redécouvrir des aliments oubliés, et encourager l'agriculture urbaine.
- La participation du secteur privé dans des activités et des projets agricoles devrait bénéficier du soutien par les bons arrangements juridiques et des règles en vue de transformer le secteur privé à un acteur plus actif en ce qui concerne la production et le financement des projets agricoles. Ceci exigerait le fait d'aborder la question foncière, qui est l'un des plus grands obstacles face à l'acquisition des crédits bancaires nécessaires pour des millions d'agriculteurs.
- Les investissements dans les activités de la recherche et du développement, y compris les nouvelles pratiques et les innovations agricoles dans les nouvelles variétés de cultures, devraient être favorisés et encouragés, ce qui va, à son tour, contribuer considérablement à la lutte contre la pauvreté en améliorant la productivité et la valeur nutritive des aliments.

- Encourager et soutenir le développement de cultures des variétés résistantes au changement climatique, à la chaleur et la sécheresse. Il faut également favoriser et encourager des pratiques agricoles et des politiques d'occupation du sol respectueuses du climat.
- Des mesures devraient être prises au niveau national pour déployer des installations de stockage des céréales et établir des institutions d'assurance pour protéger les agriculteurs contre les pertes après les récoltes, réduisant au minimum la fréquence des bulles de prix de denrées alimentaires et les pénuries alimentaires.
- Des stratégies et des politiques devraient être développées pour favoriser le développement agro-industriel, qui est très important pour les pays en développement, entre autres, allouant des ressources proportionnées pour le développement et l'utilisation des matières premières ainsi que le choix et l'utilisation des technologies socialement adaptées.
- Une plus grande priorité devrait être accordée au développement et à renforcer l'infrastructure institutionnelle, former le personnel dans les secteurs de la technologie, la gestion, l'esprit d'entreprise, et la recherche et le développement en tant que partie essentielle des efforts qui visent à améliorer la quantité, la qualité et la sécurité des produits agro-industriels et pour stimuler le développement agro-industriel.
- Des mesures et des programmes spéciaux devraient être développés pour soutenir la compétitivité des PME et des industries agroalimentaires en favorisant, entre autres, l'esprit d'entreprise (en augmentant le soutien aux PME et aux nouveaux démarrages et en améliorant l'accès des PME aux sources financières disponibles, soutenant le développement des nouvelles technologies alimentaires et simplifiant leur accès aux programmes de financement d'innovation et de recherches), facilitant l'accès des PME agroalimentaires aux marchés régionaux et globaux, et favorisant au mieux les normes des échanges internationaux.
- En conclusion, au niveau de coopération de l'OCI, il faut renforcer la coopération au niveau de l'OCI- et régionale entre les pays membres, et renforcer les centres nationaux de recherche et du développement en vue d'adopter des technologies agricoles appropriées, qui visent à combler les lacunes importantes dans le développement des industries de transformation alimentaire et de produits agricoles.

RÉFÉRENCE

- Antón, J., Kimura, S., Lankoski, J. and Cattaneo, A., 2012. A Comparative Study of Risk Management in Agriculture under Climate Change. OECD Food, Agriculture and Fisheries Papers, No. 58, OECD Publishing.
- Arab Forum for Environment and Development (AFED), 2009. Impact of Climate Change on the Arab Countries.
- Binswanger-Mkhize, H.P. and McCalla, A.F., 2009. The Changing Context and Prospects for Agricultural and Rural Development in Africa. International Fund for Agricultural Development and African Development Bank, Rome and Tunis.
- Celine, W.R., 2007. Global Warming and Agriculture. Peterson Institute for International Economics, Washington D.C.
- Chowdhury, A., 2002. Politics, Society, and Financial Sector Reform in Bangladesh. International Journal of Social Economics, 29 (12).
- Christy, R., Mabaya, E., Wilson, N., Mutambatsere, E. and Mhlanga, N., 2009. Enabling Environments for Competitive Agro-industries (in Agro-Industries for Development by FAO and UNIDO).
- Climate and Development Knowledge Network, 2012. Managing Climate Extremes and Disasters in the Agriculture Sector: Lessons from the IPCC SREX Report.
- Croppenstedt, A., Demeke, M. and Meschi, M., 2003. Technology Adoption in the Presence of Constraints: the Case of Fertilizer Demand in Ethiopia. Rev. Dev. Econ., 7(1): 58-70.
- FAO, 2008a. Enabling Environments for Competitive Agro-Industries. Paper for Global Agro-Industries Forum, April.
- FAO, 2008b. Climate Change and Food Security: A Framework Document.
- FAO, 2009. The State of Food and Agriculture: Livestock in the Balance.
- FAO, 2012a. The State of Food and Agriculture: Investing in Agriculture for a Better Future.
- FAO, 2012b. The State of World Fisheries and Aquaculture.
- FAO, 2013a. The State of Food and Agriculture: Food Systems for Better Nutrition.
- FAO, 2013b. Statistical Yearbook: World Food and Agriculture.
- FAO, 2015. Crop Prospects and Food Situation.
- FAO, 2015. The impact of natural hazards and disasters on agriculture and food security and nutrition.
- FAO, 2015. The State of Food Insecurity (SOFI) report.
- Food and Agriculture Organization (FAO), 2007. Coping with Water Scarcity - Challenge of the Twenty-first Century.
- Foster, A. and Rosenzweig, M.R., 2010. Macroeconomics of Technology Adoption. Annual Review of Economics, 2(1), pp. 395-424.
- Gitz, V., and Meybeck, A., 2012. Risks, vulnerabilities and resilience in a context of climate change. Proceedings of the FAO/OECD Workshop: Building Resilience for Adaptation to Climate Change in the Agriculture Sector.
- Grimm M., 2009. Food Price Inflation and Children's Schooling. Institute of Social Studies (ISS) Working Paper No. 472.

- Harvard World Model United Nations (WORLDMUN), 2013. Organisation for Islamic Cooperation Study Guide: Agricultural Development and Access to Food in Crisis Situations.
- High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition (HLPE), 2012. Climate Change and Food Security.
- Ice2Sea, 2013. From Ice to High Seas: Sea-level rise and European coastlines, The ice2sea Consortium, Cambridge, UK.
- IMF, 2013. World Economic Outlook, April.
- IMF, 2014. World Economic Outlook, April.
- International Monetary Fund (IMF), 2012. World Economic Outlook, April.
- IPCC, 2007. Fourth Assessment Report.
- IPCC, 2007. Fourth Assessment Report. Intergovernmental Panel on Climate Change Secretariat. Geneva, Switzerland. <http://www.ipcc.ch/>
- IPCC, 2008. Technical Paper VI: Climate Change and Water.
- IPCC, 2012. Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation, Cambridge, UK.
- IPCC, 2014. Fifth Assessment Report. Intergovernmental Panel on Climate Change Secretariat. Geneva, Switzerland. <http://www.ipcc.ch/>
- IWMI, 2010. Managing Water for Rainfed Agriculture, International Water Management Institute, Issue 10.
- Jack, B.K., 2011. Market Inefficiencies and the Adoption of Agriculture Technologies in Developing Countries." Center for International Development (CID) Working Paper No.50.
- Mahul, O. and Skees, J.R., 2007. Managing Agricultural Risk at the Country Level: The Case of Index-Based Livestock Insurance in Mongolia. World Bank Policy Research Working Paper #4325, Washington D.C.
- Mahul, O. and Stutley, 2010. Government Support to Agricultural Insurance: Challenges and Options for Developing Countries. World Bank, Washington D.C.
- Mittal, A., 2009. The 2008 Food Price Crisis: Rethinking Food Security Policies. UNCTAD G-24 Discussion Paper Series No. 56, June.
- Morris, M., Binswanger-Mkhize, H.P and Byerlee, D., 2011. Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond. Working Paper at the ASTI-FARA-IFPRI Conference.
- OECD & FAO, 2014. OECD-FAO Agricultural Outlook 2014-2023.
- Ozor, N., 2008. Challenges and impacts of agricultural biotechnology on developing societies. African Journal of Biotechnology, 7 (4), pp. 322-330.
- Phocaides, A., 2000. Technical Handbook on Pressurized Irrigation Techniques, UN-FAO. Accessible via: <http://www.fao.org/>
- SESRIC, 2010. Agriculture and Food Security: Its Importance for Development and Poverty Alleviation.
- SESRIC, 2015. OIC Water Report 2015.
- The World Bank, 2005. Managing Agricultural Production Risks: Innovations in Developing Countries. World Bank Agriculture and Rural Development Department, Report No. 32727.
- The World Bank, 2009. "Awakening Africa's Sleeping Giant: Prospects for Commercial Agriculture in the Guinea Savannah Zone and Beyond." Directions in

Development. Washington, DC: World Bank and FAO.

The World Bank, 2013. Turn Down the Heat: Climate Extremes, Regional Impacts, and the Case for Resilience.

The World Bank, 2014. World Development Report 2014.

UNEP, 2009. The Environmental Food Crisis: The Environmental's Role in Averting Future Food Crisis.

UNEP, 2012. The Emissions Gap Report 2012.

UNEP, 2015. The Emissions Gap Report 2015.

Wilkinson, J. and Rocha, R., 2008. Agro-industries trends, patterns and developmental impacts, Global Agro-Industries Forum, 2008.

Wilkison, J., 2004. The Food Processing Industry, Globalization and Developing Countries. Online Journal of Agricultural and Development Economics, 1(2), pp. 184-201.

SOURCES DE DONNÉES

AQUASTAT:

<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/main/index.stm>

ASTI (Agriculture Science and Technology Indicators): <http://www.asti.cgiar.org/>

FAOSTAT: <http://faostat.fao.org/>

IMF World Economic Outlook Database (v. April 2015).

UN Statistical Division, National Accounts Main Aggregates Database.

The World Bank, World Development Indicators Online Database.

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau A.1: Population (2014)

Pays	Total, million	Urbain		Rural		Agricole	
		million	en % total	(million)	en % total	(million)	en % total
Afghanistan	31281	7648	24.45	23633	75.5506538	5931	18.96
Albanie	3185	1804	56.64	1381	43.3594976	581	18.24
Algérie	39929	30137	75.48	9792	24.5235293	3399	8.51
Azerbaïdjan	9515	5172	54.36	4343	45.6437204	1071	11.26
Bahreïn	1344	1195	88.91	149	11.0863095	3	0.22
Bangladesh	158513	47333	29.86	111180	70.1393577	31974	20.17
Benin	10600	4968	46.87	5632	53.1320755	1782	16.81
Brunei	423	326	77.07	97	22.9314421	0.01	..
Burkina Faso	17420	5058	29.04	12362	70.9644087	7435	42.68
Cameroun	22819	12280	53.81	10539	46.1851965	309	1.35
Tchad	13211	2915	22.06	10296	77.9350541	3280	24.83
Comores	752	213	28.32	539	71.6755319	228	30.32
Côte d'Ivoire	20805	11125	53.47	9680	46.5272771	2719	13.07
Djibouti	886	685	77.31	201	22.6862302	287	32.39
Egypte	83387	36682	43.99	46705	56.0099296	6232	7.47
Gabon	1711	1491	87.14	220	12.8579778	198	11.57
Gambie	1909	1125	58.93	784	41.0686223	672	35.20
Guinée	12044	4443	36.89	7601	63.1102624	4572	37.96
Guinée-Bissau	1746	802	45.93	944	54.0664376	509	29.15
Guyana	804	230	28.61	574	71.3930348	51	6.34
Indonésie	252812	133983	53.00	118829	47.0029113	50012	19.78
Iran	78470	54537	69.50	23933	30.4995554	6621	8.44
Iraq	34769	23076	66.37	11693	33.6305329	402	1.16
Jordan	7505	6262	83.44	1243	16.5622918	118	1.57
Kazakhstan	16607	8851	53.30	7756	46.7031974	1132	6.82
Koweït	3479	3420	98.30	59	1.69588962	17	0.49
Kirghizstan	5625	2003	35.61	3622	64.3911111	502	8.92
Liban	4966	4349	87.58	617	12.4244865	26	0.52
Libye	6253	4893	78.25	1360	21.7495602	54	0.86
Malaisie	30188	22579	74.79	7609	25.2053796	1459	4.83
Maldives	352	157	44.60	195	55.3977273	22	6.25
Mali	15768	5814	36.87	9954	63.1278539	3064	19.43
Mauritanie	3984	1686	42.32	2298	57.6807229	863	21.66
Maroc	33493	19468	58.13	14025	41.8744215	2878	8.59
Mozambique	26473	8460	31.96	18013	68.0429116	9788	36.97
Niger	18535	3446	18.59	15089	81.4081467	5021	27.09
Nigeria	178517	91888	51.47	86629	48.527031	12577	7.05
Oman	3926	2913	74.20	1013	25.8023434	451	11.49
Pakistan	185133	68855	37.19	116278	62.8078192	26260	14.18
Palestine	4436	3328	75.02	1108	24.9774572	103	2.32
Qatar	2268	2249	99.16	19	0.8377425	8	0.35
Arabie Saoudite	29369	24352	82.92	5017	17.0826382	440	1.50
Sénégal	14548	6321	43.45	8227	56.5507286	4515	31.04
Sierra Leone	6205	2505	40.37	3700	59.6293312	1350	21.76
Somalie	10806	4231	39.15	6575	60.8458264	2794	25.86
Soudan	38764	11664	30.09	27100	69.9102226	6087	15.70
Suriname	544	386	70.96	158	29.0441176	33	6.07
Syrie	21987	12587	57.25	9400	42.7525356	1352	6.15
Tadjikistan	8409	2243	26.67	6166	73.3261981	907	10.79
Togo	6993	2760	39.47	4233	60.5319605	1458	20.85
Tunisie	11117	7443	66.95	3674	33.0484843	821	7.39
Turquie	75837	56324	74.27	19513	25.7301845	7607	10.03
Turkménistan	5307	2638	49.71	2669	50.2920671	735	13.85
Ouganda	38845	6536	16.83	32309	83.1741537	12542	32.29
EAU	9446	8050	85.22	1396	14.7787423	154	1.63
Ouzbékistan	29325	10652	36.32	18673	63.6760443	2689	9.17
Yémen	24969	8506	34.07	16463	65.9337579	2215	8.87
Total de l'OCI/Moyenne	1678314	815047		863267		238310	
Autres en Dev./Moyenne	4541747	2227037		2314710		1084400	
Total Mondial/Moyenne	7239382	3877620		3361762		1333629	
OCI (% en Dev.)	36.95	36.60		37.29		21.98	
OCI (% du Monde)	23.18	21.02		25.68		17.87	

Source: Base de données en ligne FAOSTAT

Tableau A.2: Terres Agricoles (2013)

	Superficie des Terres		Zone Agricole		Terres Arables		Cultures permanentes		Pâturages permanents	
	1,000 Ha	1,000 Ha	% de Superficie des Terres	1,000 Ha	% de Zones Agri.	1,000 Ha	% de Zones Agri.	1,000 Ha	% de Zones Agri.	
Afghanistan	65286	37910	58.07	7785	20.54	125	0.33	30000	79.13	
Albanie	2740	1187.3	43.33	617.1	51.98	79.2	6.67	491	41.35	
Algérie	238174	41431.64	17.40	7496.2	18.09	939	2.27	32996.43	79.64	
Azerbaïdjan	8265.9	4769.8	57.70	1925.3	40.36	230.3	4.83	2614.2	54.81	
Bahreïn	77	8.6	11.17	1.6	18.60	3	34.88	4	46.51	
Bangladesh	13017	9108	69.97	7678	84.30	830	9.11	600	6.59	
Benin	11276	3750	33.26	2700	72.00	500	13.33	550	14.67	
Brunei	527	14.4	2.73	5	34.72	6	41.67	3.4	23.61	
Burkina Faso	27360	12300	44.96	6200	50.41	100	0.81	6000	48.78	
Cameroun	47271	9750	20.63	6200	63.59	1550	15.90	2000	20.51	
Tchad	125920	49935	39.66	4900	9.81	35	0.07	45000	90.12	
Comores	186.1	133	71.47	65	48.87	53	39.85	15	11.28	
Côte d'Ivoire	31800	20600	64.78	2900	14.08	4500	21.84	13200	64.08	
Djibouti	2318	1702	73.43	2	0.12	..	..	1700	99.88
Egypte	99545	3761	3.78	2738	72.80	1023	27.20	..	..
Gabon	25767	5160	20.03	325	6.30	170	3.29	4665	90.41	
Gambie	1012	605	59.78	440	72.73	5	0.83	160	26.45	
Guinée	24572	14500	59.01	3100	21.38	700	4.83	10700	73.79	
Guinée-Bissau	2812	1630	57.97	300	18.40	250	15.34	1080	66.26	
Guyana	19685	1678	8.52	420	25.03	28	1.67	1230	73.30	
Indonésie	181157	57000	31.46	23500	41.23	22500	39.47	11000	19.30	
Iran	162855	46161	28.34	14878	32.23	1806	3.91	29477	63.86	
Iraq	43432	9230	21.25	5000	54.17	230	2.49	4000	43.34	
Jordan	8878	1056.6	11.90	231	21.86	83.6	7.91	742	70.23	
Kazakhstan	269970	216994.1	80.38	29394.7	13.55	131.5	0.06	187467.9	86.39	
Koweït	1782	153.6	8.62	10.6	6.90	7	4.56	136	88.54	
Kirghizstan	19180	10585.8	55.19	1276	12.05	74.8	0.71	9235	87.24	
Liban	1023	658	64.32	132	20.06	126	19.15	400	60.79	
Libye	175954	15355	8.73	1720	11.20	335	2.18	13300	86.62	
Malaisie	32855	7839	23.86	954	12.17	6600	84.19	285	3.64	
Maldives	30	7.9	26.33	3.9	49.37	3	37.97	1	12.66	
Mali	122019	41201	33.77	6411	15.56	150	0.36	34640	84.08	
Mauritanie	103070	39711	38.53	450	1.13	11	0.03	39250	98.84	
Maroc	44630	30401	68.12	8045	26.46	1356	4.46	21000	69.08	
Mozambique	78638	49950	63.52	5650	11.31	300	0.60	44000	88.09	
Niger	126670	44782	35.35	15900	35.51	100	0.22	28782	64.27	
Nigeria	91077	70800	77.74	34000	48.02	6500	9.18	30300	42.80	
Oman	30950	1468.5	4.74	37.7	2.57	30.8	2.10	1400	95.34	
Pakistan	77088	36280	47.06	30470	83.99	810	2.23	5000	13.78	
Palestine	602	262	43.52	46	17.56	66	25.19	150	57.25	
Qatar	1161	67.61	5.82	14.11	20.87	3.5	5.18	50	73.95	
Arabie Saoudite	214969	173295	80.61	3068	1.77	227	0.13	170000	98.10	
Sénégal	19253	8918	46.32	3250	36.44	68	0.76	5600	62.79	
Sierra Leone	7218	3948.65	54.71	1583.65	40.11	165	4.18	2200	55.72	
Somalie	62734	44125	70.34	1100	2.49	25	0.06	43000	97.45	
Suriname	237000	108815.3	45.91	17220	15.82	145.3	0.13	91450	84.04	
Syrie	15600	83.2	0.53	60	72.12	6	7.21	17.2	20.67	
Tadjikistan	18363	13921	75.81	4662	33.49	1071	7.69	8188	58.82	
Togo	13996	4875	34.83	860	17.64	140	2.87	3875	79.49	
Tunisie	5439	3820	70.23	2650	69.37	170	4.45	1000	26.18	
Turquie	15536	9943	64.00	2853	28.69	2276	22.89	4814	48.42	
Turkménistan	76963	38423	49.92	20574	53.55	3232	8.41	14617	38.04	
Ouganda	46993	33838	72.01	1940	5.73	60	0.18	31838	94.09	
EAU	20052	14415	71.89	6900	47.87	2200	15.26	5315	36.87	
Ouzbékistan	8360	382.3	4.57	37.5	9.81	39.8	10.41	305	79.78	
Yémen	42540	26770	62.93	4400	16.44	370	1.38	22000	82.18	
Total de l'OCI/Moyenne	52797	23546	44.60	1248	5.30	298	1.27	22000	93.43	
Autres en Dév./Moyenne	3178445	1409016.3		306328.36		62843.8		1039844.13		
Total Mondial/Moyenne	7713049.26	2998198.29		875307.05		98728.1		2006860.87		
OCI (% en Dév.)	13951206.8	5444287.25		1514161.48		180867.19		3720726.8		
OCI (% du Monde)	41.21	47.00		35.00		63.65		51.81		
Afghanistan	22.78	25.88		20.23		34.75		27.95		

Source: Base de données en ligne FAOSTAT

Tableau A.3: Ressources en Eau (2008-2014)

	Précipitation moyenne en Profondeur (mm/yr)	IRWR (km3/yr)	ERWR (km3/yr)	TRWR (km3/yr)	TRWR par habitant (m3/yr)	Taux de dépendance %
Afghanistan	327	47.15	18.18	65.33	2088	28.72
Albanie	1485	26.9	3.3	30.2	9482	10.93
Algérie	89	11.25	0.42	11.67	292.3	3.599
Azerbaïdjan	447	8.115	26.56	34.68	3645	76.6
Bahreïn	83	0.004	0.112	0.116	86.31	96.55
Bangladesh	2666	105	1122	1227	7741	91.44
Benin	1039	10.3	16.09	26.39	2490	60.97
Brunei	2722	8.5	0	8.5	20095	0
Burkina Faso	748	12.5	1	13.5	775	7.407
Cameroun	1604	273	10.15	283.1	12406	3.585
Tchad	322	15	30.7	45.7	3459	67.18
Comores	900	1.2	0	1.2	1596	0
Cote d'Ivoire	1348	76.84	7.3	84.14	4044	8.676
Djibouti	220	0.3	0	0.3	338.6	0
Egypte	51	1.8	56.5	58.3	699.1	96.91
Gabon	1831	164	2	166	97019	1.205
Gambie	836	3	5	8	4191	62.5
Guinée	1651	226	0	226	18765	0
Guinée-Bissau	1577	16	15.4	31.4	17984	49.04
Guyana	2387	241	30	271	337065	11.07
Indonésie	2702	2019	0	2019	7986	0
Iran	228	128.5	8.545	137	1746	6.773
Iraq	216	35.2	54.66	89.86	2584	60.83
Jordan	111	0.682	0.255	0.937	124.9	27.21
Kazakhstan	250	64.35	44.06	108.4	6527	40.64
Koweït	121	0	0.02	0.02	5.749	100
Kirghizstan	533	48.93	-25.31	23.62	4199	1.128
Liban	661	4.8	-0.297	4.503	906.8	0.7854
Libye	56	0.7	0	0.7	111.9	0
Malaisie	2875	580	0	580	19213	0
Maldives	1972	0.03	0	0.03	85.23	0
Mali	282	60	60	120	7610	50
Mauritanie	92	0.4	11	11.4	2861	96.49
Maroc	346	29	0	29	865.9	0
Mozambique	1032	100.3	116.8	217.1	8201	53.8
Niger	151	3.5	30.55	34.05	1837	89.72
Nigeria	1150	221	65.2	286.2	1603	22.78
Oman	125	1.4	0	1.4	356.6	0
Pakistan	494	55	191.8	246.8	1333	77.71
Palestine	402	0.812	0.025	0.837	188.7	2.987
Qatar	74	0.056	0.002	0.058	25.57	3.448
Arabie Saoudite	59	2.4	0	2.4	81.72	0
Sénégal	686	25.8	13.17	38.97	2679	33.8
Sierra Leone	2526	160	0	160	25786	0
Somalie	282	6	8.7	14.7	1360	59.18
Soudan	250	4	33.8	37.8	975.1	96.13
Suriname	2331	99	0	99	181985	0
Syrie	252	7.132	9.67	16.8	764.1	72.36
Tadjikistan	691	63.46	-41.55	21.91	2606	17.34
Togo	1168	11.5	3.2	14.7	2102	21.77
Tunisie	207	4.195	0.42	4.615	415.1	9.101
Turquie	593	227	-15.4	211.6	2790	1.518
Turkménistan	161	1.405	23.36	24.77	4667	97
Ouganda	1180	39	21.1	60.1	1547	35.11
EAU	78	0.15	0	0.15	15.88	0
Ouzbékistan	206	16.34	32.53	48.87	1666	80.07
Yémen	167	2.1	0	2.1	84.1	0
Total de l'OCI/Moyenne	47043	5271	1958	7229	4652	32
Autres en Dév./Moyenne	130474	31846	7843	39689	9373	18
Total Mondial/Moyenne	208187	42788	10199	52987	7601	23
OCI (% en Dév.)	36.06	16.55	24.97	18.22	..	..
OCI (% du Monde)	22.60	12.32	19.20	13.64	..	..

Source: Base de données en ligne AQUASTAT

Tableau A.4: Prélèvement d'Eau (2008-2014)

	Total d'eau Prélevé			Eau Prélevée pour l'Agriculture		
	km3/an	% d'IRWR	% de TRWR	km3/an	% de Retrait total	% de TRWR
Afghanistan	20.37	43.21	31.18	20.00	98.17	30.61
Albanie	1.31	4.87	4.34	0.52	39.49	1.71
Algérie	6.03	53.63	51.70	3.50	58.04	30.01
Azerbaïdjan	12.98	159.96	37.43	10.10	77.81	29.12
Bahreïn	0.36	8935.00	308.10	0.16	44.54	137.24
Bangladesh	35.87	34.16	2.92	31.50	87.82	2.57
Benin	0.13	1.26	0.49	0.06	45.38	0.22
Brunei	..	..	..	..	..	..
Burkina Faso	0.82	6.54	6.06	0.42	51.43	3.12
Cameroun	1.09	0.40	0.38	0.74	67.71	0.26
Tchad	0.88	5.86	1.92	0.67	76.42	1.47
Comores	0.01	0.83	0.83	0.00	47.00	0.39
Cote d'Ivoire	1.55	2.02	1.84	0.60	38.43	0.71
Djibouti	0.02	6.33	6.33	0.00	15.79	1.00
Egypte	68.30	3794.44	117.15	59.00	86.38	101.20
Gabon	0.14	0.08	0.08	0.04	28.97	0.02
Gambie	0.10	3.39	1.27	0.04	38.58	0.49
Guinée	0.57	0.25	0.25	0.29	51.04	0.13
Guinée-Bissau	0.19	1.19	0.61	0.14	75.79	0.46
Guyana	1.44	0.60	0.53	1.36	94.34	0.50
Indonésie	131.40	6.51	6.51	92.76	70.59	4.59
Iran	93.30	72.61	68.10	86.00	92.18	62.77
Iraq	66.00	187.50	73.45	52.00	78.79	57.87
Jordan	0.94	137.96	100.42	0.61	64.96	65.23
Kazakhstan	21.14	32.85	19.50	14.00	66.22	12.92
Koweït	0.96	..	4817.50	0.49	51.05	2459.50
Kirghizstan	7.66	15.66	32.43	7.10	92.69	30.06
Liban	1.31	27.29	29.09	0.78	59.54	17.32
Libye	4.33	618.00	618.00	3.58	82.85	512.00
Malaisie	11.20	1.93	1.93	2.51	22.38	0.43
Maldives	0.01	19.67	19.67	0.00	0.00	0.00
Mali	5.19	8.64	4.32	5.08	97.86	4.23
Mauritanie	1.35	337.55	11.84	1.22	90.58	10.73
Maroc	10.43	35.97	35.97	9.16	87.78	31.57
Mozambique	0.98	0.98	0.45	0.69	70.42	0.32
Niger	0.73	20.91	2.15	0.66	89.70	1.93
Nigeria	13.11	5.93	4.58	7.05	53.75	2.46
Oman	1.32	94.36	94.36	1.17	88.42	83.43
Pakistan	183.45	333.55	74.33	172.40	93.98	69.85
Palestine	0.42	51.48	49.94	0.19	45.22	22.58
Qatar	0.44	792.86	765.52	0.26	59.01	451.72
Arabie Saoudite	23.67	986.25	986.25	20.83	88.00	867.92
Sénégal	2.22	8.61	5.70	2.07	92.98	5.30
Sierra Leone	0.21	0.13	0.13	0.05	21.54	0.03
Somalie	3.30	54.97	22.44	3.28	99.48	22.32
Soudan	26.94	673.38	71.26	25.91	96.19	68.54
Suriname	0.62	0.62	0.62	0.43	70.00	0.44
Syrie	16.76	235.00	99.76	14.67	87.53	87.32
Tadjikistan	11.49	18.11	52.46	10.44	90.82	47.65
Togo	0.22	1.94	1.52	0.08	34.08	0.52
Tunisie	3.31	78.78	71.61	2.64	80.00	57.29
Turquie	44.50	19.60	21.03	34.00	76.40	16.07
Turkménistan	27.95	1989.61	112.85	26.36	94.30	106.42
Ouganda	0.64	1.63	1.06	0.26	40.66	0.43
EAU	4.00	2665.33	2665.33	3.31	82.84	2208.00
Ouzbékistan	56.00	342.72	114.59	50.40	90.00	103.13
Yémen	3.57	169.76	169.76	3.24	90.74	154.05
Total de l'OCI/Moyenne	933.22	17.70	12.91	784.81	84.10	10.86
Autres en Dév./Moyenne	2124.22	6.67	5.35	1606.33	75.62	4.05
Total Mondial/Moyenne	3925.51	9.17	7.41	2729.45	69.53	5.15
OCI (% en Dév.)	43.93	..	..	48.86	..	..
OCI (% du Monde)	23.77	..	..	28.75	..	..

Source: Base de données en ligne AQUASTAT

Tableau A.5: Irrigation (2008-2014)

	Surface Totale Equipée pour l'Irrigation			Techniques d'irrigation (en % totale de superficie irriguée)		
	1,000 Ha	% de Zone Agri.	% du Secteur Arable	Surface	Arroseuse	Localisé
Afghanistan	3208	8.5	41.2		3.6	
Albanie	397	33	64.9	100	0	
Algérie	513.4	1.2	6.8		7.8	
Azerbaïdjan	1426	30	76.1	91.3	10.4	0.2
Bahreïn	4	51.5	308.8	84.4	4	11.6
Bangladesh	5050	55.2	66.7	100	0	0
Benin	11	0.3	0.4	46	41.7	12.4
Brunei	1	8.8	33.3	100	0	0
Burkina Faso	18.6	0.2	0.3	79	21	0
Cameroun	22.5	0.2	0.4	75.8	24.2	
Tchad	30.3	0.1	0.7	87.6	12.4	0
Comores	0.1	0.1	0.2			
Cote d'Ivoire	47.8	0.2	1.7	24.6	75.4	
Djibouti	1	0.1	50.6			
Egypte	3422	92.8	118.7	88.5	5	6.5
Gabon	3.2	0.1	1			
Gambie	2.1	0.3	0.5	100	0	0
Guinée	20.4	0.1	0.7	97.7	1.5	0.8
Guinée-Bissau	8.6	0.5	2.9	100		
Guyana	150.1	9	35.7	100	0	0
Indonésie	6722	12.5	28.5	100	0	0
Iran	8132	16.8	47.3	91.4	3.4	5.2
Iraq	3525	40.3	78.3			0.2
Jordan	78.9	7.7	39.3	17.6	1.3	81.2
Kazakhstan	1200	0.6	5.1	96.6	2.5	0.9
Koweït	8.6	5.7	76.1	35.1	7	13.4
Kirghizstan	1077	10.1	84.4	96.6	3.4	0
Liban	90	13.1	62.1	63.6	27.9	8.6
Libye	470	3	26.9			
Malaisie	340.7	4.3	18.9	100	0	0
Maldives	0	0	0			
Mali	97.5	0.2	1.5	100	0.1	0
Mauritanie	45	0.1	11.5			
Maroc	1459	4.9	18.1	82.9	10.4	6.7
Mozambique	118.1	0.2	2.3			
Niger	13.7	0	0.1			
Nigeria	238.2	0.3	0.7	100	0	
Oman	58.9	3.2	59.4	79.3	11.3	9.4
Pakistan	19270	73.3	94.3	100		
Palestine	20.1	5.5	20.1			
Qatar	12.9	19.9	107.8	75	14	10.9
Arabie Saoudite	1731	1	54.1	31.6	59.4	1.8
Sénégal	102.2	1.1	2.7	100	0	0.4
Sierra Leone	1	0	0.1	100	0	0
Somalie	50	0.1	5	100		
Soudan	1731	1.3	8.6			
Suriname	51.2	62.9	88.2	98.3	1.7	0
Syrie	1439	10.3	30.8	86.9	9	4
Tadjikistan	742.1	15.6	100	100	0	0
Togo	2.3	0.1	0.1	100		
Tunisie	367	3.7	13.6	58.6	24.5	16.9
Turquie	4970	12.8	23.3	92	6	2
Turkménistan	1744	5.3	94.3	100	0	0
Ouganda	5.6	0	0.1	95.9	4.1	
EAU	226.6	39.8	354.1	12	1.8	86.3
Ouzbékistan	4281	16.1	99.5	99.9	0	0.1
Yémen	454.3	1.9	38.8	99.9	0.1	0.1
Total de l'OCI/Moyenne	75212.7	5.3	25.7	82.1	3.5	1.7
Autres en Dév./Moyenne	177344.8	7.3	23.7	89.3	6.9	1.2
Total Mondial/Moyenne	296381.1	6.1	21.5	80.1	10.3	2.0
OCI (% en Dév.)	34.2					
OCI (% du Monde)	25.4					

Source: Base de données en ligne AQUASTAT

Tableau A.6: Valeur ajoutée par les Principaux Secteurs d'Activité Économique (%)

	Agriculture			Industrie (non-Man.)			Fabrication			Services		
	2000	2005	2014	2000	2005	2014	2000	2005	2014	2000	2005	2014
Afghanistan	36.6	29.6	25.7	10.3	8.9	10.2	16.7	13.0	11.9	36.5	48.5	52.2
Albanie	20.1	20.7	22.7	28.5	22.0	20.1	28.5	7.0	6.4	46.4	50.4	50.8
Algérie	8.0	8.6	10.7	55.1	47.2	39.9	55.1	4.3	4.1	32.3	40.0	45.4
Azerbaïdjan	9.8	5.9	5.7	56.2	58.9	52.8	56.2	5.1	5.1	27.0	30.1	36.4
Bahreïn	0.3	0.3	0.3	29.9	30.8	32.5	29.9	14.6	14.9	56.9	54.2	52.3
Bangladesh	20.1	17.8	16.1	10.7	9.3	10.2	10.7	16.9	17.4	52.6	56.0	56.3
Benin	27.1	25.4	23.0	9.1	9.3	8.6	9.1	15.4	14.1	42.5	49.9	54.3
Brunei Darussalam	0.9	0.7	0.8	57.2	52.7	50.9	57.2	14.6	15.9	27.0	31.9	32.4
Burkina Faso	38.9	35.6	35.4	6.3	15.1	16.9	6.3	7.9	7.3	43.1	41.4	40.3
Cameroun	20.4	23.3	22.0	13.2	13.6	15.7	13.2	16.1	14.2	47.8	47.0	48.1
Tchad	26.1	35.9	24.4	29.8	29.4	28.6	29.8	7.3	11.5	39.0	27.4	35.5
Comores	41.0	38.5	33.6	7.7	6.4	3.7	7.7	5.1	6.9	47.2	50.0	55.8
Côte d'Ivoire	25.2	27.0	25.4	7.8	9.7	8.9	7.8	15.0	15.0	49.3	48.3	50.6
Djibouti	3.6	3.6	3.2	13.6	15.6	20.4	13.6	3.4	2.4	80.2	77.4	74.0
Egypte	14.4	14.0	14.5	19.6	20.6	23.5	19.6	16.9	16.4	48.8	48.5	45.6
Gabon	5.2	4.6	3.9	57.9	50.5	44.1	57.9	5.1	6.9	32.2	39.8	45.2
Gambie	28.6	30.7	19.7	7.9	8.1	9.7	7.9	5.0	5.5	56.5	56.3	65.1
Guinée	24.3	22.1	18.0	28.4	37.5	32.8	28.4	7.3	8.6	40.9	33.2	40.6
Guinée-Bissau	45.4	46.4	46.0	1.6	1.7	2.1	1.6	11.7	12.2	39.9	40.3	39.7
Guyana	25.7	17.6	18.2	21.3	27.9	26.7	21.3	6.6	6.0	45.6	47.9	49.1
Indonésie	12.1	14.3	13.7	18.4	21.3	21.4	18.4	22.6	21.6	44.8	41.8	43.3
Iran	6.4	6.7	7.4	32.5	28.6	30.2	32.5	11.6	11.5	47.9	53.1	50.9
Iraq	6.9	5.1	4.1	62.0	53.2	56.1	62.0	2.3	2.9	29.9	39.4	36.9
Jordan	3.0	3.2	3.6	10.3	11.0	10.2	10.3	18.2	18.0	70.1	67.6	68.2
Kazakhstan	6.6	4.6	4.5	26.6	30.1	25.1	26.6	11.6	11.0	54.2	53.6	59.4
Koweït	0.3	0.4	0.4	53.2	52.9	56.7	53.2	5.3	5.2	39.5	41.4	37.7
Kirghizstan	31.3	18.8	16.6	8.0	10.1	11.1	8.0	18.1	14.7	46.6	53.0	57.6
Liban	4.0	4.3	3.2	8.5	7.2	10.2	8.5	8.5	13.4	79.3	80.1	73.2
Libye	2.2	2.5	2.0	71.0	68.4	56.0	71.0	5.6	3.5	22.2	23.5	38.4
Malaisie	8.4	10.5	9.2	19.0	16.8	16.8	19.0	24.8	24.2	44.7	48.0	49.8
Maldives	7.5	4.1	3.5	8.5	10.7	13.2	8.5	4.2	4.9	77.7	81.0	78.4
Mali	37.5	40.5	39.5	14.2	14.7	14.0	14.2	5.4	8.3	38.5	39.4	38.2
Mauritanie	29.8	21.3	20.6	23.4	33.4	37.3	23.4	7.5	7.1	37.9	37.8	35.0
Maroc	13.1	14.4	13.0	10.3	11.2	11.1	10.3	17.4	18.2	58.0	56.9	57.7
Mozambique	25.4	28.9	24.6	5.7	7.5	11.0	5.7	11.1	9.6	53.8	52.5	54.7
Niger	45.5	43.8	39.2	5.8	11.6	14.5	5.8	5.1	6.3	42.7	39.4	39.9
Nigeria	25.6	23.9	20.2	17.5	18.8	15.2	17.5	6.6	9.8	50.7	50.8	54.8
Oman	1.6	1.4	1.2	53.7	52.4	51.5	53.7	10.4	9.3	36.3	35.9	37.9
Pakistan	24.3	24.3	25.1	7.7	6.9	7.2	7.7	13.6	14.1	54.6	55.1	53.6
Palestine	5.8	6.4	5.5	11.8	8.0	8.7	11.8	15.3	14.7	68.3	70.2	71.1
Qatar	0.1	0.1	0.1	64.1	58.0	55.3	64.1	8.8	9.8	26.0	33.1	34.8
Arabie Saoudite	3.2	2.4	1.9	52.3	47.4	46.7	52.3	11.0	10.8	35.0	39.2	40.6
Sénégal	16.8	17.5	15.3	8.6	9.6	10.2	8.6	13.8	14.1	59.6	59.2	60.4
Sierra Leone	51.0	55.2	52.3	9.0	5.8	13.2	9.0	2.3	2.0	37.4	36.7	32.4
Somalie	60.1	60.2	60.2	4.9	4.9	4.9	4.9	2.5	2.5	32.6	32.5	32.5
Soudan		42.9	32.2		3.8	12.3		9.9	9.6		43.4	45.9
Suriname	11.3	10.2	9.9	13.9	15.3	14.8	13.9	22.6	17.8	51.3	51.9	57.5
Syrie	20.3	19.7	20.6	28.7	25.8	25.5	28.7	4.8	4.7	48.5	49.6	49.2
Tadjikistan	23.8	21.8	27.2	5.1	11.4	11.6	5.1	16.4	13.9	45.6	50.3	47.3
Togo	43.3	46.1	46.7	9.6	9.4	13.0	9.6	8.7	6.4	37.6	35.7	33.9
Tunisie	10.0	8.1	9.3	11.7	13.4	13.0	11.7	17.7	16.0	61.3	60.8	61.6
Turquie	10.6	9.5	8.0	8.6	9.0	9.3	8.6	17.4	17.8	61.4	64.2	64.9
Turkménistan	18.8	14.5	14.5	8.3	10.4	10.4	8.3	38.0	38.0	43.6	37.0	37.0
Ouganda	29.1	26.2	27.0	9.8	10.2	11.9	9.8	10.2	10.0	51.0	53.4	51.1
EAU	1.4	0.8	0.6	43.6	43.8	43.6	43.6	8.6	8.5	44.8	46.8	47.2
Ouzbékistan	29.5	19.8	19.3	9.3	11.4	11.0	9.3	22.0	21.9	41.4	46.8	47.8
Yémen	9.6	12.1	14.7	38.0	30.1	29.1	38.0	8.5	8.2	46.6	49.2	48.0
Moyenne de l'OCI	12.0	10.6	10.2	15.7	14.5	13.7	24.0	27.6	27.0	48.3	47.3	49.1
Moyenne d'Autres en	10.6	9.5	8.9	14.4	22.3	20.8	21.7	16.0	16.1	53.3	52.1	54.2
Moyenne du Monde	3.5	3.4	4.5	17.2	16.9	16.4	11.8	11.8	13.0	67.5	67.8	66.1

Source: Base de données de l'ONU des principaux agrégats de comptes nationaux

Tableau A.7: Indice de Production Agricole*

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	84.9	106.0	97.8	108.9	101.0	117.2	116.1	110.9	122.9	120.4
Albanie	87.9	98.1	102.3	102.6	107.3	112.0	119.0	124.7	131.7	127.3
Algérie	69.4	99.1	102.9	93.3	95.1	119.2	125.0	134.7	143.8	158.4
Azerbaïdjan	74.2	104.0	104.1	105.5	111.1	120.5	118.1	125.3	132.0	136.9
Bahreïn	122.8	91.8	118.5	114.2	111.4	126.4	115.4	165.5	169.4	206.8
Bangladesh	89.6	102.7	106.1	112.1	120.4	121.4	129.3	132.8	133.8	136.3
Benin	88.9	102.0	92.6	96.5	111.3	112.0	115.0	126.1	131.7	144.9
Brunei Darussalam	85.1	75.5	123.0	128.5	132.0	131.9	139.1	148.1	153.3	166.6
Burkina Faso	65.8	103.3	105.9	85.9	114.1	101.6	116.0	104.8	122.2	123.2
Cameroun	79.0	102.8	109.5	114.5	119.0	127.9	139.2	143.0	149.9	154.5
Tchad	78.4	104.0	101.1	95.9	101.3	102.8	104.3	96.9	120.0	115.2
Comores	95.5	95.8	102.1	102.2	99.6	107.8	113.6	109.6	112.3	113.5
Côte d'Ivoire	99.3	99.9	104.2	100.1	106.4	100.6	107.5	110.6	120.3	123.5
Djibouti	84.9	95.3	111.3	137.3	141.5	126.5	118.6	132.3	134.5	134.4
Egypte	85.5	98.5	105.8	110.7	115.1	116.4	109.3	113.5	118.7	118.4
Gabon	99.0	100.2	101.3	103.2	106.8	110.9	117.0	118.4	121.2	122.3
Gambie	98.2	94.1	98.4	73.1	102.9	120.9	133.5	88.3	107.6	98.2
Guinée	84.0	100.7	101.6	105.3	110.1	110.4	113.4	116.5	122.3	122.8
Guinée-Bissau	87.3	99.2	103.6	104.2	118.7	121.7	121.7	128.0	137.4	140.4
Guyana	95.8	94.2	97.8	98.6	98.0	106.0	107.7	113.4	113.0	128.9
Indonésie	78.2	98.1	106.4	109.2	113.8	119.7	122.9	127.1	135.4	136.9
Iran	78.0	102.9	102.5	106.9	98.9	106.9	107.9	108.6	112.3	113.4
Iraq	96.3	104.1	103.6	100.8	90.0	90.9	104.4	113.0	113.5	128.6
Jordan	80.9	97.5	103.0	103.8	107.9	115.5	129.3	134.2	132.2	136.6
Kazakhstan	78.4	100.1	106.4	115.5	107.7	122.9	106.8	142.5	110.5	127.1
Koweït	80.1	96.9	103.3	107.0	100.2	133.5	134.4	161.6	167.5	171.2
Kirghizstan	96.2	97.8	100.0	101.2	102.5	106.6	104.8	107.1	106.7	111.6
Liban	99.1	97.3	98.6	100.0	103.9	94.2	94.7	92.4	94.7	97.3
Libye	94.6	100.7	100.4	106.2	104.8	107.6	109.7	110.5	111.5	110.6
Malaisie	78.1	99.7	105.0	104.4	111.6	109.7	110.7	119.7	119.3	121.4
Maldives	89.4	88.5	98.1	84.0	82.4	77.7	71.5	70.2	66.0	63.6
Mali	70.8	102.5	102.3	111.5	124.1	137.3	142.4	136.3	146.3	141.3
Mauritanie	89.4	100.4	102.7	103.5	101.5	102.0	112.5	111.5	120.3	120.3
Maroc	72.1	93.0	109.6	93.2	103.1	122.0	126.4	130.6	124.1	134.4
Mozambique	80.9	95.7	104.0	109.6	110.0	118.6	147.9	157.5	151.5	156.6
Niger	71.7	101.8	110.0	116.4	138.7	113.9	145.1	127.8	138.1	132.4
Nigeria	80.0	99.9	104.6	97.2	103.6	90.7	103.9	96.3	106.3	109.9
Oman	91.8	111.9	95.7	99.7	100.5	98.2	122.1	114.6	127.0	124.4
Pakistan	87.8	100.4	102.1	106.0	110.1	112.8	110.5	116.1	115.5	94.8
Palestine	88.1	107.2	95.3	97.3	98.7	98.9	80.6	91.4	95.9	93.0
Qatar	110.7	94.8	103.1	113.6	106.7	114.8	120.0	132.0	132.7	134.1
Arabie Saoudite	81.2	100.4	101.8	103.3	104.1	101.2	108.0	108.4	109.7	107.5
Sénégal	107.3	109.6	95.1	86.3	127.2	138.8	150.7	108.3	128.2	125.9
Sierra Leone	44.8	93.5	113.7	99.6	106.4	130.5	148.7	155.5	161.0	169.3
Somalie	89.6	100.4	102.6	98.8	95.3	99.4	104.3	107.5	110.6	117.1
Soudan	78.6	101.4	102.1	101.3	101.0	103.7	98.9	107.0	102.2	113.5
Suriname	95.0	98.7	106.0	113.2	115.6	130.7	137.3	134.6	135.5	145.8
Syrie	79.6	99.6	105.1	92.3	88.1	94.3	88.8	98.5	89.1	78.7
Tadjikistan	64.0	99.1	101.8	105.2	109.7	117.8	123.3	129.8	144.6	154.0
Togo	89.7	96.4	100.2	103.5	111.6	120.6	123.0	136.3	132.6	120.7
Tunisie	84.1	101.0	105.5	104.6	109.3	105.4	106.5	106.7	118.8	118.0
Turquie	94.9	101.2	103.2	99.0	102.8	105.5	109.9	115.6	121.9	125.3
Turkménistan	68.5	103.7	100.8	112.6	109.7	102.4	101.5	96.3	100.3	102.6
Ouganda	87.7	100.0	99.2	102.8	106.5	108.4	111.6	113.6	110.9	111.8
EAU	168.1	105.4	92.7	92.9	102.4	101.4	111.4	69.1	70.1	72.6
Ouzbékistan	77.0	99.9	107.0	109.2	116.4	119.8	127.5	135.6	143.1	151.9
Yémen	82.8	97.6	106.4	116.7	121.7	126.6	136.3	133.4	140.6	137.7
Moyenne de l'OCI	84.0	100.3	104.3	104.8	108.7	111.5	114.9	118.6	122.5	123.9
Moyenne Autres en Dév.	85.7	99.8	103.4	108.7	113.5	114.1	118.9	124.7	126.9	131.4
Moyenne Développés	99.2	100.1	98.2	100.1	102.2	103.0	102.3	102.7	101.8	105.4
Moyenne du Monde	89.7	100.0	102.2	105.8	109.8	110.8	114.0	118.4	120.1	124.0

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Statistiques de Production

* Niveau relatif du volume mondial de production agricole pour chaque ans par rapport à la période de base 2004-2006

Tableau A.8: Indice de Production Agricole Par Habitant *

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	102.3	105.9	94.7	102.6	92.7	105.0	101.5	94.6	102.3	97.8
Albanie	85.0	98.1	102.8	103.6	108.7	113.6	120.7	126.4	133.2	128.2
Algérie	74.3	99.2	101.3	90.3	90.5	111.3	114.6	121.2	127.0	137.3
Azerbaïdjan	78.3	104.1	102.9	103.1	107.2	114.9	111.2	116.7	121.5	124.6
Bahreïn	163.1	92.6	110.5	98.2	88.6	94.0	81.8	113.6	114.0	137.8
Bangladesh	96.9	102.8	104.9	109.6	116.5	116.2	122.5	124.4	123.8	124.6
Benin	104.4	101.8	89.6	90.5	101.3	98.9	98.7	105.3	107.0	114.6
Brunei	94.4	75.6	120.8	124.2	125.3	123.3	127.8	134.1	137.1	146.8
Burkina Faso	76.2	103.4	103.0	81.1	104.6	90.4	100.3	88.1	99.8	97.7
Cameroun	90.2	103.0	106.9	108.9	110.3	115.6	122.6	122.8	125.5	126.1
Tchad	94.6	104.0	97.7	89.8	91.9	90.5	89.1	80.3	96.5	89.9
Comores	108.7	95.7	99.4	96.9	92.2	97.3	99.9	94.1	93.9	92.8
Côte d'Ivoire	107.1	100.0	102.7	97.0	101.4	94.1	98.6	99.3	105.6	105.8
Djibouti	91.3	95.4	109.8	133.6	135.9	119.7	110.5	121.5	121.6	119.7
Egypte	92.8	98.6	104.1	107.1	109.5	108.9	100.5	102.7	105.6	103.6
Gabon	111.4	100.2	98.9	98.4	99.3	100.7	103.7	102.5	102.4	100.9
Gambie	114.6	93.9	95.3	68.6	93.5	106.6	114.0	73.0	86.2	76.2
Guinée	92.1	100.8	99.3	100.5	102.3	99.9	99.9	100.0	102.3	100.2
Guinée-Bissau	97.5	99.3	101.4	99.8	111.3	111.6	109.0	112.1	117.5	117.2
Guyana	97.9	94.2	97.3	97.4	96.1	103.3	104.2	109.0	108.2	122.6
Indonésie	84.1	98.2	105.0	106.2	109.1	113.2	114.7	117.1	123.2	123.0
Iran	83.1	102.9	101.4	104.4	95.5	102.0	101.7	101.1	103.1	102.7
Iraq	110.8	104.2	101.1	96.0	83.7	82.5	92.3	97.2	94.8	104.3
Jordan	89.1	97.8	99.6	96.4	95.9	98.1	105.2	104.7	99.1	98.6
Kazakhstan	81.1	100.2	105.3	113.1	104.3	117.6	101.1	133.4	102.3	116.5
Koweït	96.7	97.1	98.3	96.4	85.3	107.8	103.4	119.0	118.6	116.9
Kirghizstan	98.0	97.9	99.3	99.5	99.6	102.2	99.2	100.1	98.3	101.6
Liban	121.6	96.8	95.9	95.9	98.5	88.0	86.6	81.9	80.9	80.1
Libye	102.2	100.8	98.8	102.8	99.8	101.0	101.6	101.3	101.4	99.8
Malaisie	86.2	99.7	103.1	100.6	105.7	102.1	101.2	107.6	105.5	105.6
Maldives	97.5	88.4	96.4	81.2	78.1	72.3	65.3	62.9	58.1	54.9
Mali	82.5	102.6	99.2	104.7	112.9	121.0	121.7	112.9	117.7	110.3
Mauritanie	103.9	100.4	99.8	97.8	93.3	91.2	98.1	94.7	99.7	97.3
Maroc	75.7	93.1	108.7	91.6	100.3	117.6	120.4	122.8	115.0	122.7
Mozambique	93.0	95.7	101.2	103.8	101.5	106.6	129.7	134.6	126.3	127.3
Niger	86.3	102.0	106.2	108.4	124.3	98.3	120.6	102.3	106.4	98.1
Nigeria	91.0	100.0	102.0	92.2	95.7	81.5	90.9	81.9	88.0	88.4
Oman	105.2	111.5	94.2	97.6	97.4	92.7	109.5	95.3	96.4	86.1
Pakistan	96.4	100.4	100.3	102.2	104.2	104.8	100.8	104.2	101.9	82.2
Palestine	97.9	107.3	93.3	93.0	92.1	90.0	71.5	79.1	80.9	76.6
Qatar	153.7	95.2	87.8	81.3	64.7	60.5	56.6	57.0	53.4	51.0
Arabie Saoudite	99.3	100.2	98.8	98.2	97.3	93.0	97.5	96.2	95.5	91.8
Sénégal	122.6	109.5	92.5	81.7	117.1	124.2	131.1	91.5	105.2	100.4
Sierra Leone	55.4	93.4	110.2	94.1	98.4	118.4	132.3	135.7	137.8	142.2
Somalie	102.7	100.4	100.0	93.9	88.3	89.7	91.7	91.9	91.9	94.5
Suriname	101.6	98.6	104.8	110.8	112.1	125.5	130.6	126.9	126.5	135.1
Syrie	88.6	99.9	101.9	86.0	78.9	81.7	75.1	82.3	74.2	65.5
Tadjikistan	70.4	99.1	99.6	100.7	102.6	107.7	110.0	113.1	122.9	127.7
Togo	102.1	96.4	97.5	98.2	103.2	108.7	108.0	116.6	110.5	98.0
Tunisie	88.6	101.1	104.5	102.4	105.8	100.8	100.8	99.7	109.8	107.9
Turquie	101.8	101.2	101.8	96.5	99.0	100.3	103.2	107.2	111.6	113.3
Turkménistan	72.2	103.7	99.7	110.1	106.0	97.6	95.6	89.6	92.1	93.0
Ouganda	103.7	100.0	95.9	96.1	96.2	94.7	94.2	92.8	87.6	85.4
EAU	230.7	105.5	78.9	66.5	62.5	54.5	54.8	32.1	31.6	32.3
Ouzbékistan	80.8	100.0	105.9	106.7	112.3	114.0	119.7	125.5	130.7	136.8
Yémen	95.2	97.7	103.8	111.0	113.0	114.7	120.7	115.3	118.7	113.7
Moyenne de l'OCI	92.3	100.3	102.5	101.3	103.2	104.2	105.5	107.3	109.0	108.4
Moyenne d'Autres en Dév.	89.9	99.8	102.5	106.8	110.6	110.1	113.6	118.2	119.2	122.4
Moyenne dév.	103.0	100.1	97.5	98.6	99.9	100.0	98.5	98.3	96.8	99.6
Monde	94.3	100.0	101.2	103.7	106.6	106.5	108.5	111.6	112.1	114.7
	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Statistiques de Production

* Niveau relatif par Habitant du volume de production agricole pour chaque ans par rapport à la période de base 2004-2006

Tableau A.9: Production Agricole par les Groupes de Produits Importants (million tonnes)

	Céréales		Fruits		légumes		Viande	
	2000	2014	2000	2013	2000	2013	2000	2013
Afghanistan	1.94	6.76	0.70	1.00	0.71	0.92	0.32	0.32
Albanie	0.57	0.70	0.14	0.39	0.62	0.88	0.07	0.10
Algérie	0.93	3.46	1.43	4.23	2.58	6.79	0.56	0.74
Azerbaïdjan	1.50	2.30	0.53	0.96	1.04	1.67	0.11	0.30
Bahreïn			0.02	0.02	0.01	0.02	0.01	0.02
Bangladesh	39.50	55.07	1.36	3.70	1.80	4.19	0.45	0.64
Benin	0.99	1.71	0.16	0.54	0.35	0.55	0.05	0.08
Brunei Darussalam	0.00	0.00	0.01	0.01	0.01	0.01	0.02	0.03
Burkina Faso	2.29	4.47	0.09	0.10	0.36	0.28	0.16	0.20
Cameroun	1.27	3.05	1.99	5.64	1.27	2.56	0.21	0.33
Tchad	0.93	2.65	0.10	0.12	0.11	0.11	0.11	0.15
Comores	0.02	0.04	0.06	0.07	0.01	0.01	0.00	0.00
Côte d'Ivoire	1.29	2.86	2.35	2.30	0.84	0.70	0.20	0.27
Djibouti	0.00	0.00	0.00	0.00	0.02	0.04	0.01	0.01
Egypte	20.11	22.05	6.97	10.90	15.15	19.59	1.32	2.07
Gabon	0.03	0.05	0.29	0.31	0.04	0.05	0.03	0.04
Gambie	0.18	0.17	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01	0.01
Guinée	1.80	3.38	1.00	1.26	0.52	0.52	0.05	0.09
Guinée-Bissau	0.18	0.22	0.08	0.10	0.03	0.04	0.02	0.03
Guyana	0.45	0.98	0.08	0.04	0.07	0.06	0.01	0.03
Indonésie	61.58	89.85	8.41	16.00	6.99	10.24	1.70	3.32
Iran	12.87	17.06	12.29	11.81	11.66	23.65	1.55	2.51
Iraq	0.90	6.08	1.74	1.28	3.47	3.83	0.15	0.20
Jordan	0.06	0.09	0.24	0.32	0.89	1.77	0.14	0.24
Kazakhstan	11.54	17.10	0.26	0.29	1.97	4.95	0.62	0.87
Koweït	0.00	0.05	0.01	0.04	0.17	0.33	0.07	0.08
Kirghizstan	1.55	1.36	0.19	0.24	0.81	1.08	0.20	0.20
Liban	0.12	0.18	0.85	0.82	0.89	0.99	0.17	0.14
Libye	0.22	0.30	0.31	0.42	0.89	0.99	0.14	0.18
Malaisie	2.21	2.73	1.18	0.94	0.55	1.24	0.89	1.62
Maldives	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Mali	2.31	6.98	0.25	0.44	0.63	0.86	0.19	0.39
Mauritanie	0.18	0.30	0.02	0.02	0.01	0.00	0.08	0.11
Maroc	2.00	6.94	2.68	3.63	3.17	5.63	0.61	1.12
Mozambique	1.59	1.72	0.29	0.78	0.12	0.50	0.19	0.21
Niger	2.13	4.78	0.07	0.52	0.79	1.16	0.23	0.30
Nigeria	21.37	25.83	9.28	10.90	8.66	11.92	1.05	1.46
Oman	0.01	0.05	0.34	0.35	0.23	0.30	0.03	0.07
Pakistan	30.46	38.11	5.19	6.12	4.86	5.06	1.70	3.04
Palestine	0.07	0.03	0.24	0.09	0.57	0.74	0.09	0.09
Qatar	0.01	0.00	0.02	0.02	0.06	0.03	0.01	0.02
Arabie Saoudite	2.17	0.88	1.19	1.72	1.55	2.30	0.64	0.80
Sénégal	1.03	1.25	0.13	0.25	0.41	0.85	0.12	0.20
Sierra Leone	0.22	1.27	0.17	0.26	0.18	0.35	0.02	0.04
Somalie	0.39	0.25	0.19	0.22	0.08	0.11	0.17	0.20
Suriname	0.16	0.28	0.07	0.14	0.03	0.02	0.01	0.01
Syrie	3.51	2.70	1.88	2.20	1.78	1.80	0.35	0.36
Tadjikistan	0.54	1.25	0.28	0.50	0.44	1.99	0.03	0.09
Togo	0.74	1.32	0.06	0.06	0.13	0.14	0.04	0.07
Tunisie	1.11	2.35	1.01	1.31	2.07	3.34	0.25	0.33
Turquie	32.25	32.71	10.86	15.34	24.61	28.28	1.40	3.00
Turkménistan	1.75	1.43	0.24	0.42	0.59	1.01	0.15	0.32
Ouganda	2.11	3.56	10.09	9.56	0.55	1.12	0.27	0.46
EAU	0.00	0.07	0.80	0.27	2.30	0.22	0.09	0.14
Ouzbékistan	3.91	7.84	1.42	3.58	3.10	10.04	0.50	1.00
Yémen	0.67	0.70	0.66	1.00	0.59	0.76	0.17	0.38
Total de l'OCI	275.72	387.30	90.31	123.59	111.33	166.60	17.76	29.05
Autres en Dév. Total	1057.02	1562.77	271.31	443.98	531.07	839.95	116.50	175.97
Total Mondial	2045.64	2783.39	474.06	667.26	778.90	1129.83	228.32	307.58
OCI (% en Dév.)	0.21	0.20	0.25	0.22	0.17	0.17	0.13	0.14
OCI (% du Monde)	0.13	0.14	0.19	0.19	0.14	0.15	0.08	0.09

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Production Statistics

Tableau A.10: Exportations des Groupes Principaux de Produits Agricoles (millions de dollars)

	Céréales		Laiterie		Fruits & légumes		Viande	
	2003	2013	2003	2013	2003	2013	2003	2013
Afghanistan	-	-	-	0.1	50.9	190.3	-	-
Albanie	0.6	0.1	0.6	1.2	2.4	34.2	1.2	0.7
Algérie	0.0	0.3	7.1	4.9	19.6	57.1	0.0	0.0
Azerbaïdjan	0.8	0.0	0.4	1.2	61.0	273.9	-	10.4
Bahreïn	0.3	0.6	4.2	265.5	12.8	79.8	0.5	1.6
Bangladesh	0.2	3.4	0.0	0.3	14.4	143.6	0.2	0.8
Benin	0.0	18.7	0.2	5.1	18.3	79.2	2.1	-
Brunei	-	0.0	0.0	1.0	0.0	7.0	0.2	0.2
Burkina Faso	1.9	9.6	0.1	0.1	11.6	69.5	0.0	-
Cameroun	0.4	0.5	1.2	0.1	75.1	229.0	0.1	0.0
Tchad	-	0.0	-	-	0.0	0.0	-	-
Comores	-	-	-	-	-	0.0	-	-
Côte d'Ivoire	0.7	47.7	20.7	2.2	189.0	545.1	0.1	1.1
Djibouti	5.0	0.1	0.5	0.2	1.2	1.7	-	0.0
Egypte	155.6	242.6	22.9	411.5	214.3	2,385.6	2.0	3.3
Gabon	0.0	0.1	0.1	-	0.1	0.1	0.2	-
Gambie	0.4	0.8	-	2.7	0.5	7.3	-	0.3
Guinée	0.6	1.5	-	0.0	1.2	25.2	-	0.0
Guinée-Bissau	-	-	-	-	46.0	176.2	-	-
Guyana	35.5	172.6	0.2	0.1	5.6	6.8	0.0	0.1
Indonésie	12.0	49.0	63.3	75.4	320.3	749.4	25.4	23.1
Iran	0.6	21.5	21.9	800.1	1,052.8	1,750.4	7.6	45.5
Iraq	29.6	0.0	0.2	0.2	2.1	55.5	-	-
Jordan	5.2	9.7	55.4	51.1	169.1	724.7	13.1	152.3
Kazakhstan	622.2	1,892.9	8.5	20.6	29.2	29.9	0.7	10.5
Koweït	0.2	41.6	1.0	142.1	7.8	137.5	0.2	19.0
Kirghizstan	1.2	0.2	6.5	17.7	12.4	126.9	0.2	4.5
Liban	8.6	22.6	3.7	8.8	84.3	275.7	5.0	21.9
Libye	0.0	0.1	0.0	0.4	0.3	1.1	-	0.0
Malaisie	25.9	50.3	121.0	425.4	234.5	491.7	37.3	127.5
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali	3.7	0.8	0.0	0.0	1.5	16.4	0.0	0.0
Mauritanie	-	-	-	-	0.1	0.1	-	-
Maroc	33.3	89.7	42.4	149.0	725.1	1,733.8	0.4	4.8
Mozambique	0.4	24.0	-	-	19.8	67.3	0.4	-
Niger	0.8	22.6	0.1	0.3	26.3	23.1	0.0	0.0
Nigeria	1.9	1.0	0.3	2.5	18.3	70.4	-	0.0
Oman	28.1	205.2	79.7	264.1	25.2	107.8	5.5	35.3
Pakistan	747.8	2,392.9	6.0	99.8	156.0	754.2	10.7	184.3
Palestine	1.5	6.1	2.2	1.6	30.8	18.7	0.7	17.1
Qatar	0.3	4.9	0.3	1.1	1.0	6.5	2.1	1.5
Arabie Saoudite	4.2	16.1	259.3	1,107.6	323.5	664.6	56.4	194.4
Sénégal	8.9	45.9	7.5	41.0	7.1	91.9	1.1	2.3
Sierra Leone	-	-	-	-	0.0	-	-	-
Somalie	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.9	0.0	0.1
Soudan	2.7	9.6	0.0	0.2	40.2	10.0	23.0	11.4
Suriname	6.0	34.7	-	0.5	23.4	53.9	-	0.8
Syrie	159.0	1.5	10.6	22.8	161.8	293.7	0.2	2.1
Tadjikistan	-	0.6	-	-	20.8	42.3	-	-
Togo	9.9	4.5	7.8	20.1	1.1	6.5	0.3	0.1
Tunisie	14.5	6.8	7.5	54.4	103.5	406.7	0.9	2.3
Turquie	170.8	1,137.8	39.9	649.5	2,549.2	6,882.2	20.1	663.9
Turkménistan	-	-	-	-	0.9	1.1	-	-
Ouganda	5.6	121.5	0.0	25.7	3.4	40.4	33.4	4.6
EAU	157.2	139.8	44.6	553.9	251.4	505.3	-	160.2
Ouzbékistan	0.1	35.0	0.0	0.0	111.9	545.4	-	-
Yémen	2.4	28.7	4.9	29.7	30.9	80.0	-	-
Total de l'OCI	2,266	6,916	853	5,262	7,271	21,078	251	1,708
Autres en Dév. Total	15,516	59,286	2,471	12,100	33,432	105,852	12,703	46,970
Total Mondial	40,765	126,655	33,747	89,162	90,440	222,437	52,542	133,942
OCI (% en Dév.)	12.7%	10.4%	25.7%	30.3%	17.9%	16.6%	1.9%	3.5%
OCI (% du Monde)	5.6%	5.5%	2.5%	5.9%	8.0%	9.5%	0.5%	1.3%

Source: Base de données en ligne FAOSTAT

Tableau A.11 : Importations des Principaux Groupes de Produits Agricoles (millions de dollars)

	Céréales		Laiterie		Fruits & Légumes		Viande	
	2003	2013	2003	2013	2003	2013	2003	2013
Afghanistan	129.9	350.9	17.5	121.3	19.1	259.6	1.0	85.6
Albanie	56.0	140.7	9.2	21.6	66.7	93.9	38.6	66.6
Algérie	1,124.8	3,271.0	520.5	1,260.4	263.8	1,063.4	88.7	254.5
Azerbaïdjan	117.7	453.0	20.3	72.8	19.0	55.8	10.3	23.0
Bahreïn	28.5	109.0	77.0	212.8	118.4	272.8	47.4	294.8
Bangladesh	589.1	1,370.0	62.0	343.5	248.4	972.6	1.0	3.7
Benin	48.4	646.4	17.1	24.7	11.9	24.3	54.1	235.0
Brunei	14.7	33.4	20.9	47.1	47.1	82.5	7.7	40.7
Burkina Faso	42.3	179.9	6.4	24.6	8.5	15.1	0.6	0.7
Cameroun	125.0	559.4	24.8	73.5	10.2	42.5	22.0	9.8
Tchad	11.7	49.1	6.4	5.8	0.7	6.0	0.7	1.2
Comores	7.0	25.5	1.5	2.8	1.7	2.5	8.0	18.8
Côte d'Ivoire	221.4	705.6	47.6	82.3	46.8	99.1	26.0	31.0
Djibouti	24.6	309.6	19.1	27.9	10.1	44.8	1.5	15.7
Egypte	1,137.6	4,744.2	123.9	773.5	225.1	1,056.4	153.3	1,017.7
Gabon	16.4	116.6	11.8	46.1	9.6	46.8	28.6	172.9
Gambie	11.6	55.7	5.2	5.4	2.5	7.3	0.7	1.6
Guinée	70.9	260.4	8.3	46.6	9.8	42.2	2.6	24.0
Guinée-Bissau	28.2	36.7	1.5	14.3	0.7	6.5	1.1	2.2
Guyana	8.6	38.2	22.2	52.8	9.4	24.8	1.7	6.5
Indonésie	1,161.0	3,704.1	281.4	1,328.0	316.4	1,455.5	24.9	242.6
Iran	884.3	5,545.4	72.3	255.9	101.2	852.5	60.7	380.2
Iraq	520.3	2,307.2	116.7	766.2	218.4	753.5	11.1	977.0
Jordan	251.7	786.1	108.6	260.5	103.4	445.0	54.1	451.0
Kazakhstan	5.4	27.5	61.9	411.8	46.5	1,093.7	39.4	400.2
Koweït	130.3	574.5	121.6	535.2	136.1	909.4	155.2	600.6
Kirghizstan	10.7	138.7	1.3	23.0	4.1	56.8	3.7	87.5
Liban	142.2	374.5	153.2	349.1	155.6	372.3	67.3	217.4
Libye	256.9	1,131.8	108.2	519.1	41.9	640.4	14.5	250.6
Malaisie	559.3	1,959.1	304.9	1,003.3	458.6	1,667.7	197.8	765.8
Maldives	8.5	31.8	14.0	47.1	26.9	97.4	9.4	54.7
Mali	59.3	149.5	15.1	41.0	6.8	36.1	0.3	8.4
Mauritanie	53.5	176.8	25.6	75.6	20.9	31.0	6.0	16.8
Maroc	563.6	1,528.4	93.3	302.5	71.4	276.6	4.2	63.4
Mozambique	117.8	549.6	6.3	68.3	19.0	66.6	10.0	65.3
Niger	54.1	226.1	13.1	36.1	6.8	21.4	0.1	2.6
Nigeria	697.6	3,146.3	254.0	655.3	95.9	345.3	8.2	13.5
Oman	116.2	463.7	157.5	591.1	155.3	439.4	95.2	365.1
Pakistan	42.8	244.6	14.3	95.0	194.0	672.2	1.2	8.3
Palestine	118.4	104.0	35.9	41.5	87.7	133.4	17.3	15.0
Qatar	44.3	181.6	80.6	322.5	89.6	427.8	68.6	413.7
Arabie Saoudite	1,472.6	6,151.3	724.1	1,900.8	827.8	2,629.5	690.0	2,861.5
Sénégal	289.8	709.1	57.1	81.1	46.7	104.2	25.5	11.5
Sierra Leone	75.6	117.2	7.1	18.5	12.1	18.6	5.6	25.4
Somalie	39.6	333.3	0.1	57.5	5.1	617.9	0.0	4.5
Soudan	166.2	944.0	19.9	137.0	29.7	218.4	0.1	12.3
Suriname	9.9	8.2	6.7	19.8	7.4	26.8	11.6	45.4
Syrie	200.8	1,119.4	53.7	98.3	89.1	322.7	2.3	35.6
Tadjikistan	26.0	267.0	4.6	3.6	3.8	28.1	14.1	24.8
Togo	30.4	65.5	6.8	22.9	3.3	11.7	4.7	11.8
Tunisie	339.2	993.6	35.4	53.0	43.9	73.0	4.1	33.2
Turquie	695.4	2,000.3	50.0	159.7	129.6	839.3	0.2	28.3
Turkménistan	3.0	135.2	4.9	14.4	7.6	15.3	4.6	16.2
Ouganda	88.0	223.9	2.8	5.0	7.4	15.1	0.5	2.5
EAU	392.6	1,409.8	323.7	1,598.1	825.6	3,170.4	370.6	1,485.5
Ouzbékistan	34.0	448.2	19.3	37.8	6.4	25.2	9.5	37.3
Yémen	379.7	1,606.3	102.3	319.4	73.3	290.9	101.0	256.9
Pays de l'OCI	13,855	53,339	4,482	15,515	5,605	23,420	2,589	12,598
Autres en Dév. Total	15,338	46,961	5,871	30,023	14,103	60,979	9,697	42,748
Total Mondial	45,539	138,795	33,981	87,753	98,242	232,142	52,978	129,483
OCI (% en Dév.)	47.5%	53.2%	43.3%	34.1%	28.4%	27.7%	21.1%	22.8%
OCI (% du Monde)	30.4%	38.4%	13.2%	17.7%	5.7%	10.1%	4.9%	9.7%

Source: Base de données en ligne FAOSTAT

Tableau A.12: Indice de Production Alimentaire*

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	83.9	106.0	97.9	109.2	100.9	117.2	116.1	110.7	122.9	120.3
Albanie	87.1	98.1	102.3	102.7	107.6	112.2	119.2	124.9	132.1	127.5
Algérie	69.2	99.0	103.0	93.2	95.0	119.2	125.1	134.9	144.1	158.8
Azerbaïdjan	73.5	103.0	105.0	107.4	114.4	124.7	121.9	129.4	136.7	142.1
Bahreïn	122.8	91.8	118.5	114.2	111.4	126.4	115.4	165.5	169.4	206.8
Bangladesh	89.5	102.8	106.1	112.4	120.8	121.7	129.6	132.0	133.0	135.7
Benin	84.7	101.6	95.3	99.6	116.0	118.4	122.4	130.7	137.8	150.3
Brunei	85.1	75.2	123.3	128.8	132.3	132.3	139.6	148.6	153.8	167.2
Burkina Faso	69.6	102.9	103.5	90.3	114.6	106.1	122.6	112.5	128.8	124.1
Cameroun	76.6	102.2	109.8	116.1	121.7	132.1	142.9	148.4	155.0	159.4
Tchad	77.7	103.5	103.6	98.3	104.0	106.5	110.1	101.2	124.2	119.5
Comores	95.5	95.7	102.1	102.1	99.6	107.8	113.7	109.6	112.3	113.5
Côte d'Ivoire	94.3	98.1	104.2	101.3	108.2	102.2	109.5	114.4	121.9	124.4
Djibouti	84.9	95.3	111.3	137.3	141.5	126.5	118.6	132.3	134.5	134.4
Egypte	85.3	98.8	106.1	111.0	116.3	117.7	110.1	114.2	119.9	119.6
Gabon	99.7	100.3	100.3	101.8	103.2	109.5	114.5	115.5	118.5	119.7
Gambie	98.3	94.0	98.4	73.0	102.9	120.9	133.6	88.2	107.6	98.2
Guinée	82.2	100.8	101.5	105.1	109.9	110.2	113.2	116.3	122.2	123.4
Guinée-Bissau	87.3	99.2	103.7	103.9	118.8	122.0	122.0	128.4	137.9	140.9
Guyana	95.9	94.2	97.8	98.6	98.0	106.1	107.7	113.4	113.1	129.0
Indonésie	78.5	98.1	106.2	108.8	113.8	121.0	123.9	127.5	136.2	137.6
Iran	77.4	102.9	102.8	107.2	98.5	106.8	108.0	108.9	112.5	113.5
Iraq	96.2	104.2	103.7	100.8	90.1	90.8	104.1	113.1	113.6	129.0
Jordan	80.6	97.5	103.0	103.8	107.9	115.5	129.5	134.4	132.4	136.8
Kazakhstan	78.8	99.9	106.6	116.9	108.7	124.6	107.9	143.9	110.6	126.1
Koweït	80.1	96.9	103.3	107.0	100.1	133.7	134.6	161.9	167.9	171.6
Kirghizstan	94.8	97.7	100.0	102.0	103.2	108.9	106.6	108.2	108.5	114.3
Liban	99.0	97.3	98.7	100.0	103.7	94.1	94.5	92.1	94.6	97.1
Libye	94.4	100.7	100.5	106.4	104.9	107.8	109.9	110.7	111.7	110.8
Malaisie	78.0	100.3	104.8	105.1	114.5	114.7	114.8	124.4	124.8	128.1
Maldives	89.4	88.5	98.1	84.0	82.4	77.7	71.5	70.2	66.0	63.6
Mali	72.7	102.7	106.1	119.7	134.3	148.8	153.9	144.6	154.4	149.8
Mauritanie	89.4	100.4	102.7	103.5	101.5	102.0	112.5	111.5	120.3	120.3
Maroc	71.9	92.8	109.8	93.1	103.0	122.2	126.7	130.9	124.3	134.7
Mozambique	86.5	95.1	103.6	108.4	109.1	117.8	153.4	162.5	155.5	161.4
Niger	71.4	101.8	110.0	116.5	138.8	113.8	145.3	127.8	138.2	132.4
Nigeria	80.1	99.9	104.6	97.3	103.8	90.9	103.8	96.6	106.8	110.5
Oman	91.8	111.9	95.7	99.8	100.6	98.2	122.2	114.8	127.3	124.6
Pakistan	88.3	100.6	103.0	108.3	112.8	114.8	113.3	117.6	117.4	94.4
Palestine	88.2	107.2	95.4	97.3	98.8	99.0	80.6	91.5	96.0	93.1
Qatar	110.7	94.8	103.1	113.6	106.7	114.8	120.0	132.0	132.7	134.1
Arabie Saoudite	81.2	100.4	101.8	103.4	104.2	101.4	108.1	108.6	109.8	107.6
Sénégal	108.4	110.1	94.4	85.7	127.8	140.4	152.4	108.9	128.8	126.4
Sierra Leone	43.6	93.1	114.1	99.4	106.4	131.3	148.8	155.4	160.8	169.3
Somalie	89.6	100.4	102.6	98.8	95.3	99.4	104.3	107.5	110.6	117.1
Suriname	95.0	98.7	106.0	113.2	115.5	130.7	137.2	134.6	135.5	145.8
Syrie	77.2	98.7	106.9	93.5	89.1	96.3	91.7	102.5	93.6	82.3
Tadjikistan	64.0	99.3	104.3	108.7	117.4	131.0	137.1	143.8	157.4	170.0
Togo	84.7	99.1	104.9	107.7	118.0	127.6	129.2	140.5	137.0	124.5
Tunisie	84.0	101.0	105.6	104.6	109.4	105.5	106.6	106.7	118.9	118.1
Turquie	94.6	101.4	103.2	99.5	104.3	107.3	111.3	116.7	123.6	127.3
Turkménistan	66.6	102.4	105.0	113.7	109.6	107.3	105.9	101.5	106.2	109.0
Ouganda	168.1	105.4	92.7	92.9	102.4	101.4	111.4	69.1	70.1	72.6
EAU	87.5	99.9	99.9	102.7	105.5	108.2	111.6	112.9	110.5	111.3
Ouzbékistan	75.6	98.8	109.0	112.6	119.5	125.7	135.2	145.4	155.0	166.3
Yémen	82.9	97.7	106.1	116.6	121.6	126.6	136.7	133.6	141.2	138.4
Moyenne de l'OCI	83.9	100.2	104.6	105.5	109.8	113.2	116.7	120.2	124.4	125.8
Autres en Dév. Av.	86.0	99.9	103.4	108.7	113.7	114.4	119.1	124.7	126.9	131.7
Moyen Dév..	99.2	100.0	98.4	100.5	103.1	103.9	102.9	103.5	102.4	106.4
Moyenne du Monde	89.9	100.0	102.2	106.0	110.2	111.4	114.5	118.6	120.5	124.5

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Statistiques de Production

* Niveau relatif du volume global de production alimentaire pour chaque ans par rapport a la période de base 2004-2006

Tableau 13: Indice de Production Alimentaire Par Habitant*

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Afghanistan	101.1	105.9	94.8	102.9	92.7	105.0	101.5	94.5	102.3	97.7
Albanie	84.3	98.1	102.9	103.8	108.9	113.9	121.0	126.6	133.6	128.5
Algérie	74.2	99.0	101.4	90.2	90.4	111.4	114.7	121.4	127.2	137.6
Azerbaïdjan	77.6	103.1	103.9	104.9	110.5	118.9	114.9	120.5	125.8	129.4
Bahreïn	163.1	92.6	110.5	98.2	88.6	94.0	81.8	113.6	114.0	137.8
Bangladesh	96.8	102.8	104.8	109.8	116.9	116.5	122.8	123.6	123.1	124.0
Benin	99.6	101.5	92.3	93.4	105.6	104.7	105.1	109.2	112.0	119.0
Brunei	94.4	75.3	121.1	124.5	125.6	123.7	128.2	134.5	137.5	147.4
Burkina Faso	80.5	103.0	100.5	85.2	105.0	94.4	106.0	94.5	105.1	98.5
Cameroun	87.4	102.4	107.1	110.5	112.8	119.4	125.9	127.5	129.8	130.1
Tchad	93.8	103.5	100.2	92.1	94.5	93.9	94.1	83.9	99.9	93.4
Comores	108.7	95.7	99.4	96.9	92.2	97.3	100.0	94.0	93.9	92.8
Côte d'Ivoire	101.7	98.2	102.7	98.3	103.1	95.6	100.4	102.6	106.9	106.5
Djibouti	91.3	95.4	109.8	133.6	135.9	119.7	110.5	121.5	121.6	119.7
Egypte	92.6	98.8	104.4	107.4	110.7	110.1	101.3	103.3	106.7	104.7
Gabon	112.1	100.3	97.9	97.0	96.0	99.4	101.5	100.0	100.1	98.7
Gambie	114.7	93.9	95.3	68.5	93.6	106.6	114.0	72.9	86.2	76.2
Guinée	90.1	100.9	99.3	100.2	102.1	99.7	99.8	99.8	102.2	100.7
Guinée-Bissau	97.5	99.2	101.5	99.6	111.3	111.9	109.3	112.5	117.9	117.6
Guyana	98.1	94.2	97.3	97.4	96.1	103.3	104.3	109.1	108.2	122.7
Indonésie	84.4	98.2	104.7	105.8	109.1	114.4	115.6	117.5	123.9	123.7
Iran	82.4	102.9	101.6	104.7	95.1	101.9	101.8	101.3	103.3	102.9
Iraq	110.7	104.3	101.2	96.0	83.9	82.4	92.1	97.3	95.0	104.6
Jordan	88.8	97.7	99.6	96.4	95.9	98.1	105.3	104.9	99.2	98.8
Kazakhstan	81.4	100.0	105.5	114.4	105.2	119.3	102.1	134.7	102.5	115.6
Koweït	96.6	97.1	98.3	96.4	85.3	107.9	103.5	119.2	118.9	117.2
Kirghizstan	96.5	97.8	99.3	100.2	100.2	104.4	100.8	101.1	100.0	103.9
Liban	121.5	96.9	96.0	95.9	98.4	87.9	86.4	81.7	80.8	79.9
Libye	102.1	100.7	98.9	102.9	99.9	101.1	101.8	101.5	101.6	100.0
Malaisie	86.1	100.3	102.9	101.3	108.4	106.7	105.0	111.8	110.3	111.4
Maldives	97.5	88.4	96.4	81.2	78.1	72.3	65.3	62.9	58.1	54.9
Mali	84.7	102.9	102.9	112.5	122.3	131.2	131.6	120.0	124.3	117.1
Mauritanie	103.9	100.4	99.8	97.8	93.3	91.2	98.1	94.7	99.7	97.3
Maroc	75.5	92.9	108.9	91.5	100.3	117.8	120.6	123.1	115.2	123.0
Mozambique	99.5	95.1	100.9	102.7	100.7	105.9	134.4	138.9	129.6	131.2
Niger	85.8	102.0	106.2	108.4	124.4	98.2	120.8	102.3	106.4	98.1
Nigeria	91.0	100.0	102.0	92.3	95.9	81.7	90.8	82.2	88.3	88.9
Oman	105.2	111.6	94.1	97.6	97.5	92.7	109.6	95.4	96.6	86.3
Pakistan	97.1	100.6	101.2	104.4	106.7	106.7	103.4	105.5	103.6	81.9
Palestine	98.0	107.3	93.3	93.1	92.1	90.1	71.6	79.2	81.0	76.6
Qatar	153.7	95.2	87.8	81.3	64.7	60.5	56.6	57.0	53.4	51.0
Arabie Saoudite	99.3	100.1	98.8	98.2	97.4	93.2	97.7	96.3	95.6	91.9
Sénégal	123.8	110.1	91.9	81.1	117.7	125.7	132.6	92.1	105.7	100.8
Sierra Leone	54.0	93.1	110.5	93.9	98.4	119.1	132.4	135.6	137.6	142.2
Somalie	102.7	100.4	100.0	93.9	88.3	89.7	91.7	91.9	91.9	94.5
Soudan	91.0	101.0	99.3	95.9	93.6	93.2	87.1			
Suriname	101.6	98.6	104.8	110.8	112.1	125.5	130.6	126.9	126.5	135.1
Syrie	86.0	99.1	103.6	87.1	79.8	83.5	77.6	85.7	77.9	68.5
Tadjikistan	70.4	99.4	102.1	104.1	109.9	119.8	122.4	125.3	133.8	141.1
Togo	96.5	99.1	102.3	102.3	109.2	115.1	113.5	120.4	114.3	101.3
Tunisie	88.4	101.0	104.5	102.4	105.9	100.9	100.8	99.8	109.9	108.0
Turquie	101.5	101.4	101.9	97.0	100.4	102.1	104.5	108.2	113.2	115.1
Turkménistan	70.3	102.5	103.8	111.2	105.8	102.4	99.8	94.4	97.6	98.8
Ouganda	103.5	99.8	96.5	95.9	95.3	94.6	94.3	92.2	87.3	85.0
EAU	230.7	105.5	79.0	66.5	62.5	54.6	54.8	32.1	31.6	32.3
Ouzbékistan	79.4	98.9	107.9	110.1	115.3	119.6	126.9	134.6	141.5	149.9
Yémen	95.3	97.8	103.4	110.9	112.9	114.8	121.0	115.5	119.3	114.2
Moyenne de l'OCI	92.1	100.3	102.7	101.7	103.8	105.2	106.4	108.4	110.3	109.7
Autres en Dév. Av.	90.1	99.9	102.5	106.7	110.7	110.5	113.9	118.3	119.3	122.8
Moyen Dév..	103.0	100.0	97.6	99.0	100.7	100.8	99.0	98.9	97.2	100.3
Moy.Mondiale	94.5	100.0	101.2	103.8	107.0	107.0	108.8	111.9	112.4	115.2

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Statistiques de Production

* Niveau relatif par habitant du volume de production alimentaire pour chaque ans par rapport a la période de base 2004-2006

Tableau 14: Exportation de Produits Alimentaires (million courant en dollars des États-Unis)

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Afghanista					284	221	156	147	75	70	83
Albanie	17	38	45	57	54	62	70	81	91	106	121
Algérie	36	70	88	98	127	116	320	359	320	405	326
Azerbaïdja	55	325	320	505	531	525	592	714	829	872	831
Bahrein	56	59	57	65	284	289	306	438	489	843	629
Bangladesh	418	581	693	857	1057	576	776	938	970	1118	1168
Bénin	38	70	88	104	127	210	270	98	131	159	142
Brunei			7			7	9	12	6	18	41
Burkina	35			107	116	111	135	201	186	312	312
Cameroun	272	418	430	488	687	829	948	861	732	782	902
Comores	6	3	2	1	4	9					
Côte	1806	2770	2856	3185	3936	4851	5001	5307	4778	4425	6385
Egypte	375	932	896	1273	2786	4058	4356	4487	4038	4576	4492
Gabon	22	57	50	40	39	40	36	40	40	39	48
Gambie	13	6	9	11	8	35	36	31	32	24	20
Guinée	13	73	84	34	24	19	27	29	22		
Guinée-		23									
Guyana	226	287	289	338	376	340	356	434	508	514	568
Indonésie	5526	9872	11453	16681	24090	19998	25630	32865	33692	31939	35389
Iran	818	2108	2690	3695	4243	3592	4738	4318	5600	5223	5564
Iraq	114		52	42	30	13	8	8	14	8	8
Jordanie	182	642	690	745	1050	1032	1111	1257	1373	1539	1641
Kazakhstan	600	669	1055	2033	2972	1625	1934	1826	3087	2642	2600
Koweït	54	138	119	142	194	183	209	226	263	482	492
Kirghizsta		76	96	156	178	155	192	221	222	238	206
Liban	131	285	288	369	441	432	511	570	607	723	636
Libye				1	1	2	1	0	1	1	0
Malaisie	5440	9830	11175	16220	23142	17627	23609	31716	28451	25099	26008
Maldives	41	103	134	106	124	75	71	81	159	164	142
Mali	8	64	89	101	135	114	110	134	156	140	
Mauritani	71	138		175	188	237	278	434	616	464	676
Maroc	1596	2370	2414	2790	3542	3232	3347	3751	3692	4143	4402
Mozambique	156	245	365	268	390	498	485	739	572	672	711
Niger	101	146	160	166	369	188	89	150	185	105	121
Nigeria	38	34	33	876	1054	2264	2891	2256	7665	4574	4900
Oman	399	508	464	541	966	808	980	1102	1125	1414	1207
Pakistan	964	1933	2002	2116	3621	2888	3531	4901	4187	4995	4669
Qatar	9	33	21	23	2	49	4	5	71	9	8
Arabie	474	1256	1497	2119	687	1018	3086	3528	3610	3517	3315
Sénégal	363	424	495	569	443	542	559	776	680	876	956
Soudan	508	299	299		300	452	405	562	713	1243	763
Surinam	21	67	42	46	69	63	49	98	102	78	70
Syrie	408	864	1899	2401	3157	2651	2386	2102	841	373	373
Tadjikistan	29										
Togo	38	77	74	44	101	81	73	83	122	164	152
Tunisie	510	1088	1384	1444	1716	1334	1269	1801	1588	1657	1596
Turquie	3521	7714	7932	9007	10704	10582	11878	14209	15033	16749	17759
Turkménis	7										
EAU	1128	2299	2479	2731	3615	3766	4701	5358	6209	7388	7609
Ouganda	241	473	523	739	923	802	887	1163	1092	1335	1261
Ouzbékist									909	1479	
Yémen		247	277	332	390	370	459	521	448	441	425
Total de	26884	49715	56115	73842	992751	88971	108870.	130937.	136332.	134136.	139723.
Autres en	10843	19318	21798	26688	331526.	30395	357278.	455218.	472323.	496591.	506701.
Avancés.	29453	43850	47869	57203	681572.	60287	651701.	765569.	767061.	813123.	836638.
Total	42985	68140	75279	91275	111237	99580	111785	135172	137571	144385	148306

Source: Base de données en ligne de l'OMC

Tableau 15: Importation de Produits Alimentaires (Million de Dollars des Etats-Unis)

	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Afghanistan					525	610	706	897	1248	1200	1064
Albanie	238	455	540	690	863	777	826	897	845	865	891
Algérie	2578	3935	4121	5480	8457	6414	6683	10762	9998	10467	11784
Azerbaïdjan	218	441	551	903	1118	963	1223	1373	1408	1554	1536
Bahreïn	449	635	513	595	944	806	934	621	649	934	1311
Bangladesh	1254	1755	2620	3946	5059	4431	4859	8036	6662	7229	8240
Bénin	120	269	308	508	619	482	824	702	878	1186	1181
Brunei			285			417	419	508	501	543	555
Burkina Faso	77			249	313	294	310	399	523	526	452
Cameroun	269	493	556	692	984	1016	906	1273	1263	1218	1315
Comores	16	29	29	23	67	69					
Côte d'Ivoire	427	858	1006	1163	1546	1613	1511	1689	1955	1820	1883
Egypte	3519	3979	3926	5521	8916	7726	10145	14794	15666	11674	14898
Gabon	174	278	287	382	450	429	523	643	637	680	519
Gambie	66	98	81	100	96	104	102	112	126	131	141
Guinée	148	261	273	217	243	140	186	279	304		
Guinée-		51									
Guyana	80	118	113	143	192	168	215	245	274	271	262
Indonésie	3336	4841	5455	7857	9383	8639	11470	16730	15828	16395	17028
Iran	2585	3051	3177	3884	6304	9188	8156	9654	12442	13140	12695
Iraq	203		4287	4415	6772	7592	9191	12997	13163	14278	13810
Jordanie	851	1424	1523	2029	2809	2395	2476	2948	3598	3691	4042
Kazakhstan	459	1263	1644	2241	2938	2415	2281	3938	4165	4462	4228
Koweït	1249	2195	2487	2757	3630	2909	2949	3780	3676	4435	4917
Kirghizstan		166	247	371	533	502	544	708	780	842	812
Liban	1107	1385	1410	1900	2246	2422	2799	3113	3229	3360	3224
Libye				1089	1493	1512	2151	974	2678	3286	2313
Malaisie	3526	5866	6841	8536	10966	9920	12786	16524	16518	15610	16537
Maldives	92	116	148	182	220	215	245	296	329	390	419
Mali	122	255	314	323	416	368	331	460	474	535	
Mauritanie	66	137		364	462	389	335	355	452	438	439
Maroc	1585	2195	2168	3883	4993	3695	4057	5593	5581	4872	5619
Mozambique	162	360	395	542	570	581	700	778	800	1077	1096
Niger	126	252	240	226	301	253	346	304	534	563	533
Nigeria	1159	2864	4112	6490	5908	4010	4535	11556	8147	7952	8520
Oman	1122	1060	1167	1562	2494	1953	2394	2617	2913	3159	3612
Pakistan	1524	2606	3061	2889	5014	3583	4893	5203	4846	4467	5565
Qatar	382	662	857	1123	1688	945	1974	2539	2569	2586	3014
Arabie	5375	8716	9388	11827	12541	10785	16690	19770	21413	23756	23652
Sénégal	362	984	858	1221	1693	1140	1072	1356	1554	1588	1481
Soudan	360	922	1053		1229	1283	3073	1716	992	1038	964
Surinam	74	100	98	117	152	198	212	235	294	320	296
Syrie	726	1404	1519	1848	2538	3530	3695	3534	1536	1136	1410
Tadjikistan	66										
Togo	59	92	83	115	135	142	155	204	251	281	338
Tunisie	706	1114	1231	1873	2515	1634	2077	2712	2219	2579	2444
Turquie	2128	3284	3486	5167	8502	6104	7411	10653	10420	10830	12047
Turkménistan	210										
EAU	3026	5371	6263	7641	10629	10062	11198	13744	15572	17012	17024
Ouganda	132	308	348	436	587	528	579	758	652	666	673
Ouzbékistan									1265	1338	
Yémen		1522	1509	2125	2605	2556	2845	3163	3642	3799	3694
Total de l'OCI	42509	68166	80578	105649	142656	127908	153992	202137	205464	210181	218478
Autres en	68610	127198	144192	185685	250991	219490	262700	323636	346602	362092	374627
Avancés.	336873	509502	551113	645330	750255	670449	711649	839710	825964	862477	885422
Total Mondial	447992	704867	775884	936664	1143903	1017846	1364948	1365483	1378030	1434750	1478527

Source: Base de données en ligne de l'OMC

Tableau 16: Expédition d'Aide Alimentaire des Céréales (million de tonnes métriques /an)

	1990-92	2000-02	2005-07	2013-15
Afghanistan	0.08	0.34	0.15	0.02
Albanie	0.53	0.04	0.00	
Algérie	0.01	0.03	0.01	0.00
Azerbaïdjan		0.01	0.04	
Bahreïn				
Bangladesh	1.04	0.23	0.20	0.01
Benin	0.02	0.02	0.00	0.00
Brunei				
Burkina Faso	0.03	0.02	0.03	0.00
Cameroun	0.00	0.00	0.00	0.01
Tchad	0.00	0.01	0.05	0.01
Comores	0.01		0.00	
Côte d'Ivoire	0.04	0.01	0.02	0.01
Djibouti	0.01	0.01	0.01	0.00
Egypte	0.53	0.01	0.00	
Gabon		0.00		
Gambie	0.01	0.00	0.01	0.00
Guinée	0.03	0.02	0.02	0.00
Guinée-Bissau	0.01	0.01	0.01	0.00
Guyana	0.06	0.05	0.00	
Indonésie	0.04	0.21	0.02	
Iran	0.05	0.01	0.00	0.00
Iraq	0.04	0.00	0.01	0.00
Jordan	0.26	0.22	0.00	0.00
Kazakhstan	0.00			
Koweït				
Kirghizstan	0.06	0.05	0.06	0.00
Liban	0.02	0.05	0.00	0.00
Libye				
Malaisie	0.00			
Maldives	0.00	0.01	0.01	
Mali	0.03	0.00	0.03	0.00
Mauritanie	0.03	0.04	0.04	0.01
Maroc	0.16	0.01		
Mozambique	0.96	0.19	0.06	0.00
Niger	0.02	0.02	0.06	0.02
Nigeria	0.00	0.01		
Oman				
Pakistan	0.33	0.14	0.07	0.03
Palestine	0.01	0.05	0.08	0.01
Qatar				
Arabie Saoudite				
Sénégal	0.10	0.00	0.01	0.00
Sierra Leone	0.04	0.06	0.02	0.00
Somalie	0.30	0.03	0.09	0.03
Soudan	0.43	0.13	0.27	0.01
Suriname				
Syrie	0.01	0.01	0.00	0.13
Tadjikistan	0.06	0.11	0.01	0.00
Togo	0.01		0.00	
Tunisie	0.06			
Turquie	0.00			
Turkménistan	0.00	0.01		
Ouganda	0.03	0.06	0.10	0.00
EAU				
Ouzbékistan		0.12		
Yémen	0.04	0.15	0.03	0.09
Total de l'OCI	5.50	2.52	1.53	0.41
Total des PFRDV de l'OCI	3.39	1.66	1.30	0.36
Total de tous les PFRDV	7.07	4.48	3.38	0.52

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – statistiques sur les interventions en cas d'urgence

Tableau 17: Nombre Total des Personnes Sous-alimentées (million de personnes)

	1990-1992	1995-1997	2000-2002	2008-2010	2014-2016
Afghanistan	3.8	8.4	10	7.2	8.6
Albanie					
Algérie	2.1	2.5	2.7	2	
Azerbaïdjan	1.8	2.1	1.4		
Bahreïn					
Bangladesh	36	44.2	27.7	25.7	26.3
Benin	1.5	1.6	1.6	1.2	0.8
Brunei Darussalam					
Burkina Faso	2.4	2.2	3.3	3.5	3.7
Cameroun	4.7	5.4	5	3	2.3
Tchad	3.6	3.7	3.5	4.7	4.7
Comores					
Côte d'Ivoire	1.3	1.7	2.7	2.7	2.8
Djibouti	0.5	0.5	0.4	0.2	0.1
Egypte					
Gabon	0.1				
Gambie	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1
Guinée	1.5	2	2.3	2	2
Guinée-Bissau	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4
Guyana	0.2	0.1			
Indonésie	35.9	28.8	38.3	37.6	19.4
Iran	2.9		3.8	4.8	
Iraq	1.4	4.8	5.8	7.8	8.1
Jordan	0.2	0.4	0.3		
Kazakhstan					
Koweït	0.8				
Kirghizstan	0.7	0.7	0.8	0.5	0.3
Liban					
Libye					
Malaisie	1				
Maldives					
Mali	1.4	1.7	1.3	0.7	
Mauritanie	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2
Maroc	1.5	2	1.9	1.7	
Mozambique	7.8	8.3	7.9	7.8	6.9
Niger	2.2	3.1	2.3	1.8	1.8
Nigeria	20.8	13.2	11.2	9.3	12.9
Oman	0.3	0.4	0.3	0.2	
Pakistan	28.7	28.3	34.4	37.2	41.4
Palestine					
Qatar					
Arabie Saoudite					
Sénégal	1.9	2.6	2.9	1.8	1.5
Sierra Leone	1.7	1.4	1.7	1.7	1.4
Somalie					
Soudan	10.6	9.1	9.6	10.7	
Suriname					
Syrie					
Tadjikistan	1.6	2	2.5	2.8	2.9
Togo	1.5	1.5	1.4	1.3	0.8
Tunisie					
Turquie					
Turkménistan	0.4	0.4	0.4		
Ouganda	4.2	6	7.1	8.3	10.3
EAU					
Ouzbékistan			3.6	2.4	
Yémen	3.6	4.7	5.3	6.1	6.7
Total de l'OCI	191	195	204	198	166
Autres en Dév. Total	773	713	651	568	508
Total Mondial	1011	930	942	821	795

Source: Base de données en ligne FAOSTAT, Statistiques de la sécurité alimentaire

Tableau 18: Prédominance de Malnutrition dans le Totale de la Population

	1990-1992	2000-2002	2008-2010	2014-2016*
Afghanistan	30	47	26	27
Albanie				
Algérie	8	8	6	
Azerbaïdjan	24	17		
Bahreïn				
Bangladesh	33	21	17	16
Benin	28	22	13	8
Brunei				
Burkina Faso	26	28	23	21
Cameroun	38	31	15	10
Tchad	59	40	41	34
Comores				
Côte d'Ivoire	11	16	15	13
Djibouti	75	49	24	16
Egypte				
Gabon	12			
Gambie	13	13	11	5
Guinée	23	26	19	16
Guinée-Bissau	23	27	24	21
Guyana	23	10	12	11
Indonésie	20	18	16	8
Iran	5	6	7	
Iraq	8	24	26	23
Jordan	6	6		
Kazakhstan				
Koweït	39			
Kirghizstan	16	17	9	6
Liban				
Libye				
Malaisie	5			
Maldives	12	12	12	5
Mali	17	13	5	
Mauritanie	15	11	8	6
Maroc	6	7	5	
Mozambique	56	42	33	25
Niger	28	21	12	10
Nigeria	21	9	6	7
Oman	18	12	7	5
Pakistan	25	23	22	22
Palestine				
Qatar				
Arabie Saoudite				
Sénégal	25	28	15	10
Sierra Leone	43	40	31	22
Somalie				
Soudan	40	27	24	
Suriname	16	14	10	8
Syrie				
Tadjikistan	28	40	38	33
Togo	38	29	21	11
Tunisie				
Turquie				
Turkménistan	9	8		
Ouganda	23	28	25	26
EAU				
Ouzbékistan		14	9	
Yémen	29	29	27	26
Moyenne de l'OCI	23.6	19.1	16.1	14.8
Moyenne d'Autres en Dév.	25.7	19.4	16.5	14.0
Moyenne du Monde	18.6	14.9	11.8	10.9

Source: Base de données en ligne FAOSTAT – Statistiques de la sécurité alimentaire

Tableau 19: Institut de Technologie du Massachusetts, Laboratoire d'Action de pauvreté d'Abdul Latif Jameel (MIT J-PAL) et Projets Initiatiques d'Adoption Agricole de Technologie(ATAI) dans les Pays Membres de l'OCI

Titre	Pays	Contraintes	Question de Recherches	Résultats
Migration de travail provisoire comme réduction : Stratégies pour contrôler la famine saisonnière	Bangladesh	Contraintes du Marché de travail	Les incitations monétaires peuvent-elles inciter les agriculteurs ruraux à émigrer aux villes et à poursuivre des occasions de travail saisonnières pendant des périodes de la famine ?	L'offre d'une incitation pour émigrer a eu un grand effet sur la probabilité de la migration saisonnière.
Prise de décision de fermier et expérimentation de technologie en Indonésie	Indonésie	Inefficacités de l'information	Fournissant les agriculteurs avec des données sur des facteurs précédemment inaperçus affectant leurs rendements de récolte peut-il les aider à adopter des pratiques agricoles optimales ?	En expérimentant avec de nouvelles techniques agricoles, les agriculteurs ne comprennent pas au commencement les avantages. Quand les résultats des nouvelles techniques de leur parcelle de terrain sont rapportés, les agriculteurs sont en position de continuer d'employer la nouvelle technique.
Occasions d'améliorer l'expansion et l'impact du prêt agricole au Mali	Mali	Inefficacités du marché de crédit	Est-ce que microfinance sous forme de prêts, de concessions, ou de produits de l'épargne allégera des contraintes à l'investissement parmi de petits agriculteurs au Mali ?	(Travail continu)
L'impact du projet d'irrigation d'Alatona au Mali	Mali	Contraintes du Marché de terre	Comment est-ce qu'un projet à grande échelle d'irrigation améliore des rendements et aide les agriculteurs à fixer les droits de propriété ?	(Travail continu)
Les épargnes, subventions et sécurité durable alimentaire en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché de crédit	L'accès aux équipements d'économie en combinaison avec des subventions pour l'engrais peut-il augmenter l'adoption de longue durée d'engrais parmi des agriculteurs en Mozambique ?	(Travail continu)
Versements aux migrants de mobilisation pour la modernisation agricole en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché de crédit	Les remises strictement identifiées pour des buts agricoles peuvent-elles augmenter la prise des technologies agricoles ?	Le produit financier développé n'était pas populaire parmi les travailleurs et pour avoir suffisamment de réceptrice à examiner s'il y aurait n'importe quel effet sur les achats d'input d'agriculture.
Promotion de l'utilisation correcte d'engrais par l'épargne de l'information et d'engagement employant des opérations bancaires mobiles en Mozambique	Mozambique	Inefficacités du marché d'Input et d'Output, Inefficacités du marché de crédit, Inefficacités de l'information	Est-ce que les épargnes de l'information et d'engagement pour les inputs agricoles par un téléphone portable augmentent la prise des entrées ?	(Travail continu)
Agriculteurs coordonnés avec des portables : Innovation de technologie dans la vulgarisation de bétail au Pakistan	Pakistan	Inefficacités de l'information	Donnant à des agriculteurs une plateforme pour acquérir des expériences de l'information et de part de soin vétérinaire augmente-t-il l'utilisation de ces services ?	(Travail continu)
Contrats d'intéressement en vente des récoltes de valeurs élevées par Petites Propriétaires au Sénégal	Sénégal	Inefficacités du marché d'Input et d'Output	Est-ce que différents types de contrats pour des commerçants d'oignon améliorent la qualité et augmentent des prix des agriculteurs ?	(Travail continu)
Promotion de l'adoption de nouvelles variétés de riz : Adressage des coûts d'adoption rapide au Sierra Leone	Sierra Leone	Extériorités, Inefficacités du Marché de Risque, Inefficacités de l'information	Les chercheurs étudient si les subventions des prix initiaux et de formation favorisent effectivement l'expérimentation et l'adoption de nouvelles variétés de riz parmi des agriculteurs au Sierra Leone.	(Travail continu)
Structure de contrat et qualité d'exportation sur le marché du cacao de la Sierra Leone	Sierra Leone	Inefficacités du marché d'Input et d'Output	Les variations des contrats offerts aux commerçants de cacao augmentent-elles la qualité du cacao qu'elles achètent ?	Les commerçants qui sont offerts des bonifications achètent un cacao plus de haute qualité, mais les prix élevés qu'ils reçoivent ne sont pas passés aux agriculteurs.
Agriculteurs et barrières de femmes à l'adoption de technologie : Une évaluation randomisée du programme de la prolongation de BRAC à Ouganda rural	Ouganda	Inefficacités du marché d'Input et d'Output, Inefficacités du marché de crédit, Inefficacités de l'information	Combinant la vulgarisation avec la microfinance augmente-il l'utilisation du conseil agricole ?	(Travail continu)
Épreuves sélectives pour l'évaluation et l'adoption agricoles de technologie : Un pilote	Ouganda	Extériorités, Inefficacités du marché de crédit	Comment les réseaux sociaux peuvent-ils être employés stratégiquement pour augmenter la prise d'une technologie d'arrosage simple ?	(Travail continu)

Source: MIT J-PA

